

هكزاس النظم



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14480 - 8 P.

VENDREDI 30 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les bouleversements en Union soviétique et leurs répercussions en France

La peur d'un Tchernobyl militaire

LES états-majors et les services secrets occidentaux cherchent à suivre, avec la plus grande précision possible et en permanence, les effets de la dissuasion politique de l'Union soviétique sur le déploiement de son arsenal nucléaire, qui compte quelque 11 800 têtes stratégiques et 20 000 charges tactiques. C'est la première fois que le monde peut ainsi assister, quasiment en direct, à l'évolution d'un arsenal dont le mérite, tant vanté par ses promoteurs, est précisément d'être dissuasif à la condition de rester entre les mains d'un pouvoir centralisé, responsable et reconnu. A vrai dire, on se serait bien passé d'une telle « expérience ».

Environ 75 à 80 % de l'armement soviétique dit stratégique (missiles intercontinentaux, bombardiers et sous-marins) sont basés en Russie, et le reste en Biélorussie, en Ukraine et au Kazakhstan. Pendant le putsch, aucune activité inhabituelle n'a été décelée par les Occidentaux entre les sites de lancement et leurs PC. On a même constaté, selon les Américains, que des missiles lourds mobiles avaient été retirés de leurs positions de déploiement et mis en zones de sécurité.

L'UKRAINE, la Biélorussie et le Kazakhstan, bien avant le coup d'Etat, avaient annoncé leur intention de devenir des Républiques démocratiques. La Russie a demandé à détenir un droit de regard sur les armes entreposées sur son territoire, sous la forme d'un droit de veto qui - l'exemple de l'OTAN est éloquent - reste très délicat à instituer.

Il faudra bien, de toute façon, que l'Ouest obtienne des Républiques concernées qu'elles soient parties prenantes au traité de non-prolifération nucléaire et aux négociations START dès lors que l'adhésion de la seule Union soviétique - déjà acquies - ne suffirait pas à rassurer. Mais, à cette remarque près, la question des armes stratégiques peut être considérée comme relativement plus aisée à résoudre que celle des armes tactiques soviétiques.

EXTRÊMEMENT mobile, parfois miniaturisé autant qu'il peut l'être de simples obus d'artillerie, disséminés par unités au sein de leurs unités d'emploi et soumis à des commandements locaux, l'arsenal tactique (missiles à courte portée, canons, torpilles et mines) est, pour l'Occident, le risque majeur d'une désintégration militaire de l'Union soviétique dont le pouvoir central ne parviendrait plus à imposer son contrôle. On peut dès lors tout imaginer, depuis l'utilisation de ces armes dans des affrontements internes entre minorités jusqu'à leur vente par des dissidences irresponsables, en passant par la récupération de la matière fissile par des terroristes. Le drame de Tchernobyl est encore présent dans les mémoires pour témoigner qu'un gouvernement peut être vite dépassé.

C'est une raison de plus pour prendre au mot M. Evgueni Velikhov, conseiller scientifique de M. Gorbatchev, quand il souhaite que la communauté internationale joue son rôle dans le contrôle de l'arsenal nucléaire de l'Union soviétique. M. Mitterrand, qui a évoqué son souci d'une « nécessaire remise en ordre nucléaire » en URSS, ne dit pas autre chose.

M0147 - 0830 - 6.00 F



Accord entre la Russie et l'Ukraine pour éviter une « désintégration »

Après une série de discussions à Kiev, la Russie et l'Ukraine se sont mises d'accord, jeudi 29 août, pour coordonner leurs politiques dans les domaines économique et militaire. Les deux plus puissantes Républiques soviétiques se sont engagées à ne pas permettre une « désintégration incontrôlée » du pays et à reconnaître les frontières existantes. M. Boris Eltsine avait déclaré lundi 26 août que la Russie

se réservait le droit de reconsidérer ses frontières avec toute République qui sortirait de l'Union.

Mercredi 27, le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev avait nommé un nouveau ministre des affaires étrangères, M. Boris Pankine, qui succède à M. Alexandre Bessmertnykh, soupçonné d'avoir participé à la tentative de putsch.

« Oui, il y a le feu à notre maison »

MOSCOU

de notre correspondant

L'Union soviétique n'a toujours pas de gouvernement mais au moins a-t-elle désormais un ministre des affaires étrangères. M. Boris Pankine, ambassadeur à Prague, a été chargé mercredi 28 août par le président Gorbatchev de diriger la diplomatie de cette Union déunie et totalement incertaine de son avenir. M. Pankine reçoit la récompense de son attitude pendant le coup d'Etat : seul parmi les ambassadeurs soviétiques, il avait explicitement dénoncé l'attitude des putschistes. Sans doute sans hâte excessive - c'était au troisième jour de la ten-

tative et cet ancien journaliste avait eu le temps de comprendre que les comploteurs couraient à la déconfiture. Mais cette prise de position publique lui a suffi pour être préféré à M. Edouard Chevardnadze, dont un grand nombre de fonctionnaires des affaires étrangères réclamaient le retour et qui lui-même, après avoir fait la fine bouche, paraissait désormais disposé à revenir aux affaires. Les propos crus qu'il a tenus pendant et après le putsch sur l'attitude de M. Gorbatchev n'ont apparemment pas été oubliés par un président soviétique qui, depuis deux jours, semble retrouver une certaine autonomie d'action, tandis que M. Boris Eltsine reste enfermé

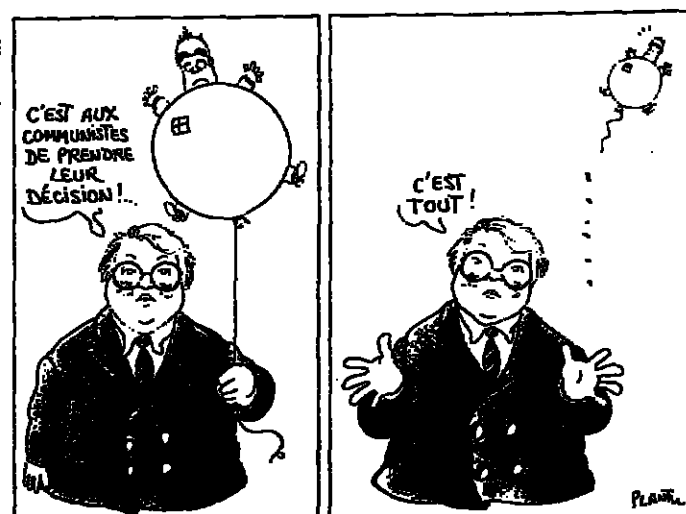
dans la malencontreuse polémique sur les frontières qu'il a lui-même suscitées. Signe apparent de ce regain de santé, M. Gorbatchev a nommé mercredi son ex-porte-parole Vitali Ignatenko à la tête de l'agence Tass. Curieux choix pour la direction d'une agence officielle dont on annonçait deux jours plus tôt qu'elle allait devenir indépendante, tandis que sa petite sœur, Novosti, était dévouée à la Russie. M. Ignatenko, qui n'avait pas fait une très grosse impression dans ses fonctions de porte-parole, avait disparu de la circulation pendant le coup d'Etat.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Un appel de M. Fiterman aux militants du PCF

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF et chef de file des opposants à la direction, a lancé, jeudi 29 août, un appel aux militants communistes pour qu'ils se saisissent eux-mêmes des problèmes posés par les événements d'Union soviétique et par la façon dont M. Georges Marchais et ses partisans y ont réagi. Les dirigeants socialistes, réunis mercredi, pressent le Parti communiste de tirer les conséquences de ces événements, mais ne remettent pas en cause, pour le moment, les accords électoraux entre les deux partis.



Lire page 8 les articles de PATRICK JARREAU

L'Union est morte, vive l'Union ?

par Daniel Vernet

L'Union soviétique n'est pas encore totalement liquidée que déjà beaucoup la regrettent. Les nostalgiques de l'empire russe, puis communiste bien sûr, mais aussi Mikhaïl Gorbatchev, George Bush, les Douze, Boris Eltsine et d'autres démocrates russes... Comme une réaction en chaîne, les déclarations d'indépendance se succèdent dans les Républiques, laissant au « centre » une sorte de créateur béant. Le lieu où les problèmes de l'URSS étaient tantôt résolus, tantôt masqués, n'existe plus, et brusquement les Soviétiques - les débats actuels au Soviet suprême en font foi - découvrent les servitudes de la puissance. La disposition de l'arsenal atomique suppose une autorité

unique : la dissémination nucléaire, condamnée à l'échelle mondiale, menace les Républiques soviétiques ; les économies sont tellement imbriquées qu'il ne suffit pas de se proclamer souverain pour l'être ; l'indépendance cache chez certains dirigeants républicains des desseins fort peu démocratiques, voire la tentation de restaurer l'ancien régime ; au milieu d'une myriade de petits Etats autonomes, les plus forts vont se tailler la part du lion et l'« impérialisme » russe risque de réapparaître.

La volonté d'indépendance est certes incontestable et le principe de l'autodétermination indivisible, bien que partiellement vidé de son sens dans certaines Républiques où les autochtones sont minoritaires, mais les esprits les plus lucides commencent à s'effrayer des conséquences d'un

sauve-qui-peut général. Le démantèlement de la Yougoslavie a parfois été présenté comme un précédent fâcheux pour l'URSS. Pourtant, le drame yougoslave n'est rien comparé à ce qui se passerait en URSS si toutes les Républiques rompaient les amarres, si elles voulaient réviser leurs frontières selon des critères d'ailleurs fort imprécis et si chacune volait au secours de ses ressortissants habitant d'autres régions. Un avant-goût des massacres alors inévitables a été donné ces dernières années dans le Caucase.

Outre la répression, Staline et ses successeurs comptaient sur cette imbrication de peuples, créée souvent artificiellement par la force, pour empêcher toute remise en cause des structures nationales.

Lire la suite page 5

La disparition de Pierre Guillaumat

Pierre Guillaumat, ancien ministre du général de Gaulle et pionnier de la politique énergétique française, est mort le 28 août. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Polytechnicien, ancien du corps des Mines, il fut dès 1943 au côté du chef de la France libre l'inspirateur d'une politique d'indépendance énergétique, clé, selon lui, de l'indépendance nationale.

Lire page 27 l'article de VÉRONIQUE MAURUS ainsi que le témoignage d'ANDRÉ GIRAUD

Le général Aoun en exil

L'ancien chef du camp chrétien au Liban est parti très discrètement pour la France. page 10

LIVRES • IDÉES

La rentrée littéraire

Plus de deux cents romans français cet automne. pages 13 à 20

Voyage avec Colomb

27. - La laboratoire du docteur Custodio

Au Honduras, Colomb fait donner une messe. L'armée envisage de construire un monument pour célébrer l'événement. Une armée omniprésente que la virus démocratique n'a pas encore atteint...

Lire page 2 la vingt-septième épisode du feuilleton d'EDVY PLENEL. Le sommaire complet se trouve page 32

GILLES MARTIN-CHAUFFIER

L'Ouest

ROMAN

Gilles Martin-Chauffier

L'OUEST

roman

Éditions de Fallois
PARIS

Un budget dans le désordre

Rumeurs mal contrôlées, déficits mal calculés, arbitrages contestés

par Alain Verhulst

Qu'il semble loin le temps où les pouvoirs publics préparaient le budget de l'Etat dans le silence et la discrétion. Quelques mesures filtraient parfois dans la presse avant le conseil des ministres de la mi-septembre, ce conseil qui chaque année voit le gouvernement adopter le projet mis au point par le ministre de l'économie et des finances. Mais très rares étaient les dispositions retenues que « l'extérieur » avait influencées.

Le projet de budget pour 1992, que le Parlement commencera à examiner en octobre, innove de fâcheuse manière. Au silence et à la discrétion a succédé le bruit ; à l'ordre a succédé le désordre. Désordre de comptes plus déficitaires qu'ils ne l'ont été depuis plusieurs années (la faute n'en incombe pas à l'actuel gouvernement) ; désordre des pouvoirs publics qui, après avoir

fixé, fin juillet, sous l'autorité du premier ministre, des limites précises aux dépenses de l'Etat, remettent en cause, un mois plus tard, ce qui avait été décidé.

Le budget de la défense atteindra donc - pensions comprises - 240,5 milliards de francs en 1992, soit 4,5 milliards de francs de plus qu'arrêté le 23 juillet. M. Joxe a obtenu que les crédits d'équipement de son ministère soient portés de 98,5 milliards de francs, où les avait fixés M. Cresson et M. Bérégovoy, à 103,1 milliards de francs.

Le nouvel arbitrage de M. Matignon, qui a évidemment reçu l'aval de l'Elysée, n'est pas seulement une pierre jetée dans le jardin du ministre de l'économie, qui va devoir trouver - ce sera très difficile - 4,5 milliards d'économies sur un budget qu'on croyait bouclé. Il est aussi le signe d'un affaiblissement de l'autorité de l'Etat.

Lire la suite et nos informations page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 28 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 2,200 ¥ ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,50 FS ; USA (N.Y.), 2 \$; USA (Rivers), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

TEGUCIGALPA. — De l'aéroport à la capitale, l'avenue des Forces-Armées est le chemin obligé. La voiture passe alors sous un pont que décorent, de part et d'autre, de soigneuses inscriptions. « En chaque Hondurien un soldat », dit la première. « Ensemble, forçons le futur », dit la seconde. Toutes deux sont signées : « Fuerzas Armadas de Honduras ». Ces slogans de bienvenue annoncent un pays où l'armée est hors les murs, véritable puissance politique, économique et sociale. Les militaires honduriens possèdent une banque, la BANFA, et une compagnie d'assurances, détiennent des actions dans des entreprises, des hôtels et des exploitations agricoles, contrôlent Hondutel, la compagnie nationale des télécommunications, et les Armeria, qui ont le monopole des ventes d'armes, sont les maîtres de la FUSEP, l'équivalent de nos police et gendarmerie nationales, et du service de migration, composé de civils mais sur lequel ils ont la haute main. Bref, un État dans l'État.

Officiellement, l'armée ne consomme que 10 % du budget hondurien, mais la plupart des observateurs locaux, journalistes ou diplomates, s'accordent sur un pourcentage réel de 20 %, voire 25 %. C'est une armée populaire qui trouve sa légitimité dans une conscription souvent contournée par les fils de bonne famille mais réellement obligatoire pour les jeunes paysans, auxquels elle offre un espoir de promotion sociale, une chance d'échapper à la pauvreté. Les militaires ne votent pas, argument que brandissent les opposants pour démontrer que l'armée est tenue en laisse de la politique. Cet apolitisme proclamé cache en fait une vision très particulière de la démocratie, que résumait récemment, devant un diplomate occidental, l'un des hauts chefs militaires : « L'armée ne fait pas de politique. Ce qui nous permet d'être les garants de la démocratie. Les partis utilisent l'État. Sans nous, il deviendrait partisan ».

Théoriquement, ce sont les parlementaires honduriens qui choisissent le commandant en chef de l'armée. En réalité, ils ne font qu'approuver le choix fait par le Conseil supérieur des forces armées, qui leur soumet la liste, une liste de trois noms classés par ordre préférentiel, où le premier s'impose logiquement aux suffrages des élus. Les officiers supérieurs ne se sont d'ailleurs pas privés, en décembre 1990, de destituer eux-mêmes, par une révolution de palais, le précédent commandant en chef. Enfin, le ministre de la défense est aussi un militaire. Dans les rues de Tegucigalpa, la capitale proche de la rive pacifique, comme sur les routes de la côte atlantique, l'armée semble en campagne. Les soldats en patrouille, aux mines d'adolescents plutôt gringalets, sont inséparables de leurs encombrants fusils-mitrailleurs, dont les canons dépassent leurs épaules. Multiplier et inexpliqués, les contrôles routiers imposent une attente silencieuse pendant que vous dévisagez un militaire au regard caché derrière d'opiques lunettes de soleil.

POURTANT, le Honduras est une démocratie, avec élections libres et presse d'opposition. Sa Constitution de 1982 est exemplaire : pas de peine de mort, et une succession d'articles détaillant minutieusement les droits de l'individu. La garantie d'*habeas corpus* est reconnue à « toute personne offensée », le droit à la vie est « inviolable », le droit à l'honneur, à l'intimité personnelle et familiale, à la personnalité individuelle est proclamé. Il va de soi qu'on ne peut être arrêté ou détenu qu'en vertu d'un mandat écrit des autorités compétentes et qu'aucune violence ni exécution de quel que nature que ce soit ne pourra être exercée sur les personnes pour les obliger à faire des aveux ». Alors, comment expliquer que, au moment même de notre passage, Amnesty International et Americas Watch viennent de rendre publics des rapports sévères sur le Honduras, le premier intitulé *Persistence des violations des droits de l'homme et le second Persistence de la torture et des assassinats par les forces gouvernementales* ? D'où vient cette démocratie en clair-obscur sur un morceau de continent où la déstabilisation est à l'ordre du jour ?

La réponse tient en quatre mots : « doctrine de sécurité nationale ». Alibi de tous les excès et abus, elle fut théorisée en 1981 avec l'aval des États-Unis, deux ans auparavant, ces derniers ayant perdu un « domino » à leurs yeux essentiel : le Nicaragua, où la dictature somoziste a été renversée et dont le nouveau pouvoir se veut « anti-impérialiste ». Au même moment, la guerre civile s'intensifie au Salvador et au Guatemala, les deux pays les plus peuplés de l'Amérique centrale. Ayant des frontières à l'est avec le Nicaragua, au sud avec le Salvador et à l'ouest avec le Guatemala, le Honduras devient dès lors un pays stratégique où les Américains veulent pouvoir développer sans entraves leurs bases, augmenter leurs troupes et entraîner la Contra nicaraguayenne. Un contexte qui était bien bête pour l'armée hondurienne. De 1981 à 1990, l'aide militaire américaine au Honduras aura été de 492 millions de dollars, alors que la somme allouée entre 1946 et 1981 n'avait pas dépassé 46 millions. Au plus fort des tensions régionales, l'ambassade des États-Unis, dans ce petit pays d'à peine cinq millions d'habitants, sera l'une des plus fournies de la planète.

Bien que la paix ne semble pas pour demain au Salvador et au Guatemala, cette époque semble aujourd'hui révolue, mais laisse en héritage cette exception hondurienne, butte-témoin d'une décadence convulsive et des tolérances américaines.



Honduras, juillet 1985. — D'où vient cette démocratie en clair-obscur sur un morceau de continent où la déstabilisation est à l'ordre du jour ?

JEAN GALIMY/MAGNUM

27. Le laboratoire du docteur Custodio

par Edwy Plenel

Quand il nous reçoit, François Fournat est en train de faire ses bagages, avec le sentiment du devoir accompli. Représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés, il fut, non sans mal l'un des artisans de cet apparent retour à la normale. Lors de son arrivée au Honduras, il avait sur les bras près de 50 000 réfugiés venus des trois pays frontaliers. Il n'y en a plus aujourd'hui que 1 700. Discret, il confie non sans humour : « D'habitude, les programmes de réfugiés, on les commence et on ne les termine jamais. Là, on a réussi sinon à soulager les tensions, du moins à les mettre où elles n'auraient jamais dû cesser d'être ».

Le HCR a dû naviguer au plus près entre les pressions contradictoires des États-Unis, pour qui les seuls bons réfugiés étaient ceux de la Contra, et de la guérilla salvadorienne, qui réclamait le contrôle politique des camps. « On savait qu'on était dans le droit chemin quand ça relâchait des deux côtés ».

À en croire Eugenio Castro, le Honduras est lui aussi sur le bon chemin. Directeur de l'information au ministère des relations extérieures, il n'apprécie guère les accusations des défenseurs des droits de l'homme. Commentant le communiqué officiel qui vient de diffuser la présidence, il martèle : « Sous notre administration, il n'y a pas de personnes disparues, pas de prisonniers politiques ! ». Des « aménagements » sont sans doute nécessaires, mais comme partout ailleurs : « Aucun pays n'a un système parfait des droits de l'homme. Vous aussi, vous avez des problèmes avec votre police. Mais comment gagne un policier français ? Notre problème est simplement un problème d'argent, notre État est pauvre. Si nous pouvions payer de bons salaires, nous aurions une bonne police. Le réseau qui, internationalement, fait du bruit autour des droits de l'homme est manipulé politiquement ».

Peu après notre passage, le discours officiel a changé : en juillet, l'Assemblée nationale hondurienne a voté, avec l'accord du président de la République, une « amnistie générale et inconditionnelle » des prisonniers politiques qu'Eugenio Castro disait introuvables. Mille paysans emprisonnés pour avoir récupéré des terres en ont également profité.

Le docteur Ramon Custodio s'en satisfait-il ? Rien n'est moins sûr, car cette amnistie décharge également de toute responsabilité les militaires ayant participé à des disparitions et à des assassinats. Dix jours après son adoption, le fils de la présidente du Comité des familles de disparus était mystérieusement assassiné. Custodio qui était bien bête pour l'armée hondurienne. De 1981 à 1990, l'aide militaire américaine au Honduras aura été de 492 millions de dollars, alors que la somme allouée entre 1946 et 1981 n'avait pas dépassé 46 millions. Au plus fort des tensions régionales, l'ambassade des États-Unis, dans ce petit pays d'à peine cinq millions d'habitants, sera l'une des plus fournies de la planète.

« Homme du pays de Honduras », le peuple des Black Carib est, aujourd'hui, l'unique survivance de l'étonnante union entre des Africains ayant réussi à échapper à l'esclavage et des Indiens caribéens, débarqués sur les côtes honduriennes par les Anglais en 1797.

EN bras de chemise, le visage orné d'une petite moustache grise, il ouvre ses dossiers. Son comité a dénombré 147 disparitions politiques en dix ans. Pour la seule année 1990, le bilan serait de 85 homicides par abus d'autorité, de 5 assassinats politiques et de 96 cas de tortures. Il assure ne rien avancer sans preuves et montre des témoignages écrits, accablants. L'un d'entre eux, celui de José Antonio Velásquez Vigil, décrit le supplice répandu de la « capuche », qui a l'avantage de ne pas laisser de traces : « La capuche, c'est un morceau de caoutchouc que l'on applique sur la figure et qui, nous derrière la tête, couvre la bouche et le nez, empêchant l'arrivée de l'air dans les poumons. L'un des tortionnaires, debout derrière moi, tire sur le plastique, qui se colle au visage et empêche la respiration, ce qui provoque l'asphyxie. Les autres me jettent de l'eau à la figure et me frappent à coups de pied et de poing ».

« Notre objectif, confie le docteur Custodio, c'est de construire une société civile, de réduire le pouvoir de l'armée, de le gouverner, de le contrôler. Notre chance, c'est que l'époque a changé. Totalement oubliés par le Nicaragua et le Salvador, les États-Unis ont laissé faire au nom de la priorité anticomuniste. Mais où est-il, ce danger, aujourd'hui ? L'armée veut conserver un pouvoir politique totalement obsolète alors que la démissionnalisation est à l'ordre du jour partout ailleurs. Elle mène une bataille d'arrière-garde ». Embarrassés, les États-Unis aimeraient bien garder leur porte-avions hondurien tout en trouvant des alliés plus présentables. L'actuel commandant en chef, Luis Alonso Ducas, fait des efforts en ce sens. Mais il a bien du mal à faire oublier ce que chacun sait à Tegucigalpa : en 1984, il dirigeait le Bataillon de renseignement 316, qui était alors l'Escadron de la mort de l'armée hondurienne, chargé de faire le ménage parmi les opposants et les syndicalistes.

La nuit est tombée et l'orage a éclaté quand nous quittons le docteur Custodio, dont le repaire fait face à la plus vieille église de la capitale. L'église de las Dolores, l'église des Douleurs. Marchant sous l'ondée, tandis que s'agitent les marchands de parapluies à la sauvette, on éprouve soudain une lassitude tant le voyage, en abordant le continent, s'est transformé en inventaire des misères et des malheurs. L'argent et ses combines au Panama, l'exploitation bananière au Costa-Rica, la guerre et la pauvreté au Nicaragua, et maintenant les assassinats et les tortures. Loin de nos récents enthousiasmes européens, comme à l'écart d'un monde en chantier, l'Amérique centrale nous adresse un message de détresse. Du passé au présent, Colomb nous a ainsi entraînés vers la face noire de notre modernité, comme en écho de son propre déclin et de l'impitoyable conquête à venir.

« Tel était donc le Honduras : faim, bruit et cruauté — rien d'autre ». Cette phrase certainement injuste de Paul Theroux

nous revient alors que l'on tente de secouer torpéur et malaise en allant retrouver l'Amiral sur la côte atlantique. « Mosquito Coast », l'avait baptisé l'écrivain voyageur dont le héros cherchait à fuir une Amérique en ruine, s'investissant un Eden illusoire pour ne finalement rien contre la mort. A la Ceiba puis à Trujillo, où Colomb accosta lors de son quatrième et dernier voyage, les militaires s'acharnaient à nous poursuivre, imposant leurs zones réservées, leurs barrages ou leurs pancartes, dont l'une invitait les citoyens à dénoncer les « attitudes suspectes » au nom de la lutte contre la drogue. A Trujillo, encombrée de soldats en armes, les cadets du lycée militaire du Nord répètent le défilé dominical de leur septième « cruzada civico-militar ». On réussit toutefois à les oublier un instant en rencontrant Charlie, visage buriné, chemise déchirée et pantalons rapiécés, qui nous raconte la sage de son peuple, les Black Caribs, ou Garifunas, ou encore Garingans.

SUR l'île caribbe de Saint-Vincent se réfugièrent des Africains ayant réussi à échapper à l'esclavage. Ils s'y mélangèrent avec les Indiens caribéens encore en vie. A la fin du dix-huitième siècle, les Anglais réussirent, après bien des débâcles, à les soumettre enfin, mais, les trouvant encore trop remuants, ils décidèrent de s'en débarrasser en offrant ce cadeau empoisonné à l'Espagne. C'est ainsi qu'en 1797 huit navires débarquèrent sur la côte hondurienne des Noirs parlant l'indien. La langue a survécu jusqu'à nos jours, tandis que la communauté se dispersait, plus importante aujourd'hui au Belize, dans le nord. Fiers de leurs traditions matrilinéaires, de leurs danses et de leurs tambours, les Black Caribs sont l'unique survivance de cette étonnante union des deux peuples vaincus de la colonisation. Ils en ont gardé une attitude libertaire, ouverte au grand large, qui a fait de nombre d'entre eux des

marins au long cours. Charlie a ainsi bourlingué du Brésil à la Finlande, de Panama à la France, à fond de cale, dans la chaleur et la crasse des machines.

L'armée envisage de construire un monument à Trujillo pour commémorer la première messe continentale célébrée par le prêtre de l'expédition colombienne, en 1502. A Tegucigalpa, on compte, mais sans certitude, sur la visite du pape. Pourtant, le principal événement du jour hondurien de l'Amiral est une rencontre masquée. Vieilles et malades, Colomb n'ira pas à sa juste mesure ce que signifiait cette immense barque croisée aux îles de la Bahia, à une heure de bateau de la Ceiba. Ses nombreux occupants n'étaient pas, aux yeux des Indiens des îles et étaient autrement bien équipés. Il s'agissait tout simplement de Mayas, dont la civilisation avait atteint son apogée entre le sixième et le dixième siècle, à Copan, aux ruines aujourd'hui honduriennes. Pressé, emporté par sa vaine recherche d'un passage vers l'Asie au nord et sa terre inconnue au sud, l'Amiral masqua ainsi son seul premier contact avec le monde stupéfait qu'allaient découvrir les conquistadors, ces sociétés sophistiquées ignorées des écritures, ce défi lancé au savoir européen.

« Voyager, c'est rentrer à la maison. Tout voyage n'est qu'un long parcours qui ramène chez soi », aime à dire Paul Theroux. Sur ce chemin du retour, il nous faut encore accompagner Colomb jusqu'à sa dernière demeure. Un Colomb, devenu Robinson des Caraïbes, tristement échoué sur une plage jamaïcaine.

Prochain article :
Le siècle des Acheas

Retrouvez les épisodes de *Voyage avec Colomb* sur France Culture, du lundi au samedi, à 18 h-19 h.

LES BOULI

M. Boris P
des

Où il y a le feu
notre maison

Le journal télévisé « Vi
le magazine « 600

Colomb

سكس من النحل

Le Monde • Vendredi 30 août 1991 3

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La réorganisation de l'État

M. Boris Pankine, nouveau ministre des affaires étrangères

M. Boris Pankine, ambassadeur de l'URSS à Prague, a été nommé ministre des affaires étrangères. Agé de soixante ans, il succède à la tête de la diplomatie soviétique à M. Alexandre Bassmertnykh, écarté à la suite de son comportement pendant la tentative de coup d'État.

« Nous espérons que la raison l'emportera et que nous serons ensemble capables d'empêcher que l'URSS ne se précipite vers l'abîme », avait dit, mercredi 21 août, dans une déclaration à l'agence tchèque CTK, M. Pankine, ambassadeur d'URSS à Prague depuis mai 1990. Il avait été le premier diplomate soviétique à l'étranger à prendre publiquement position

contre les « actes barbares » commis par les putschistes. Il avait exprimé sa solidarité avec M. Gorbatchev, président « légitimement élu », et affirmé que « ceux qui ont promis de préserver le pays de la guerre civile mènent maintenant le peuple vers cette guerre », qualifiant d'« erreur fatale » la participation du vice-président Guennadi Ianev au coup d'État.

Le président tchèque Václav Havel avait loué, vendredi dernier, cette « attitude courageuse ». Mais on notait dans la capitale tchèque que cette prise de position n'était intervenue qu'au troisième jour du putsch, alors que l'échec de ses auteurs devenait de plus en plus évident. Et, dans les milieux diplomatiques pragoïses, on soulignait que M. Pankine passait pour moins libéral que son premier conseiller, M. Alexandre Lebedev, un proche

de M. Alexandre Iakovlev, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev et architecte de la perestroïka, qui a rejoint le camp des plus réformateurs.

En août 1990, l'hebdomadaire indépendant *Respekt* avait accusé M. Pankine d'être un officier du KGB. Ces allégations avaient été jugées « dénuées de tout fondement » par le porte-parole du ministère tchèque des affaires étrangères, M. Lubos Dobrovsky, un ancien dissident devenu entre-temps ministre de la Défense.

Né le 20 février 1931, Boris Dmitrievitch Pankine a fait des études à l'école supérieure du comité central du Parti communiste, principal établissement de formation des diplomates soviétiques. Puis il fit le début de sa carrière dans la presse et l'édition. Il est d'ailleurs toujours membre

de l'Union des écrivains. En 1953, il entre comme rédacteur à la *Komsomolskaïa Pravda*, l'organe des Jeunes communistes. Il en gravira les différents échelons pour être rédacteur en chef de 1966 à 1973.

En 1967, il s'oppose vivement à la censure en défendant un auteur, au point de risquer son poste. Après un long passage à la tête de l'agence des droits d'auteur, il sera ambassadeur en Suède de 1982 à 1990, pendant l'affaire des incursions de sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales suédoises. Les services secrets suédois le soupçonnaient aussi d'appartenir au KGB. Durant son séjour à Stockholm, dans le cadre de consultations entre Soviétiques et Américains, il avait été notamment en relations avec M. André Koryev, aujourd'hui ministre des affaires étrangères de Russie.

La Russie et l'Ukraine s'entendent sur un « système de sécurité collectif »

A l'issue de « pourparlers d'urgence », la Russie et l'Ukraine ont signé un communiqué jeudi 29 août à Kiev, reconnaissant leurs frontières actuelles, sur lesquelles M. Eltsine avait laissé planer un doute lundi, et décidant la mise en place d'un « système de sécurité collectif » et, pour une période de transition, « de structures inter-étatiques provisoires ».

Quant à l'Union soviétique, le communiqué commun ne parlait en ajoutant le qualificatif d'« ex ». Mais pour éviter sa « désintégration incontrôlée », l'Ukraine et la Russie ont proposé de créer, vu « l'incapacité des structures d'Etat de l'Union » et compte tenu de la démission du gouvernement soviétique, « des structures provisoires entre les Etats sujets de l'ancienne Union, indépendamment de leur statut actuel ».

Ceci vise notamment à soutenir, « pendant la période de transition », « vraisemblablement d'ici à la signature d'un nouveau traité de l'Union », les systèmes vitaux nécessaires à la population et au fonctionnement de l'économie. Le vice-président russe a expliqué qu'on pouvait parler d'« ex-Union soviétique » car « nous sommes sur le point de signer un nouveau traité ». Après des heures difficiles au cours desquelles, selon un député ayant assisté au début des entretiens, le président Kravtchouk aurait d'abord refusé de participer aux négociations puisque M. Eltsine avait envoyé son vice-président, et après un après-midi où le populaire maire de Léningrad, Anatoli Sobtchak, qui dirigeait la délégation du Parlement soviétique, s'est fait systématiquement suffire par les nationalistes qu'il tentait de persuader qu'il ne fallait pas larguer toutes les amarres, les deux délégations se quittaient en promettant de se consulter pendant cette nouvelle « période de transition ».

Une fois que la foule en colère, épuisée par l'attente, est disparue, le vice-président russe est sorti tranquillement, son communiqué « officiel » en poche, où il était question de structures communes, mais pas d'indépendance pour l'Ukraine, par la grande porte du Soviet suprême de Kiev, comme si la « crise des frontières » n'avait pas existé. D'ailleurs, a expliqué le général Routschoï, le président Eltsine « n'avait rien dit officiellement ».

La question des forces nucléaires

En revanche, alors que dans la soirée, la télévision soviétique annonçait de façon alarmiste la création d'un ministère de la défense à Kiev, la formation d'une garde nationale à Lvov (Ukraine occidentale), la création d'un commissariat militaire soumis à Kiev en Crimée (région ukrainienne ayant un moment appartenu à la Russie), l'accord conclu dans la nuit entre les deux Républiques les plus peuplées d'URSS souligne la nécessité d'une « réforme des forces armées d'URSS » et prévoit de mettre en place un « système de sécurité collectif », qui reste cependant à définir.

Les deux Républiques ont renvoyé à plus tard la question des forces nucléaires dont « l'importance » est « soulignée » par le communiqué. « Après des discussions animées sur les questions de défense, nous sommes tombés d'accord pour ne pas prendre de décisions unilatérales sur les questions militaires stratégiques », a expliqué le représentant de M. Eltsine lors d'une conférence de presse nocturne. Dans la journée, le président russe avait annoncé que la Russie allait accueillir sur son sol les missiles nucléaires posés en Ukraine proclamée « zone dénu-

Un parlementaire américain réclame une réduction du budget de la défense. M. Les Aspin, président de la commission des forces armées à la Chambre des représentants, a proposé mercredi 28 août une réduction d'un milliard de dollars (6 milliards de francs) du budget de la défense. Cette somme serait utilisée pour le financement de l'aide humanitaire à l'URSS. « Nous ne voulons pas que le premier hiver de la liberté après soixante-dix ans de communisme soit un désastre pour l'URSS », a déclaré le parlementaire démocrate. M. Les Aspin a fait cette déclaration au lendemain d'une proposition similaire émanant du leader de la majorité démocrate à la chambre, M. Richard Gephardt. Selon ce dernier, il a 3 milliards de dollars « peuvent facilement » être prélevés sur le budget de la défense, qui s'élève à quelque 292 milliards de dollars. (AFP)

« Oui, il y a le feu à notre maison »

Suite de la première page

Autre signe encourageant pour M. Gorbatchev : les *Izvestia* — un journal qui récemment n'était pas son thuriféraire — lui ont donné mercredi un coup de chapeau sous le titre « Le président a besoin de nous, nous avons besoin du président ». Dans le même temps et également en première page, le quotidien notait que le « gouvernement provisoire » dirigé par M. Ivan Silov, par ailleurs premier ministre de Russie et dont les attributions restent assez floues, n'avait jusqu'à présent pris aucune décision.

Les négociations de Kiev

Encore beaucoup plus flou apparaît l'avenir des relations entre les diverses Républiques, en dépit des efforts faits du côté de certains responsables russes pour apaiser la tempête déclenchée par les déclarations de M. Eltsine sur une éventuelle révision des frontières. Le plus urgent, de toute évidence, est de tenter d'apaiser le conflit naissant entre les deux plus importantes de ces Républiques, la Russie et l'Ukraine.

Deux délégations, l'une du gouvernement russe, l'autre du Parlement soviétique, se sont rendues mercredi à Kiev pour essayer d'ar-

ranger les choses. M. Anatoli Sobtchak, le maire de Léningrad, qui lui-même avait pourtant eu des paroles acerbes à propos des « prétentions » ukrainiennes et qui était membre de la seconde délégation, a déclaré — à Kiev — que le communiqué du porte-parole de M. Eltsine sur les frontières « n'avait pas force de loi » et qu'il n'était « sans explications suffisantes ».

Il n'empêche que les « explications » données entre temps par M. Eltsine lui-même confirment surtout que le président russe n'en démord pas. Il a répété mercredi que les questions frontalières ne se poseraient qu'avec les Républiques qui quitteraient l'Union. Alors, a-t-il ajouté dans une interview à France-Info, il faudra les résoudre « par la négociation, sans que le sang coule ». Une formule qui se voulait sans doute rassurante mais qui n'a pas forcément atteint son but.

A Kiev, les négociations ont abouti à des résultats apparemment positifs mais qui sentent le provisoire (voir l'article de notre envoyé spécial) : les deux parties affirment qu'elles ne nourrissent pas de revendications territoriales et s'engagent à créer « au cours de la phase de transition » (c'est-à-dire avant que ne soient définies les nouvelles relations entre la Russie et une Ukraine elle aussi indépen-

dante) des « structures inter-étatiques ».

Il y a aussi quelques paroles d'apaisement à propos des questions militaires : les deux parties promettent « d'éviter l'adoption de mesures unilatérales » (les Russes avaient très mal pris la résolution du Parlement de Kiev affirmant le principe d'un contrôle par l'Ukraine des troupes basées sur son territoire). Mais, si son application n'est pas prévue à court terme, ce principe n'est apparemment pas remis en cause par les Ukrainiens. Et si ces derniers restent décidés à ne pas posséder d'armes nucléaires, M. Eltsine est pour l'instant le seul à annoncer depuis Moscou que l'Ukraine a décidé de transférer « à la Russie » (et non à l'URSS) les armes nucléaires déployées sur son territoire.

Bref, rien n'est vraiment réglé. Mais à présent qu'on est, par la force des choses, engagé sur une pente dangereuse, on sent bien qu'il faut, de toute urgence, essayer de contrôler les dérapages. Ce qu'expriment en d'autres mots les *Izvestia*, en y ajoutant un appel à préserver quelque chose de commun, que ce soit « une Union, une confédération, une communauté »... « Ceux qui voudront partir partiront. Ce n'est pas la peine de s'enfuir. Oui, il y a le feu à notre maison, mais nous devons l'éteindre. Pas seulement avec l'eau de la Volga, mais avec celle du Dniepr et du Dniestr », les fleuves qui coulent en Russie, en Ukraine et en Moldavie.

JAN KRAUZE

A la télévision

Le journal télévisé « Vremia » change de têtes et le magazine « 600 secondes » est supprimé

Le grand journal télévisé « Vremia » (« le Temps »), diffusé chaque jour à 21 heures par les trois grandes chaînes d'URSS et suivi par environ 140 millions de téléspectateurs, a changé de têtes et de présentation mercredi 28 août, le jour même de la nomination du réformateur M. Egor Iakovlev à la tête de la radio-télévision soviétique (le Monde du 29 août).

« Vremia », traditionnellement présenté par un couple de journalistes, alternait monologues et documents filmés, avec très peu de reportages et de direct. Des « électrons » avec lunettes lisaient rituellement des décrets sur un ton précipité, en fin de journal.

Mercredi soir, les informations étaient présentées par deux journalistes, M. Dimitri Kissilov et M. Tatiana Mitkova. Cette dernière, qui a travaillé aux Etats-Unis et en Norvège, aurait dû quitter la présentation du journal télévisé TSN (Service de nouvelles télévisées, « frère cadet » de « Vremia ») il y a six mois car elle refusait de délivrer « des informations filtrées » comme le lui demandait M. Leonid Kravtchenko, l'ancien dirigeant de la radio-télévision récemment limogé.

La présentation de « Vremia » s'est excusée du caractère « décadent » du journal, en expliquant que M. Iakovlev l'avait convoquée à 18 heures le 28 août, elle est son confrère, pour leur proposer de présenter le journal et

leur demander de se mettre aussitôt au travail. Ouvert sans son générique traditionnel, « Vremia » était plus « décontracté que d'habitude » selon des témoins et les « lectrices » comme le logo « V », rituellement incrusté en bas de l'écran, étaient passés à la trappe. Selon des journalistes de la télévision, la nouvelle formule de *Vremia* témoigne d'un passage progressif de la télévision centrale (la chaîne 1, diffusée de Moscou et en langue russe) dans le giron de la Fédération de Russie de M. Boris Eltsine.

« Appels à la répression et au meurtre »

Ce dernier vient par ailleurs d'accorder par décret à Radio-Liberté, une radio américaine installée à Munich et animée par des dissidents soviétiques, le droit d'installer un bureau sur le territoire russe et de faire accréditer ses journalistes. Le décret, qui reconnaît le rôle de la radio pour l'information objective des citoyens (« en ce qui concerne le processus démocratique », stipule que la mairie de Moscou aidera Radio-Liberté à trouver un local.

A la télévision régionale de Léningrad, la troisième d'URSS par l'importance de son audience (plus de 40 millions de téléspectateurs) et la diversité de ses magazines, la célèbre émission quotidienne « 600 secondes » animée

par Alexandre Nevzorov a été supprimée le 28 août. Selon la presse de Léningrad, le contrat entre la société de production indépendante du célèbre animateur et la direction de la chaîne n'aurait jamais été signé et la diffusion du magazine serait donc illégale mais son interdiction ne serait que « provisoire ».

En réalité, M. Boris Petrov, directeur de la radio-télévision de Léningrad, semble avoir sanctionné les orientations politiques de Alexandre Nevzorov. Jeune star lancée en 1988, ce dernier avait d'abord dénoncé dans « 600 secondes » des scandales liés à la vie quotidienne (stock de viande avariée et pourtant vendue, règlements de comptes dans des usines, etc.). Mais cet animateur inconditionnel des anciens usars était également connu pour ses contacts avec le KGB et les militaires. Devenu le chantre des conservateurs, il avait notamment réalisé des reportages sur la Lituanie et l'Estonie, en janvier dernier, qui constituaient selon un journaliste russe, « de véritables appels à la répression et au meurtre ».

Ces derniers mois, la plupart de ses collaborateurs l'avaient abandonné. Alexandre Nevzorov avait présenté le 20 août la tentative de putsch comme « une farce des démocrates ». Depuis, il a quitté Léningrad.

Y.-M. L.

Ancien porte-parole de M. Gorbatchev

M. Vitali Ignatenko directeur de l'agence Tass

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a nommé par décret, le 28 août, M. Vitali Ignatenko aux fonctions de directeur général de l'agence de presse Tass. Il remplace M. Lev Spiridonov, limogé pour avoir soutenu la tentative de putsch (le Monde du 25 août).

C'est à la fois un homme du sérail et l'un de ses proches collaborateurs que M. Mikhaïl Gorbatchev vient de nommer, à la tête de l'agence de presse Tass. M. Vitali Ignatenko a été directeur général adjoint de Tass de 1975 à 1978, et il occupait ces derniers temps les fonctions de chef du service de presse du président soviétique, dont il était aussi le porte-parole et donc l'assistant.

Né en 1941 à Sotchi, Vitali Ignatenko a suivi les cours de journalisme de l'université de Moscou avant d'entamer sa carrière en 1964 à *Komsomolskaïa Pravda* (le journal des komsozols), dont il devient le rédacteur en chef adjoint en 1975. Il entre ensuite à Tass, où pendant trois ans il occupe le poste de directeur général adjoint. Il fait ensuite un détour par le comité central du PCUS : il y est sous-chef du service de l'information internationale de 1978 à 1986, date à laquelle il prend la direction de l'hebdomadaire politique *Novy vestnik* (« le Temps nouveaux »). Il y demeure jusqu'en 1990, année où il devient un des assistants de Mikhaïl Gorbatchev. Membre du présidium du comité directeur de l'Union des journalistes de l'URSS depuis 1987, cet homme de cinquante ans, marié et père d'un jeune enfant, a qualifié sa nouvelle affectation « de mission extrêmement responsable et de grande confiance ». M. Ignatenko a indiqué vouloir créer « avec l'ensemble du personnel de Tass une agence véritablement démocratique, qui ne se guide que sur la loi et la liberté de parole » et a déclaré que « l'agence Tass doit répondre aux objectifs et aux tâches d'une agence mondiale prestigieuse ».

Y.-M. L.

BAPTISTE-MARREY Les sept îles de la mélancolie

UN ROMAN QUI CONDUIT DANS LE LABYRINTHE DE LA DÉPOSSESSION AMOUREUSE

ACTES ROMAN SUD

Pour quelle raison serions-nous libres de rejeter celui qui nous aime ? De n'en tenir aucun compte ? De rester indifférents ? J'imagine que si nous n'étions pas des sauvages, il pourrait y avoir un devoir d'aimer.

Capitale de l'Extrême-Orient soviétique

Khabarovsk est restée à l'écart des événements

Capitale de l'Extrême-Orient soviétique, dans la marche orientale de la Fédération de Russie, Khabarovsk passe pour la ville « la plus conservatrice » de la région. Pas étonnant qu'elle soit restée à l'écart de la tentative de coup d'État de la semaine dernière. Ce qui n'a pas empêché les forces armées locales de se diviser entre partisans et adversaires des putschistes.

Khabarovsk

de notre envoyé spécial

Avec un grand sourire déclinant une rangée de dents en or, croisant les avant-bras en signe de négation, ce passant indique avec une mimique significative que le comité régional du Parti communiste est fermé. Sur la vaste et rectangulaire place Lénine, où trône une statue du père de la Révolution, pensif et tenant le revers de son veston de la main gauche, le siège du PC, un énorme bâtiment blanc aux formes géométriques, occupe tout un côté.

Un vieux militant, la mine grave, portant des décorations, vient d'entrer. Il se rendait à ce

qui devait être la dernière réunion, dans sa composition actuelle, du comité, dont l'ordre du jour est le transfert provisoire des propriétés du PC régional aux autorités locales.

La publication de l'organe du Parti, l'*Etoile du Pacifique*, a été suspendue. Depuis le 26 août, flottant sur Khabarovsk les trois couleurs de la Fédération de Russie. Trois jours après Moscou, la région, qui fait partie de la Fédération, a suivi le mouvement amorcé à 8 000 kilomètres de là. Bientôt, nous dit-on, la place Lénine pourrait reprendre le nom qu'elle avait en 1921 : place de la Liberté.

« La ville la plus conservatrice »

Capitale de l'Extrême-Orient soviétique, Khabarovsk est aussi le siège du quartier général de la plus importante région militaire URSS, jouant le rôle de la Chine et faisant face au Japon. Cent cinquante mille soldats y sont stationnés. Fondée au milieu du siècle dernier par les Cosaques — qui descendent l'Amour à la conquête de l'extrême-orientale de l'empire, — à l'emplacement d'un village nanai, l'une des peuplades indigènes victimes de l'ex-

pansionnisme russe, Khabarovsk n'a réagi ni au coup d'État du 19 août ni à son échec.

Khabarovsk est la ville la plus conservatrice de l'Extrême-Orient soviétique, estime M. Michail Kolbasha, rédacteur en chef adjoint du journal local *Priamurskiy Vedomosti*. Il y a bien eu une manifestation le 21 sur la place Lénine, mais elle ne réunissait que de six à huit mille personnes. Les manifestations des putschistes et les autorités locales qui, à leurs yeux, étaient restées passives devant les événements.

Faisant preuve d'un prudent attentisme, les autorités avaient, en effet, demandé aux journaux locaux de s'abstenir de tout commentaire sur les événements. A l'appel des syndicats, plusieurs usines, dont des entreprises d'armement, ont fait grève. Mais il n'y a eu aucun acte d'opposition et aucune arrestation n'a été opérée.

Khabarovsk est restée à l'écart des événements. Prises de court, les autorités ont préféré ne pas prendre parti. Même le KGB local a adopté une attitude de prudente expectative. Sur ordre

suprême du ministère des télécommunications, le radio-indépendantisme avait néanmoins été fermée. En raison du contrôle exercé sur les communications par les putschistes, c'est en outre par l'entremise du correspondant des *Izvestia* que les directives du président Eltsine ont été transmises aux autorités locales. Celles-ci les ont suivies.

Chirages

au sein de l'armée

Dans son attentisme, le PC n'en semblait pas moins indiquer vers quel bord il penchait : il s'était en effet contenté, dans un communiqué publié par la presse locale, de qualifier le coup d'État d'événement extraordinaire. En privé, le premier secrétaire M. Sergueï Markarov déclarait que la junte était composée d'hommes forts, capables de ramener l'ordre dans le pays. Nombre de dirigeants communistes, transfuges de l'ère brejnévienne, partageaient son opinion.

Le parti se trouve aujourd'hui à contre-courant et on s'attend, estiment des journalistes soviétiques, à une démission massive des militants. Celle-ci s'ajoute déjà commencée : un tiers des

membres du comité éditorial de l'*Etoile du Pacifique* ont rendu leur carte.

L'attitude des militaires dans cette région stratégique a été révélatrice des clivages au sein des forces armées. D'autant plus accentués peut-être ici que le maréchal Yazov, ex-ministre de la défense et membre du putsch, avait auparavant été commandant en chef de la région militaire.

Son successeur, le général Novozhilov, était en opposition plus ou moins ouverte avec son prédécesseur en ce qui concerne la réforme des forces armées. Lors du putsch, il a cherché à empêcher que ses troupes s'engagent dans ce qu'il qualifiait d'aventure politique.

Si quelques convois militaires ont été vus émettre et entrer au quartier général, massé à l'extrémité du centre de Khabarovsk, aucun mouvement de troupes important n'a été signalé dans la région. Globalement l'armée de l'Extrême-Orient soviétique est restée neutre. Des sources informées estiment cependant que les militaires se sont divisés en deux

camps, de force pratiquement égale, au moment du coup d'État. Certaines unités à Komomolsk-sur-Amour et à Sakhaline ont d'ailleurs tenté de neutraliser les autorités locales, a révélé le 26 août aux journalistes locaux le général Novozhilov. Les commandants des régiments qui s'étaient ralliés aux putschistes ont été arrêtés et font l'objet d'enquêtes.

A l'autre bout d'une Union soviétique en train de se désintégrer, et même dans une ville aussi conservatrice que Khabarovsk, restée aussi étrangère aux événements de Moscou qu'elle en est géographiquement éloignée, les simples citoyens comme les responsables sont conscients qu'en une semaine le physionomie du pays a été bouleversée.

Et pour certains, tel ce passant anonyme interrogé dans la rue, l'attitude de M. Gorbatchev semble étrange : « Il parle comme s'il n'avait pas compris qu'il est revenu dans un pays complètement différent », nous dit-il. Une opinion qui sonne comme un verdict de mort politique.

PHILIPPE PONS

Le PCUS, de Lénine à Gorbatchev

par Jean-François Soulet

Reconnu constitutionnellement comme « la force qui dirige et oriente la société soviétique » et « le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales » (article 6), le PCUS porte une responsabilité capitale dans tous les événements qui ont marqué l'histoire de l'Union soviétique de 1917 à 1991, des plus fondateurs (comme la proclamation du communisme) aux plus funestes (goulag, impérialisme interne et externe, putsch de 1991...).

Dès les premiers débats qui, de 1902 à 1905, ont entouré la naissance du Parti communiste, Lénine devait — parfois non sans mal — imposer ses conceptions sur l'objet et la nature de la nouvelle organisation. Pour lui, la seule voie possible était de mettre en place un parti formé de révolutionnaires professionnels et étroitement centralisé. Il souhaitait la concentration de toutes les fonctions entre les mains du plus petit nombre possible de militants.

L'application rigoureuse de ces principes permit aux bolcheviks de s'emparer du pouvoir en octobre 1917 et de tenter, dans l'agrarie et quasi féodale Russie, la première révolution socialiste.

La révolution faite, Lénine maintient ses conceptions initiales. Le Parti communiste panrusse (bolchevique) — dénomination officielle de l'organisation à partir de mars 1918 — bien que ses effectifs soient passés de deux cent trente mille à trois cent quatre-vingt-dix mille, n'est pas une organisation de masse. Le nouveau parti s'affirme comme le « détachement de l'avant-garde de la classe ouvrière ». D'ores et déjà, on lui reconnaît une prééminence absolue sur les autres organisations, en le citant comme « la forme suprême d'organisation du prolétariat » et en lui confiant la responsabilité totale de l'édification du socialisme. Lénine écrivait déjà en

1902 que, sans lui, « le prolétariat livré à lui-même ne peut conduire qu'à la conscience trade-unioniste ». D'ores et déjà, le parti est régi par le « centralisme démocratique », qui, dans la pratique, revient à imposer à la base les décisions prises au sommet.

Si, au sein du nouveau parti, des avis contradictoires sont encore acceptés jusqu'en 1921, — par contre une intolérance totale se développe très tôt à l'égard des autres tendances politiques. L'Assemblée constituante, élue en novembre 1918, est abolie parce qu'elle ne donne que 24 % des voix et 168 sièges sur 419 aux bolcheviks. Le parti accepte la création d'une police — la Tcheka — qui pourchasse non seulement les contre-révolutionnaires, mais aussi les mencheviks, les sociaux-démocrates et les bolcheviks déviationnistes, ainsi que la mise en place, en avril 1919, de camps de travail. Incontestable fer de lance de la révolution d'Octobre, le parti bolchevique a, d'une manière tout aussi incontestable, transformé aussitôt le nouveau régime en système totalitaire.

Un instrument de la dictature

Entré au bureau politique du parti dès octobre 1917, nommé peu après commissaire aux nationalités, Staline parvient à se faire désigner secrétaire général du comité central en avril 1922. Dès lors, en moins de sept ans, jouant sur les rivalités internes et fort peu gêné par les scrupules, il écarte toutes les personnalités marquantes du Parti (Trotski, Zinoviev, Kameniev...) et fait de celui-ci, au tournant des années 20 et 30, l'instrument de sa dictature personnelle.

Maniant tour à tour la terreur (exilés forcés, emprisonnements, exécutions...) de la quasi-totalité des vieux bolcheviks et les privilèges (distribués aux « spécialistes » dont le besoin se fait de plus en plus sentir après le lancement du premier plan quinquennal, 1928), il reconstruit le parti à sa manière, le peuplant massivement (ses effectifs passent de 914 300 en 1928 à 2 490 400 en 1941, et à 5 853 200 en 1952) de militants bien différents de ceux de la première génération sans passé révolutionnaire, dotés d'une culture marxiste sommaire, mais acquis inconditionnellement au « Petit Père des peuples », et avides de grossir les rangs toujours plus serrés d'une tentaculaire bureaucratie.

Par ses purges, ses « réorganisations » et la terreur, Staline réussit à modeler un nouveau parti ; mais ne nous y trompons pas, ce parti — devenu Parti communiste de l'Union soviétique en 1952 — a perdu le pouvoir, son influence est réduite au minimum. Toutes les instances essentielles sont « doublées » par des équipes personnelles du dictateur. Lui seul décide et dirige le pays. Le parti

est devenu un paravent.

Dans ces conditions, la disparition de Staline ne donna pas seulement espoir à la société civile — terrorisée et bâillonnée — mais aussi, on l'oublie parfois, au Parti communiste lui-même. Khrouchtchev le comprit et joua à fond cette carte.

L'échec

de Khrouchtchev

Rejetant la conception stalinienne qui avait fait du parti une simple machine à enregistrer les ordres du maître, repoussant aussi l'idée d'un retour pur et simple à un parti tout-puissant du type de l'organisation bolchevique, au lendemain de la révolution d'Octobre, il semble avoir été à la recherche d'une voie nouvelle, ou en tout cas d'un nouvel équilibre entre le parti, l'État et la société.

Dans un premier temps, il s'efforça de rendre au parti ses principales prérogatives et s'employa à en réunir les grands organes (Pamvna, le parti accepta la création de la révolution d'Octobre, le parti bolchevique a, d'une manière tout aussi incontestable, transformé aussitôt le nouveau régime en système totalitaire.

Mais le projet khrouchtchevien allait bien au-delà d'une restauration des pouvoirs. Il tendait à réorganiser le parti en profondeur et à redéployer ses responsabilités. Par des mesures drastiques — qui lui valurent l'hostilité générale des apparatchiks et contribuèrent certainement beaucoup à son éviction finale, — il osa s'attaquer de front à la bureaucratie du parti, et imposa, en octobre 1961, pour chaque élection, le renouvellement d'un tiers des membres. Il régna les privilèges matériels de la Nomenklatura, tenta de casser les fédérations (division, en novembre 1962, de la bureaucratie en deux secteurs économiques indépendants) et annonça une redistribution des rôles dans le sens d'un glissement de certains pouvoirs du Parti vers l'État et les organisations sociales.

Brejnev :

la belle époque

Brouillon et maladroit, il ne put s'avancer très loin, victime du flot furieux de la démocratie. Mais, sans aucun doute, l'homme avait eu l'intuition d'un système différent. Si son élection aux fonctions de secrétaire général avait prouvé qu'il existait au sein du PCUS un courant favorable aux réformes, son éviction brutale démontra que la majorité du même parti était hostile à toute remise en cause de la répartition des pouvoirs et des privilèges, et prête à prendre le risque (mortel à moyen terme) de s'orienter vers un immobilisme quasi total.

La période Brejnev (1964-1982)

fut pour les apparatchiks, si ce n'est pour l'ensemble du Parti — beaucoup plus composite qu'on ne l'imaginait souvent en Occident, — une belle époque. La caste bureaucratique fut largement confortée par la nouvelle équipe dans ses prérogatives et dans ses privilèges. Les effectifs, qui s'étaient accrues considérablement depuis le début des années 60, ne cessèrent de progresser, passant de 11 022 369 en 1964 à 18 117 903 en 1983, soit une hausse de 64 %, alors que, pendant la même période, la population totale de l'URSS n'augmentait que du quart environ. Ce gonflement ne devait pas se traduire par une amélioration de la représentativité de la population au sein du Parti. La part des paysans, des femmes et des nationalités non slaves demeura faible tandis que l'on observait une augmentation sensible de la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur et des Jeunes communistes.

Ideologiquement mieux formés et professionnellement mieux armés, les militants, surtout les cadres, devinrent l'objet de toute la sollicitude de l'équipe Brejnev. A l'insécurité des carrières, qui avait la rage de la époque stalinienne, fit place l'assurance pour les élites communistes de conserver leurs fonctions et de progresser à l'ancienneté, sans être victimes d'« coups d'arbitraire ou jugés tels ». Cette stabilité des situations était particulièrement remarquable dans la République russe, ainsi que chez les plus hauts responsables : dirigeants des appareils régionaux, membres du comité central et du politburo. La perméabilité entre ces trois derniers niveaux de pouvoir et leur solidité apparurent comme les principales clés du système Brejnev.

Dotés de nombreux avantages, assurés de la sécurité de leur emploi, disposant souvent de responsabilités administratives ou économiques importantes, ces apparatchiks de la période Brejnev ne participèrent pas pour autant aux décisions politiques majeures. A la différence de ce qui s'était passé sous Khrouchtchev, les membres du comité central se bornèrent à se réunir deux ou trois fois par an, en sessions très brèves, afin d'approuver intérieurement les discours des grands leaders. Pour maintenir les véritables détenteurs du pouvoir, il faut attendre l'extrême sommet du parti où siègent, en un tout-puissant directoire, les membres du politburo et du secrétariat.

Conclure de ce bref tableau de l'ère brejnévienne que tous les membres du parti se satisfaisaient de cet immobilisme et s'abandonnaient à la corruption serait une généralisation maladroite et inexacte. D'où viendraient alors les Gorbatchev, les Chevardnadze et les Eltsine ?

Même si nous avons encore peu d'informations sur cette période, il est aujourd'hui évident que le « système Brejnev » ne faisait pas

l'unanimité au sein du parti. Dans son ouvrage *Perestroïka*, Gorbatchev fait le commentaire suivant à propos d'un rapport relativement critique qu'il avait prononcé le 22 avril 1983 à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Lénine : « Une fois de plus, j'ai vu mes collègues réajuster le soutien de mes collègues membres du parti et de tous ceux, fort nombreux, qui s'inquiétaient sérieusement de nos problèmes, et voulaient sincèrement remédier à la situation. En effet, nombre de mes collègues membres du parti ressentent comme un besoin urgent de la nécessité de changements, d'un renouvellement de la société. Je dois cependant ajouter que tout le monde n'avait pas apprécié mon rapport, trouvant qu'il était pas l'optimisme de rigueur à cette époque. » Ainsi, plusieurs années avant le lancement de la perestroïka, existait-il dans les hautes sphères du parti des personnes qui, avec Gorbatchev ou comme Gorbatchev, pensaient à une modification profonde du système, en parlant entre elles, travaillant peut-être à établir un bilan réel de la situation.

La perestroïka

Si l'on en croit notamment Eltsine, l'élection de Gorbatchev au poste de secrétaire général en mars 1985 fut d'ailleurs le résultat d'un large accord entre « andropoviens » (protestants) et « conservateurs » comme Ligatchev, décidés à l'unanimité pour éviter la victoire du candidat des brejnéviens (Viktor Grichine). Jusqu'en 1987, personne dans le parti ne conteste ouvertement la politique de Gorbatchev. Celui-ci a son arrivée au pouvoir, évite de brusquer les choses et n'ose pas s'attaquer directement à la réforme du parti. Il procède néanmoins à un renouvellement du personnel dirigeant, expulsant — en douceur — les membres de l'équipe Brejnev-Tchernenko, épurant le comité central (dès février 1986, 40 % des titulaires et 66 % des postulants étaient renouvelés), et réduisant l'appareil à tous les échelons (comité central, comités de région et de ville). En septembre 1988, il obtient du comité central la suppression de la plupart des départements qui, jusqu'à, coiffaient les grands secteurs étatiques en matière de transports, d'énergie, d'industries chimiques...

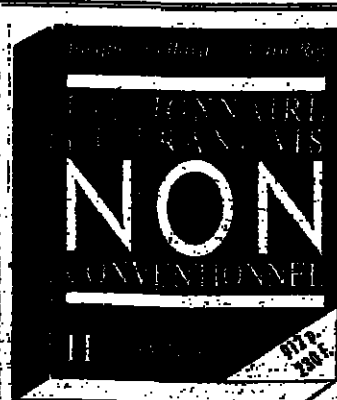
Si spectaculaires qu'elles fussent, ces rotations et ces réductions de personnel, tout comme les transferts officiels de responsabilité du parti vers l'État, qui frappèrent l'Occident, ne donnaient pas les résultats escomptés. La pesanteur des comportements anciens et, surtout, l'absence d'une définition claire et unanime du rôle du parti dans le nouveau contexte créé par la perestroïka annihilèrent une partie de ces efforts.

En dépit des déclarations officielles et des mesures prises, la

bureaucratie du parti continuait à vouloir tout gérer et tout dominer, refusant tout transfert effectif de responsabilité, tout partage de pouvoir avec un État autonome où les nouvelles organisations créées par la société civile.

Le projet gorbatchévien de faire table rase du passé et de construire un nouveau parti communiste dont le rôle ne serait plus de gérer, mais d'impulser les grandes orientations de l'État et de la société, un parti qui ne jouirait plus d'un monopole de droit, mais qui, par son dynamisme et sa souplesse, obtiendrait un monopole de fait, effaçait le courant conservateur qui, à compter de 1987, ne cesse de se radicaliser, et de freiner — ouvertement et en coulisse — la perestroïka. La perte du glacis européen, l'indépendantisme des différentes Républiques, les succès tous les jours plus grandes des partisans de réformes radicales aboutissent à réunir tous les mécontents en une coalition hétéroclite et totalement impuissante, comme le démontrera le putsch manqué d'août 1991. Un putsch dont le premier résultat fut de rendre totalement obsolète le projet de rénovation du PCUS — que, jusque-là, Gorbatchev semblait encore croire possible — et de conduire à la dissolution pure et simple de l'organisation leniniste. Si le bilan du PCUS apparaît globalement négatif, il ne faudrait toutefois pas, sous l'émotion du putsch, oublier que ce parti a, durant des années, porté l'espoir de millions d'hommes en URSS et dans de nombreux pays ; ne pas oublier non plus que si ce parti a incontestablement la responsabilité entière du putsch, s'il a soutenu servilement Lénine, Staline et Brejnev, il a aussi engendré Khrouchtchev, Gorbatchev et Eltsine... Corps beaucoup plus composite et vivant qu'on ne l'a cru, le PCUS mérita de la part des historiens une radiographie beaucoup plus fine et nuancée que les monographies existantes.

► Jean-François Soulet, historien, est l'auteur de *La mort de Lénine, l'implosion des systèmes communistes*, Armand Colin, 1991.



سكس اس الامل

EN UNION SOVIÉTIQUE

L'avenir des Etats baltes

Le président de la Lettonie prévoit que la reconnaissance de l'indépendance par M. Gorbatchev demandera de « six mois à un an »

RIGA

de notre envoyé spécial

« Dans ce pays, l'Union soviétique, qui était le nôtre... » Même prononcé avec une voix charriant tous les regrets et tous les sous-entendus du monde, cette déclaration de M. Koudjounov, député de l'ancien groupe communiste du Parlement letton, a véritablement pris valeur de fait-part. L'histoire, ici, s'est emballée : tout juste une semaine après la déclaration de son indépendance — mais plus de cinquante ans après son incorporation forcée dans l'Union soviétique — la Lettonie est aujourd'hui « presque » un pays comme les autres. Quelques heures avant la conférence de presse de l'ancien

groupe communiste, le président letton, M. Anatolijs Gorbounovs, s'est félicité de la reconnaissance de son pays par les Douze « qui rend irrévocable notre indépendance ». Il a regretté un seul fait : la lenteur de la réaction européenne. « Mais après tout, c'est l'habitude des Européens de retarder les événements », a-t-il dit. Les Etats-Unis reconnaîtront la Lettonie « avant la fin de la semaine », et a tenu à souligner que c'était la reconnaissance de la Lettonie par Boris Eltsine qui avait « tout déclenché ».

Quid maintenant de la reconnaissance par l'Union soviétique ? M. Gorbounovs — qui « respecte » M. Gorbatchev mais « aime » M. Boris Eltsine — estime qu'il y a toujours eu un « certain décalage » entre les deux hommes et que, dans

le cas de la Lettonie, il faudra donc attendre « entre six mois et un an » pour que le numéro un soviétique s'aligne sur les positions du président russe. Se félicitant du fait que seize nations aient d'ores et déjà reconnu son pays, le président letton estime à environ trois milliards de dollars l'aide dont les trois pays baltes ont besoin de toute urgence pour mettre sur pied leurs nouvelles structures.

Entre-temps, la course à laquelle se livrent les pays occidentaux pour savoir qui sera le premier à Vilnius, Riga ou Tallin prend envergure d'aspect éminemment politique. Passant du rôle de « reconnu » à celui de « reconnaisseur », le président letton annonce que son pays allait incontestablement établir des relations diplomatiques avec Israël.

Pendant que les Occidentaux se dépêchent, Lettons et Soviétiques poursuivent eux aussi à un rythme rapide leurs discussions. Comme cela s'est passé dans les ex-pays communistes d'Europe de l'Est, il s'agit de se mettre d'accord pour organiser notamment la retraite la plus rapide et la moins déshonorante possible des troupes soviétiques basées en Lettonie. Si une première commission est en train de s'occuper des « principes », les aspects pratiques de ce départ seront examinés dans quelques semaines. Discussions aussi pour la mise à l'écart des autres « courroies de transmission » de Moscou. Jour après jour, l'expropriation des biens de l'ex-Parti communiste se poursuit, comme le démantèlement des structures du KGB letton.

Reste le cas des OMON, ces quelques centaines de « bérés noirs », force spéciale du ministère de l'Intérieur soviétique, qui sont toujours retranchés avec femmes et enfants dans leur forteresse des environs de Riga. Mercredi matin, ils avaient eu la velléité de « descendre » sur la capitale pour venger la femme de l'un d'eux qui aurait été agressée devant chez elle. Originaires pour la plupart de Lettonie — certains d'entre eux ont combattu en Afghanistan, voire en Angola — ces « charlis lettons » peuvent maintenant difficilement, sous peine d'être écharpés, rentrer chez eux. D'autant plus qu'ils sont pour le moment sous le coup de poursuites judiciaires pour leur participation au putsch du 19 août.

JOSE-ALAIN FRALON

M. Chirac offre aux légations un hôtel particulier près des Folies-Bergère

L'action en justice engagée par les pays baltes pour récupérer les locaux qui, avant la dernière guerre, abritaient leurs représentants à Paris, (le Monde du 17 mai) n'embarrasse pas seulement l'ambassadeur de l'Union soviétique, mais aussi les responsables français.

acheté un immeuble place Malesherbes.

L'annexion des trois Etats baltes par l'URSS en août 1940, confirmée en 1944 après l'intermède de l'occupation allemande, s'est concrétisée, à Paris, par la main-mise immédiate des légations. Bien que la France n'ait jamais reconnu l'annexion des Etats baltes par l'Union soviétique, elle s'en est accommodée. Le consulat soviétique délivrant les visas s'installa rue de Prony et d'autres services place Malesherbes, sans qu'on y fasse obstacle. De même, lorsqu'en 1978 Moscou demanda à démolir l'hôtel particulier de la rue du Général-Apert pour ériger à la place un immeuble de six étages, destiné à loger le personnel de son ambassade, Jacques Chirac et le préfet de Paris signèrent sans broncher permis de démolir et permis de construire. On autorisa les Soviétiques, tous obéissants par l'espionnage, à élever une muraille de seize mètres de

haut destinée à dérober leurs activités aux regards des voisins. Or, l'un de ceux-ci n'était autre que Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, dont la résidence privée se trouvait rue Bénouville. Il n'est pas douteux que l'Elysée dut alors son feu vert à la nouvelle construction et à son mur de protection. Il est vrai que les prédecesseurs de VGE avaient bien autorisé les Soviétiques à édifier — en dérogation des règles d'urbanisme — et malgré les protestations des habitants du quartier — le fameux tunnel du boulevard Lannes — la nouvelle ambassade — en bordure du bois de Boulogne.

La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie souhaitaient à présent récupérer leurs locaux, ont par l'intermédiaire de l'avocat français Me Jean-Pierre Spitzer engagé une action devant le tribunal de grande instance de Paris. Arguant que l'affaire devait plutôt se plaider à Moscou, le juge s'est déclaré incompétent. Les Baltes ont

donc porté leur plainte à la cour d'appel qui l'examinera le 17 septembre prochain. En attendant un huisserie ira constater que les Russes sont toujours en place alors que les Etats baltes n'ont jamais cessé d'être propriétaires si l'on croit le cadastre. Mais à qui appartient l'immeuble édifié rue du Général-Apert ? La ville fait observer qu'un permis de construire est toujours délivré « sous réserve du droit des tiers et sous réserve des vérifications des titres de propriété ». Les Baltes pourraient donc faire valoir les leurs. En contrepartie, les représentants de Moscou argueront que l'usage crée le droit, que la prescription trentenaire s'applique et qu'à tout le moins leurs travaux méritent dédommagement.

Pour apaiser les esprits, et en attendant que se règle le contentieux diplomatique-juridique, Jacques Chirac a déjà fait un geste. Représentant une idée de Michel Rocard, alors premier ministre, qui, il y a quelques mois, avait proposé aux Baltes

d'ouvrir à Paris un bureau d'information commun, le premier magistrat de la capitale leur offre un local dans le neuvième arrondissement dont le maire est M. Gabriel Kasperk, lui-même ardent défenseur de la cause balte. Et quel local ? Il s'agit d'un superbe hôtel particulier de trois étages, ayant appartenu au marquis de Courmoult, aux salons garnis de boiseries dix-huitième classées au titre des Monuments historiques, le tout situé 9, rue Cadet, non loin des Folies-Bergère. Le loyer serait symbolique. Malheureusement, l'immeuble appartenant à la ville, mais loué précédemment à un syndicat de joailliers, est en piteux état. Sa rénovation pourrait être longue et coûteuse. Mais « chose promise, chose due », dit-on à l'Hôtel de Ville. Si les Baltes ont besoin en urgence d'un local provisoire, s'ils acceptent de se grouper et si l'Ebat ne fait pas un geste, Jacques Chirac fera le nécessaire.

MARC AMBROISE-RENDU

L'Union est morte vive l'Union ?

Suite de la première page

Ils comptaient également sur l'annexion, la haine même, entre les ethnies pour garantir entre elles une sorte d'équilibre de la terreur.

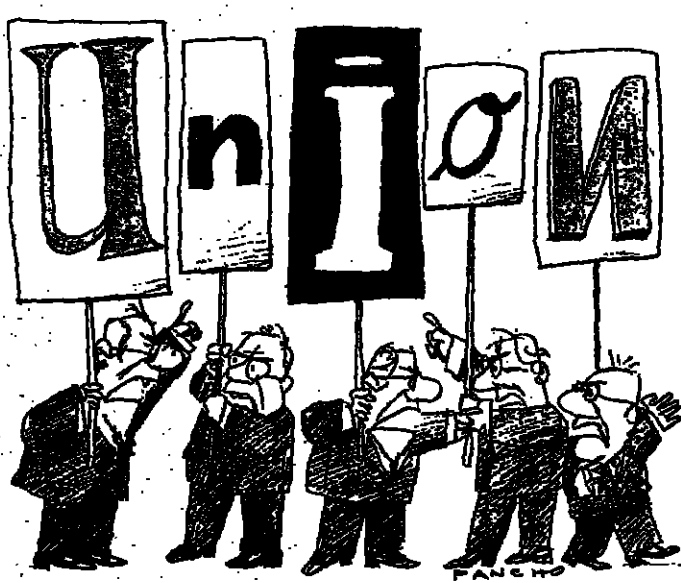
L'URSS, depuis sa fondation, n'avait de fédération que le nom. Des mécanismes subtils assuraient une pseudo-représentation des indigènes dans les directions républicaines, alors que le pouvoir était en fait entre les mains des *milits domini* du centre, souvent liés aux mafias locales, qui, au nom de l'idéologie soviétique, utilisaient le parti et la police pour casser toute velléité d'autonomie. Certaines Républiques, en particulier celles où il existait une base nationale authentique, s'en sont mieux tirées que d'autres. Dans l'ensemble, cependant, l'URSS était, jusqu'au relâchement des contraintes provoqué par la perestroïka, un Etat centralisé.

Dans la politique dite des nationalités comme dans d'autres domaines, Mikhaïl Gorbatchev s'est montré hésitant, et il a fallu attendre plusieurs années après son arrivée au pouvoir pour que cette question, potentiellement explosive, soit évoquée sous la pression des événements.

On connaît la suite, les tentatives désespérées mais parfois brutales de contrer les forces centrifuges, la reconnaissance théorique du droit à l'indépendance assortie de conditions qui revenaient à le rendre l'exercice impossible, les tergiversations autour du traité de l'Union. Toutes ces « demi-mesures », comme disent les censeurs du président soviétique, n'ont pas été étrangères à la tentative de putsch de la semaine dernière.

La conséquence, c'est que l'URSS risque d'entraîner dans sa perte l'idée même de communauté entre les anciennes Républiques soviétiques. Pourtant, de nombreuses raisons plaident en faveur du maintien de liens formels, y compris avec les six Républiques qui dès le départ avaient refusé de signer le traité de l'Union : l'histoire, l'économie, la défense... Les Baltes eux-mêmes ont, par exemple, dans le reste de ce qui était l'URSS, un vaste marché pour leurs produits industriels, qui sont largement supérieurs aux normes soviétiques, mais qui risquent de faire un peu pauvres dans les pays occidentaux. A l'autre extrémité géographique, une Arménie indé-

pendante n'a-t-elle pas tout à craindre d'un Azerbaïdjan indépendant et ne risque-t-elle pas d'être encerclée, comme par le passé, à se tourner



vers Moscou pour assurer sa défense contre ceux qu'elle appelle les « Turcs » ?

L'exemple de la CEE

Grigori Yavlinski, le jeune économiste co-auteur du plan de réformes destiné à attirer les crédits occidentaux et membre du comité formé autour du premier ministre Ivan Silaev, se demande à juste titre comment prévoir et mener à bien les indispensables transformations du système économique, si les échanges entre Républiques ne sont pas codifiés et comment réclamer puis gérer une aide de l'Occident si le « chacun pour soi » est devenu la seule règle.

La question est donc de savoir si une structure de coopération, quel que soit son nom : union, fédération, confédération..., est possible (et souhaitable) sur une base démocratique et non coercitive.

La référence à la Communauté européenne est à la fois tentante et trompeuse, car l'Europe des Douze a été créée par des Etats qui, après une longue existence nationale, sont prêts — et avec quelles réticences

partiel — à des abandons de souveraineté. Ce n'est pas le cas des Républiques (soviétiques), qui sont au contraire dans une phase d'affirmation nationaliste, après des décennies d'oppression, voire des siècles pour certaines.

Il leur faudrait beaucoup de vertu civique et de sagesse politique pour faire l'impasse sur cette étape et passer directement à une phase

« post-nationale », afin de s'intégrer dans un ensemble plus vaste, reconnaître les interdépendances, affirmer leur personnalité tout en respectant le droit des minorités. Bref, faire un bond de la préhistoire au XXI^e siècle. Soixante-dix ans d'obscureté idéologique ne les y ont pas particulièrement préparés.

Boris Eltsine, Anatoli Sobtchak, Noursoultan Nazarbaev, président du Kazakhstan, et son collègue kirghize Askar Akayev, d'autres encore, semblent cependant penser que ce n'est pas impossible. Les premiers accords bilatéraux entre Républiques pour la création de zones économiques ouvertes à d'autres adhésions, pouvant déboucher sur des accords politiques, montrent la voie. Une coopération peut sans doute être reconstruite non plus sur décret d'un « centre » impuissant et bœuf, mais en parlant de la base.

C'est un processus qui prendra du temps et que n'est pas à l'abri des accès de fièvre nationaliste. L'Union est morte, vive l'Union ?

DANIEL VERNET

POINT DE VUE

Que faire ?

par Jean-François Deniau

QUELS que soient demain les dirigeants à Moscou, leur tâche sera colossale puis- qu'ils devront à la fois gérer la fin d'un empire et la fin d'un régime politique, car il faudra en même temps sortir du système colonial et du système communiste. Double problème que ne peut pas régler le seul projet de traité de l'Union dont M. Gorbatchev exige la signature sous peine de démission. Ce qu'il faudrait, en fait, ce sont deux lois, une loi-cadre permettant l'accès à l'indépendance des Républiques qui le veulent, et une loi de décentralisation permettant aux autres Républiques qui le souhaitent un aménagement profond de leurs relations avec le centre. Pour qu'il y ait une option, un choix, que ce ne soit pas le tout ou rien, et éviter que le mouvement ne fasse tache d'huile dans la plus grande confusion. Préserver le maintien d'une entente entre les Slaves n'est pas déraisonnable.

Je doute que Gorbatchev — même si des Soviétiques espèrent le voir devenir une nouvelle reine d'Angleterre, à la tête d'un Commonwealth réduit, dans la meilleure des hypothèses — soit l'homme de la situation. Il est trop impopulaire et s'est trop trompé, privilégiant d'abord les réformes économiques, les abandonnant ensuite une fois les difficultés constatées pour se rabattre sur des tours de passe-passe politique, jouant à tour de rôle sur les réformateurs puis les conservateurs, étudiant toujours la question impériale, refusant de s'engager même sur le cas le moins complexe, celui des pays baltes. En réalité, il ne peut pas y avoir de progrès économiques sans réformes politiques radicales. Les deux vont ensemble.

C'est pourquoi l'indépendance des pays baltes, pour laquelle je me bats depuis si longtemps, était nécessaire comme symbole d'un vrai changement. Le ministre français des Affaires étrangères a dit en réponse que l'aide occidentale ne doit pas être « conditionnée ». Mais on ne peut pas aider n'im-

porte qui en faisant n'importe quoi n'importe comment. Il ne servirait à rien, en tout cas, d'aider un centre en pleine décomposition. Il faut aider les vrais pouvoirs qui apparaissent, les Républiques, les municipalités, les entreprises. Il faut aussi que cette aide soit conditionnée par un calendrier qui pourrait concerner le rythme de réduction des dépenses militaires soviétiques, le rythme des privatisations, la mise en place d'une monnaie convertible et bien sûr la démocratisation politique. On ne peut pas dissocier les objectifs.

Cessons de désespérer ces pays...

Ce genre de calendrier avec des obligations bien précises à chaque étape est très important. Il a servi à plusieurs reprises à sauver la construction européenne. Il peut et doit servir non seulement dans le cas soviétique, mais aussi dans la crise yougoslave. Il ne faut pas parler à tous ces peuples de Maison commune européenne sans distinction ni, mais d'un ensemble organisé de cercles européens.

On trouverait dans le cercle le plus proche du noyau des Douze des pays comme l'Autriche, la Norvège, la Suède, la Suisse, qui pourraient adhérer très vite. Puis un autre cercle, avec un statut d'association préparatoire à l'adhésion en une dizaine d'années pour les pays d'Europe centrale. Puis, pour les pays d'Europe orientale, une zone de libre-échange avec le Marché commun, mais sans date d'adhésion (ce fut le cas des Anglais et de leurs alliés pendant plus de dix ans).

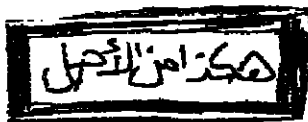
Enfin, pour les pays en voie de développement et à monoculture, comme les Républiques asiatiques de l'URSS, pourquoi ne pas envisager des accords de Lomé ? Mais faisons attention de ne pas les systématiser à l'adhésion et présence dans les institutions communautaires, et cessons de désespérer ces pays en leur disant qu'ils n'ont rien à attendre « des dizaines et des dizaines d'années ».

Trois solutions doivent aller de pair. Ce cadre européen, avec des obligations équilibrées et adaptées. La mise au point d'un statut européen des garanties des minorités, indispensable pour calmer les craintes des uns et des autres. L'acceptation par les Etats de changements de frontières à la suite d'un vote libre, les deux premières solutions ayant pour but de limiter le recours à la troisième. Cela peut s'appliquer aussi bien à l'Union soviétique qu'à la Yougoslavie. Il faut en finir avec le droit des bureaucrates à disposer des peuples. Proposons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le respect des autres.

A ce sujet, je me réjouis des décisions prises mardi à Bruxelles, sur proposition française, par les ministres des Affaires étrangères des Douze, pour tenter de mettre un terme à la guerre civile qui menace d'embraser la Yougoslavie. Je m'en félicite d'autant plus que c'est ce que j'avais souhaité à maintes reprises. Il fallait une intervention extérieure européenne pour mettre chacun devant ses responsabilités, y compris les autorités communistes de Belgrade et l'armée fédérale dominée par des Serbes.

Il faut cependant, si l'on veut avoir une chance d'obtenir le respect du cessez-le-feu en Croatie, modifier d'urgence le mandat des observateurs européens, qui n'ont pas le droit de constater les affrontements entre Serbes et Croates ; certains à Belgrade ne veulent pas en effet que des témoins assistent à leurs actions militaires contre leurs voisins, et ce n'est pas un hasard si les journalistes et les médecins se font tirer dessus. Les observateurs européens doivent être ces témoins. A nous de jouer et de la liberté, et la vérité.

► M. Jean-François Deniau ancien ministre et ancien collaborateur de la Commission européenne, est député UDF du Cher.



LES BOULEVERSEMENTS

Un entretien avec l'ancien président du Soviet suprême d'URSS

« Ce n'était vraiment pas un complot sérieux », déclare M. Anatoli Loukianov

Accusé par le président Gorbatchev de l'avoir « trahi » pendant la tentative de coup d'État, M. Anatoli Loukianov, qui était l'un de ses plus vieux amis, a démissionné lundi 28 août de son poste de président du Soviet suprême d'URSS. Ce dernier a donné son accord à l'arrestation de M. Loukianov, qui avait été demandé par le procureur général de l'URSS, M. Nicolas Troubine. M. Troubine a, peu après, annoncé sa propre démission (voir page 32).

Depuis, cet ancien dirigeant conservateur clame son innocence. Dans un entretien recueilli dans la nuit du 27 au 28 août, par le journaliste soviétique Andreï Karaulov pour le journal indépendant *Nezavisimaya Gazeta* (diffusé en France par le *Courrier international*) et dont nous publions ici de larges extraits, M. Loukianov fait son propre récit de ces trois journées de putsch.

Anatoli Loukianov : « Vous comprenez que vous vous trouvez dans le bureau d'un futur détraqué ? »

Andreï Karaulov : Il ne fallait pas commettre un putsch... Quand et comment tout cela a-t-il commencé ?

— J'étais en congé près de Novgorod, dans le Valdaï, lorsque le 18 août, aux alentours de 18 heures, le téléphone a sonné. C'était Pavlov (1) qui exigeait mon retour immédiat à Moscou. Il avait déjà envoyé un hélicoptère me chercher. Je n'étais pas d'accord, j'ai même dit à ma femme que je partais le cœur lourd. Mais puisqu'on m'appelait, je devais obtempérer.

Vous étiez attendu ?

— Je devais rentrer le 19, d'après ce dont nous étions convenus avec Mikhaïl Gorbatchev, afin de signer le traité d'Union. Mais là, on m'a dit que je devais revenir immédiatement, et surtout qu'un avion avait déjà décollé.

Pour aller chercher Gorbatchev ?

— On m'a dit très exactement « pour la Crimée », et moi, j'ai pensé que Mikhaïl Sergueïevitch

allait arriver. Ainsi donc, à 21 heures j'étais ici, au Kremlin. Je suis passé à mon bureau avant de monter voir Pavlov, et c'est chez lui que j'ai trouvé les putschistes.

Tous ?

— Non, mais presque. Il y avait Pavlov, Ianev, Krioutchkov et Iazov (2). J'étais très surpris, et je leur ai déclaré que je n'étais au courant de rien, j'ai demandé qu'ils m'expliquent ce qu'ils voulaient. Sur le bureau de Pavlov, il y avait deux papiers : le décret de transmission du pouvoir et la déclaration d'insurrection de l'état d'urgence. Je leur ai tout de suite dit qu'ils se lançaient dans une aventure d'irresponsabilité. J'ai même appelé cela « le complot des condamnés » : « Si un coup d'État est lancé, il provoque la guerre civile, une vague inouïe d'anticommunisme et cause un préjudice énorme à notre politique extérieure. » Il m'a d'ailleurs semblé les avoir convaincus, dans une certaine mesure. Mais le groupe

rentré du Midi peu après a estimé que s'ils interrompaient la leur action, ils risquaient d'y perdre la vie. Moi, j'ai dit que c'était illégal, que le pouvoir ne pouvait pas être transmis sans accord écrit du président et que je ne croyais pas à sa maladie, puisque nous nous étions téléphoné plusieurs fois les jours précédents. Il se plaignait de sa sciatique, mais ce n'était rien. Je leur ai demandé de me laisser le joindre. Cela a été pour moi une exigence permanente, mais non satisfaisante. On m'a répondu qu'il n'y avait pas de liaison. Evidemment, ils l'avaient limitée, les si prévenus que leur comité n'avait pas le droit de proclamer l'état d'urgence sur le territoire de l'Union, que cela relevait de la compétence exclusive du Soviet suprême de l'URSS. La seule chose que je pourrais leur donner était ma démission sur le traité de l'Union. Je l'avais mise au point dès le 16. Et après cette vive discussion, assez brève, je suis sorti de chez Pavlov.

« Ramener Gorbatchev »

« Je vous avoue que je ne suis pas rentré chez moi, je suis resté au Kremlin, car j'ignorais quelles décisions allaient être prises. Je me suis allongé dans la salle de repos, mais je n'ai pu trouver le sommeil. Je croyais que ces gens allaient changer d'avis, que l'aventure du putsch n'aurait pas lieu. Ce n'est qu'un

« Ramener Gorbatchev »

matin, en attendant des bruits de chenilles, que j'ai mis la radio, qui diffusait le communiqué du Comité d'État pour l'état d'urgence. J'ai été indigné que ce soit ma déclaration qui ait été retransmise en premier. Par la suite, j'ai réussi à obtenir de Tass qu'ils citent d'abord la date exacte, le 16, et ensuite qu'ils ne commentent pas par cela.

Vous étiez surveillé ?

— Oui, et je le savais. Lorsque je téléphonais, on me disait que la communication ne passait pas, ou qu'il n'y avait pas d'abonné, etc. (...)

Une situation désespérée, alors ?

— Il existait des solutions. Comme toujours. Mais moi, je vous raconte ce qui est arrivé. Ensuite, 7 heures du matin, une avalanche de questions s'est abattue sur moi. Je devais sans cesse y répondre, rassurer les gens, etc. J'ai commencé par redemander à joindre le président Gorbatchev. J'avais appelé dans la nuit du 19. Non, avant, le 16, parce que le 19 on ne répondait à chaque fois qu'il n'y avait pas de liaison. Je pensais que les bâtiments militaires au large de Foros (4) pourraient établir une communication avec lui par leurs canaux, mais non. Alors, le 21 en fin de journée ainsi que le 22, j'ai fait tout mon possible pour que l'on mette un avion à ma disposition afin que je puisse gagner la Crimée. Je leur ai dit que, sinon, je n'y rendrais pas mes propres moyens, et que je ramènerais Gorbatchev, quel que soit son état, car la session ne pouvait se dérouler sans président.

Vous vouliez savoir ce dont il souffrait ?

— J'ignorais quel était son état de santé. On m'avait déclaré qu'il était malade et ne pouvait quitter le lit.

Vous l'avez cru ?

— Je voulais m'en persuader par moi-même.

D'accord, Gorbatchev était malade, ce qui empêchait de l'appeler. Mais Raïssa Maximova ? Et leur fille, leur grand ? Vous avez cru à cette

« épidémie familiale » ?

— Mais ils ne pouvaient pas téléphoner : tout était gardé. J'ai vu cela de mes yeux quand je suis allé à Foros. De plus, on m'avait dit que Gorbatchev connaissait déjà la composition du Comité, dans lequel ils voulaient m'inclure. Mais j'ai catégoriquement tout refusé.

Dès la conférence de presse du 19, Ianev laissait entendre que vous entreriez au Comité. Vous n'y étiez pas simplement parce qu'ils avaient besoin d'être séparés de l'insécurité ?

— Oui, c'est cela ! Bien sûr, ils voulaient absolument mettre le président du Soviet suprême de leur côté, et je le comprends. Mais ils n'ont pu. J'ai tout fait pour empêcher que le sang ne coule, pour que la légalité soit respectée. C'est la raison pour laquelle j'ai immédiatement demandé à ce que l'on ne touche pas à certains députés arrêtés, dont Gdikan. Il faut dire qu'il a été relâché par la suite. Mais pas immédiatement.

En effet, il n'y a eu presque aucune insurrection à la fin du 19 et le 21. A part quelques petites exceptions...

— Mais ce n'est pas tout. J'ai en des signaux de la préparation d'une attaque contre la « Maison blanche » (5). Là, j'ai appelé les militaires, et j'ai dit très fermement qu'ils répondraient de leur tête si une action quelconque était entreprise contre la « Maison blanche » ou aux alentours. Avec le monde qu'il y avait, on risquait l'effusion de sang.

Avez-vous parlé à Iazov ?

— J'ai parlé aux militaires, dont Iazov. Et à ce propos, on a beau dire, mais il n'y a eu aucun assaut contre le Parlement. Aucun ! Il y a eu beaucoup de bruit. Et des incendies. Khazboulatov m'a téléphoné, puis Stoliarov, puis Silaev (6), et il n'y a pas eu d'assaut. Nous avons pu obtenir qu'une réunion ait lieu au ministère de la Défense, le 21 au matin. Et dès la nuit, les divisions armées ont commencé à quitter la capitale.

Le 20, au matin, Roïstkoï, Silaev et Khazboulatov sont venus me voir, nous avons discuté une heure et demie (ou même plus) et nous nous sommes mis d'accord sur de nombreux points. J'ai senti que nous disposions d'une base pour agir de concert.

Vous opinions avaient convergé ?

— Si c'est vous qui avez commis l'erreur, comment se fait-il que Iazov et Krioutchkov aient pris aussi ?

— Je me trouvais au ministère de la Défense, je discutais avec Iazov. Visiblement, ils s'étaient déjà demandé s'ils partiraient ou non. Ils savaient que moi, j'étais à tout prix.

Vous voulez dire que vous avez contrarié leurs plans ?

— Pas seulement leurs plans à eux. Ceux de l'autre camp aussi, qui voulait apparaître comme libérateur.

Lors d'un entretien téléphonique, avec M. Lech Walesa

M. Gorbatchev tente de rassurer son « cher voisin » polonais

Lors d'un entretien téléphonique, mercredi 28 août, le président Gorbatchev a assuré le chef de l'Etat polonais, M. Lech Walesa, que Moscou souhaitait rétablir des relations économiques normales avec Varsovie et retirer, le plus rapidement possible, les quelque 30 000 soldats soviétiques stationnés en Pologne. « Nous voulons être amis, nous voulons une coopération », a notamment affirmé M. Gorbatchev, qualifiant M. Walesa de « cher voisin ».

Pour sa part, le président polonais a révélé que, aussitôt informé de la tentative de putsch en cours

à Moscou, il avait ordonné la mobilisation de l'armée, car, a-t-il expliqué, « nous devons être prêts à toute éventualité ». Ces préliminaires, auxquels ont été associés le premier ministre et les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, n'avaient pas été annoncés afin de ne pas semer la panique, a précisé M. Walesa. Estimant la situation en URSS encore instable, le chef de l'Etat polonais a ajouté : « Je ferai tout pour que l'armée soviétique évacue la Pologne. J'irai jusqu'à sortir moi-même les chars du pays et à porter leurs bagages ! ». (AFP, Reuters, UPI)

Témoignages sur le comportement des putschistes

Amateurs, indécis... et alcooliques ?

Les premiers témoignages sur le putsch de la semaine dernière tel qu'il a été vécu de l'intérieur du Kremlin confirment l'impression d'amateurisme et d'improvisation donnée par les auteurs de la tentative de coup d'État. Détail encore moins glorieux, ils révèlent que certains des putschistes étaient sous l'emprise de l'alcool...

Le quotidien espagnol *El País* a publié mercredi un long récit du putsch vécu de l'intérieur du Kremlin, fait à sa correspondante à Moscou, Pilar Borot, par deux collaborateurs de Gorbatchev, MM. Veniamine Iarine, assistant pour les affaires sociales, et Iouri Golik, président du comité de lutte contre la criminalité.

Les deux hommes racontent que dans les bureaux du Kremlin, dès le lundi 19 août, cohabitaient deux camps, ceux qui collaboraient avec les putschistes et ceux qui les désapprouvaient, sans que les premiers cherchent à inquiéter les seconds. Entre les mains de qui se trouva le Kremlin pendant ces trois journées critiques ? Selon M. Golik, entre les mains de personnes : « Loukianov (le président du Soviet suprême) ne dirigeait rien, Ianev donne quelques ordres, mais il n'avait pas de pouvoir réel. Van Laptev (président du Soviet des nationalités) adopte une attitude correcte et essaye d'informer le maximum de gens de ce qui se passe. Moi je n'avais pas de pouvoir non plus, mais j'avais les communications. » Toujours selon M. Golik, le premier ministre Valentin Pavlov, l'un des huit membres de la junte putschiste, avait été admis dans une clinique

dès le 19 août. Le correspondant à Moscou du quotidien britannique *The Guardian* cite d'ailleurs un des vice-premiers ministres, M. Vladimir Tchitcherbaïkov, selon lequel au cours d'une réunion préparant le putsch, le 18 août, il était apparu que M. Pavlov « avait bu plusieurs verres » et que M. Ianev ne semblait pas à jeun non plus.

Le récit fait à *El País* souligne d'autre part la rôle central de M. Sergueï Stankevitch, maire adjoint de Moscou et proche de M. Eltsine, dans la résistance : « Pendant ces trois jours, les hommes restés fidèles à M. Gorbatchev étaient en contact avec le député Sergueï Stankevitch, qui servait de liaison avec la mairie de Moscou et le Parlement russe. Le 20 août, il y eut une réunion à la mairie à laquelle assistèrent Karasiou (un autre conseiller de Gorbatchev), Golik, Stankevitch, et Alexandre Iakovlev. »

L'arrestation de Ianev

Le troisième jour, mercredi 21 août, M. Iarine apprend par Stankevitch que deux membres de la junte, MM. Krioutchkov et Iazov, se sont envolés pour la Crimée. « Nous décidâmes qu'il fallait isoler Ianev, le couper du monde extérieur. On décida que ce serait moi qui l'arrêterais. J'étais dans son bureau, après m'être fait annoncer, Ianev, en manches de chemise et creux, derrière sa table, me tendit la main. Cela me dégoûtait de lui serrer, mais je l'ai fait, car ainsi je le privais de la possibilité de sortir une arme. J'ai dit alors brièvement à Ianev ce que je pensais de lui, je l'ai averti que le Kremlin était entre nos mains

et que sa liberté était limitée. C'était, je crois, peu après 17 heures. Ianev essaya de s'expliquer, il dit qu'il avait rejoint le Comité pour éviter un bain de sang et que s'il ne l'avait pas fait, il aurait été emprisonné à Lefortovo. »

Lorsque M. Gorbatchev revint à Moscou, dans la nuit du 21 au 22, Karasiou lui demanda ce qu'il fallait faire de Ianev, mais le président écarta la question d'un geste de la main. L'un de ses conseillers, Evgueni Primakov, répondit à Golik : « Qu'il reste dans son bureau ! » Il y resta donc jusqu'au matin, lorsque nous en avons eu assez et avons décidé de l'arrêter. »

Le tandem Eltsine-Sobtchak

« Il était peu après 7 heures lorsque nous avons ouvert la porte de la chambre attenante à son bureau, raconte Veniamine Iarine. Il dormait sur le divan. Tout était éparpillé. Il m'a fait longtemps pour arriver à le réveiller. Lorsque j'y suis parvenu, il n'arrivait pas à comprendre qui il avait devant lui. Je lui ai dit de s'habiller et de s'armer. J'ai eu l'impression qu'il avait dû boire beaucoup, parce que comment expliquer autrement qu'il ait pu dormir si tranquillement après ce qu'il avait fait ? Nous avons ensuite appelé le parquet pour qu'on vienne chercher Ianev. Vers dix heures du matin, le procureur de Russie est arrivé, introduit par le chef militaire du Kremlin, Ianev s'était réhabillé. Il s'est mis en état d'arrestation et qu'on allait enregistrer sa déposition dans son bureau. Notre rôle

était de garder Ianev, mais après leur visite, un décret du président Eltsine fut promulgué. Il commençait ainsi : « Les pourparlers menés par les dirigeants de la RSFSR avec le président du Soviet suprême de l'URSS, Loukianov, qui n'adhère pas, pour l'essentiel, aux positions du groupe qui s'est donné le nom de Comité d'État pour l'état d'urgence, confirment le caractère anticonstitutionnel de l'organisation et de l'action de ce comité. »

— Je suis persuadé que tout sera fait désormais pour me présenter comme l'un des organisateurs du complot. Sans doute a-t-il commis une erreur. J'aurais pu ne pas me rendre à Foros, mais alors, je me serais senti vraiment coupable.

Mais tout de même, pour quoi Krioutchkov et Iazov sont-ils partis à Foros ? Qu'étaient-ils, à votre avis ?

— Difficile à dire. Je pense qu'ils voulaient s'expliquer avec Mikhaïl Sergueïevitch.

Il était donc naïf à ce point ?

— On peut expliquer les choses de cette manière. D'ailleurs, ce n'était vraiment pas un complot sérieux. Franchement, à mon avis, ils ont agi en amateurs.

D'ailleurs, les membres du Comité se répétaient sans cesse qu'ils allaient proclamer l'état d'urgence, et qu'ensuite, Mikhaïl Sergueïevitch reviendrait et pourrait recueillir les fruits du rétablissement de l'ordre. Mais il me fallait répondre au président. Au matin du 21, je suis allé au ministère de la Défense et j'ai dit : « peu importe quel moyen, sur n'importe quel avion, laissez-moi rencontrer Mikhaïl Sergueïevitch ! C'est alors qu'un avion pour la Crimée a été affrété. Ivachko (7) et quatre représentants du Comité pour l'état d'urgence, Khazboulatov m'a téléphoné, puis Stoliarov, puis Silaev (6), et il n'y a pas eu d'assaut. Nous avons pu obtenir qu'une réunion ait lieu au ministère de la Défense, le 21 au matin. Et dès la nuit, les divisions armées ont commencé à quitter la capitale. »

Le 20, au matin, Roïstkoï, Silaev et Khazboulatov sont venus me voir, nous avons discuté une heure et demie (ou même plus) et nous nous sommes mis d'accord sur de nombreux points. J'ai senti que nous disposions d'une base pour agir de concert.

Vous opinions avaient convergé ?

— Si c'est vous qui avez commis l'erreur, comment se fait-il que Iazov et Krioutchkov aient pris aussi ?

— Je me trouvais au ministère de la Défense, je discutais avec Iazov. Visiblement, ils s'étaient déjà demandé s'ils partiraient ou non. Ils savaient que moi, j'étais à tout prix.

Vous voulez dire que vous avez contrarié leurs plans ?

— Pas seulement leurs plans à eux. Ceux de l'autre camp aussi, qui voulait apparaître comme libérateur.

Lors d'un entretien téléphonique, avec M. Lech Walesa

M. Gorbatchev tente de rassurer son « cher voisin » polonais

Lors d'un entretien téléphonique, mercredi 28 août, le président Gorbatchev a assuré le chef de l'Etat polonais, M. Lech Walesa, que Moscou souhaitait rétablir des relations économiques normales avec Varsovie et retirer, le plus rapidement possible, les quelque 30 000 soldats soviétiques stationnés en Pologne. « Nous voulons être amis, nous voulons une coopération », a notamment affirmé M. Gorbatchev, qualifiant M. Walesa de « cher voisin ».

Pour sa part, le président polonais a révélé que, aussitôt informé de la tentative de putsch en cours

à Moscou, il avait ordonné la mobilisation de l'armée, car, a-t-il expliqué, « nous devons être prêts à toute éventualité ». Ces préliminaires, auxquels ont été associés le premier ministre et les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, n'avaient pas été annoncés afin de ne pas semer la panique, a précisé M. Walesa. Estimant la situation en URSS encore instable, le chef de l'Etat polonais a ajouté : « Je ferai tout pour que l'armée soviétique évacue la Pologne. J'irai jusqu'à sortir moi-même les chars du pays et à porter leurs bagages ! ». (AFP, Reuters, UPI)

« Ramener Gorbatchev »

« Je vous avoue que je ne suis pas rentré chez moi, je suis resté au Kremlin, car j'ignorais quelles décisions allaient être prises. Je me suis allongé dans la salle de repos, mais je n'ai pu trouver le sommeil. Je croyais que ces gens allaient changer d'avis, que l'aventure du putsch n'aurait pas lieu. Ce n'est qu'un

matin, en attendant des bruits de chenilles, que j'ai mis la radio, qui diffusait le communiqué du Comité d'État pour l'état d'urgence. J'ai été indigné que ce soit ma déclaration qui ait été retransmise en premier. Par la suite, j'ai réussi à obtenir de Tass qu'ils citent d'abord la date exacte, le 16, et ensuite qu'ils ne commentent pas par cela.

Vous étiez surveillé ?

— Oui, et je le savais. Lorsque je téléphonais, on me disait que la communication ne passait pas, ou qu'il n'y avait pas d'abonné, etc. (...)

Une situation désespérée, alors ?

— Il existait des solutions. Comme toujours. Mais moi, je vous raconte ce qui est arrivé. Ensuite, 7 heures du matin, une avalanche de questions s'est abattue sur moi. Je devais sans cesse y répondre, rassurer les gens, etc. J'ai commencé par redemander à joindre le président Gorbatchev. J'avais appelé dans la nuit du 19. Non, avant, le 16, parce que le 19 on ne répondait à chaque fois qu'il n'y avait pas de liaison. Je pensais que les bâtiments militaires au large de Foros (4) pourraient établir une communication avec lui par leurs canaux, mais non. Alors, le 21 en fin de journée ainsi que le 22, j'ai fait tout mon possible pour que l'on mette un avion à ma disposition afin que je puisse gagner la Crimée. Je leur ai dit que, sinon, je n'y rendrais pas mes propres moyens, et que je ramènerais Gorbatchev, quel que soit son état, car la session ne pouvait se dérouler sans président.

Vous vouliez savoir ce dont il souffrait ?

— J'ignorais quel était son état de santé. On m'avait déclaré qu'il était malade et ne pouvait quitter le lit.

Vous l'avez cru ?

— Je voulais m'en persuader par moi-même.

D'accord, Gorbatchev était malade, ce qui empêchait de l'appeler. Mais Raïssa Maximova ? Et leur fille, leur grand ? Vous avez cru à cette

« épidémie familiale » ?

— Mais ils ne pouvaient pas téléphoner : tout était gardé. J'ai vu cela de mes yeux quand je suis allé à Foros. De plus, on m'avait dit que Gorbatchev connaissait déjà la composition du Comité, dans lequel ils voulaient m'inclure. Mais j'ai catégoriquement tout refusé.

Dès la conférence de presse du 19, Ianev laissait entendre que vous entreriez au Comité. Vous n'y étiez pas simplement parce qu'ils avaient besoin d'être séparés de l'insécurité ?

— Oui, c'est cela ! Bien sûr, ils voulaient absolument mettre le président du Soviet suprême de leur côté, et je le comprends. Mais ils n'ont pu. J'ai tout fait pour empêcher que le sang ne coule, pour que la légalité soit respectée. C'est la raison pour laquelle j'ai immédiatement demandé à ce que l'on ne touche pas à certains députés arrêtés, dont Gdikan. Il faut dire qu'il a été relâché par la suite. Mais pas immédiatement.

En effet, il n'y a eu presque aucune insurrection à la fin du 19 et le 21. A part quelques petites exceptions...

— Mais ce n'est pas tout. J'ai en des signaux de la préparation d'une attaque contre la « Maison blanche » (5). Là, j'ai appelé les militaires, et j'ai dit très fermement qu'ils répondraient de leur tête si une action quelconque était entreprise contre la « Maison blanche » ou aux alentours. Avec le monde qu'il y avait, on risquait l'effusion de sang.

Avez-vous parlé à Iazov ?

— J'ai parlé aux militaires, dont Iazov. Et à ce propos, on a beau dire, mais il n'y a eu aucun assaut contre le Parlement. Aucun ! Il y a eu beaucoup de bruit. Et des incendies. Khazboulatov m'a téléphoné, puis Stoliarov, puis Silaev (6), et il n'y a pas eu d'assaut. Nous avons pu obtenir qu'une réunion ait lieu au ministère de la Défense, le 21 au matin. Et dès la nuit, les divisions armées ont commencé à quitter la capitale.

Le 20, au matin, Roïstkoï, Silaev et Khazboulatov sont venus me voir, nous avons discuté une heure et demie (ou même plus) et nous nous sommes mis d'accord sur de nombreux points. J'ai senti que nous disposions d'une base pour agir de concert.

Vous opinions avaient convergé ?

— Si c'est vous qui avez commis l'erreur, comment se fait-il que Iazov et Krioutchkov aient pris aussi ?

— Je me trouvais au ministère de la Défense, je discutais avec Iazov. Visiblement, ils s'étaient déjà demandé s'ils partiraient ou non. Ils savaient que moi, j'étais à tout prix.

Vous voulez dire que vous avez contrarié leurs plans ?

— Pas seulement leurs plans à eux. Ceux de l'autre camp aussi, qui voulait apparaître comme libérateur.

Lors d'un entretien téléphonique, avec M. Lech Walesa

M. Gorbatchev tente de rassurer son « cher voisin » polonais

Lors d'un entretien téléphonique, mercredi 28 août, le président Gorbatchev a assuré le chef de l'Etat polonais, M. Lech Walesa, que Moscou souhaitait rétablir des relations économiques normales avec Varsovie et retirer, le plus rapidement possible, les quelque 30 000 soldats soviétiques stationnés en Pologne. « Nous voulons être amis, nous voulons une coopération », a notamment affirmé M. Gorbatchev, qualifiant M. Walesa de « cher voisin ».

Pour sa part, le président polonais a révélé que, aussitôt informé de la tentative de putsch en cours

à Moscou, il avait ordonné la mobilisation de l'armée, car, a-t-il expliqué, « nous devons être prêts à toute éventualité ». Ces préliminaires, auxquels ont été associés le premier ministre et les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, n'avaient pas été annoncés afin de ne pas semer la panique, a précisé M. Walesa. Estimant la situation en URSS encore instable, le chef de l'Etat polonais a ajouté : « Je ferai tout pour que l'armée soviétique évacue la Pologne. J'irai jusqu'à sortir moi-même les chars du pays et à porter leurs bagages ! ». (AFP, Reuters, UPI)

« Ramener Gorbatchev »

« Je vous avoue que je ne suis pas rentré chez moi, je suis resté au Kremlin, car j'ignorais quelles décisions allaient être prises. Je me suis allongé dans la salle de repos, mais je n'ai pu trouver le sommeil. Je croyais que ces gens allaient changer d'avis, que l'aventure du putsch n'aurait pas lieu. Ce n'est qu'un

matin, en attendant des bruits de chenilles, que j'ai mis la radio, qui diffusait le communiqué du Comité d'État pour l'état d'urgence. J'ai été indigné que ce soit ma déclaration qui ait été retransmise en premier. Par la suite, j'ai réussi à obtenir de Tass qu'ils citent d'abord la date exacte, le 16, et ensuite qu'ils ne commentent pas par cela.

Vous étiez surveillé ?

— Oui, et je le savais. Lorsque je téléphonais, on me disait que la communication ne passait pas, ou qu'il n'y avait pas d'abonné, etc. (...)

Une situation désespérée, alors ?

— Il existait des solutions. Comme toujours. Mais moi, je vous raconte ce qui est arrivé. Ensuite, 7 heures du matin, une avalanche de questions s'est abattue sur moi. Je devais sans cesse y répondre, rassurer les gens, etc. J'ai commencé par redemander à joindre le président Gorbatchev. J'avais appelé dans la nuit du 19. Non, avant, le 16, parce que le 19 on ne répondait à chaque fois qu'il n'y avait pas de liaison. Je pensais que les bâtiments militaires au large de Foros (4) pourraient établir une communication avec lui par leurs canaux, mais non. Alors, le 21 en fin de journée ainsi que le 22, j'ai fait tout mon possible pour que l'on mette un avion à ma disposition afin que je puisse gagner la Crimée. Je leur ai dit que, sinon, je n'y rendrais pas mes propres moyens, et que je ramènerais Gorbatchev, quel que soit son état, car la session ne pouvait se dérouler sans président.

Vous vouliez savoir ce dont il souffrait ?

— J'ignorais quel était son état de santé. On m'avait déclaré qu'il était malade et ne pouvait quitter le lit.

Vous l'avez cru ?

— Je voulais m'en persuader par moi-même.

D'accord, Gorbatchev était malade, ce qui empêchait de l'appeler. Mais Raïssa Maximova ? Et leur fille, leur grand ? Vous avez cru à cette

« épidémie familiale » ?

— Mais ils ne pouvaient pas téléphoner : tout était gardé. J'ai vu cela de mes yeux quand je suis allé à Foros. De plus, on m'avait dit que Gorbatchev connaissait déjà la composition du Comité, dans lequel ils voulaient m'inclure. Mais j'ai catégoriquement tout refusé.

Dès la conférence de presse du 19, Ianev laissait entendre que vous entreriez au Comité. Vous n'y étiez pas simplement parce qu'ils avaient besoin d'être séparés de l'insécurité ?

— Oui, c'est cela ! Bien sûr, ils voulaient absolument mettre le président du Soviet suprême de leur côté, et je le comprends. Mais ils n'ont pu. J'ai tout fait pour empêcher que le sang ne coule, pour que la légalité soit respectée. C'est la raison pour laquelle j'ai immédiatement demandé à ce que l'on ne touche pas à certains députés arrêtés, dont Gdikan. Il faut dire qu'il a été relâché par la suite. Mais pas immédiatement.

En effet, il n'y a eu presque aucune insurrection à la fin du 19 et le 21. A part quelques petites exceptions...

— Mais ce n'est pas tout. J'ai en des signaux de la préparation d'une attaque contre la « Maison blanche » (5). Là, j'ai appelé les militaires, et j'ai dit très fermement qu'ils répondraient de leur tête si une action quelconque était entreprise contre la « Maison blanche » ou aux alentours. Avec le monde qu'il y avait, on risquait l'effusion de sang.

هنا من العمل

LES BOULVERSES du Soviet suprême EN UNION SOVIÉTIQUE

Profondément ancrée dans son passé impérial

La Chine devient l'ultime rempart du communisme

Les événements de Moscou, réminiscence dans une certaine mesure du drame de Tiananmen, conduisent à se demander combien de temps peut encore tenir le pouvoir de Pékin, qui continue à se poser en rempart du maoïsme-léninisme à l'heure où se refait la planète. Parmi les rares régimes rescapés de la déroute du maoïsme, seule la Chine populaire est reconnue par la communauté internationale comme membre du club des « Grands ». Mais sa façade idéologique masque sa nature profonde, bien plus ancrée dans le passé qu'elle ne veut le laisser croire.

PÉKIN

de notre correspondant

Venant après les révolutions qui ont mis à bas les dictatures communistes est-européennes et un certain nombre de sous-produits de la même eau dans le tiers-monde, les événements de Moscou ont été vécus par les Chinois ayant accès à l'information étrangère - de plus en plus nombreux - comme un lointain épilogue à une série d'événements dont le printemps de Pékin de 1989 avait été le tragique prologue.

Du coup, ils se sont posés les questions : était-il inéluctable que ce « printemps »-là fût réprimé dans le sang aux abords de la place Tiananmen, laissant la Chine dans un état d'arriération politique qui contraste avec son potentiel économique ? Un nouveau « printemps » est-il envisageable ?

Aucune réponse n'est possible si l'on ne s'efforce de comprendre l'essence du pouvoir de Pékin, maître d'un pays dont il a fait, par mauvais calcul politique, le dernier terrain d'affrontement sérieux entre Marx et la démocratie. Le problème que cela pose aux Occidentaux, provient du poids de la Chine dans les affaires mondiales. Pékin dispose d'une population

colossale, de l'arme nucléaire, d'un droit de veto aux Nations unies et d'un système opaque qui interdit à l'Occident d'espérer pouvoir véritablement contrôler ses ventes d'armes et de technologie sensible. Ni Cuba, ni la Corée du Nord, ni le Vietnam ne peuvent prétendre tenir une place équivalente sur l'échiquier mondial.

La stagnation politique constitue un cruel paradoxe pour la Chine. Après la débâcle maoïste, le régime de M. Deng Xiaoping avait été le premier dans le monde communiste à entreprendre de démanteler un système collectiviste, bien avant que M. Gorbatchev ne parvienne au pouvoir. Il n'est que de voir l'air éberlué d'un Moscovite débarquant sur un des abondants marchés privés de Pékin pour saisir, en une image, le gouffre qui sépare le Chinois moyen, avec son bagage de douze ans de réformes économiques, de son homologue soviétique. Le premier a su intuitivement s'adapter à l'économie de marché, le second cherche encore à se persuader de la matérialité de la marchandise en la palpant. Il arrive au demeurant souvent que le premier roule le second.

La dernière dynastie

Que M. Deng Xiaoping, en mauvais marxiste, ait refusé de voir le lien entre économie de marché et démocratisation politique ne suffit pas à expliquer pourquoi un pays aussi imposant reste soumis à une idéologie répudiée jusque dans sa terre d'origine. L'absence de tradition démocratique a souvent été invoquée pour excuser le caractère dictatorial du pouvoir de Pékin. Mais cet argument - au demeurant spécieux en regard du passé démocratique russe - ne rend pas pleinement compte de la réalité de ce pouvoir. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'avenir, condamné, d'une idéologie. C'est l'éclatement du dernier des empires.

Armé de son jargon marxiste, le pouvoir communiste chinois a d'abord fait croire qu'il était le fruit d'une révolution décidée à

édifier une société nouvelle. Puis, le maoïsme ayant échoué, il s'est réfugié dans un nationalisme confus, tout en continuant à se raccrocher à des certitudes idéologiques commodes pour sa survie mais dépourvues de contenu concret. Ces deux images sont incomplètes, car elles supposent l'une comme l'autre que le PCC était porteur d'un projet de société qui se distinguait de la perpétuelle quête de l'âge d'or à laquelle se sont livrés, depuis la fondation de l'empire du Milieu en 221 avant notre ère, les différentes dynasties qui se sont succédées sur son trône.

En réalité, le PCC a repris à son compte l'acceptation traditionnelle du concept de révolution, à savoir le sempiternel processus par lequel une dynastie est renversée au profit d'une autre pour n'avoir pas rempli sa part du contrat moral liant gouvernants et gouvernés. Ceux-ci acceptent de financer l'existence du trône par leur labeur à condition qu'en retour le pouvoir impérial garantisse la sécurité nationale, repousse les invasions « barbares », les préserve des catastrophes naturelles et leur assure un minimum de bien-être.

Le PCC n'a fait que plaquer sur le concept de « mandat céleste » des méthodes de gouvernement inspirées par Marx et Lénine. S'il a pu passer dans sa jeunesse pour un parti révolutionnaire, il s'est montré, dès les années 30, beaucoup plus intéressé à reconstruire la Chine à la manière des dynasties du passé, et, surtout, les dynasties de souche ethnique han (chinois).

L'empire des Hans

Car l'un des fondements de la conception dynastique du pouvoir chinois est la donnée extrêmement sensible que constituent les rapports interethniques au sein de l'empire. Le peuple han, cultivateur et sédentaire, s'est retrouvé à la tête d'un immense espace entouré de montagnes peuplées par des nomades, éleveurs et guerriers. Au fil des conquêtes, ces derniers

se sont, dans une certaine mesure, assimilés, jusqu'à parfois se faire passer pour Hans. De cette assimilation est née l'idée de Chine, mythe qui a eu, en fait, beaucoup moins de réalité historique que ne le veut la légende.

Lorsque Mao Zedong et ses pairs prirent le pouvoir en 1949, cela faisait trois siècles que la Chine ne vivait plus dans les conditions politiques idéales que sa culture a définies : un pouvoir central fort aux mains des Hans. A partir de 1644, ils avaient été soumis aux balancements imposés par les Mandchous, les puissances occidentales, les seigneurs de la guerre, les Japonais, un parti nationaliste faible.

Mao puis M. Deng Xiaoping n'eurent qu'une obsession : restaurer, sous couvert d'union des nationalités de Chine, le pouvoir han de certaines des grandes dynasties du passé. Horsis la Mongolie dite « extérieure », sacrifiée sur l'autel de l'amitié sino-soviétique, ils récupérèrent un espace territorial plus grand que jamais.

De même, la politique étrangère de la République populaire glissa très rapidement vers une réédition, sous de nouveaux vocables, de celle de la Chine impériale. C'est particulièrement visible envers les ex-royaumes tributaires de la périphérie comme l'Indochine. Mais le même complexe impérial se retrouve dans les rapports de Pékin avec le monde occidental ou le Japon.

Cette idée de leur pays que les Chinois ont développée à travers les siècles suppose une structure politique fortement centralisée qui, de nos jours, constitue un handicap au développement. Les exemples de Singapour, de Hongkong ou de Taïwan ont montré que des communautés chinoises fortement motivées parvenaient à un développement ultra-rapide sans être rattachées politiquement au trône de l'empire du Milieu. Par contraste, le communisme communiste, dans laquelle chaque province ou entité géographique trouverait un intérêt à maintenir un pouvoir central aux prérogatives amoindries par rapport à celles

des considérations politiques sur l'économie dès lors que les deux ne concordent pas.

Pourtant, des changements radicaux de mentalité sont apparus à la faveur des années de réformes imposées par M. Deng à partir de 1978. Ces changements font que la Chine semble de moins en moins gouvernable à la manière traditionnelle.

L'érosion d'un mythe

D'une part, l'économie prend une importance qu'elle n'avait jamais eue par le passé. Le réflexe impérial s'estompe. Les campagnes, base du pouvoir communiste, connaissent une mutation sociale colossale, qui les met en rapport de manière bien plus systématique qu'auparavant avec les villes. Le produit de l'agriculture est tombé à moins de la moitié du revenu rural, amenuisant du même coup la dépendance politique des paysans envers le trône céleste. Des zones de fort développement, tournées vers l'extérieur, sont nées. Le capital étranger s'y est implanté durablement.

D'autre part, l'interactivité croissante entre communautés chinoises de l'extérieur et population du continent est un autre facteur d'affaiblissement du pouvoir central. De même, l'ouverture intellectuelle symbolisée par l'envoi, même réglementé, de dizaines de milliers d'étudiants à l'étranger. Ou encore, l'accès croissant à l'information internationale à la faveur de l'amélioration des conditions de vie et des techniques.

Tous ces éléments travaillent à l'érosion du mythe d'une Chine immuable et éternelle, colossale empire qui traîne comme un boulet son glorieux passé. Il appartient autant aux Chinois qu'à la communauté internationale d'en tenir compte pour déterminer quelle peut être la Chine du XXI^e siècle.

Déjà, l'idée d'une solution fédérative, dans laquelle chaque province ou entité géographique trouverait un intérêt à maintenir un pouvoir central aux prérogatives amoindries par rapport à celles

dont il dispose aujourd'hui, commence à se faire jour. Il faudra sans doute longtemps pour qu'elle prenne forme plus concrètement, tant les mentalités centralisatrices ont la vie dure, mais elle apparaît comme la seule solution viable. Cela suppose que l'empire éclate, laisse la place à des pôles de développement jouissant d'une autonomie politique beaucoup plus importante que ce que la vieille garde est actuellement disposée à permettre.

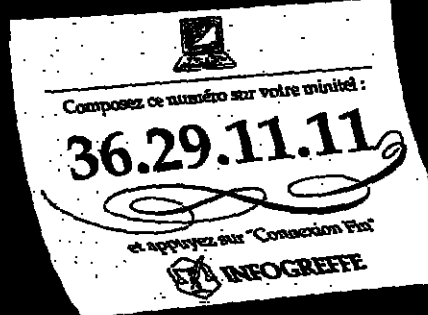
Encore faudra-t-il que, parallèlement, les hommes qui dirigeront cet énorme ensemble humain apprennent à déléguer leurs pouvoirs à des classes sociales à qui le trône actuel refuse encore tout statut autonome : la nouvelle bourgeoisie, dont il nie l'existence, et les technocrates et intellectuels, toujours classés comme « travailleurs » au sein de la classe ouvrière. Avec les Chinois de l'extérieur, ces deux classes sont l'espoir d'un renouveau que le PCC n'a su incarner durablement.

Faute d'une telle mutation, la Chine serait condamnée à végéter entre son état d'empire agonisant et celui de semi-colonie économique du monde moderne, avec tous les risques de chaos interne et de débordement externe que cela comporte pour un pays aussi surpeuplé. Face à un pouvoir communiste largement discrédité, un choix se pose aux Occidentaux, qui ressemblent fortement à celui auquel ils étaient déjà confrontés lors de la déliquescence de la dynastie mandchoue : encourager un processus rapide de démocratisation passant par les provinces et des milieux distants de la direction centrale ; ou, au contraire, par un réflexe de peur, s'appuyer sur un trône vermoulu dont la survie procure une illusion de stabilité.

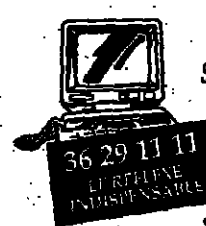
Le pire choix, celui de l'ordre illusoire, avait été fait à la fin du XIX^e siècle. Le répéter aujourd'hui risquerait de provoquer une explosion à côté desquelles des troubles comme ceux de Yougoslavie ou d'Union soviétique passeraient pour de la petite bière.

FRANCIS DERON

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectif),
- renseignements sur les défilantes

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE
La Source de l'information sur les Entreprises
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

L'EVENEMENT

• Communisme : le KO final • La fin de l'Union soviétique • Le retour de la Russie • La droite ridicule • Le monde dirigé d'un terrain de golf • Mitterrand à la ramasse
JUSQU'OU ?
Comment Eltsine a tout fait exploser

Histoire : **L'ÉPOPÉE TRAGIQUE DES PEAUX-ROUGES**

Idee : **COMMENT LE SEXE S'EST LIBÉRÉ**

Vous qui passez sans les voir
L'UNIVERS ÉTRANGE DES AUTOROUTES

Transformez-vous en touristes
DANS LES COULISSES DU MUSÉE DU LOUVRE

L'EDJ PLUSIEURS HEBDOS EN UN

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les répercussions en France

Les socialistes n'envisagent pas de rompre leur alliance électorale avec le PCF

Le bureau exécutif et le comité directeur du Parti socialiste, réunis mercredi 28 août, ont décidé de maintenir leur pression sur les communistes, afin de les inciter à tirer les conséquences de l'effondrement du communisme en Union soviétique, mais sans envisager, pour le moment, de rompre les accords électoraux qui lient encore le PS et le PCF. Les socialistes attendent de voir comment la situation va évoluer au sein du PCF avant de décider, lors de la prochaine réunion, fin septembre, leur ligne de conduite envers les élus communistes.

La discussion au bureau exécutif du PS, mercredi matin, a vite montré qu'un accord existait pour juger prématurée la position exprimée la veille, dans le Monde, par M. Bernard Pons, secrétaire national, qui recommandait de « rompre » avec la direction du PCF. « Rompre quoi ? », a demandé M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétaire national et conseiller de M. Edith Cresson, en observant qu'il n'existe plus, à proprement parler, d'accord entre le PS et le PCF. Le dernier en date, a-t-il rappelé, conclu pour les élections municipales de mars 1989, comprenait une clause qui excluait implicitement le vote des députés communistes et a été rendu caduc par la censure anti-

CSG que ces députés ont voté, avec la droite, le 19 novembre 1990. M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, ont souligné que les tentatives que les socialistes pourraient faire pour intervenir dans le débat interne au PCF risqueraient d'avoir l'effet inverse de celui qui est souhaité, en permettant à M. Georges Marchais et à ses partisans de susciter à leur profit un nouveau réflexe de défense contre ce qu'ils présentent déjà comme une « agression ». M. Debarge estime, néanmoins, que les socialistes doivent « occuper le terrain » et « dire ce qu'ils pensent ». Si M. Gérard Lindeperg, secrétaire du PCF, a réaffirmé que le PS doit, selon lui, éviter d'aider la direction du PCF à se maintenir, il n'a pas souhaité, non plus, que les socialistes anticipent sur l'évolution de la situation au sein du Parti communiste.

M. Mauroy : pas de cadeau à la droite

M. Pierre Mauroy a donc pu se prévaloir de l'appui du bureau exécutif unanime pour déclarer : « Nous ne ferons pas à la droite le cadeau de nous amputer. Ce qui est fondamental, c'est que la gauche soit rassemblée. » Expliquant que « c'est au Parti communiste d'évoluer » et que le PS « n'est pas chargé de régler les problèmes à l'intérieur du PCF », le premier secrétaire a ajouté que, si ce dernier « ne tenait pas compte des événements », les socialistes seraient amenés à « précéder » leur position, mais que les « accords »

passés avec les communistes ne sont pas « avec M. Marchais, mais avec des électeurs ».

Lors de la réunion du comité directeur, en fin d'après-midi, l'attitude adoptée par le bureau exécutif a été confirmée, mais les débats ont montré que les socialistes se partagent entre plusieurs analyses. M. Mauroy a réaffirmé que « si le Parti communiste veut survivre, il doit changer », et cela « d'autant plus vite et d'autant plus fort qu'il a, à la différence du PC italien, par exemple, trop longtemps résisté ». « Soyons justes : il est vrai que le Parti communiste s'est évadé, depuis plusieurs années, du modèle soviétique », a ajouté le premier secrétaire, mais il a souligné que « le centralisme démocratique demeure toujours son credo ». Selon M. Mauroy, le PCF, « par deux fois au moins, n'a pas su saisir les occasions que lui offrait l'histoire », d'abord dans la période du programme commun de gouvernement avec le PS, fermée par la rupture de 1977, puis lors de sa participation au gouvernement, à laquelle il avait mis fin en 1984. « L'histoire vient de trancher les divergences idéologiques et de donner raison aux socialistes », a déclaré M. Mauroy. Aux communistes français d'en tirer les conséquences rapidement.

M. Jean Poperen : changer le PS

D'autres orateurs se sont montrés plus sévères et plus pressants envers le PCF. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a insisté sur l'idée que ce parti a encouru avec constance la condamnation historique qui le

frappe aujourd'hui, mais il a invité les socialistes à tirer aussi, pour eux-mêmes, les conséquences de cette situation nouvelle. Pour M. Jean Poperen, l'époque où le problème du rassemblement de la gauche se posait en termes d'union des socialistes avec les communistes est révolue, et c'est la configuration même du PS, liée à cette période, qui doit être revue. Autrement, le PS doit changer pour être à même de réunir tous ceux — dont les anciens communistes — qui représentent, aujourd'hui, les forces du changement.

M. Jean-Pierre Chevènement, qui, le matin, sur RTL, avait mis l'accent sur l'évolution nécessaire du PCF et invité celui-ci à « rompre avec le léninisme », a développé davantage, le soir, l'idée d'une « refondation » de la gauche, concernant les socialistes autant que les communistes ou ex-communistes. Pour l'ancien ministre de la Défense, il faut se pencher sur les perspectives qu'il peut lui-même offrir aujourd'hui, plutôt que de se rassurer en pensant que l'échec du communisme donne purement et simplement raison à ceux qui avaient fait le choix de la social-démocratie. Avec des perspectives différentes de celles évoquées par M. Chevènement, M. André Billardon, fabiusien, numéro deux du PS, a souligné, lui aussi, le problème de la redéfinition d'une « gauche positive », précise qu'il ne peuvent plus « entretenir de relations avec l'appareil d'un tel parti ». « Sinon, a-t-il dit, les subtilités électorales pourraient nous faire perdre beaucoup plus qu'une attitude ferme, cohérente avec notre analyse ».

« Le Parti communiste doit tout changer et tout changer, tout de suite », expliquait M. Billardon en marge de la réunion du comité directeur, mais il écartait la question de l'alliance en expliquant que si le PCF ne changeait pas, ses élus hésiteraient à « avancer longtemps le drapeau communiste » devant les électeurs. Paul Quilès, ministre de l'équipement, fabiusien lui aussi, s'est montré plus net devant le comité directeur en déclarant que si le PCF ne rompt pas avec ses méthodes et son mode d'organisation, les socialistes devront « clairement affirmer » qu'ils ne peuvent plus « entretenir de relations avec l'appareil d'un tel parti ». « Sinon, a-t-il dit, les subtilités électorales pourraient nous faire perdre beaucoup plus qu'une attitude ferme, cohérente avec notre analyse ».

« Nous avons intérêt à ce que le Parti communiste ne soit pas un boulet pour le rassemblement de la gauche », expliquait M. Mauroy après la réunion du comité directeur, mais il ajoutait : « Ce n'est pas à nous d'organiser les funérailles de l'idéologie communiste ».

P. J.

Le « poids mort » du communisme

par Patrick Jarreau

LES socialistes sont unanimes à considérer que l'effondrement du communisme en Union soviétique marque la fin d'une période, mais laquelle ? Entre M. Pierre Mauroy, pour qui le chapitre ouvert au congrès de Tours en décembre 1920 se ferme au bénéfice de ceux qui avaient refusé alors la voie léniniste, et M. Jean-Pierre Chevènement, qui invite ses camarades à une « refondation » de la gauche, il y a un écart notable, dans lequel s'inscrivent plusieurs positions intermédiaires. La réflexion idéologique est pressée par l'urgence électorale, qui oblige les socialistes à se demander si, dès les élections cantonales de mars prochain, ils pourront encore se présenter devant les électeurs en alliance avec le PCF, celle-ci fût-elle réduite au respect traditionnel de ce que la gauche appelle la « discipline républicaine ».

M. André Billardon, numéro deux du PS, fabiusien, observait mercredi qu'en dissolvant le PC soviétique, M. Gorbatchev avait « joué un mauvais tour » au PC français, qui se trouve dans la même état : « mort » selon le député de Seine-et-Marne. Il aurait pu ajouter que le mauvais tour atteint aussi indirectement le PS, embarrassé d'un poids mort. L'attitude de la direction du PCF, lors des événements de Moscou, a, en effet, mis en lumière ce qui pouvait être auparavant laissé dans l'ombre, grâce à la faiblesse électorale de ce parti et à la lassitude engendrée par ses débats internes à l'issue prévisible : la fidélité de la direction communiste à une période révolue et son antipathie foncière pour les évolutions engagées par M. Gorbatchev sous le nom de perestroïka.

Ce que les socialistes pouvaient feindre de ne pas voir ou, en tout cas, considérer comme sans importance est, aujourd'hui, flagrant. Ce sont des communistes, eux-mêmes comme M. Charles Fiterman, jeudi matin, qui font le procès sans appel de la « vision ancienne du monde et du mouvement social » révélée par les réactions de M. Georges Marchais et de ses partisans. Ce sont des élus communistes, nombreux, qui refusent d'être assimilés plus longtemps aux positions que prend cette direction. Dans ces conditions, les socialistes peuvent-ils encore considérer celle-ci comme l'interlocuteur valable pour les combats politiques et électoraux à venir ? Ne doivent-ils pas, au contraire, faire le tri parmi les communistes et n'accepter comme partenaires que ceux qui auront rompu avec M. Marchais ?

A cette question, M. Mauroy répond qu'il est impossible de faire une croix sur soixante-dix ans d'une confrontation qui a jalonné de l'histoire du PS « culture », aujourd'hui très minor-

taire mais toujours cohérente, et que les socialistes commettraient une erreur en faisant à la droite le cadeau de « s'amputer » électoralement, comme celle-ci l'exige. A l'inverse, M. Jean Poperen, mais aussi les fabusiens, comme MM. Pierre Bédégovoy ou Paul Quilès, estiment que le PS ne doit pas faire à M. Marchais le cadeau de le conforter, à l'égard des élus du PCF, comme maître des voix communistes et intermédiaire obligé des désistements socialistes. M. Jean Poperen ne borne pas là sa réflexion : il estime qu'au temps de l'alliance électorale chahutée par le PS, il y a vingt ans au congrès d'Epinal, doit succéder celui du rassemblement dans un parti nouveau, capable de réunir toutes les forces progressistes.

Le monopole de la « gauche positive »

Le débat prend ici une autre tournure, puisque le PS est invité à s'interroger sur sa propre nature et sur les évolutions éventuelles auxquelles il doit se résoudre. La question concerne l'organisation du parti et son mode de fonctionnement : elle est posée depuis le désastreux congrès de Rennes de mars 1980 — mais aussi son idéologie. Si les recordiens, comme M. Gérard Euchs, membre du secrétariat national, se réjouissent de la coïncidence entre les événements en Union soviétique et la préparation du nouveau « projet » socialiste qui doit se conclure par un congrès extraordinaire à la fin de cette année, l'orientation que prendra ce débat reste à préciser.

Dans quelle mesure ce qui reste de doctrine aux socialistes est-il mis en question par la fin du communisme ? Pour les recordiens, qui ont toujours dénoncé l'emprise intellectuelle du communisme sur le Parti socialiste, celui-ci doit se débarrasser des débris agités de la période du programme commun et définir enfin clairement un réformisme réaliste. Pour les amis de M. Chevènement, l'échec du communisme, loin d'abandonner la gauche réformiste, de ses insuffisances, fait au contraire ressortir celles-ci et leur ôte toute excuse. Entre les deux se dessine une position moyenne, consistant pour une part, comme le fait M. Mauroy, à crêper le social-démocrate d'une grande clairvoyance historique, et pour une autre part, comme l'a fait M. Billardon, à inviter le PS à assumer tranquillement le monopole de la « gauche positive ».

Du moins y a-t-il une satisfaction logique à observer que, ouverte par un débat sur le communisme au début des années 70, cette période de l'histoire du PS s'achève de même.

Dans l'Humanité

M. Herzog : « Une question de survie »

Dans un point de vue publié par l'Humanité du jeudi 29 août, et qui est extrait d'un livre (Tu imagines la politique) paru, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF écrit : « Nous devrions nous tourner, avec la classe ouvrière, vers l'apprentissage de la gestion avec de nouveaux critères. Nous devrions donner, signe d'une mutation de nos vues sur l'Etat et les partis, nous extraire d'une culture de bloc contre bloc, travailler à la diffusion des pouvoirs, favoriser l'apport des différences. Nous serions plus crédibles en reconnaissant non seulement que notre renouvellement n'est pas achevé, mais que, comme tous les partis, nous avons de gros blocages à surmonter. Il faut nous dépasser, c'est une question de survie pour le Parti communiste ».

M. Herzog note qu'il est « facile » de critiquer les hésitations de Mikhaïl Gorbatchev et souligne que le Parti communiste d'Union soviétique a « fait « faillite ». « La faillite à qui, dit-il, sinon à ceux qui l'ont mené ? »

Il remarque, à propos de l'attitude de « droite » donnée par M. Marchais à M. Eltsine : « Ce n'est pas donner un label qui compte (...). Tenons-nous en au fond. Les Russes et d'autres choisissent leurs dirigeants comme ils l'entendent ».

POINT DE VUE

Le cadavre de Moscou

par Alain Geismar

EN 1917 : face aux horreurs de la première guerre mondiale, le communisme force sa voie et son succès sur la volonté radicale d'arracher du même coup la liberté contre le tsarisme, et la paix contre le libre cours des nationalismes sanglants et son résultat : la guerre et ses trois millions de tués.

Le communisme, proposant une solution globale aux problèmes des rapports de l'homme et de la société, a suscité chez ses adeptes une adhésion totale, où la vie et l'action politiques se confondent dans l'univers sans limite du militantisme et du parti. Utopie égalitariste et idéologie de la personne avec la cause constituant ensemble les deux piliers du communisme. Elles sont, tout à la fois, l'origine et la conséquence de la conception uniforme et immobile de la société, comme de la capacité d'enthousiasme jusqu'à l'absurde, l'inhumain et le meurtrier en vue de cet idéal.

Malgré l'échec manifeste du mouvement communiste, malgré la reconnaissance et le rejet de la société carcérale soviétique, les années 60 étaient encore inscrites dans l'empreinte de la deuxième guerre mondiale : l'engagement politique était marqué par la trace de l'honneur absolu du nazisme et du génocide, constamment réactivée par les guerres coloniales. Miller alors signifiait espérer une société purgée de cette culture immonde.

Mai 68 sera le dernier mouvement en Occident à porter ainsi simultanément les aspirations libertaires et égalitaires et, dans sa tendance la plus radicale, à vouloir les fonder dans la tentative ultime en vue de ressourcer l'utopie communiste que fut l'illusion maoïste. Cette illusion a pu, un temps, par la grâce de sa rupture avec le système soviétique et ses affidés, laisser une naïveté inexcusable espérer une nouvelle fondation des valeurs et de la grasse communiste. Cette brève impasse maoïste fut suivie du rejet, définitif cette fois, du communisme. Et ce sont Sartre et Foucault, entourés pour l'essentiel d'intellectuels « engagés » et d'anciens maoïstes, qui accueillirent les dissidents soviétiques le jour où Brejnev était reçu par Giscard à l'Elysée.

Le communisme agonisant libre aujourd'hui une aspiration virulente à la liberté, sacrifiée pendant soixante-dix ans à l'utopie égalitariste. La mort du communisme et la renaissance de l'initiative citoyenne

s'accompagnent aussi, ici et là, d'une identification de cette liberté retrouvée aux drapeaux nationaux, et parfois, comme dans les Balkans, aux fusils qui déplacent les frontières. C'est le prix de ces soixante-dix années et du manque de préparation de l'Europe à ce qu'elle appelait de ses vœux, manifestement sans y croire : il n'y a pas si longtemps que certains annonçaient encore qu'ils ne voyaient de différence entre le fascisme et le communisme que dans l'irréversibilité de ce dernier, du moins sans interventions extérieures.

Candidat contre Georges Marchais

La déroute en cours du communisme est le fruit de la lucidité et de la ténacité nées au cœur même de l'appareil conçu pour les étouffer. Cette situation fait désormais partie de notre histoire parce que là-bas des citoyens s'en sont emparés, au-delà même de l'univers imaginé par les initiateurs et les créateurs de la perestroïka. L'agonie de la doctrine et du système communiste ne signifie pas pour autant l'inductibilité de l'injustice sociale. Au-delà de ses crimes et de ce qu'il a infligé aux peuples qui l'avaient appelé ou subi, le communisme cristallise dans nos sociétés une force de refus et de contestation aujourd'hui sans expression reconnue.

La social-démocratie à la française a cru, depuis le congrès d'Epinal, pouvoir répondre à l'ensemble des aspirations de la société progressiste. Or, depuis quelque temps, elle rencontre des limites (alors même que la question qui fit la scission de Tours en 1920 est définitivement close en sa faveur).

Le Parti socialiste court sur son erre et la gauche, celle qui, à défaut de liberté intégrale, d'égalité totale et de fraternité fusionnelle, se bat pour plus de liberté, plus d'égalité et plus de fraternité, a fort à faire et à créer, pour arriver à reconnaître ses nouveaux divages, à extraire d'elle-même le cadavre de Moscou et à trouver ses marques après la chute du mur de Berlin et la débâcle du putsch de Moscou.

Encore faut-il ouvrir l'espace de cette recomposition politique à gauche. Aujourd'hui encore, la garantie électorale automatique assurée jusqu'ici par l'électorat socialiste constitue pour l'équipe

Marchais, quoi qu'elle fasse, une ultime béquille, une assurance sur laquelle il joue contre ceux qui veulent larguer les amarres. Mais cette garantie elle-même est ébranlée et fait légitimement débat. Peut-on laisser ce groupe être compréhensif vis-à-vis des putschistes de Moscou, voter la censure à Paris et lui conserver l'assurance du monopole absolu d'un tel parachute électoral accordé en aveugle ?

C'est sur ces bases que je souhaite être le candidat de la gauche, contre Georges Marchais, dans sa circonscription, à l'occasion des prochaines échéances électorales.

Alain Geismar, ancien leader maoïste en mai 68, membre du PS, est chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale.

EN BREF

Une majorité de Français considère que la France a été à la hauteur des événements. — Selon un sondage SOFRES, publié jeudi 29 août par le Figaro et réalisé le 27 août auprès d'un échantillon de mille personnes, par téléphone, un appui aux militants communistes, dans lequel il a déclaré notamment : « Rencontres-vous, discutez, décidez, prenez la parole, prenez la plume, rendez public, faites savoir ! L'avenir dépend de chacun. La responsabilité est celle de chacun, pour la part qui lui revient. » L'ancien ministre des transports, membre du bureau politique du PCF, estime, en effet, à propos de la réunion du comité central, convoquée pour les 3 et 4 septembre, qu'« il appartient à ses membres de se prononcer » sur la situation de leur parti après les événements de Moscou, mais que, « en dernière analyse, c'est l'affaire des communistes eux-mêmes et, plus largement encore, de tous ceux qui ressentent avec acuité le besoin d'une force révolutionnaire, organisée et nonivante dans ce pays ».

« En cette grave situation, a-t-il déclaré, le temps de la délégation de pouvoir est dépassé, comme est à rejeter le prétexte de la pression de l'adversaire. Comme celle-ci est permanente, ce ne sera jamais le moment et des rages plus en plus claires n'entraîneront plus qu'un souvenir. » Après avoir exposé son analyse de ce qui s'est passé en Union soviétique, M. Fiterman a affirmé que le PCUS, « état-major à la fois omnipotent et impuissant, machine bureaucratique non moins pitoyable

M. Fiterman : « Le temps de la délégation de pouvoir est dépassé »

M. Charles Fiterman a lancé, jeudi 29 août en fin de matinée, un appel aux militants communistes, dans lequel il a déclaré notamment : « Rencontres-vous, discutez, décidez, prenez la parole, prenez la plume, rendez public, faites savoir ! L'avenir dépend de chacun. La responsabilité est celle de chacun, pour la part qui lui revient. » L'ancien ministre des transports, membre du bureau politique du PCF, estime, en effet, à propos de la réunion du comité central, convoquée pour les 3 et 4 septembre, qu'« il appartient à ses membres de se prononcer » sur la situation de leur parti après les événements de Moscou, mais que, « en dernière analyse, c'est l'affaire des communistes eux-mêmes et, plus largement encore, de tous ceux qui ressentent avec acuité le besoin d'une force révolutionnaire, organisée et nonivante dans ce pays ».

« En cette grave situation, a-t-il déclaré, le temps de la délégation de pouvoir est dépassé, comme est à rejeter le prétexte de la pression de l'adversaire. Comme celle-ci est permanente, ce ne sera jamais le moment et des rages plus en plus claires n'entraîneront plus qu'un souvenir. »

Après avoir exposé son analyse de ce qui s'est passé en Union soviétique, M. Fiterman a affirmé que le PCUS, « état-major à la fois omnipotent et impuissant, machine bureaucratique non moins pitoyable

que redoutable, s'enfermant dans l'erreur dans sa prétention même à l'indivisibilité, s'est rendu incapable malgré la chance que constituait pour lui l'initiative gorbatchévienne, de se transformer pour devenir l'outil politique dont la perestroïka avait et a toujours besoin. La tâche de former cet outil est à l'ordre du jour. » M. Fiterman indique qu'il a « souffert » de ne pas entendre la direction du Parti communiste français « dire les paroles qu'elle devait prononcer et prendre les initiatives qu'elle devait décider ». Selon lui, il fallait « sans délai (...) condamner le coup d'Etat (...) engager le rétablissement de Mikhaïl Gorbatchev (...), engager tout le parti, tous les communistes dans une solidarité concrète (...) Cela n'a pas été fait, chacun le sait bien. Et, aujourd'hui même, la portée de l'échec du coup d'Etat n'est ni reconnue ni appréciée à sa valeur ».

M. Fiterman affirme la nécessité de « construire une entente démocratique des forces du travail et de la création » et celle de la « reconstruction de la force révolutionnaire, bien ancrée à gauche, dont ce pays a besoin ». Le PCF a « assumé cette vocation », mais « il est aujourd'hui gravement atteint ». M. Fiterman estime que le PCF n'a que deux choix : « ou bien subir une marginalisation aggravée, le menaçant désormais dans son existence même ; ou bien se montrer capable d'animer l'effort de renouvellement de l'identité communiste ».

Le poids mort du commerce

69^F

GLOBEN. Lot de 4 boîtes de rangement.
24 x 28 x 33 cm.

59^F

Boîte à couleurs.
31,5 cm x 32 cm.

75^F

COS. Store à enrouleur. 100 % coton
revêtu plastique acrylique épongeable.
Blanc, noir, turquoise ou bleu. 80 x 170.
(existe aussi en 120 x 170 cm
et 160 x 170 cm.)

25^F

BOIS. Bibliothèque à 3 niveaux.
Bois revêtu décor blanc.
120 cm, haut. 83,5 cm.
Offre valable jusqu'au 15 septembre 1991.

45^F

GLOBEN. Carton ondulé.
Lot de 5 range-journaux.

49^F

JUNL. Lampe de table. Pied en métal laqué.
Abat-jour imprimé ou uni en plastique plissé.
Diam. 22 cm, Haut. 24 cm. Maximum 60 W.

245^F

NESBRU. Structure de lit. Pin massif verni.
207 x 95 cm. Haut. 55 cm.
Sans matelas ni sommier.
A monter soi-même.
Offre valable jusqu'au 15 septembre 1991.

195^F

GLOBAL. Lampe de travail fluo.
Réflecteur en plastique.
Bras en métal laqué.
Avec tube fluo compact 11 W.
Blanc ou noir. Socle non compris.

22^F

GAMMA. Sous-main.
50 x 70 cm.

19^F

BOIS. Bibliothèque à 3 niveaux.
Bois revêtu décor blanc.
120 cm, haut. 83,5 cm.
Offre valable jusqu'au 15 septembre 1991.

69^F

ISA. 100 % coton multicolore. Lavable à 85°.
1 housse de couette 140 x 200 cm
et 1 taie d'oreiller 50 x 60 cm.

159^F

ETTD. Lampe halogène.
Métal laqué bleu ou gris.
Avec transfo et ampoule
halogène 12 V-20 W.
Haut. 35 cm.

TIPTOP. Lot de 4 boîtes de rangement.
Papier non traité.
2 boîtes de 55 x 40 x 18 cm et 2 de 44 x 30 x 18 cm.

25^F

BOIS. Bibliothèque à 3 niveaux.
Bois revêtu décor blanc.
120 cm, haut. 83,5 cm.
Offre valable jusqu'au 15 septembre 1991.

8^F

LOM. Corbeille à papier.
Polypropylène.
12 litres.
Divers coloris.

159^F

ETTD. Lampe halogène.
Métal laqué bleu ou gris.
Avec transfo et ampoule
halogène 12 V-20 W.
Haut. 35 cm.

159^F

ETTD. Lampe halogène.
Métal laqué bleu ou gris.
Avec transfo et ampoule
halogène 12 V-20 W.
Haut. 35 cm.

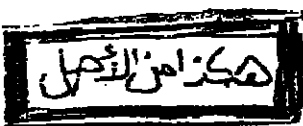
fois : la qualité. Parce que la qualité IKEA, à ces prix-là, il n'y a qu'IKEA pour vous l'offrir.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA BORDEAUX
C. CIAL BORDEAUX-LAC
TEL. 56.50.42.06.

 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS • MINITEL 3614 IKEA



PROCHE-ORIENT

Le départ en exil du général Aoun

L'ancien chef du camp chrétien a quitté discrètement la capitale libanaise

Le général Michel Aoun est parti, jeudi 29 août à l'aube, pour la France, son pays d'accueil et d'exil. A 4 h 30 du matin, plusieurs véhicules soigneusement gardés, vitres opaques, ont quitté l'ambassade de France et ont pris des directions différentes, dans un but évident de diversion. Le général et ses deux compagnons, les généraux Maalouf et Abouamra, se trouvaient à bord de l'un d'eux.

BEYROUTH

de notre correspondant

Les trois hommes ont quitté le pays à partir de la petite rade du Golden Beach, à Dbyeh, dont l'ancien dirigeant avait rêvé de faire « son » port. A bord d'un avion spécial - qui avait amené la veille, une délégation française - attendait à l'aéroport de Beyrouth pour donner le change.

L'attente a duré jusqu'à la dernière minute, avant que le général Aoun n'obtienne finalement la liberté de quitter l'ambassade française, où il est resté trois cent vingt jours. Alors qu'une délégation française était déjà à Beyrouth pour en « prendre livraison » (le Monde du 29 août), une grande confusion a régné tout au long de la journée de mercredi.

Coup de théâtre

Mardi soir, annonce est faite officiellement que le président Elias Hraoui a signé la grâce du général. Mercredi midi, petit coup de théâtre : M. Hraoui n'a pas signé, rectifié-on de source officielle, de surcroît, il a quitté Beyrouth pour un « déjeuner en famille » à l'invitation du président syrien Assad, à Lattaquié. Mais, précise-t-on tout de suite, il n'y a pas de problème : il signera.

L'ajournement est simplement dû au souci de ne pas déclencher le compte à rebours du délai de quarante-huit heures accordé aux trois officiers pour quitter le Liban. En réaction, Beyrouth souhaite aussi s'assurer que Paris est bien d'accord sur les conditions contenues dans le décret d'amnistie imposant aux bénéficiaires un

éloignement de cinq ans à l'étranger et l'interdiction de toute activité politique.

Formée du général Christian Quesnot, chef d'état-major particulier du président Mitterrand, de M. Patrick Leclerc, directeur du département Proche-Orient au Quai d'Orsay, et de M. Bernard Kessedjian, directeur de cabinet de M. Roland Dumas, auxquels s'est joint l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. Daniel Hussenot, la délégation a conféré avec MM. Omar Karamé, président du conseil, Hussein Husseini, président du Parlement, et Elias Hraoui, président de la République, rentré entre-temps de Syrie.

« Nous n'allions pas vendre notre dignité »

Dans l'intervalle, les émissaires français ont eu une longue réunion avec le général Aoun à l'ambassade. La rumeur court que celui-ci avait, dans un premier temps, rejeté les conditions qui lui ont été imposées, mais que, finalement, pour ne pas embarrasser la France qui l'accueille, il a accepté de se soumettre.

Quoi qu'il en soit, la délégation s'est rendue dans la soirée auprès de M. Hraoui, qui s'est assuré qu'il n'y avait pas de malentendu sur les conditions de l'amnistie et que la France les ferait respecter par le général Aoun. Le décret a, enfin, été signé. Le président a retenu ses hôtes français à dîner. Tout étant en ordre, le départ a pu avoir lieu le lendemain matin.

Après avoir, M. Karamé avait souligné : « Une entente totale est intervenue (...). L'essentiel est que les relations historiques du Liban et de la France soient traduites de façon claire et franche sur tous les plans, diplomatiques et autres, tels que les aides ou le problème de la résolution 425 du Conseil de sécurité (portant sur le retrait israélien du sud du Liban). Les responsables français se sont montrés particulièrement compréhensifs au sujet de toutes ces questions. » Il a cependant nié que la libération du général ait été une condition à la reprise de l'aide française. « Nous n'allions pas vendre notre dignité », s'est-il récrié, pour quelque argent. »

LUCIEN GEORGE

Une affaire qui a empoisonné les relations entre Paris, Beyrouth et Damas

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« Le général Aoun s'est réfugié à l'ambassade de France. Il a demandé l'asile politique à la France et la France le lui a accordé. C'est désormais une question d'honneur pour elle : elle préservera le général Aoun et sa sécurité. Quand, quarante-huit heures après l'offensive militaire syrienne qui venait de chasser le chef chrétien du palais présidentiel libanais, le président Mitterrand s'engage ainsi, il n'imagine sans doute pas que la réclusion du général va durer dix mois et seize jours. Un long délai pendant lequel Paris va quasiment geler ses relations avec Beyrouth mais aussi avec Damas. »

Les gouvernements libanais et

syrien n'entendent pas que le dirigeant déchu puisse quitter rapidement Beyrouth, en mettant fin, sans autre forme de procès, à une aventure très meurtrière. Ils veulent surtout souligner que Paris ne peut décider ainsi du sort d'un homme qui s'est opposé si violemment à eux. L'affaire du général Aoun va donc obérer pendant de longs mois les relations franco-syriennes et franco-libanaises, les interventions de Paris auprès de plusieurs intermédiaires arabes, dont notamment l'Arabie saoudite et l'Égypte, ne donnant aucun résultat concret. La fin de la guerre du Golfe semble toutefois marquer une rupture.

Porteuse d'un message du président Mitterrand à son homologue syrien, M. Hafez El Assad, en mars, M^{me} Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge Française, s'entend dire que

Damas ne met pas - ou plus - son veto au départ du général. De bonne source à Beyrouth comme à Damas, on soulignait déjà depuis plusieurs mois que le principal obstacle au départ de Michel Aoun se trouvait au Liban, où le gouvernement exigeait des conditions draconiennes de réserve pour le séjour du chef militaire chrétien en France. Il est sûr, d'autre part, que l'administration du président Elias Hraoui voulait que le départ du général ne s'effectue qu'après que la pacification prévue par les accords de Taef fut devenue irréversible et que le général Aoun - qui garde une popularité certaine, notamment chez les chrétiens - n'apparaît plus comme un rebelle.

Après en être longtemps resté à ce qu'on pourrait appeler une politique de mauvaise humeur qui avait ramené au point zéro les relations franco-libanaises, il semble que Paris ait enfin décidé de prendre la mesure des changements en cours et, dès lors, de réactiver le règlement du dossier Aoun et de séparer son cas des relations bilatérales. Cela devenait d'autant plus nécessaire que nombre de pays, européens notamment, « revenaient » au Liban, dont la France demeure absente. Après la visite en mai de M. Edgard Pisani, qui s'était entretenu avec les dirigeants libanais de l'affaire Aoun, le tournant s'est concrétisé au moment du changement d'ambassadeur au Liban.

La coopération reprend

Tranchant entre ceux qui prônaient la « fermeté » et voulaient, pour « punir » Beyrouth, laisser vacant le poste quelque temps et les réalistes, qui estimaient dommageable une telle attitude, Paris décidait l'envoi immédiat du nouvel ambassadeur, M. Daniel Hussenot, dont la nomination était publiée au *Journal Officiel* à la veille du départ définitif de Beyrouth de son précédent ambassadeur, M. René Ala. Dès son arrivée, le nouvel ambassadeur prend ses distances avec le « camp » Aoun, qui était alors traité par des émissaires venus de Paris - comme pour bien souligner la séparation ainsi faite entre cette affaire et les relations bilatérales. La visite à la mi-juillet de M. Patrick Leclerc, directeur du département Moyen-

Orient-Afrique du Nord au Quai d'Orsay, soulignait ce nouvel état d'esprit et ouvrait la voie à un règlement devenu d'autant plus possible que Paris n'en faisait plus un préalable à une normalisation des relations.

En même temps que M. Leclerc, le général Philippe Rondot, membre du cabinet du ministre de la défense, se trouvait à Beyrouth, où, soulignait-on, venait, notamment, étudier avec les forces de sécurité libanaises. Une reprise de la coopération, suivie le 19 juillet par l'annonce du déblocage de plusieurs ordres (dont une aide exceptionnelle de 45 millions de francs), de stages pédagogiques en France et de l'arrivée prochaine d'une mission d'experts pour la reconstruction.

Si les relations franco-libanaises passaient donc bien reparties - sous réserve bien sûr que le séjour en France du général déchu se déroule sans problèmes - reste maintenant le renouveau des relations franco-syriennes. Une promesse venue d'Amman à Beyrouth et à Damas de M. Roland Dumas devrait permettre d'éclaircir une nouvelle fois les choses, même si on ne se privait pas, en Syrie, de trouver quelque peu étrange que la France, qui affirme vouloir jouer un rôle au Proche-Orient, se prive de tout contact avec la Syrie à cause du général Aoun. Il ne fait pas de doute que, dans la perspective des négociations de paix engagées sur le Proche-Orient à l'initiative des États-Unis, la Syrie comme la France ont intérêt à se parler. C'est une des raisons pour lesquelles Damas a poussé ces derniers temps les autorités libanaises à trouver une issue acceptable pour tous - sinon pour le principal intéressé - à l'affaire Aoun.

En invitant comme par hasard le président libanais et sa famille à un « déjeuner de campagne » à Lattaquié, le jour où les autorités françaises se mobilisent à Beyrouth pour le départ du général, le président syrien a sans doute voulu montrer le peu d'importance qu'il attachait à cette affaire. Une façon de montrer qu'un accord trop d'attention au général, au regard de l'objectif politique des relations franco-syriennes. Mais, cette affaire réglée, l'avenir du Liban n'a sans doute pas fini de constituer un sujet de divergence entre Paris et Damas.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'« asile » à l'ambassade de France

Plusieurs lecteurs libanais nous ont téléphoné à la suite de la publication d'un article consacré au général Aoun publié dans le Monde daté du 29 août et dans lequel il était écrit que le général, « s'est, dans l'heure qui a suivi le déclenchement des hostilités, réfugié à l'ambassade de France, appelant ses troupes à la reddition, laissant ses fidèles abandonnés ». Contestant cette version des événements, ces lecteurs nous rappellent notamment les déclarations faites par M. Ala, alors ambassadeur de France au Liban, à l'été 1982, le 28 décembre dernier, dans lesquelles il avait déclaré : « Le général Aoun n'a pas demandé à venir à l'ambassade de France, avait alors déclaré M. Ala. Il n'est pas venu demander, comme dans un refuge, la protection du gouvernement français. Comme vous le savez, très tôt le matin du 13 octobre, le général Aoun a demandé un cessez-le-feu, des conversations se sont alors déroulées par mon intermédiaire pour l'obtention de ce cessez-le-feu, et c'est dans ce cadre-là qu'il a été demandé au général Aoun de venir à l'ambassade. »

Au mois d'octobre dernier, quelques jours après ces événements, M. Ala avait déjà déclaré : « L'asile diplomatique a été accordé au général Aoun et à certains de ses proches au moment même où se négociait un cessez-le-feu qui a pris plusieurs heures à se concrétiser. C'est dans le cadre de cette négociation qu'il a été suggéré au général Aoun de se rendre à l'ambassade, comme une modalité de l'établissement du cessez-le-feu. Cela ne s'est pas fait à l'insu des autorités libanaises. Elles ont été informées avant même que le général Aoun entre à l'ambassade. »

Le Rassemblement pour le Liban, proche du général Aoun, conteste également deux affirmations du Monde du 29 août et nous écrit : « Le général Aoun n'a pas pris le pouvoir le 23 septembre 1988, mais a été désigné légalement comme premier ministre par le président Gemayel. Et, il n'a pas ordonné le 13 octobre 1990 à ses troupes de se rendre, mais de se mettre aux ordres du général Lahoud afin d'éviter toute effusion de sang. »

ASIE

Malgré d'ultimes désaccords à la réunion de Pattaya

Le prince Sihanouk estime que « la tragédie du Cambodge appartient au passé »

PATTAYA

de notre envoyé spécial

Les douze membres du CNS (Conseil national suprême du Cambodge) se sont entendus, mercredi 28 août, sur l'instauration dans leur pays d'un régime de « démocratie libérale de style occidental, pluraliste, multipartite ». Cette décision, présentée par le prince Sihanouk en fin d'après-midi, explique sans doute pourquoi les Américains - les plus réticents à l'égard de l'accord qui se noue à Pattaya - se sont réjouis des « progrès » déjà enregistrés au cours des trois premiers jours de négociations dans la station balnéaire thaïlandaise, tout en rappelant qu'ils souhaitaient qu'on aboutisse à une « solution globale » conforme au plan de paix des Nations unies.

Seuls les partis politiques justifiant d'au moins cinq mille « adhérents » seront autorisés à présenter des candidats à l'élection, prévue par l'accord, d'une Assemblée constituante. Les trois principaux dirigeants khmers rouges - MM. Pol Pot, Ta Mok et Ieng Sary - ont renoncé à être candidats, a également annoncé le prince Sihanouk.

Les candidatures indépendantes ne seront pas admises et l'âge de voter a été fixé à dix-huit ans. « La tragédie du Cambodge

appartient au passé », a répété le prince quand on lui a demandé si la négociation n'avait pas un peu marqué le pas mercredi, par rapport aux deux journées précédentes.

Il restait, en effet, jeudi matin, à résoudre quelques points délicats. Le débat sur les garanties concernant les droits de l'homme est clos dans la matinée, Phnom-Penh se satisfaisant d'une formule de compromis garantissant que les abus commis par les Khmers rouges lors de leur passage au pouvoir ne se reproduiront pas.

« Rien ne nous arrêtera... »

D'autre part, les Khmers rouges font grand cas d'une unité de police spéciale de Phnom-Penh, créée en 1989 et baptisée A-3, qu'ils considèrent comme une force armée et dont les effectifs devraient donc, selon eux, être réduits de 70 %. Mais le prince Sihanouk a affirmé, jeudi en milieu de matinée, que ce problème serait résolu.

Enfin, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'accrochait, de son côté, à un scrutin uninominal à un tour, qui a également les faveurs de M. Norodom Sihanouk, alors que le plan de l'ONU prévoit la proportionnelle. L'ancien souverain, qui

estime que de « 90 % à 95 % » de l'accord est déjà réalisé, a déclaré que cette question pourrait être résolue à New-York, où les douze membres du CNS se rendront le 12 septembre.

Il en faudrait donc sans doute davantage pour qu'un dérapage se produise. Le prince Sihanouk, qui souffle le chaud et le froid pour des raisons tactiques évidentes, envisage seulement le report à septembre d'un accord formel entre Cambodgiens. De toute manière, ce qui aura été acquis jeudi soir sera présenté le lendemain aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, déjà sur place. « Rien ne nous arrêtera (...) les Américains seront satisfaits », a estimé M. Norodom Sihanouk, en confirmant qu'il regagnerait Phnom-Penh en novembre.

Après avoir, écartant l'éventualité d'une « solution rouge » - « il n'y en aura pas », a-t-il dit - il avait opté pour la décision : « Les Khmers rouges sont bleus, je suis le prince rose et les Khmers de Phnom-Penh sont blancs. » En tout cas, il semble clair, si l'on en croit de bonnes sources, que la Chine s'accommodera d'une forte présence de l'ONU au Cambodge et que le Vietnam l'acceptera à son corps défendant.

JEAN-CLAUDE POMONTI

EN BREF

AFGHANISTAN : réunion à Téhéran entre moudjahidines, iraniens et Pakistais. Une réunion sur « l'avenir politique de l'Afghanistan », à laquelle participent des représentants des gouvernements iraniens et pakistais ainsi que des partis sunnites et chiites de la résistance afghane, s'est ouverte à Téhéran, mercredi 28 août. Trois groupes de moudjahidines, dont le Hozb Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar (islamique) et les formations intégristes prosoviétiques de MM. Abdul Rassoul Sayyaf et Yunus Khalis, ont boycotté cette rencontre.

BURUNDI : soixante-dix personnes expulsées vers le Rwanda. Les autorités ont expulsé, mercredi 28 août, soixante-dix ressortissants rwandais, déclarés « indésirables », vers leur pays d'origine. Selon le gouvernement, plusieurs de ces Rwandais, porteurs de fausses cartes d'identité, se seraient infiltrés au Burundi avec des tracts appelant à la « désobéissance civile ». (AFP)

CENTRAFRIQUE : l'opposition accuse l'armée d'avoir tué vingt manifestants. Dans un communiqué, diffusé mercredi 28 août à Bangui, l'opposition centrafricaine a accusé l'armée d'avoir tué au moins vingt manifestants, au cours des rassemblements de grévistes favorables à la démocratie qui ont eu lieu début août dans la capitale. Le gouvernement n'a pas réagi à ces accusations. (AFP)

ÉGYPTE : vague d'arrestations et saisies d'armes. L'agence MENA a annoncé, mercredi 28 août, qu'une soixantaine d'armes à feu ont été saisies et qu'une centaine de personnes recherchées pour des délits divers ont été arrêtées lors d'opérations de police menées ces jours derniers dans les régions de Nag-Hamadi, Qena et Assiout, en Haute-Égypte. De telles opérations, qui engagent de nombreux effectifs de police, sont organisées périodique-

ment dans cette région pour rechercher des réfractaires au service militaire, des activistes islamistes ou des planteurs de haschisch et de pavot. (AFP)

ÉTATS-UNIS : un ancien ambassadeur passe à l'opposition. M. Ricardo Blonck, ancien ambassadeur du Panama aux États-Unis, considéré par Washington comme le « chargé d'affaires » du cartel de Medellín auprès du général Noriega, a accepté, mercredi 28 août, de témoigner contre le dictateur déchu, dont le procès doit s'ouvrir le 4 septembre à Miami. M. Blonck, qui s'est rendu aux autorités américaines début août, a affirmé que le général avait reçu 10 millions de dollars de pots-de-vin pour autoriser le transit d'avions ayant transporté plus de 300 tonnes de cocaïne et pour blanchir l'argent de ce trafic. (AFP)

IRAN : 1 886 trafiquants de drogue et 3 659 toxicomanes arrêtés en moins d'un mois. Les forces de l'ordre iraniennes ont arrêté, depuis le début du mois d'août, 1 886 personnes accusées de trafic de drogue et 3 659 autres de toxicomanie. Elles ont saisi, durant la même période, près de 2 800 kilogrammes de stupéfiants, a annoncé, mercredi 28 août, Radio-Téhéran. Au cours de plusieurs opérations lancées dans la zone frontalière avec l'Afghanistan, à l'est de l'Iran, 43 réseaux internationaux de trafic de drogue, qui s'apprêtaient à introduire en Iran d'importantes quantités de stupéfiants, ont été démantelés, selon la radio. (AFP)

ISRAËL : un Palestinien tué en Cisjordanie. Un Palestinien a été tué mercredi 28 août dans le camp de réfugiés de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie, par le tir d'un soldat israélien, après qu'il eut tenté de l'attaquer avec une barre de fer. Ce décès porte à 827

le nombre de Palestiniens tués par des Israéliens depuis le début de l'intifada en décembre 1987, selon un décompte établi par l'AFP à partir de sources palestiniennes. Le nombre de « collaborateurs » assassinés par des Palestiniens, durant la même période, s'élève à 351, selon ces mêmes sources.

LIBYE : inauguration d'un « grand fleuve artificiel » à Benghazi. Le chef de l'État, le colonel Mouammar Kadhafi, a inauguré, mercredi 28 août à Benghazi, dans le nord-est du pays, la première tranchée d'un « grand fleuve artificiel », destiné à irriguer le sud du pays et les régions côtières. Le projet final prévoit l'installation de 4 000 kilomètres de pipelines à travers le désert. Son coût total est estimé à 25 milliards de dollars. (AFP, Reuters)

MAROC : un Sahara occidental, la localité de Tifariti aurait été détruite. La localité de Tifariti, à 40 km de la frontière mauritanienne, aurait été « détruite » et ses points d'eau « empoisonnés », mardi 27 août, par les troupes marocaines, a affirmé, mercredi, le représentant du Polisario à Alger. L'organisation sahraouie a lancé un nouvel appel à la communauté internationale pour « que cesse le massacre » au Sahara occidental. Pour sa part, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a déclaré, mercredi à Genève, que le plan de paix de l'ONU devait être appliqué comme prévu. (AFP, Reuters)

PAKISTAN : affrontements au Cachemire avec l'armée indienne. Des soldats pakistanais et des soldats indiens s'affrontent depuis le 26 août à l'arme lourde et au mortier dans la région du Cachemire, territoire revendiqué par les deux pays. L'armée pakistanaise a dénombré, mercredi, vingt-cinq morts dans les deux camps, alors que les autorités indiennes faisaient état de douze tués, exclusivement pakistanais. (Reuters, UPI)

Après son homologue M. Milosevic...

Contre sur l'éventuelle

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

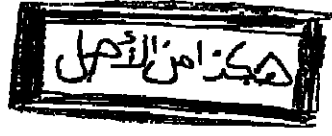
ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS



EUROPE

YUGOSLAVIE : l'aggravation de la crise

Après son homologue croate, le président serbe M. Milosevic, a été reçu par M. Mitterrand

A l'issue d'une rencontre de plus d'une heure avec M. François Mitterrand à l'Élysée, le président croate Franjo Tudjman a accepté, mercredi 28 août, « le principe » d'une commission d'arbitrage européenne, proposée mardi par les ministres des affaires étrangères des Douze à Bruxelles. « Nous sommes favorables à un engagement encore plus large de la CEE si nécessaire, afin d'éviter que la guerre, pour l'instant limitée, ne s'étende à l'ensemble de la région », a déclaré M. Tudjman, rappelant que sa République avait « toujours appuyé l'intervention de l'Europe ».

Le président Mitterrand, qui soutient les « aspirations légitimes » des peuples de Yougoslavie, a rappelé son souhait de voir s'instaurer un processus pacifique de règlement de la crise. Dans ce contexte, il a reçu « à sa demande » le président serbe, M. Slobodan Milosevic, jeudi 29 août à l'Élysée. Le plan de paix européen prévoit l'instauration d'un

cesses-le-feu avant le 1^{er} septembre. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait pour sa part estimé, la veille en conseil des ministres, que l'initiative européenne est la « dernière chance » pour mettre un terme à l'intensification et à l'extension des combats qui conduiraient inévitablement à la guerre civile.

Les affrontements ont repris, mercredi 28 août, après une brève accalmie consécutive aux entretiens de Brioni, entre les représentants croates et le pouvoir fédéral. La ville de Vukovar, en Slavonie, a fait l'objet d'une nouvelle attaque des milices serbes et de blindés de l'armée fédérale. Des affrontements ont eu lieu également en d'autres points de la Croatie. Un commandant de la télévision croate, Zarko Kajic, a été tué et son assistant blessé, mercredi 28 août à Osijek, par les tirs de l'armée fédérale.

Nouvelle commission de contrôle du cessez-le-feu

A Belgrade, la présidence collégiale yougoslave, réunie à huis clos, a annoncé qu'elle allait « étudier sérieusement » la proposition de la Communauté européenne. Les représentants des six Républiques se retrouveront d'ailleurs le 4 septembre pour traiter de l'avenir du pays. Mais la présidence, qui insiste sur la nécessité

Controverse en Allemagne sur l'éventuelle reconnaissance de la Croatie

L'Allemagne a menacé, mercredi 28 août, par la voix du ministre des affaires étrangères, de reconnaître unilatéralement « si nécessaire » l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie si la Serbie et l'armée yougoslave ne tenaient pas compte de l'ultimatum lancé la veille par la Communauté européenne pour cesser les combats d'ici au 1^{er} septembre.

BONN

de notre correspondant

La menace du ministre allemand des affaires étrangères n'est pas à prendre à la légère. Depuis le début des combats en Slovaquie et en Croatie, M. Hans-Dietrich Genscher doit faire face à des pressions constantes non seulement de l'opposition social-démocrate mais surtout de ses alliés de la coalition gouvernementale, les chrétiens-démocrates (CDU) et les chrétiens-sociaux (CSU), qui réclament une politique « plus dure » contre la Serbie. Celle-ci est accusée de refus systématique des discussions sérieuses sur l'avenir de la Yougoslavie et de vouloir imposer par la force, avec l'aide de ce qui reste de l'appareil communiste et de l'armée fédérale, un modèle périmé d'Etat centralisé sur lequel elle exerce sa domination.

Après la réunification, une partie des Allemands pensent que le droit d'autodétermination dont ils ont bénéficié était aussi valable pour d'autres, à commencer par les Baltes et pourquoi pas les Croates. Les partisans de l'indépendance de la Yougoslavie jouent sur plusieurs cordes sensibles en Allemagne : la confiance à l'égard de l'Etat centralisé et la protection des minorités nationales. Ceux qui ne défendent pas la cause de l'indépendance croate ou slovaque sont soupçonnés d'épouser une conception passiste de l'Etat.

Le droit des minorités nationales

Longtemps accusés d'avoir un peu trop mélangé les régimes communistes en place, les sociaux-démocrates du SPD se veulent aujourd'hui les porte-parole de tous les groupes opprimés. Dans les milieux de droite, de nombreux responsables affirment agiter cette menace de la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie pour faire plier les Serbes.

Mais d'autres mettent en avant le droit des minorités nationales et des nations minoritaires. L'association des anciens réfugiés allemands de Silésie, qui a longtemps prôné le retour à l'Allemagne des territoires lui appartenant avant la guerre et qui défend aujourd'hui les minorités allemandes vivant en Europe de l'Est, fait elle aussi cause commune avec le droit des Croates à l'autodétermination.

Une partie de la droite allemande aimerait bien se servir de la crise yougoslave pour prouver qu'il faut désormais à nouveau compter avec l'Allemagne sur la scène politique internationale, après le fiasco diplomatique pendant la guerre du Golfe. Elle a une carte importante à jouer dans la crise yougoslave, ce serait ce qu'en raison de sa présence économique dans la région. Mais en prenant parti trop ouvertement pour un camp, ces milieux n'ont pas facilité la tâche de la diplomatie de Bonn, l'empêchant de jouer un rôle de médiateur. M. Genscher se sent donc par ses adversaires d'être trop « mou ».

Pour la première fois depuis le début des hostilités, la Serbie, qui participait à la première université d'été des jeunes Européens à la Garde-Fréinet, dans le Var (lire aussi page 12). La Pologne et la Hongrie négocient actuellement des accords d'association avec la CEE qui devraient être signés avant la fin de l'année. Des discussions sont également en cours avec la Tchécoslovaquie. Les événements actuels en Union soviétique représentent « un accélérateur », à la condition qu'on les « aborde avec sagesse et modestie », a affirmé le ministre.

avait jusqu'à présent accusé l'Allemagne de vouloir une nouvelle fois aider les Croates (alliés de Hitler pendant la guerre) à massacrer des Serbes, a envoyé, mardi, à Bonn son ministre des affaires étrangères, M. Vladimir Jovanovic, pour renouer le contact. Face à la presse, et aux dirigeants des partis qu'il a rencontrés, le ministre serbe est resté de marbre, affirmant que son gouvernement n'était en rien mêlé aux combats et que la responsabilité de ces derniers incombait entièrement aux Croates. Mais il a affirmé que Belgrade tenait à entretenir de bonnes relations avec l'Allemagne.

Les dirigeants du groupe parlementaire chrétien-démocrate sont pourtant conscients de l'impasse dans laquelle se trouverait l'Allemagne si elle était obligée de reconnaître l'indépendance de la Croatie sans être suivie par ses partenaires européens. Ils affirment que cette reconnaissance doit davantage être perçue comme un moyen d'empêcher Belgrade d'en faire à sa tête.

Le responsable des affaires internationales du groupe, M. Karl Lamers, n'est pas hostile au maintien de liens confédéraux entre les Républiques yougoslaves. Le président du groupe, M. Alfred Dreger, a affirmé mardi que le droit à l'autodétermination des peuples yougoslaves n'exclut pas de les réunir autour d'une table pour « discuter librement et de manière égalitaire de leurs relations et de la création, peut-être encore possible, d'institutions communes ».

HENRI DE BRESSON

AFRIQUE

CAMEROUN : lors de la visite d'une délégation à Paris

L'opposition souhaite que la France cesse d'aider le régime du président Biya

« Aussi longtemps que sa sécurité personnelle sera garantie par les Israéliens et qu'il disposera de moyens pour payer l'armée et les fonctionnaires, le président Biya ne bougera pas », a déclaré, mardi 27 août, à Paris, un des chefs de file de la contestation camerounaise, M. Samuel Eboua, qui conduit, dans une tournée d'information en Europe, une délégation du « directoire de l'opposition » (regroupant une dizaine de partis et d'associations).

La délégation, qui a été reçue « courtoisement », lundi, au ministère des affaires étrangères, souhaiterait que « la France cesse d'aider un homme qui a perdu tout contact avec son peuple ». « Sans cet encouragement », de Paris, le pays se serait déjà engagé sur la voie du changement », assure M. Eboua. Bien qu'aucun incident grave à l'encontre de la communauté française n'ait été signalé, on fait état, de sources informées, d'une certaine tension, notamment à Douala, capitale économique, un des fiefs de l'opposition.

Plus de deux cents morts

La frange la plus radicale de l'opposition réclame, jusqu'à présent sans succès, l'organisation d'une conférence nationale, qui ne signifierait « pas forcément » le départ du président Biya, souligne M. Eboua. « Le chef de l'Etat a annoncé la tenue d'élections législatives anticipées d'ici la fin de l'année. Nous ne sommes pas contre, concède-t-il. Mais il faut bien, auparavant, revoir la loi électorale, qui date de l'époque du monopartisme ! Et il est tout aussi nécessaire de réviser la Constitution. Tels devraient être les principaux buts de la conférence nationale ».

Le refus répété du président d'accéder à cette revendication minimale risque de radicaliser l'opinion. « On n'en est pas encore au cas malgache. (...) Mais c'est ce qui pourrait finir par arriver si les choses ne se débloquent pas », affirme M. Eboua. La surprenante discrétion dont fait preuve, depuis

plus de deux mois, le premier ministre n'est pas sans susciter l'inquiétude chez ceux – de moins en moins nombreux au Cameroun – qui ne désespèrent pas de trouver une solution de compromis avec le pouvoir.

L'annulation de la rencontre entre le président et les principaux partis de l'opposition qui devait avoir lieu fin juillet à Yaoundé a sonné le glas de cette solution. Les points semblent désormais rompus. Au lendemain de ce nouveau refus du chef de l'Etat, les évêques du Cameroun avaient lancé un cri d'alarme, jugeant la situation « critique et alarmante », et invitant les différentes parties à se placer « au-dessus de tout amour-propre et de toute considération partisane ».

Cet appel, de même que les discrètes pressions de Paris, n'a pas paru ébranler M. Biya. La nomination, depuis juin, d'officiers chargés de « maintenir l'ordre » dans les provinces aura contribué à échauffer les esprits bien plus qu'à ramener le calme. « Le Cameroun est devenu, pratiquement, un régime militaire », affirme M. Eboua. Les réunions publiques que nous tenons d'organiser sont systématiquement interdites et réprimées ».

Ainsi, le 4 août, à Douala, un début de manifestation a donné lieu à une vague d'arrestations sans précédent. « Plus de six cents personnes » ont été interpellées, selon l'opposition, pour qui ce « coup de file » constitue « la plus grande rafle jamais réalisée à Douala depuis l'indépendance ». La plupart des personnes arrêtées ont été relâchées, mais plusieurs d'entre elles auraient été « battues et parfois torturées », affirme M. Eboua ; soixante-dix seraient toujours sous les verrous.

« Nous estimons à plus de deux cents le nombre de manifestants tués depuis le début des opérations villes mortes » (lançées en avril par l'opposition), ajoute le chef de la délégation. En outre, toujours selon M. Eboua, les autorités procèdent à des arrestations arbitraires et à des répressions pour pouvoir justifier la répression et discréditer l'opposition. A Meiganga, dans le nord-est du pays, de très violents affrontements auraient ainsi provoqué, en juillet, « un véritable carnage entre les gens de la tribu foubé et ceux de la tribu bayé ». A en croire M. Eboua, ce « massacre organisé par les responsables du pouvoir » aurait fait « plus de deux cents morts », les belligérants s'entretenant à coups de machette ou de lance. Ces informations n'ont encore fait l'objet d'aucun commentaire officiel.

CATHERINE SIMON

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

MM. Mitterrand et Dumas priés d'intervenir en faveur de dissidents

Tandis que l'ancien dissident chinois Li Lu poursuit depuis douze jours sa grève de la faim devant l'ambassade chinoise à Washington pour protester contre les conditions de détention des deux opposants Wang Juntao et Chen Zhenning dans les geôles de Pékin, la Fédération pour la démocratie en Chine a demandé mercredi 28 août à MM. François Mitterrand et Roland Dumas d'intervenir en faveur des deux hommes.

ÉTATS-UNIS

Deux Iraniens arrêtés pour exportation illégale de matériel de haute technologie

Deux Iraniens ont été arrêtés, mercredi 28 août, en Californie par les autorités américaines qui les ont accusés d'avoir exporté illégalement vers l'Iran des équipements de haute technologie pouvant être utilisés sur les systèmes de guidage des missiles, a annoncé le département du commerce.

MM. Ray Amiri et Don Danesh, de la société californienne Ray Amiri Computer Consultants, n'avaient pas demandé d'autorisation pour exporter ce matériel vers l'Iran, pays figurant sur la liste des pays accusés par les Etats-Unis de soutenir le terrorisme international.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont autorisé, entre 1987 et 1990, l'exportation vers l'Iran et la Syrie d'équipements radar ou de navigation, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques pouvant servir à des fins militaires, parce que les exportateurs avaient eu exploiter des failles dans la législation américaine. Indiquent des documents du département du commerce dont l'agence Associated Press a obtenu copie. – (AFP, AP.)

JAPON

La police met en garde les banques contre toute opération avec la pègre

La police japonaise a rappelé à l'ordre les banques et les grandes maisons de titres impliquées dans une série de scandales financiers.

Dans une lettre adressée à l'Association des opérateurs en Bourse à la Fédération de l'association des banquiers, la police leur a conseillé de ne plus traiter avec les « yakuzas » (la pègre japonaise), a-t-on appris mercredi 28 août de source officielle.

La lettre précise que « si la situation actuelle persiste, les secteurs bancaires et boursiers risquent par inadvertance d'aider les yakuzas à se procurer des fonds pour leurs activités anti-sociales et à blanchir de l'argent à travers des opérations financières ». Les événements actuels en Union soviétique représentent « un accélérateur », à la condition qu'on les « aborde avec sagesse et modestie », a affirmé le ministre.

Par ailleurs, la police a arrêté, mercredi, quatre anciens cadres de la société Japan Aviation Electronics Industry Ltd (JAEI) – filiale du géant de l'industrie japonaise NEC – accusés d'avoir acheté des pièces de missiles vers l'Iran pendant la guerre Iran-Irak.

alors que la législation japonaise interdit les exportations d'armements vers tous les pays à l'exception des Etats-Unis. – (AFP, Reuters.)

SALVADOR

M. Perez de Cuellar intervient pour tenter de débloquent les négociations de paix

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a invité le président du Salvador, M. Alfredo Cristiani, et les dirigeants de la guérilla à le rencontrer les 16 et 17 septembre à New-York, afin de tenter de débloquent les négociations de paix, actuellement dans l'impasse.

Les Etats-Unis et l'URSS avaient demandé, juste avant la tentative de putsch à Moscou, l'intervention directe de M. Perez de Cuellar dans ces négociations entamées au printemps de l'an passé sous l'égide de l'ONU.

Des observateurs de l'ONU sont actuellement sur place pour enquêter sur des violations des droits de l'homme, première étape d'une présence plus massive dans ce pays, où les affrontements entre les forces de sécurité et les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) n'ont pas cessé. – (AFP, Reuters.)

CHILI

Un timbre « inacceptable »

Le Chili a qualifié d'« inacceptable », mercredi 28 août, l'émission d'un timbre situant l'île de Pâques en Polynésie française, a indiqué le ministère chilien des affaires étrangères. En visite à Santiago, un responsable de la Poste française, M. François Laborde, a estimé que l'incident était dû « à une erreur des services postaux » des Territoires d'outre-mer (TOM). Située au milieu de l'océan Pacifique, à 3 500 kilomètres à l'ouest des côtes du Chili, l'île de Pâques est chilienne depuis le 9 septembre 1888. – (AFP.)

TOGO : fin de la Conférence nationale

Le président Eyadéma a perdu l'essentiel de ses prérogatives

La Conférence nationale togolaise s'est achevée, mercredi 28 août, par l'acclamation du nouveau premier ministre, M. Kokou Koffigoh, dont l'élection avait été entérinée, la veille, par décret présidentiel. La cérémonie de clôture s'est déroulée en l'absence du général Gnassingbe Eyadéma, officiellement « souffrant », et qui a été violemment conspué par la foule.

Le président, dans un message lu aux députés, a souhaité que la transition s'opère « dans le calme et la paix sociale », et a rendu un hommage appuyé à l'armée. M. Koffigoh, ancien président de la Ligue des droits de l'homme (LTDH), considéré comme un opposant modéré, s'est présenté comme le premier ministre « de tous les Togolais ».

Ouverte le 8 juillet, la Conférence a adopté une « loi fondamentale », prévoyant un régime de type semi-présidentiel, et a élu un organe législatif de transition, le Haut Conseil de la République (HCR). Elle a surtout dépeuplé le chef de l'Etat de l'essentiel de ses prérogatives, au profit du chef du gouvernement. Ce dernier devient également chef des armées et représentera le Togo à l'étranger. – (AFP, Reuters.)

POLITIQUE

Lors de l'université d'été des jeunes du CDS

M. Méhaignerie s'inquiète des tentatives de M. Mitterrand pour faire éclater le centre

Amorcée avant les vacances, la bataille du centre paraît cette fois bien engagée entre, d'un côté, l'Elysée et le fondateur de France unie, M. Jean-Pierre Soisson, et, de l'autre, les centristes du CDS.

RISOU (HAUTES-ALPES)

de notre envoyé spécial

Participant, mercredi 28 août à l'université d'été des jeunes du CDS, M. Pierre Méhaignerie comme M. Bernard Stasi ont donné tout de suite le tempo. Tintant à leur façon les enseignements des événements d'URSS et de la chute du communisme, tous deux se sont montrés d'une sévérité extrême envers M. Mitterrand et ont mis sans ambages le PS au pied du mur. M. Stasi, le matin, s'est dit « consterné » d'avoir vu le chef de l'Etat « s'être aligné au succès des putschistes de Moscou, comme si, à force de dire qu'il faut donner du temps au temps, il oubliait que le temps ne prend pas toujours le temps de prendre le temps qu'on lui offre généreusement ».

Le député de la Marne a ensuite interpellé le PS pour savoir « s'il était toujours disposé à faire du bouche-à-bouche au PC pour envoyer son déclin ». Si oui, a-t-il ajouté, « le PS serait alors disqualifié pour longtemps pour tenir ce rôle, dans lequel il se complait si souvent, de donneur de leçons et de professeur de vertu ». L'après-midi, M. Méhaignerie fut encore plus rude. Dressant le bilan de tous les actes manqués de la politique étrangère du chef de l'Etat, que ce soit à l'Est ou à Madagascar, le président du CDS a jugé que « ces événements traduisent une inadéquation, un vieillissement et une sclérose de la politique présidentielle ». « Je souhaiterais, a-t-il ajouté, une politique étrangère plus modeste dans ses rites, moins coûteuse dans ses déplacements, mais plus perspi-

cace dans ses analyses. » Un vieillissement qui, à entendre M. Méhaignerie, laisse aussi maintenant des traces préoccupantes dans le gouvernement du pays, « le manque de rigueur et de cohérence » de M. Cresson aggravant, selon lui, le phénomène.

M. Méhaignerie n'a pas ménagé non plus le PS, qu'il veut placer aujourd'hui devant ses responsabilités : « Les socialistes se sont réjouis quand un des héros a dit qu'il valait mieux perdre une élection plutôt que perdre son âme. Ils n'ont qu'à mettre eux-mêmes en application cette idée en refusant désormais tout accord avec le PC ».

Des gages de fidélité

Ainsi les limites du consensus minimum semblent-elles dépassées. C'est la première fois depuis longtemps, du moins depuis 1988, que les centristes affichent une telle virulence vis-à-vis du chef de l'Etat, surtout à propos du domaine réservé de la politique étrangère. Au lendemain de la guerre du Golfe, ils se prenaient encore à espérer que M. Mitterrand prendrait une grande initiative européenne qui eût pu les séduire. Visiblement, ils n'attendent plus rien aujourd'hui du président de la République, dont, suprême infamie, M. Méhaignerie ne manque plus de dénoncer les dépenses fastueuses; et encore moins de M. Cresson, qui ne parviendra jamais à leur faire oublier M. Rocard.

Que les centristes veuillent, en cette rentrée, donner des gages de fidélité à leurs compères de l'opposition, c'est évident. Mais, surtout, M. Méhaignerie, qui a confirmé qu'il quitterait en octobre la présidence du groupe UDF et qui s'attend, le même mois, à un difficile congrès de réélection à Angoulême, sait que, pour survivre, il lui faut arrimer franchement son parti au centre.

Dès lors, le voici avec un double objectif. Aider d'abord l'UDF à

« remplir son rôle au centre », ce qu'elle fait insuffisamment encore, selon lui : sur l'immigration, sur la défense, dont le budget, pense-t-il, à la différence de beaucoup dans l'opposition, peut être « lentement et progressivement réduit », comme sur l'Europe, les centristes estiment qu'ils peuvent aider l'UDF à s'engager résolument dans cette opposition « constructive et responsable », qu'ils appellent depuis si longtemps de leurs vœux.

Second impératif : éviter que les socialistes ne s'approprient, avant le prochain scrutin, les terres de mission du centre. Les centristes en conviennent : l'exclusion, en juillet, de deux députés du groupe, celui du Nord, M. Gérard Vignoble, et son ami du Val-de-Marne, M. Jean-Jacques Jegou - qui s'étaient tous deux mis en tête de voter le projet de réforme hospitalière de M. Bruno Durieux -, aura été une « épreuve ». Ces deux parlementaires sont aujourd'hui dans la tourmente. Vont-ils revenir au bercail, comme les y invite à demi-mot M. Méhaignerie, ou iront-ils étoffer le nouveau groupe parlementaire que ne désespère toujours pas de bâtir M. Soisson dès la rentrée de l'Assemblée nationale le 2 octobre ? Les dirigeants centristes font, pour l'instant, mise de ne pas croire en cette entreprise du ministre d'Etat, persuadés que l'approche des élections interdira pour longtemps ce genre de manœuvres. Mais l'inquiétude paraît réelle.

M. Soisson « petit télégraphiste »

Pour la première fois encore, M. Méhaignerie s'en est pris directement à M. Soisson, qu'il a accusé de « se comporter comme le petit télégraphiste des stratégies variables de M. Mitterrand ». Et quand le président du CDS, au détour d'une phrase, suspecte le chef de l'Etat de « vouloir prouver que le centre est rempli par les annexes du PS », on comprend qu'il s'alarme véritablement à l'idée, son dévouement de

fondement, que M. Mitterrand va désormais être tenté de regarder plus au centre que vers le PC. M. Soisson, d'ailleurs, nous l'a confirmé : « Ma démarche s'inscrit dans une perspective qu'accroissent les événements de l'Est. La majorité va devoir se recentrer; la poignée de main Marchais-Mauroy est déposée. La gauche est pour la première fois, au pied du mur. Le PS va devoir choisir de nouvelles alliances. » Pour le reste, le ministre d'Etat fait confiance au Front national pour diviser l'opposition et liguer tous ceux qui, à droite comme à gauche, n'accepteront pas les alliances homéiques.

Avant même ces événements de Moscou, il faut savoir que, durant ces dix jours, M. Mitterrand et Soisson ne sont pas restés passifs. Après avoir reçu à l'Elysée des députés radicaux, le chef de l'Etat a déjeuné, le 26 juillet dernier, au domicile parisien de M. Soisson avec d'autres parlementaires susceptibles de rallier le nouveau groupe. Parmi eux, les deux centristes exclus, MM. Vignoble et Jegou. Selon l'un de ces participants, M. Mitterrand se serait montré « soucieux et déterminé à poursuivre l'ouverture » et la prise de contact aurait été « fructueuse ». Quelques-uns de ces députés ont pris également sur leurs vacances pour trouver les termes d'un contrat politique qui puisse servir de ligne de conduite au nouveau groupe parlementaire. Ce travail n'est pas terminé. M. Soisson est optimiste. Selon ses pointages, vingt-trois députés seraient prêts à faire le pas. L'entreprise est directement contrôlée par l'Elysée, M. Cresson, explique M. Soisson, « ne faisant que ce que le président lui dit de faire ».

Ainsi les centristes sont-ils fixés. Les semaines qui arrivent ne seront pas encore, pour eux, de tout repos.

DANIEL CARTON

M. Barre et M. Guigou devant les jeunes Européens

Le gouvernement veut organiser un grand débat sur la construction de l'Europe

En clôture de l'université d'été organisée par le Mouvement européen, M. Raymond Barre a, mercredi 28 août, défendu des positions sur l'avenir de l'Europe très proches de celles de M. François Mitterrand. A cette occasion, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, a annoncé qu'elle allait organiser, au début de l'automne, un « grand débat » sur la construction européenne.

LA GARDE-FREINET

de notre envoyé spécial

Rien ne change. Au moment où MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se relaient pour critiquer les positions de M. François Mitterrand sur les dossiers européens, M. Raymond Barre, lui, lorsqu'il en débat avec le ministre délégué aux affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, a bien du mal à trouver un petit point de désaccord avec elle. Cela a même semblé singulièrement l'amusant, de faire entendre une fois encore sa différence en dialoguant avec un membre du gouvernement en clôture de l'université d'été des jeunes du Mouvement européen (le Monde du 29 août), puisque, depuis qu'il n'est plus en odeur de sainteté chez les démocrates-chrétiens, il ne peut plus faire sa rentrée politique devant les jeunes du CDS.

Le discours tenu par l'ancien premier ministre ressemblait fort, en effet, à une défense des positions du chef de l'Etat, et pas simplement parce qu'il a déclaré : « J'ai personnellement regretté que l'idée de confédération proposée par le président de la République ait été un échec ». Lui aussi estime que « nous devons apporter l'aide la plus complète aux pays de l'Europe centrale et orientale » - aide qui « nous imposera des sacrifices » - « s'il faut leur expliquer que nous ne les rejetons pas », il faut aussi reconnaître que « la Communauté européenne est le seul cadre qui

impose des règles et des dispositions contraignantes ». Et donc que, pour y participer, « il faut être de niveau », et que les pays de l'Europe de l'Est ne pourront y parvenir que « progressivement ».

Aussi pour M. Barre, puisqu'il faut « couvrir le continent européen », la Communauté ne peut être « la formule d'union » de tous les pays d'Europe, mais elle doit être « le noyau dur d'une structure élargie ». L'expansion a été reprise tout pour mot par M. Guigou. De même, lorsque l'ancien premier ministre refuse « un vaste ensemble où tout le monde serait content parce que personne n'y ferait plus rien » et « une simple union douanière et commerciale », le ministre délégué rejette, de son côté, la perspective d'une « communauté diluée dans une vaste zone de libre-échange ». Il n'est donc pas étonnant que l'un et l'autre assurent qu'il faut d'abord approfondir l'union de l'actuelle Europe à deux avant de l'élargir. Pour le premier, « il faut à l'ouest de l'Europe un ensemble économique, social et politique de plus en plus cohérent », ce qui implique, pour le second, que les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique s'achèvent, à la fin de cette année, par un succès.

« Une photo de famille »

M. Bronislaw Geremek, venu rappeler que la Pologne, comme ses voisins, « frappe à la porte de l'Europe », n'a pu que prendre bonne note de ce consensus. Mais comment rester sourd à son appel ? « Nous avons besoin, dit-il, d'espérer et de patience; il est extrêmement difficile avec nos seuls moyens de les faire naître. » D'où l'idée lancée par M. Barre : il faut « une photo de famille ». Pourquoi ne pas réunir, une fois par an, l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de tous les pays d'Europe ? Mais - et c'est là son seul point de désaccord avec M. Guigou - il pense que ne doivent figurer sur cette photo ni les Américains ni les représentants des Etats qui précedent la suite de l'actuelle Union soviétique, alors que le ministre de M. Mitterrand n'imaginait pas une organisation de l'ensemble du continent qui oublierait les Russes.

Ce point ne sera certainement pas le seul à l'ordre du jour de « la grande rencontre nationale sur l'avenir de l'Europe » annoncée mercredi par M. Guigou. Regrettant que, contrairement à ce qui se passe par exemple en Grande-Bretagne ou en Allemagne, il n'y ait pas en France de véritable débat sur la construction européenne, constatant que les Français appréhendent mal les résultats déjà acquis et les conséquences à attendre d'un approfondissement de l'union, le ministre délégué aux affaires européennes a décidé, avec l'accord du président de la République et celui du chef du gouvernement, de monter une vaste opération sur le modèle du colloque national sur la recherche organisé par M. Jean-Pierre Chevènement au début de 1982 ou des États généraux de la Sécurité sociale de M. Philippe Seguin en 1987.

Cette grande rencontre devrait avoir lieu dans les premiers mois de 1992 afin de préparer le débat sur la ratification du traité qui sortira, du moins M. Guigou l'espère, du sommet européen du mois de décembre prochain. Elle vise à faire participer « toutes les forces vives du pays », et cela en surmontant « les coupures partielles ». D'où son choix d'annoncer cette initiative devant le Mouvement européen qui regroupe, quels que soient leurs partis d'origine, tous les partisans de l'Europe.

THIERRY BRÉHIER

M. Dominati (UDF) souhaite un référendum sur les pouvoirs de police du maire de Paris

« Donnons à Paris les pouvoirs qu'il mérite » : c'est sur ce thème qu'a raison de dix plaines pages de publicité publiées, entre le 26 et le 29 août, dans cinq quotidiens (le Monde, le Figaro, le Parisien, Libération et le Quotidien), M. Jacques Dominati, président du groupe UDF de Paris, fait campagne pour que l'on donne au maire de Paris les pouvoirs de police qu'il n'a pas. L'effort financier consenti - quelque 2,5 millions de francs - le moment choisi - beaucoup de Parisiens ne sont pas rentrés de vacances - et l'initiative elle-même ne manquent pas de surprendre.

« Cette campagne a pour but de faire prendre conscience aux Parisiens que ne le savent pas toujours, qu'ils ne sont pas encore des citoyens tout à fait comme les autres. A Paris, contrairement à toutes les villes de France, les pouvoirs de police municipale - ceux qui touchent à la circulation, au stationnement, aux nuisances de la vie quotidienne - n'appartiennent pas au maire mais au préfet explique M. Dominati. Cette situation anormale doit être modifiée. Bien entendu, l'Etat gardera ses prérogatives en matière d'attribution de la tranquillité publique et de maintien de l'ordre. Mais, après avoir doté la capitale d'un maire élu et de conseils d'arrondissement, il faut franchir une nouvelle étape dans la normalisation de son statut. Le groupe UDF le demande depuis des années et il accentue sa pression. Quelques jours après la campagne d'explication, nous ferons faire un sondage pour en mesurer les effets, puis nous suggérerons que l'on organise un référendum d'initiative municipale sur le sujet. »

Il est vrai que M. Dominati n'en est pas à son coup d'essai. A son initiative, trois propositions de loi, tendant à donner des pouvoirs de police au maire de Paris, ont été successivement proposées au Parlement depuis 1986. L'une d'elles, qu'il avait réussi à faire signer par le groupe RPR, a été votée par le Sénat le 11 mai dernier, mais, la

majorité présidentielle y étant opposée, elle n'a toujours pas été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

Dans le débat sur ce qu'il convient d'accorder au maire de la capitale, les positions sont de trois types : l'UDF est pour l'alignement pur et simple sur le statut des autres maires des grandes villes de France. Le PS veut s'en tenir au statu-quo. « La sécurité d'une capitale, la dimension de Paris, exigent unité et cohérence dans l'action », dit M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au conseil de Paris. Elles ne se partagent pas. Sécurité, ordre public et circulation sont intimement liés. Le RPR, de son côté, penche pour un transfert de compétences limité à la réglementation de la circulation et de l'hygiène. Mais il hésite à en confier l'application à un personnel municipal et il dit carrément non à une police municipale armée. M. Jacques Chirac a toujours refusé et il est peu probable qu'il change d'opinion sur ce point.

Parcs, jardins et HLM

Pourtant, sur le terrain, une sorte de « police municipale » a, petit à petit, fait son apparition. Un corps spécialisé de plus de neuf cents hommes en uniforme surveille les parcs et jardins de la ville. Les HLM municipaux sont patrouillés par des gardiens musclés appartenant à une société privée ayant passé contrat avec la ville. Pour faire appliquer la réglementation particulière qui va s'imposer sur les 20 hectares de la future zone piétonnière du Sentier (deuxième arrondissement), la municipalité va engager une cinquantaine d'agents.

Tout cela encourage M. Dominati à aller de l'avant. Il ne manque pas de rappeler que, déjà, les fonctionnaires parisiens chargés de la propreté, comme d'ailleurs certains agents de la RATP, ont le droit de verbaliser et que cela ne scandalise personne.

L'offensive de l'UDF, dont M. Chirac connaissait le thème et le déroulement et qu'il n'a nullement découragée, exaspère le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand. Celui-ci a, depuis le

début de l'année, allumé un contre-feu en lançant dans les rues des patrouilles d'hommes, demandés depuis longtemps par les parisiens - dans trois puis sept et bientôt dix arrondissements de la capitale. « Poudre aux yeux, rétorque M. Dominati. Ce qu'il nous faut, ce sont deux mille agents municipaux spécialement formés, vivants dans les quartiers, circulant à pied et connaissant les habitants. »

Entant d'un revers de main les rumeurs qui voient dans sa campagne une tentative pour ressouder autour d'une plate-forme commune les composantes du groupe Paris-Liberté en vue des élections régionales, M. Dominati les qualifie de « dérisoires ». Quant à la semaine choisie pour parler aux Parisiens, il la trouve « fort rentable » car « il n'y a pas d'annonces concurrentes ». En réalité, c'était la dernière date possible pour une publicité à caractère politique, celle-ci étant prohibée six mois avant les élections. C'est-à-dire dès le début de septembre. Reste l'idée d'un référendum : « Sur ce sujet fort complexe, il faut y réfléchir à deux fois », commente avec circonspection M. Jean Tiberi (RPR), premier adjoint de M. Chirac.

MARC AMBROISE-RENDU

La préparation des élections régionales

Les Verts rendent publique une première liste de candidats

Au cours de leurs journées d'été de Saumur (le Monde du 29 août), les Verts ont adopté, mardi 27 août, une première liste de quarante candidats, têtes de liste aux prochaines élections régionales, sous réserve de validation par les assemblées générales des régions.

Aquitaine - Gironde : Jean-Hervé Le Bars; Landes : Bernard Lauga; Lot-et-Garonne : Alain Bédouret; Pyrénées-Atlantiques : Jean Lissar.

Alsace - Puy-de-Dôme : Danielle Roy.

Bourgogne - Côte-d'Or : Alain Caignol; Saône-et-Loire : Thierry Grosjean; Yonne : Philippe Archambaud.

Bretagne - Côtes-d'Armor : Michel Balbot; Finistère : Alain Uguen, conseiller municipal de Quimper; Ille-et-Vilaine : Jean-Louis Merrien.

Centre - Cher : Pierre Fouchet; Eure-et-Loir : Marie-Hélène Aubert; Indre-et-Loire : Pierre Lochet; Loiret - Cher : Sylvain Pinault; Loiret : Bruno Duval, adjoint au maire d'Orléans.

Franche-Comté - Doubs : André Nachin, conseiller municipal de Besançon; Jura : Dominique Vovet, conseillère municipale de Dôle;

Haute-Saône : Didier Lalor; Territoire de Belfort : Serge Beaumont.

Île-de-France - Seine-Saint-Denis : Jean-Luc Benhamais; Val-d'Oise : Pierre-François Siméoni.

Langues-Roussilles - Aude : Jacques Doucet, conseiller municipal de Carcassonne; Gard : Anne-Marie Sabatier; Hérault : François Ternet; Pyrénées-Orientales : Patrick Liens.

Lorraine - Meurthe-et-Moselle : Michel Claire; Vosges : Jean-Claude Noirelet.

Midi-Pyrénées - Aveyron : Alain Desjardins; Haute-Garonne : Henri Faraday; Lot : Marcel Legrand; Tarn-et-Garonne : Anne Clément, conseillère municipale de Montauban.

Nord-Pas-de-Calais - Nord : Guy Hascott, conseiller municipal de Lille.

Basse-Normandie - Calvados : Jean-Pierre Vindat; Manche : Didier Anger, député européen.

Picardie - Aisne : Jacques Samyn; Oise : André Pauquet, conseiller municipal de Compiègne; Somme : Jean-Jacques Bertin.

Poitou-Charentes - Vienne : Daniel Lhomond, conseiller municipal de Poitiers.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Hautes-Alpes : Hervé Gasdon.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 août au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

Objets déposés par les pensionnaires dans les établissements sanitaires et sociaux

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements de santé et certains établis-

ssements sociaux ou médico-sociaux, et à la vente des objets abandonnés dans ces établissements.

La Cour des comptes a relevé les difficultés que posent en pratique la conservation, la gestion et la dévolution des dépôts effectués par les personnes hospitalisées ou les pensionnaires des maisons de retraite.

Les établissements sanitaires et sociaux seront de plein droit responsables du vol, de la perte ou de la détérioration des objets déposés par les personnes qu'ils hébergent. Le montant des dommages et intérêts sera limité à une somme égale à deux fois le plafond de la Sécurité sociale, soit environ 23 000 francs aujourd'hui. Cette limitation ne s'appliquera

pas lorsque la victime aura démontré que le dommage qu'elle a subi résulte d'une faute de l'établissement. Elle ne jouera pas non plus si la victime, hospitalisée en urgence, n'était pas en état de procéder aux formalités de dépôt.

Les objets abandonnés par une personne ayant quitté l'hôpital et ceux qui ne seraient pas réclamés par les héritiers d'une personne décédée pourront être vendus après un délai d'un an. Les sommes d'argent, titres et valeurs seront remis dans le même délai à la Caisse des dépôts et consignations.

La politique du médicament. (Le Monde du 29 août.)

La refonte des listes électorales en Corse. - M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a repoussé, mercredi 28 août, les membres de la commission de contrôle de la refonte des listes électorales en Corse. Cette commission a été créée par la loi du 13 mai 1991 sur le statut de la Corse. Ses quatre membres sont arrivés mercredi soir à Ajaccio.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

L I V R E S • I D E E S

Profession romancier

Une fausse histoire policière de Michel Rio et un vrai jeu sur l'art du roman

FAUX PAS
de Michel Rio.
Seuil, 124 p., 72 F.

Les lecteurs de Michel Rio forment une sorte de club. Depuis près de dix ans maintenant ils guettent, presque chaque année, le nouveau roman de Rio. Ils le lisent dès sa sortie et, s'ils ont la chance de se rencontrer, en parlent longuement. Chez Rio, ils aiment la tenue et la retenue, la brièveté (toujours entre cent vingt et cent soixante-dix pages) et la densité, la rigueur, la maîtrise, l'humour glacé, la folie aussi, et surtout le jeu incessant, subtil, excitant, de cet homme cultivé avec la littérature. Bref, ils aiment tout ce que d'autres tournent en reproches : « trop impeccable, rigoureux à en être rigide, sec », et, injure suprême en ces temps de platitude, « compliqué ».

Ses lecteurs, Michel Rio a voulu les désarçonner, et il leur annonce dès le titre, *Faux pas*. Pas d'hommage à l'épique comme dans *Merlin*, pas de bibliothécaire fou aux allures de Quasimodo, comme dans *Archipel* (1), pas d'exploration conduite par le trio Sterne, Richardson, Fielding, comme dans *Les Jingles pensives*, pas de « supplément » au *Supplément au voyage de Bougainville*, comme dans *Alizés* (2).

A première vue, Michel Rio, sans changer son style ni sa manière, a écrit cette fois-ci, sans doute pour montrer qu'il sait tout faire, un récit qu'on peut lire en toute tranquillité : un faux polar dérisoire, avec un héros stéréotypé à l'extrême, tueur à gages cynique et macho.

« Chasser la vérité »

L'intrigue paraît banale : un « contrat » sur un journaliste en passe de sortir un gros scandale financier. Ce qui nous vaut quand même un petit dialogue à méditer, en ce moment singulièrement, par les journalistes : « Le travail de journaliste consiste à chasser la vérité. » « Votre formulation contient une réjouissante ambiguïté. » Tout est parfaitement huilé et on ne semble pas parti pour avoir des sueurs froides. Heureusement, très vite, on retrouve Michel Rio et son amour du jeu, tous deux plus dissimulés encore qu'à l'accoutumée. Il y a bien dans ce roman un enjeu de suspense et



Michel Rio : l'amour du jeu.

d'enquête, mais il n'est pas dans cette intrigue qui se désamorce elle-même au cours du récit. S'il y a un détective dans cette histoire, il n'est pas dans le livre. « Le héros, toujours désigné comme « l'inconnu », s'intéresse aux historiens, on l'apprend dès la page 14, où apparaît le nom de Marc Bloch, père de la nouvelle histoire. Fausse piste, mais vrai indice. Ce roman est un jeu, non sur l'Histoire, mais sur le mot histoire, un jeu sur le roman, une mécanique complexe dont Rio

demande au lecteur de retrouver les rouages. « Le combat de l'intelligence contre la force m'a toujours intéressé, dit assez patiemment « l'inconnu » à l'homme qu'il va tuer. Et puis, lorsqu'il est indifférent de vivre ou de mourir, que faire d'autre que jouer avec la mort ? Une façon extrême de donner un enjeu à la vie est de faire de la vie l'enjeu lui-même. — Si la vie ne vaut rien, alors l'enjeu est nul et la partie sans intérêt.

— Oui, si le seul intérêt de la partie est son enjeu. Non si cet intérêt réside avant tout dans la mécanique d'esprit et la rigueur d'exécution. Nous parlons ici du jeu d'échecs, pas de la roulette russe. » Il ne s'agit nullement ici de tuer, à la place du lecteur, le fil de l'intrigue, et de le priver de son plaisir, mais peut-être de l'inviter à voir en « l'inconnu » la figure du romancier : celui qui décide de tout, froidement, avec calcul, qui peut faire bifurquer

l'intrigue comme il l'entend, tuer quand il veut, baisser comme il veut, négliger tout ce qui n'est pas sa volonté. Qui peut même se déguiser en personnage. Qui, après avoir saisi sur un rayon d'Apologie pour l'histoire, « se ravisa et ouvrit Comment on écrit l'histoire, de Paul Veyne, à un endroit marqué par un signal, quelques dizaines de pages avant la fin ».

Tout s'explique. Alors, pourquoi *Faux pas* ? Faux polar ? Faux roman ? Faux Michel Rio ? Peut-être. Mais aussi le « faux pas » que fait « l'inconnu » quand il se précipite au secours d'une petite fille qui se noie. Cette petite fille semble apporter une perturbation définitive, « l'inconnu » ne sachant pas comment tenir le corps de l'enfant, se demandant s'il le serrait trop ou pas assez, laissant cette maladroite toute nouvelle qui s'ajoutait à une inquiétude. Comme si l'irruption de la vie, de l'innocence, de l'imprévu, ne pouvait que mettre fin au roman. Pourtant le roman a réussi à la maîtrise puisque nous le lisons.

C'est dans cette tension entre la logique et l'anomalie qu'il faut chercher la clef de l'histoire. Et l'art du roman. « L'inconnu » condamné à finir, se souvient d'une de ses paroles du tout début de l'histoire :

« Vous voulez savoir les choses jusqu'au dernier moment ? » Si l'on revient au début du livre, on retrouve le dialogue qui s'ensuivait :

« Oui. Pas vous ?
— Peut-être. »
Il y eut un silence.
« Vous ne voulez pas me répondre », demanda Brémont.
— Vous êtes obstiné.
— Oui. C'est à cause de cela que vous êtes là. »
L'inconnu considéra Brémont avec une sorte de sympathie.

« Mettons que ce soit une profession de foi et une profession tout court. »

Profession tueur ? Non, bien sûr : romancier.

Josyane Savigneau

(1) Tous deux au Seuil et en poche « Points Roman » n° 422 et 341.
(2) Tous deux chez Balland et en poche « Points Romans » n° 374 et « Folio » Gallimard n° 1819.

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

A l'Ouest, rien de nouveau ?



On n'a jamais fini de raconter l'Histoire. On n'a jamais fini non plus de raconter des histoires. La première s'écrit en ce moment surtout à l'Est. L'Est dont les littératures continuent d'être très présentes à la devanture des éditeurs français. Est-ce à dire que rien de nouveau ne nous vient de l'Ouest ? Que l'Ouest n'aurait plus d'histoires ? Cette conclusion serait, rapide et partielle. Elle serait de plus, injuste à l'égard des contrées moins exposées aux tempêtes et aux soubresauts. Elle ignorerait également, avec condescendance, la fécondité des écrivains qui s'expriment en français. Ils sont plus de deux cents à se presser en ce début de saison. Septembre prend ses marques. L'automne commence en été... Pages 16 et 17

ORIENT

Les mythes au quotidien

On voit aujourd'hui encore, en Inde, comment les mythes millénaires sont intégrés à la vie quotidienne, comment ils nourrissent l'imaginaire et l'intelligence. En Inde où une petite villageoise peut être reconnue comme l'expression vivante d'un dieu. En Inde où est né le bouddhisme. Page 18

La forme d'une absence

Le premier roman d'Alain Bonfand : un poème dédié à « l'heure de l'extrême douceur »

LE MALHEUR
d'Alain Bonfand.
La Différence, 166 p., 79 F.

Que serait un livre qui n'imprimerait pas dans l'esprit et la sensibilité une trace durable ? Trace dont le lecteur saura longtemps, toujours peut-être, identifier l'origine, la rapporter à tel livre, à tel auteur. Que serait un roman qui nous transporterait pour quelques heures, comme un touriste en voyage organisé, sur un rivage éloigné puis nous ramènerait à la même place, le vêtement et le cœur secs ? La pratique intensive — passionnelle, boulimique ou professionnelle — de la lecture nous aide, hélas, à trouver sans cesse des réponses à ces questions... Mais elle nous permet également, et heureusement, de

tenir aiguës la fine pointe du désir qui sait, le moment venu, nous réveiller de notre fatigue, qui sait nous faire reconnaître et saluer le sillage qu'un livre et un auteur sont en train de creuser en nous.

Un tel sillage, le *Malheur*, troisième livre et premier roman d'Alain Bonfand, l'inscrit profondément comme une filière invisible qui laisse le cœur secrètement endolori.

De quoi est-il question dans le roman d'Alain Bonfand ? De l'amour ; de l'amour et de l'absence ; de l'amour et de son impossibilité et du manque qui ne peut se combler ni se consoler ; de l'amour et de ce qui le blesse, de ce qui l'a toujours déjà blessé ; de cette blessure qui affecte l'existence, à laquelle l'existence toujours revient, comme à sa seule, à sa doulou-

reuse source. Les *Lettres d'août* et le *Rêve de la guerre* (1) tissaient déjà autour de l'absence le discours qui tentait de conjurer ce vide en le nommant.

Le *Malheur* reprend le récit inachevé, inachevable, de cet amour et de ce manque : « Chaque jour les mêmes rêves reviennent et le jour est une saison continue, un décor blanc au manège d'elle. » La reprise n'est pas ici une répétition. Elle n'est pas non plus une suite donnée à l'histoire initiale, au noyau narratif que les deux ouvrages cités, sur des modes différents, avaient développé. L'histoire du livre est une épure, le dessin d'un drame amoureux réduit à lui-même. « Leur vie était vide d'éléments extérieurs, vide au point que tout souvenir pour elle, tout projet pour lui en étaient absents. Ce vide répondait à la nuit, au lac, au

sommeil et à cet étrange bonheur creusé dans le temps commun. »

C'est sur le « décor blanc » de ce « vide » que le drame a lieu, que l'absence prend forme et nom. Drame essentiel dont le récit, pour être fidèle et conforme à cette essence, doit s'alléger de tous les détails, de toutes les anecdotes. Drame immobile et muet, dans « ce présent qui n'arrive pas à être », dans un « monde sans date et sans histoire », un monde délesté également des noms et des identités, sinon celles qui affleurent à la surface de la mémoire ou de l'enfance.

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 15

(1) Tous les deux aux éditions La Différence (voir « Le Monde des livres » des 23 mars et 31 août 1990).
Alain Bonfand avait également publié un essai, *Paul Klee, l'œil en trop* (La Différence, voir « Le Monde des livres » du 22 juillet 1989).

Et puis la situation s'améliora. Juste avant onze heures, le gosse ramassa un pot de trois mille dollars grâce à des as et des reines, et pendant une heure, il mena un train d'enfer, gagnant trois jeux sur quatre...

Paul Auster
LA MUSIQUE DU HASARD

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BEUF

UN ROMAN OÙ LE HASARD MÈNE, TAMBOUR BATTANT, LA DANSE DU DESTIN

ACTES SUD

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

A quoi sert la littérature ?

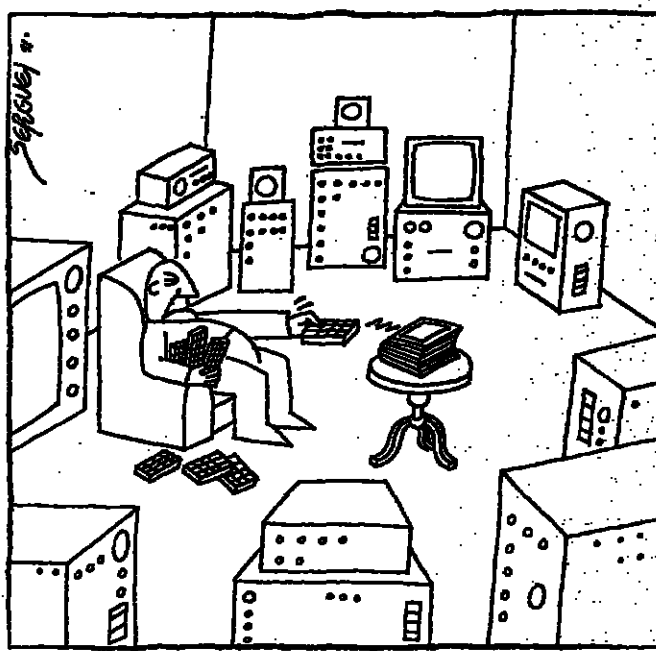
Un jeune écrivain me racontait récemment qu'il subissait chaque matin le regard inquiet de sa concubine, lorsque celle-ci lui apportait son courrier. Cette dame répliquait, dont le mari malgreit s'appelait Honoré, aurait mérité de figurer dans le cinéma français d'avant-guerre. Il existe ainsi des grandes carrières qui restent ignorées. Jeanne - c'était le prénom de la dame - semblait reprocher au jeune écrivain de ne pas vivre comme tout le monde. C'est une fâcheuse habitude, que notre époque pardonne difficilement.

Le jeune homme tapait à la machine, le jour et la nuit, à des heures souvent peu convenables, et Jeanne se demandait, avec son amie, la teinturière d'en bas, ce qu'il pouvait bien « trafiquer ». Il faisait sûrement quelque chose d'illégitime pour rester enfermé chez lui, des journées entières. Dans notre société, la solitude a mauvaise réputation. Elle favorise les commérages et ranime les vieux soupçons de l'espèce humaine. D'ailleurs, Roger Nimier justifiait la méfiance de la concubine lorsqu'il assurait que l'on devient écrivain faute d'avoir les compétences nécessaires pour exercer un autre métier - employé des pompes funèbres ou ministre, par exemple. Et Baudelaire n'avait pas arrangé l'image de cette profession douteuse, que seule la notoriété rend légitime. « Le jour où le jeune écrivain corrigé sa première épreuve, disait l'auteur de *Mon cœur mis à nu*, il est fier comme un écolier qui vient de gagner sa première vérole. » Aussi, Jeanne se posait la question qui avait préoccupé Sartre en 1948, à l'épo-

que où Vincent Auriol était président de la République, et Marcel Cerdan, champion du monde. Jeanne se demandait à quoi sert la littérature.

A rien, justement. Elle ne remplit aucune fonction précise. Elle désavoue l'utilitarisme des agents d'assurance et la philosophie de la Croix-Rouge. Elle est gratuite, dans le sens où personne ne la sollicite. Car elle s'intéresse seulement aux secrets de l'existence.

Elle s'inquiète des relations implicites que vous entretenez avec votre boulangère ou avec les étoiles. Elle vous transmet des renseignements confidentiels sur les paysages de la Charente-Maritime. Elle surprend les réveries clandestines qui se promènent sur le boulevard Voltaire. Elle discerne d'improbables similitudes entre les mœurs des îles Galapagos et les usages de l'île Saint-Louis. Elle rajoute les mots avec les idées qu'ils renferment, et les idées avec les mots qui les suggèrent. Elle dérange ce fameux principe d'identité qui appauvrit et désolent nos manières de percevoir ou de penser. Elle marie le bonheur avec la détresse. Elle mélange l'avenir et le passé, le mystère des choses et les clartés de la grammaire, les variations météorologiques de Pont-Evêque et les intermittences du cœur en Normandie. Elle nous fait accomplir de grands voyages immobiles. Elle rend à l'existence toute la magie que des circonstances prosaïques lui refusent. Ainsi, voyez comment Balzac dépeint le « dernier bal de l'Opéra », au début de *Splendeurs et misères des courtisanes* : « Dans cet immense rendez-vous, la foule observe peu la foule, les intérêts sont passionnés, le désespoir lui-même est



préoccupé. » C'est admirable. Le lecteur se retrouve parmi tous ces gens de l'année 1824, et l'imaginaire redonne à la vie le charme qu'elle croyait avoir perdu.

L'autre jour, dans l'avion qui venait de quitter la Corse, une petite fille s'inquiétait, car elle avait cessé d'apercevoir la Méditerranée. Alors, elle demanda à ses parents : « Elle

est au ciel, la mer ? » La littérature commence de cette façon. Mais le bruit s'est répandu que la mode lui avait retiré ses faveurs, et que notre époque, très affairée, se souciait d'autre chose. La rumeur ajoute que cette même époque se détourne des plaisirs littéraires comme si elle s'effrayait de ses propres secrets. C'est pourquoi la lecture des écrivains serait à présent une pratique aussi désuète que le jeu de croquet, la valse ou le badminton.

Devant cette désaffection, certains éditeurs, qui sont des intégristes de la rentabilité, auraient la tentation de supprimer la littérature dans les livres qu'ils publient. Déjà, en 1950, Julien Gracq déplorait la négligence des Français à l'égard des œuvres littéraires : « Le Français, qui se figure malade sous un autre aspect que la rangée de têtes d'un jeu de massacre, croit, les yeux fermés, sur parole, à ses grands écrivains. Il les a peu lus. Mais on lui a dit qu'ils étaient tels, on le lui a enseigné à l'école. (...) Il sait qu'il a toujours eu de grands écrivains, et qu'il en aura toujours, comme il savait jusqu'à 1940 que l'armée française est invincible. (1) »

Certes, les habitants de Romorantin, de Carpentras ou

de Babylo-ne-sur-Seine ne sont guère aidés, par ce que l'on appelle les « médias ». La littérature est la parente pauvre, l'invitée des heures tardives à qui l'on fait la charité. Elle se contente des restes du repas. Tant pis pour les gens qui se lèvent à l'aube et sont obligés de se coucher tôt. Ceux-là ne méritent sans doute pas de fréquenter William Styron ni d'écouter les propos de J.M.G. Le Clézio. Quel mépris ! On abêtit le public pour se plaindre ensuite de sa bêtise. Quant aux gens qui peuvent rester éveillés, on ne leur donne jamais un texte à entendre ni à voir. Comme si la littérature se résu-mait à l'apparence qu'offrent les auteurs !

Il arrive heureusement que ce pessimisme soit démenti. Et c'est la métro qui procure des occasions de se reconforter. Récemment, entre Sèvres-Babylone et la place de la Concorde, j'ai remarqué deux jeunes femmes qui lisaient des livres de poche. Elles étaient tellement absorbées qu'une secousse terrestre n'aurait pas suffi à les distraire de leur lecture. La première voyageait avec *Jules et Jim* ; et la seconde, avec *Monsieur Jadis*. Elles allaient peut-être à Notre-Dame-de-Lorette. Elles oublieraient sûrement de descendre. Elles portaient sur le visage les rides légères de la passion. Elles semblaient suggérer que les livres étaient nécessaires à la vie, même si l'on mourait plus vite de l'absence de sommeil que de la privation de beauté. C'était de bon augure pour la rentrée littéraire.

(1) *La Littérature à l'école*, José Corti, 1950 ; *Bibliothèque de la Pléiade*, Gallimard, 1989.

L'employé de mairie romantique

Le charmant talent et la triste existence d'Antoine Fontaney
ami de Hugo, Nodier, Vigny, Musset, et écrivain modeste

SCÈNES
DE LA VIE CASTILLANE
ET ANDALOUSE

de Lord Feeling
(Antoine-Etienne Fontaney).
Ed. Viviane Hamy, 291 p., 119 F.

Avant de mourir de phthisie, à trente-quatre ans, le 11 juin 1837, Antoine-Etienne Fontaney avait fait paraître deux volumes, *Ballades, mélodies et poésies diverses* en 1828 et *Scènes de la vie castillane et andalouse* en 1835. Présenté par Sainte-Beuve au Cénacle de Victor Hugo et à l'Arsenal de Charles Nodier, cet employé de mairie du XI^e arrondissement de Paris s'était peu à peu révélé un écrivain modeste et prometteur, un charmant homme du monde. En relations amicales avec M^{me} Ancelet, Mérimée, Hugo, Nodier, Vigny, Musset, Custine, il fut aussi recherché par François Buloz, directeur de l'importante *Revue des Deux Mondes*, qui n'hésita pas à en faire l'un de ses rédacteurs attitrés.

En 1830, après la révolution de juillet, pendant laquelle il avait pris part aux combats de rue, Fontaney abandonna son monotone travail d'enregistrement des naissances et suivit en Espagne l'ambassadeur de France, le comte d'Harcourt, dont il devint le secrétaire particulier. Traînant sa mélancolie native lors de son premier séjour en 1831, il prit bien des notes pour son « herbier moral », mais exprimait dans le même temps sa tristesse et son ennui à Vigny : « Quand il faut vivre dans un monde qu'on ne comprend pas et dont on n'est pas compris, cela devient un exil. »

De retour à Paris, il commença à tenir son *Journal intime* et composa plusieurs « récits » centrés sur l'Espagne que Buloz publia dans sa revue dès 1831, signés du pseudonyme très byronien de Lord Feeling (Lord « Sentiment »), jeune diplomate de sa création, attaché à la légation de Sa Majesté à Madrid. Le premier

texte paru, *Une course de taureaux à Aranjuez*, fit quelque bruit. « Il savait à merveille ces deux pays [l'Espagne et l'Angleterre], précise Sainte-Beuve, parlait leur langue dans toutes les propriétés de l'idiome, chérissait leurs poètes, leurs peintres : il était intéressant à entendre là-dessus. »

Les amours impossibles

Bénéficiant de l'engouement pour l'exotisme hispanique que les *Orientales* de Victor Hugo avaient lancé en 1829, ces « piquants souvenirs sur l'Espagne » plurent par leur fantaisie certaine à laquelle venaient se mêler une ironie chagrine, une affectation de désinvolture. Aujourd'hui, ces textes donnent principalement l'impression que leur jeune auteur, cherchant sa voie, s'essaya à presque tous les genres : tableaux de mœurs documentaires, longues nouvelles d'un romantisme débridé, saynètes drolatiques ou descriptions d'un réalisme outré - autant de points de vue que rassemble, sous une même bannière, l'affirmation préliminaire de Lord Feeling : « Toute l'Espagne est dans l'église et l'amour d'abord... »

Mais, plus que l'Espagne à l'époque romantique, plus que la peinture des sentiments extrêmes et des archaïsmes qu'elle exalte, ces récits de commande donnaient au jeune écrivain l'occasion d'illustrer le seul thème qui véritablement l'obsédait, depuis ses premiers écrits poétiques : la fatalité de la mort, liée à des amours impossibles. On pourrait penser qu'il ne s'agit là que d'exercices purement littéraires émanant d'une imagination échauffée, mais les aléas de l'existence trahissent la réalité. Fontaney ne cédait en rien aux circonstances contraires dont il accablait les personnages de ses espagnolades. Car, après avoir été l'amoureux éconduit de la fille de Charles Nodier, c'est de Gabrielle

Dorval qu'il s'éprit, pour son malheur, en août 1832, alors que sa situation littéraire s'affermissait, que l'on publiait ses œuvres dans les *keepsakes* et les recueils collectifs : la mère de Gabrielle, la comédienne Marie Dorval - qui était aussi entichée de lui, tout comme son autre fille Louise - décrivait ainsi le jeune homme : « Il a un peu de talent, très peu de courage et une santé perdue. » Gabrielle fut enfermée au couvent.

A Madrid, où il fit un deuxième séjour en 1833, en pleine guerre carliste, Fontaney souffrit beaucoup et décida d'enlever la jeune fille, dès son retour en France, l'année suivante ; ils s'exilèrent à Londres, d'où il envoyait des articles à la *Revue des Deux Mondes*. Dans les salons parisiens, George Sand défendait avec éloquence sa grande amie Marie Dorval ; plus tard, elle allait retracer durement les faits dans *Histoire de ma vie* et juger ainsi Fontaney, sans appel : « C'était un bon jeune homme, d'une figure intéressante, capable de sentiments doux et tendres, mais très à court d'idées et trop délicat pour ne pas comprendre, s'il eût réfléchi, qu'enlever une jeune fille pauvre, sans avoir les moyens ni la force de lui créer une existence, est une faule dont on a mauvaise grâce à se draper. »

« La poésie lui a été bonne et fatale »

En 1836, le jeune couple, à bout de forces et de ressources, revint pitoyablement à Paris : Gabrielle Dorval - George Sand accusa Fontaney de lui avoir transmis son incurable maladie - mourut le 14 avril 1837, à vingt et un ans. Hugo et Sainte-Beuve, après des années de brouille, suivirent ensemble son enterrement. Fontaney, accablé de douleur et de remords, succomba à son tour deux mois plus tard.

Ainsi, ce que l'on pourrait prendre pour de l'emphase

romantique dans ces écrits devient, à la lumière de la biographie, terriblement prémonitrice, presque fatal : tout se passe comme si le climat morbide de la poésie et de la prose de Fontaney avait contaminé ses tragiques amours.

Où comme si les malheurs sentimentaux de cet homme avaient illustré les limites de son talent. Sainte-Beuve, dans une lettre à René Biémond, résume, avec la violence de l'évidence, le parcours littéraire de ce pauvre garçon qui n'eut pas le temps de donner sa mesure : « La poésie lui a été la fois bonne et fatale. Si c'est elle qui lui a fait quitter son modeste emploi pour les chances de la vie littéraire, elle l'a déçu, il est mort dans la peine, sans atteindre même à ce peu qu'on appelle la renommée. »

Déjà réimprimées en 1977, à la suite de *Ballades, mélodies et poésies diverses* chez Slatkine Reprints, ces *Scènes de la vie castillane et andalouse*, aujourd'hui reprises séparément, restent un curieux témoignage de la manière dont les romantiques et leurs proches concevaient intellectuellement l'Espagne. A propos de l'édition actuelle, cependant, on peut se demander pour quelles raisons le dernier texte des *Scènes*, intitulé « Une profession » et qui conte une prise de voile mouvementée, a disparu.

On peut aussi regretter que n'y soit pas mentionnée l'origine de l'introduction, qui n'est qu'un découpage sévère de celle, très complète, que donna René Jasinski au *Journal intime* de Fontaney paru aux Presses françaises en 1925. Jasinski évaluait alors la place de cet écrivain dont il a contribué à maintenir le nom : l'œuvre de Fontaney « révèle, non pas un grand créateur, mais un talent distingué ; celui d'un homme de goût qui, dans tous les genres où il s'est exercé, a fait entendre des accents personnels et délicats. »

Chaire Panthau

JEAN LORRAIN
de Thibaut d'Anthony.
Plon, 232 p., 140 F.

« Par Jean Lorrain, l'année 1900 est à jamais fixée dans nos esprits », note Paul Morand. De fait, l'auteur de *Monsieur de Phocas* aura été l'indiscret voyeur, explorateur des mœurs, des climats intimistes ou à la mode de la fin du siècle. Ses mordantes chroniques, réunies en volumes - *Poussières de Paris*, *la Ville empoisonnée*... - constituent une source documentaire de choix qui restitue foucades et caprices, raille les attitudes, relève les ridicules, dénonce les artifices, bref, fixe, sous la plume d'un mémorialiste qui a l'œil vif et la dent dure, les parfums d'une société en décomposition et grise d'élémence. L'œuvre de Lorrain, pour l'essentiel, est issue de cette activité journalistique fougueuse et brouillonne, que nuancent une confiance mélancolique, une songerie douce-amère, des aveux dérobés, trahissant lassitude et morosité.

Du « *sanfaron du vice* » avide de sensations canailles au « *dandy de la fange* » qui fait chatoyer les plus troubles, Thibaut d'Anthony inventorie avec gourmandise tous les composants d'une personnalité insolite. Mais on ne saurait se limiter aux seules apparences d'un personnage voyant, à son goût de la dépravation, à ses talents de coloriste de la décadence.

Jean Lorrain se dérobe autant qu'il s'avoue, se renie autant qu'il s'affiche. Le satiriste provocateur est un moraliste qui dénonce les effets pervers de l'argent, les réputations usurpées, les faux semblants. Cet adepte de l'épouvante, des rituels de sturpe et de sang qui nourrissent des récits fantastiques où il s'impose comme un maître, est aussi l'enfant attardé qui rêve aux atmo-

sphères de légende, aux contes et aux fées. Cet observateur maniaque et indiscret du vécu parisien à la petite semaine n'en est pas moins un « Normand normandisant », un poète qui encourage les jeunes talents et dénonce les fausses valeurs.

Ce Parisien du Boulevard, familier des théâtres et des bouges, est un esthète du voyage. Cet homosexuel tapageur confesse plus de dégoût et de désaveux que d'exaltations, des amours sans amour pour qui avoue ne pas avoir été aimé. Ce faune des mauvaises mœurs est un merveilleux peintre des femmes, qu'il dépeint dans leurs atours, leurs humeurs, et jusque dans leurs crimes avec l'exactitude d'un entomologiste et le panache d'un maître stylist.

Thibaut d'Anthony étudie, au fil d'un ouvrage fort bien documenté, ces différents aspects qui font, selon le mot de Léon Blum, « tout l'art compliqué de son désordre ». Peut-être n'insiste-t-il pas assez sur la délicatesse frileuse, l'émotion du souvenir, le doux nostalgisme qu'inspirent à cet impressionniste désabusé et plus secret qu'on ne le croit l'évocation du passé, la vie provinciale, les charmes de l'antienne ou des vieilles pierres, mélodies verlainiennes qui étonnent parfois chez l'auteur du *Vice errant* dans des recueils comme : *Sonyeuse*, *Sensations* et *Souvenirs*, *l'Art d'aimer*, *Ma petite ville*.

Jean Lorrain vaut mieux que sa légende. Son ami Octave Uzanne nous mettrait déjà en garde contre de faciles assimilations : « Ce Parisien tapageur (...) fut toujours, en son privé, un vrai saturnien, un constant mélancolique, un profond attiré par la vision de la vie, un charitable pour tous les écrasés du destin, un étrange penseur regardant l'existence avec une parfaite lucidité... » Jean Lorrain est peut-être moins à redécouvrir qu'à repenser.

Pierre Kyria

La légende de Lorrain

Portrait du satiriste voyeur
de la Belle Epoque

L'invention d

Bréhal au tournant du siècle

Un roman qui a des allures de « Cerisaie » sans adieux

SONATE AU CLAIR DE LUNE
de Nicolas Bréhal.
Mercure de France, 254 p., 89 F.

C'est une mélancolie pleine d'espérance qui, depuis les *Étangs du Woodfield*, a toujours baigné les romans de Nicolas Bréhal. Elle est au cœur de cette *Sonate au clair de lune*, épousant le thème central du livre : dans une maison méditerranéenne, une famille attend, avec une sorte d'euphorie anxieuse, le passage du siècle. Celui qui ressent avec le plus de gravité l'approche de l'événement est le grand-père, Laurent Kreutzer, autrefois pianiste célèbre : condamné dans sa chambre par la maladie, ses doigts pianotant d'instinct au bord du drap des notes déjà défuntes, il veut quand même « tenir » jusqu'au premier janvier 1900. « Après quoi, il mourait, lui aussi, comme le siècle, expirer. » Cette résistance solitaire du vieil homme, dont les monologues intérieurs, d'un courage désespéré, sont toujours justes, constituent le mouvement le plus poignant du roman.

Autour, ce n'est que théâtre. Établissant une dramaturgie à la fois fluide et serrée, alternant les scènes lentes – où l'on fleurit de mots le désert des journées – et rapides – où éclatent les espérances nerveuses – Nicolas Bréhal montre comment chacun, dans sa préparation intime à l'événement, essaie de retenir son propre passé tout en ressentant le besoin que « quelque chose finisse ». Cette tension habite tous les personnages qui ont la peur et le désir de se sentir emportés par le temps. Hortense, la femme de Laurent Kreutzer – fidèle à son sens du devoir, à son rôle d'héroïne tragique, trahit parfois son impatience de voir son calvaire s'achever : elle rêve de partir à Paris, de s'abandonner à une frivolité dont elle a été trop longtemps privée.

Ces coquetteries de dernière heure exaspèrent ses filles qui ne savent comment concevoir l'avenir. Camille ne cesse de buter contre son propre corps qu'elle a « verrouillé ». Ses crises de violence ne parviennent pas à briser la glace d'un temps,



Nicolas Bréhal : une mélancolie pleine d'espérance.

qu'en renonçant aux plaisirs, elle a elle-même arrêté. Elle n'éprouve un sentiment de « sécurité et de triomphe » que dans le spectacle du malheur de sa sœur Sarah qui lutte pour ressusciter l'amour qu'elle sent s'évanouir chez son mari, Jacques. En cassant le rythme contemplatif des promenades au parfum d'enfance qui les unit encore par des dialogues précipités, incisifs, parfois féroces, Bréhal traduit les tentatives crispées des deux sœurs pour s'évader d'elles-mêmes, échapper à la nostalgie d'une douceur perdue qui se confond avec les années du siècle finissant.

La maison reste sacrée à leurs yeux. Pourtant, une odeur d'amertume émane des murs encore enroulés : le frère, Maurice, a jadis été trouvé mort sur la rive du lac proche dont continuent à s'approcher, hypnotisés par les maléfices des eaux, les enfants Nina et Geoffroy. Nicolas

Bréhal n'élucide pas la mort de Maurice Kreutzer, comme si la permanence du mystère permettait aux personnages de rester dans un état de vide voluptueux, au bord de leur vie. « C'est tout ? » disent-ils, aux douces coups de minuit, dans une scène très belle.

Il se laisse à nouveau subjugué par une sonate qui résonne à travers les pièces, soulageant que le siècle nouveau ne change pas la musique de leur vie. Elle est l'image même de l'enveloppement créé par ce roman qui a des allures de *Cerisaie* sans adieux, aux tons apaisés et doux, suaves et vénéneux. Nicolas Bréhal a réussi, par l'extrême subtilité des variations de rythme, l'élégance des enchaînements, la transparence d'un style qui reflète le moindre écho du temps et des sentiments, à cerner la crainte éblouie que l'on ressent à chaque passage de la vie.

Jean-Noël Pancrazi

La mémoire de Cluny

Voyageur infatigable, le poète fixe dans ses vers l'infinité variété des paysages

par Hector Bianciotti

ŒUVRE POÉTIQUE I

de Claude Michel Cluny.
La Différence, 500 p., 160 F.

Si l'on essaie de soumettre aux lois de la perspective l'œuvre linéaire de Claude Michel Cluny, qui est vaste, un mot d'Henri Michaux vient à l'esprit, qui aurait pu lui servir de devise : « Si tu traces une route, tu auras du mal à revenir à l'étendue. » En effet, le champ d'embrasse sa curiosité est d'une diversité si singulière, et tellement nombreuses les exaltations que suscitent en lui toute chose de ce monde et quelques-unes de l'autre, que l'on est tenté de distinguer dans sa trajectoire comme une manière de renoncement à soi permanente – et sans regret.

Aussi, bien qu'il soit avant tout poète, l'a-t-on vu romancier – et, à l'intérieur même de ce genre, déviant tour à tour des aspects diamétralement distincts de sa sensibilité ; il suffirait, pour le prouver, de mettre en regard le *Jeune Homme de Venise* (1), dont la prose fluide et chatoyante semble sans cesse réclamer le vers, et l'*Ête jaune* (2) qui, toute « distance » ou tout « second degré » exclus, fait figure de roman américain du Deep South à placer entre Shelby Foote et Reynolds Price.

Canevas immuable

N'oublions pas non plus qu'il s'est voulu, en pionnier, historien du cinéma arabe (3) et, en compagnie de Jean-Louis Bory, maître d'œuvre d'une encyclopédie du cinéma mondial (4), sans jamais abandonner l'essai et le journalisme littéraire. On lui doit aussi quelques précieux travaux anthologiques, parmi lesquels un florilège de la poésie française d'humour, genre où, tout en demeurant poète lyrique pour le principal, lui-même excelle, dans le sillage de Tardieu et de Queneau. Il a créé en outre, en 1989, la collection de poésies « Orphées » à la Différence.

Or cette sorte de bonheur en apparence négligent avec lequel Cluny a mené à bien une telle multiplicité de tâches anime également

son œuvre poétique, qu'il a réunie, classée et – non sans une alarmante solennité d'outre-tombe, – éclairée de ses propres commentaires dans un premier volume rassemblant les ouvrages publiés depuis les années 30 jusqu'à 1990, le tout enrichi de quelques inédits. Et c'est ainsi que l'on s'aperçoit que, en dépit de ses dérives sondeuses, l'écrivain n'a jamais cessé de chercher, en fait, un unique canevas immuable : la poésie. Et que son œuvre, arrivée à maturité, a une histoire derrière elle ; et que celle-ci n'est pas simplement une chronique, mais qu'elle témoigne d'une avancée ordonnée et d'une conquête du réel qui rend le familier étrange, et l'étrange familier, jusqu'à épuisement de toutes les virtualités de la sensibilité et de la langue.

Ainsi, au fil des pages et des poèmes, on voit au travail un esprit qui a toujours échappé à l'asservissement, à cette image figée de soi que l'exercice de l'écriture procure, et dont l'art consiste dans le maintien d'un équilibre entre la tradition – « la personnalité collective réalisée dans la littérature du passé », selon T.S. Eliot, – et la vision plurielle du présent qui est le privilège du voyageur. Car Cluny en est un, infatigable, et non pas de ceux qui partent pour se fuir ou se trouver, mais qui sont à la recherche de lieux où le temps serait encore propice à l'épanouissement de l'instant – et pour le plaisir de se détacher d'autres saveurs, d'autres paysages parmi les milliers que le Ciel signe sans lassitude à chaque tour de roue de la lumière. Avec les nuances de sentiment, de pensée, de rythme que cela comporte, et que, par la suite, il reviendra au vers de fixer.

Ici, on survole « les crépuscules d'encre » de la mer de Chine, l'atterrissage à lieu, à Rome, « sur une page des carnets de Léonard », et l'on ressent dans les vestiges de la Perse « la lourde avance énorme de l'Asie centrale » ; tandis que là, le Chili ou Vancouver, le Maroc ou la Malaisie surgissent. A moins que ce ne soit « l'Amérique tombant de ses quarante étages/de banquettes/dans un fleuve de gin et de jazz ». Et, toujours, Venise :

« L'odeur exaspérée de l'amour/brode au bas des robes du jour/arabe et rauque alphabet des mouettes. »

Mais, de livres en recueils, sans cesse la mémoire cosmopolite du voyageur nous entraîne vers un passé qui ne semble pas vraiment enregistré par l'Histoire – c'est « le moment d'accueillir les légendes », dit-il, – et une Antiquité idéale se forme où flottent des lambeaux de mythologies entremêlées.

Cadences inattendues

Le mot « acanthe », les noms de Cérès, d'Eros, de Troie ou « la Lune (qui) dételle ses léviéris bleus » nous replongent dans cette Grèce où Hésiode tâche d'inventorier les dieux, mais tout d'un coup comme traversée par un écho des sagas du Nord : « Accoudés sur les monts, les Dieux rêvaient dans leurs robes de fer. »

En consonance avec la variété de l'inspiration, le poète épouse les cadences les plus inattendues, du « plain-chant » des élégies, avec leur musique comme suspendue, au rythme enjôé mais strict du menuet : « Vois l'essaim d'abeilles/chapeau d'or de la Muse/C'est du sein de la belle/que je m'amuse. » Ou bien : « Un bonheur si mince/que sa lame/sépare le cœur de l'âme. »

Mais, vite, le vers devient proverbe d'un temps qui n'est plus : « Tout ordre se fonde sur une fiction. » « Le charme est la poésie du beau. » « Le passé est ce qui nous attend... »

En rassemblant les volets d'une œuvre que l'on peut considérer d'ores et déjà comme celle de toute une vie, Claude Michel Cluny n'a pas seulement pris des précautions contre la dispersion et l'oubli qui guettent les poètes contemporains – les Jean-Philippe Salabreuil, les André Frédrérique, les Olivier Larronde, et Audiberti même parmi bien d'autres, – mais il nous a fait un superbe cadeau, et plus encore : un don.

- (1) Gallimard, « Folio ».
- (2) Balland, 1981.
- (3) Sindbad, 1978.
- (4) Casterman.

« Une bombe a explosé au Milk Bar »

LES CRÉPUSCULES D'ALGER
de Norbert Régina.
Flammarion, 386 p., 130 F.

« Mais la terre n'exploitait pas ; ce n'était qu'un petit coin du monde, un café d'Alger, peuplé d'un infime fragment d'humanité, quelques dizaines d'êtres humains, et plus tard on dirait : une bombe a explosé au Milk Bar, et l'on inscrivait cette péripétie au tableau obscur d'une guerre sans nom. » Avec les *Crépuscules d'Alger*, Norbert Régina nous livre le deuxième volume de sa trilogie retraçant l'histoire de l'Algérie « française » à travers les destins entrecroisés des membres de deux familles ori-

naises, les Régina et les Par-touche, mais aussi de Yacéf Radaoui et de tant d'autres, qui subissent, ou tentent de façonner, le cours d'une guerre sans mémoire.

L'auteur, né à Oran en 1947, a su éviter l'écueil majeur de cet exercice périlleux : la nostalgie mûre. Après les croyances en l'éternité (1), qui couvraient la période 1942-1954, Norbert Régina raconte le début des « événements » jusqu'au 13 mai 1958 et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.

Face aux fracas de l'histoire – même avec un petit « h » – les caractères vont se forger, les tensions s'exacerber, les oppositions se durcir. Le sang va appeler le sang. C'est Samuel Stora, specta-

teur horrifié des massacres d'El Hella, qui va animer un noyau de pieds-noirs « ultras » et devenir, à son tour, poseur de bombes. C'est Yacéf Radaoui qui finira assassiné par ses propres compagnons de combat. C'est Thomas Régina, le « libérateur », qui va assister au sacre de de Gaulle. Même si Norbert Régina, voulant à tout prix faire « coller » les histoires de ses personnages à celles de personnalités en vue, a commis certaines erreurs de détail – ne confondrait-il pas Salan et Massu ? – il a réussi à écrire un livre qui se caractérise d'abord par sa pudeur, qui reste, quel qu'on en dise, une des principales vertus des peuples de la Méditerranée.

José-Alain Fralon

(1) Flammarion, 1989.

La forme d'une absence

Suite de la page 13

Deux corps dessinent dans les draps « une tache blanche au milieu du monde ». « De l'un à l'autre, une fable pourrait s'organiser, celle d'une fuite, d'une vie cachée, à la lisière dépendant de la vie commune. » Mais un signe de deuil et de mort, de larmes et d'angoisse, un signe qui planait comme une menace, s'insère dans la fable, oblitère le récit : « Il ne comprend pas pourquoi ni quand tout s'est divisé. » « Il n'y eut ni cris ni pleurs, mais une détresse que rien cette fois n'aurait détournée d'elle-même. » « Ils essayèrent encore d'être ensemble, mais toutes les choses du monde autrefois éparpillées et surprenantes s'étaient réunies pour s'anéantir et dresser entre eux un écran de tristesse. »

Le « poids du malheur », le mot du malheur appartenant peut-être

à cette « passion étrange », à cette « émulation » qu'Ernest Hello repérait au fond du cœur de l'homme. Mais, plus fondamentalement, le malheur est le nom de cette menace, de ce « sentiment étrange d'échec ou de sursis » qui embrasse l'existence. Dans le livre d'Alain Bonfand, le malheur est une menace, une imminence – celles de la misère ou de la maladie, celles de la guerre et de la peur... Le malheur n'appelle pas de définition, ne ressortit pas au domaine de la pensée ou de l'opinion. Il est ce qui l'este toute douceur, ce qui hypothèque tout possible, qui donne à la fable son caractère lancinant, inéluctable. A partir de lui, à partir de cette « nuit sans effroi » parce que « sans espoir », l'angoisse prend ses marques », impose à la narration l'ordre et le désordre qui sont les

siens : « Les formes se dérobent, se voilent, s'enlacent, se repoussent. Une image se penche sur une autre et l'enveloppe... »

Le premier roman d'Alain Bonfand répond totalement à l'attente que la lecture de *Lettres d'août* et du *Rêve de la guerre* avait installée. Il faudrait presque parler ici de plénitude, mais de plénitude désolée. Livre d'une beauté poignante, le *Malheur* ne se complait dans nulle tentation morbide, dans nul doloremisme. S'il est un poème du désamour, de l'absence et du chagrin sans remède, il est aussi et surtout le récit d'un amour admirablement modulé, dédié à « cette heure qu'il faut sauver, l'heure de l'extrême douceur ». C'est le sillage de cette heure, de cette douceur que le *Malheur* laisse et, souhaitons-le à de nombreux lecteurs, laisse derrière lui.

Patrick Kéchichian

Les « veuves » indignes de Jean-Luc Hennig

La vieillesse ? La période la plus exaltante de l'existence

MON BEAU LÉGIONNAIRE

de Jean-Luc Hennig.
Albin Michel,
418 p., 120 F.

Au début des années 60, dans le village d'Autueil, des femmes, dont les plus jeunes sont d'alertes septuagénaires, se réunissent à l'heure du thé pour se livrer à leur activité préférée, la méditation. Rosanna, Léonore, Irène et les autres s'appellent entre elles « les veuves », même si certaines n'ont jamais été mariées. Et, puisqu'à tout gang il faut un chef, elles ont choisi Trés-Vieille-Olga, un monstre presque grabataire d'une centaine de kilos.

Jean-Luc Hennig aime les êtres en marge qui, d'une manière ou d'une autre, dérangent l'ordre établi par la société. Ses vieilles dames sont méchantes à souhait. Des teignes qui méditent et agissent en toute impunité derrière le bouclier de leur grand âge. La vieillesse n'est pas présentée dans ce roman comme un naufrage mais, au contraire, comme la période la plus exaltante de l'existence. Les hommes sont les proies, par excellence, de ces mantes religieuses dont les sens ne sont pas encore à la retraite.

« Une conspiration permanente »

Elles ont toutes, bien sûr, une approche différente du mariage, mais la finalité demeure la même, le veuvage avec pension de réversion à la clé. « Un homme, selon Rosanna, a surtout besoin d'une femme qui lui facilite le chemin de la tombe. » Irène, plus prosaïque, établit, quant à elle, une hiérarchie dans l'art d'être veuve : « Une femme doit se marier trois fois dans

sa vie. La première par amour, la deuxième pour être riche et la troisième pour être à sa place. »

Pourtant, nul ne pourrait les accuser de misanthropie. Ces grandes dames indignes seraient plutôt des adeptes de la défense du consommateur. Du haut de ses quatre mariages, Trés-Vieille-Olga se définit comme une vieille anarchiste qui a fait de sa vie « une conspiration permanente ». Oscar, un ancien clochard devenu son homme à tout faire, lui sert à l'occasion de rabat-teur afin qu'elle puisse se repaître de chair plus ou moins fraîche.

Simplexius, un garçon de treize ans, est le protégé de Trés-Vieille-Olga. Tout ce petit monde triche, ment et s'écrit. « Tricher, mais c'est le ressort de la vie ! (...) Nous perdons nos cheveux, nos dents, notre fraîcheur », s'exclame Trés-Vieille-Olga lorsque la mélancolie se saisit d'elle. Jean-Luc Hennig ne s'est pas

ennuyé en écrivant *Mon beau légionnaire*. Quelle jubilation dans son écriture ! Quelle complicité avec ses rognés lubriques ! Ce bonheur, il nous le fait partager et on rêve de devenir le confident d'une Trés-Vieille-Olga, cette actrice, jamais rentrée dans les coulisses, dont la vie fut le souffleur. Aimer, pour la vieille courtisane qu'elle est, c'est revenir saluer son cher public et interpréter un acte de plus.

Simplexius jettera la zizanie parmi les « veuves » en leur présentant le légionnaire Mirek, surnommé Québec, qui les séduira, tout en faisant fuir Trés-Vieille-Olga, qui espérait partir dans l'au-delà après une nuit d'amour avec lui. Les dernières pages du roman sont empreintes de cruauté, comme si l'auteur, honteux de se séparer de tels personnages, voulait se faire pardonner son indécidabilité.

Pierre Drachline

ÉTVDDES

Villes et banlieues
T. Paquot, H. Vieillard-Baron

Septembre 1991

Le numéro : 50 F

ASSAS ÉDITIONS

14, rue d'Assas – 75006 Paris – Tél. : (1) 45 48 52 51
Ou taper sur Minitel : 3615 SJ ETUDES

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE



Romans

Il y aura toujours des écrivains français

C'est reparti! Quelque deux cent huit romans français à l'assaut des librairies. Et toujours les mêmes rumeurs sur les grands prix d'automne. Sans oublier les commentaires ni les questions sur lesquelles chacun a déjà sa réponse: magouilles, manipulations? Grasset va-t-il resserrer les mailles de son filet, un peu distendus l'an dernier? La littérature française contemporaine existe-t-elle? Ici, on répond «bien sûr que oui». Les romans qui sortent peuvent-ils tous entrer dans la catégorie «littérature française contemporaine»? Bien sûr que non. Certains sont écrits pour de mauvaises raisons et publiés pour des raisons plus mauvaises encore, dont celle-ci: le livre médiocre de quelqu'un de médiatisé se vendra plus facilement que le bon roman d'un inconnu.

De là on déduit hâtivement que les inconnus étant des auteurs de premiers romans, les éditeurs, après une saison morose, se montrent frileux, ne publiant que quarante-sept premiers romans contre soixante et un l'an dernier. Or, les auteurs de premiers romans ne sont pas nécessairement des inconnus. En outre, les éditeurs devraient peut-être publier encore moins de premiers romans «de circonstance» et se préoccuper davantage de leur aptitude à soutenir, d'abord, pendant longtemps, même pour un public restreint, des écrivains.

Des écrivains, il y en a certainement parmi ces quarante-sept débutants. Peut-être bien le jeune

David di Nota, né en 1968, et qui, dans *Festivité locale* (Gallimard, «l'Infini») fait preuve d'une belle énergie. Peut-être Arthur Bernard (*la Chute des grèves*, Minuit), Frédéric Lenormand (*les Fous de Guernsey*, Laffont), Bernard Puech (*Sous l'étoile du chien*, le premier roman publié par les éditions José Corti depuis 1958), ou Roland Doukhan (*Berechit*, Denoël).

Peut-être les deux premiers romans choisis par Paul Otchakovsky-Laurens, un éditeur de conviction (*les Gens*, de Jérôme Beaujour et *la Consolation*, de Frédéric Boyer); *Bergame*, de Michel Rigaud (Alinéa); *Nu-tête*, d'Anne François (Albin Michel); *Une femme infidèle*, de Laure Iloux, vingt-cinq ans (un des quatre premiers romans que publie Balland); *le Majorome*, de Federika Fenolobate (Belfond); *Après la sieste*, de Dodine Herry (le Castor Astral); *le Mariage d'Arthur Rimbaud*, de Noël Tuot (Climats); *Terres brûlées*, de Gilles Molinet (Flammariion); *Vision par une fenê*, de Camille Guichard (Gallimard, «l'Infini»); *les Mains de Jeanne-Marie*, de Gisèle Le Rouzic (Viviane Hamy); *la Source d'Ebène*, de Kiri di Bangoura (l'Harmattan); *le Propre du bouc*, de Chantal Attané (Manga); *le Messager des étoiles*, de Caroline Gans (Olivier Orban); *l'Assemblée*, de Claude David Markus (Presses de la Renaissance); *la Douceur du foyer*, de Carole Mann, que soutient Paul Fournel, autre éditeur de goût et de

conviction (Seghers); *le Jour et la Nuit* d'Alain Soral, chez un nouvel éditeur, Plume; *Soudade* de Stéphane Guibourgé (la Table ronde).

D'autres romanciers débutants sont déjà connus pour d'autres livres ou par leur métier: journalistes, comédiens, etc. Parmi eux: Patrick Séry (*le Maître et le Scorpion*, Flammarion); Noëlle Chatelet (*la Courte Echelle*), de Lydie Savayre (*la Vie commune*, Julliard), d'Antoine Volodine (*Alto Solo*, Minuit), de Paul Robin (*Soir de fête*, Payot), de Patrick Carré (Yvane, Phébus).

Dans les troisièmes romans, on portera une attention particulière à ceux d'Agota Kristof, romancière talentueuse et méconnue en France (*le Troisième Mensonge*, Julliard) et de Françoise Bouillot (*Travesti*, Maren Sell). Relevons aussi *Balimore*, de Gilles Barbedette (Gallimard), qui donne également un récit dans la collection «Haute enfance» chez Hatier, *Une saison en enfance*, les *Hasards de la mer*, de Martine Robit (Flammariion); *Mémoires de l'enfant B*, de Jean Pierre Escande (Arlés); *Un jeu d'enfer*, d'Yves-Michel Eysal (Calmann-Lévy); *le Jogue macabre* de Jean-Maurice de Montremy (Cité-riion); *la Mission*, du sinologue Jean Lévi (Albin Michel). Enfin, Jacques Abeille continue son cycle des contes avec *la Clef des ombres* (Zulma).

Restent les «stars», les écrivains reconnus, candidats ou non aux prix. Citons-en quelques-uns pêle-mêle. Certains, tels Lucien Bodard

(*les Dix mille marches*, Grasset), Françoise Mallev-Joris (*Divine*) ou Jean Dutoit (*Portraits de femmes*) (tous deux chez Flammarion) n'avaient nul besoin de sortir en septembre, mais ils ont dû y être incités par des éditeurs désireux de terminer l'année mieux qu'elle n'a commencé. Chez Denoël on se réjouit du retour de Sébastien Japrisot qui n'avait pas publié depuis 1986 (*Un long dimanche de fiançailles*). Régine Deforges revient elle aussi avec la suite de la *Blanche bleue*, *Noir Tango* (Ramsay-Denoël).

Parmi tous les autres romanciers on retiendra: Hervé Guibert (*Mon valet et moi au Seuil* et *Vice*, des récits illustrés par ses photographies, chez Jacques Bataillon, ancien directeur de L'Esprit, qui crée lui aussi une nouvelle maison); Jean-Marie Robert (*Monseigneur Pinocchio*, Julliard); Baptiste Morrey, les *Sept îles de la mélancolie* (Actes Sud); Michel del Castillo (*Une femme en soi*, Seuil); Michel Bata, *Pauvres*, des méditations en prose et en vers (A-M Métailié); Muriel Cerf, qui quitte Albin Michel pour Laffont, *Julia M ou le premier regard*; François-Olivier Rousseau (*le Jour de l'éclipse*), Pierre Combescot (*les Filles du catinaire*), Sylvie Caster (*Bel-Air*), Raphaël Confiant (*Eau de café*), Claude Duneton (*Mégarologie: devoirs du poète*), Yves Simon (*la Dérive des sentiments*) (tous chez Grasset); Paule Constant (*le Grand Ghâp*), Jean-Marie Lacia-

vetine (*En douceur*, Pierre Belfond), Pierre Le Guillou (*le Dégât de Lorraine*), Pierre Moirat (*la Descente du fleuve*), des nouvelles de Catherine Léprot (*Trois gardiennes*) (tous chez Gallimard); Rachid Mimouni (*Une peine à vivre*, Stock); Didier Van Cauwelaert (*Un objet en souffrance*, Albin Michel); Denis Tillinac (*l'Hôtel de Krapack*), Dominique Noguère (*les Derniers Jours du monde*, tous deux chez Laffont); Jean Raspail (*Sire*, Fallois); Boris Schreiber (*le Tourment déshiré*, François Bourin); Jean-Denis Bredin avec des nouvelles (*Battements de cœur*, Fayard); Jean Pavans (*le Théâtre des sentiments*, la Différence); Alain Dugrand (*le 14 Zouave*, Editions de l'Olivier); Serge Mestre (*les Plages du silence*, Ombres); François Bôt continue de suivre la piste d'Emily Venturini dans *le Boulevard des sentiments* (Flammariion); Jean-Louis Bédry, ancien de l'équipe de *Tel Quel*, revient après un long silence avec *Personnages dans un rideau* (Seuil «Fiction et Cie»); et Jean-Daniel Balfassat donne son quatrième roman, *Rhamps* (Bernard Bessière).

En dépit de tous ceux qui se sentent oubliés dans cette présentation, la liste est déjà longue. Surtout ne vous laissez pas «accabler» par elle. N'y voyez qu'une invitation à retrouver une curiosité que certains croient perdue.

Jo. S.

Lettres étrangères

Le tour du monde en 200 livres

Il est peu d'éditeurs aujourd'hui qui ne fassent pas une place, plus ou moins importante, à la littérature étrangère, la littérature traduite devant-on dire, puisque la réception des livres étrangers dépend considérablement de la qualité de leurs traductions... Ces livres-là, d'ailleurs, n'attendent pas forcément des prix d'automne; ils convoitent un public curieux en dévotion, souvent plus justement par une approche romanesque que par le document, d'autres mondes.

Et de nombreux écrivains publiés en français (notamment Bohumil Hrabal, Jorge Amado, William Styron, Ismail Kadare, etc.), invités par le ministère de la culture et le Centre national des lettres, retrouveront leurs traductions et leurs lecteurs à l'occasion de la seconde édition de la Fureur de lire les 19 et 20 octobre, intitulée «Version française».

Auteurs de l'Europe qui changent... En cet automne 1991, ce sont les Tchèques qui font l'actualité de la rentrée: Bohumil Hrabal tient la vedette chez trois éditeurs avec les *Lettres à Doubenka*, sa découverte des États-Unis en 1989 (Robert Laffont, octobre), *les Souffrances du vieux Werther*, portrait romancé d'un grand buveur de Prague (Maren Sell, septembre), *Feurs totales* suivi de *Cassius dans l'émigration*, deux récits sur la peur, nerf secret de toute son œuvre (Critérium, octobre), ainsi que des *Entretiens Hrabal* (Christian Skarmon suivi d'un *Eloge de Hrabal* par Václav Havel (Critérium, octobre). Notons encore *Bohème bohème* de Josef Hirsal (né en 1920), récit gigogne d'une enfance perdue au fin fond de la campagne tchèque (Albin Michel, septembre); des souvenirs parisiens de 1939 de Jiri

Mucha (1915-1991), le fils du peintre Alphonse Mucha (éditions de l'Aube); et deux écrivains hongrois qui ne se ressemblent pas: Ivan Krima (né en 1931) avec *Un été d'amour* (Seuil, septembre) et Ladislav Klíma (1878-1928) avec *le Grand Roman*, le chef-d'œuvre «hénaurme» d'un grand méconnu (Différence, septembre).

Plus à l'est, on plonge dans le riche vivier des lettres russes, parmi les vivants et les morts: un *Journal de 1920* resté inédit d'Isaac Babel (1894-1940), l'auteur des *Contes d'Odesse* (Balland, septembre), une *Correspondance avec Pasternak* suivie de *Souvenirs 1952-1956* de l'auteur de *Kolyma*, Varlam Chalamov (Gallimard, septembre), une réédition du *Rêve d'un homme ridicule* de Dostoevski dans une traduction de 1929 de Boris de Schoeller et Jacques Schiffrin (Maren Sell, octobre). Des contemporains à découvrir: Ludmila Petrouchevskia, un des meilleurs auteurs du théâtre russe d'aujourd'hui, *Premier amour* (Laffont, fin septembre), Mikhaïl Kouraviev avec *Nuits blanches* (Albin Michel, octobre), Alexandre Lavrine avec *la Mort d'Igor Ilitch* (Alinéa, octobre), Lev Rakitine avec *Mon tramway est un champ* (Balland, octobre), Sergueï Bobrov avec *Liberté = Paradis*, dont l'auteur a tiré un film présenté à Cannes (Actes Sud, septembre).

Paraissent également les trois premiers ouvrages de la nouvelle maison d'édition franco-soviétique Hachette-Progress, créée pour favoriser l'échange de droits entre les deux pays: *Doubar et autres récits* de Gueorgui Demidov, un physicien envoyé à la Kolyma dans les années 30; *l'Amour parisien* de Kasia Goumanov, de Youri Polakov, saïre d'une délégation sovié-

que au temps de Brejnev; *Destin boueux*, un livre important d'Arslan et Boris Strougovski sur le rapatriement de l'écrivain à l'État (Hachette, septembre).

Attendons les polémiques que suscitera peut-être le *Corbeau de Lénine*, le dernier ouvrage d'Alexandre Zinoviev, qui se dresse encore contre les prophètes de la «katsarika» pour affirmer que le communisme ne meurt pas; il a même ajouté cette semaine une postface dans laquelle il persiste: «C'est Eltsine et non les puschistes qui s'achèvent en mesure d'imposer des répressions, et si un nouveau goulig apparaît dans le pays, c'est Eltsine qui le créera et non les conservateurs...» (Orban, septembre).

De l'est encore (mais qu'est-ce que l'est...?), deux livres de l'Albanais Kadare: *le Monstre*, un roman longtemps «empêché» des années 60, et un essai autobiographique, *Invitation à l'atelier de l'écrivain* (Fayard, août). Des romans hongrois: *Elle me regarde*, de György Spiro (Les Belles Lettres, septembre), et *la Fin d'un roman de famille* de Peter Nadas (Plon, fin septembre). Des Serbes: *le Temps de la mort* de Dobrica Tchossitch, sur la première guerre mondiale en Serbie (Age d'homme, septembre), *l'Amour en Toccane* de Tasmanski, l'auteur de *Migrations* (Age d'homme, novembre), ou encore *Les filles de Belgrade ne m'ont jamais aimé* de Vladan Radoman, qui vit à Nice et écrit en français (Table Ronde, septembre). Et aussi des fictions de Lituanie dans toutes les langues: outre *la Trace du serpent* de Konradas (Albin Michel), des souvenirs — écrits en français — d'Ugné

Karvelis, *Demain il n'y aura plus de trains* (Différence, septembre), des nouvelles de J. J. Bobrowski — écrites en allemand (Ludd, octobre).

Le centenaire de Miller

En langue anglaise, les pôles d'attraction sont multiples. Une place spéciale revient cette année à Dublin, capitale européenne de l'Europe 1991, et à la littérature irlandaise: *le Parfum de l'argent* de John Broderick (1927-89), (Découverte, septembre); *Chassés croisés* de Molly Keane (Gallimard, octobre), *Fusions entravées* de Sean O'Faolain (1900-1991) (Gallimard, octobre); *Secrets intimes* de William Trevor (né en 1928) (Alinéa, novembre), *Cap au pire*, un court texte, traduit de l'anglais, de Samuel Beckett (Minuit, octobre).

On lira aussi avec intérêt des auteurs connus: *Providence* d'Anita Brookner (Belfond, septembre), les tomes IV et V de *la Danse de la vie humaine* d'Anthony Powell (Christian Bourgeois, septembre); *les Tours de Barchester* d'Anthony Trollope (Fayard, septembre); *les Filles de Whitechapel* et *Jack l'Éventreur* de Paul West (Rivages, septembre); les frères Powys, Llewelyn chez Hatier et John en collection «Biblos» chez Gallimard; les derniers textes de Chatwin, *Qu'est-ce que je fais là?* (Grasset, septembre).

D'Australie, nous arrivent David Malouf avec *Un vaste monde* (Albin Michel, septembre), Elizabeth Jolley avec *Un*

bébé clés en main (Deux temps Tierce, octobre), Tim Winton qui a trente et un ans et dix livres publiés (Belles Lettres, octobre), André Brink, *Un acte de terreur* (Stock, septembre).

Des États-Unis, on va retrouver un Henry James inédit, *le Temps du passé* (Différence, septembre), Paul Auster avec *la Musique du hasard* (Actes Sud), Don DeLillo avec *Chien galeux* (Actes Sud), Charyn avec *Un bon fil* (Denoël, octobre), et aussi Spiegelman avec sa *BD Maus II* (Flammariion, octobre), et deux livres du Prix Nobel 1978 récemment décédé I. B. Singer: *le Petit Monde de la rue Krockmalna* (Denoël, septembre) et *le Roi des champs* (Stock, septembre). Et surtout *Vineland*, le dernier roman du grand mystérieux Thomas Fynchon (Seuil, septembre).

N'oublions pas le centenaire d'Henry Miller, dont on nous promet deux inédits récemment découverts: *Crazy Cock* (Belfond, novembre) et *Moloch* (à paraître en 1992), des entretiens: *Ultima verba* (Belfond, novembre), deux biographies par Béatrice Commengé (Plon, octobre) et par l'Américaine Mary Dearborn (Belfond, novembre), et même un hommage à *Mona, l'ange noir de Miller* par Gilles Plazy (Terrain vague, octobre). Enfin, il sera intéressant de connaître les résultats de l'opération *Scarlett*, la suite d'*Autant en emporte le vent*, qui s'achève le 25 septembre dans vingt-trois pays et en dix langues

et qui a coûté 1 million de dollars à l'éditeur français Belfond.

La littérature portugaise sera à l'honneur pendant tout le dernier trimestre, grâce à *Europalia 91* à Bruxelles. Signalons seulement un roman de 1987 de Virgílio Ferreira, prix Femina étranger 1990, *Jusqu'à la fin* (Différence, septembre), *Explication des oiseaux* de Lobo Antunes (Bourgeois, octobre).

Et d'Espagne nous viendront Balzac avec *le Roi d'abahi* (Actes Sud, septembre), Tomen avec *Préparatifs* (Bourgeois, octobre), Mendosa avec *l'Île enchantée* (Seuil, septembre), le Basque Bernard Atxa avec *Obaba Koak* (Bourgeois, octobre). Tandis que chez Gallimard naît «La nouvelle Croix du Sud», sous la direction de Severo Sarduy, qui inaugure la collection avec son roman *Pour que personne ne sache que j'ai peur* (octobre). Nouvelle collection aussi à la Différence, «Les Voies du Sud», avec la parution de trois livres de Julio Cortázar: une pièce de théâtre, *la Soupe à la sainte façon*, un court journal *Épreuves*, et une BD contre les vampires des multinationales, *Fantômas*.

Et encore des Italiens (Cicci, Pasolini), des Scandinaves (Klas Ostergren, Stig Larsson, Knut Faldbakken), des Grecs, des Japonais. Moins d'Allemands, sans doute à cause de la réminiscence.

A vos marques pour un vrai tour du monde. Vos libraires vous attendent.

Nicole Zand

Suite

LIVRES • IDÉES

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Essais

L'amour, l'école

Parlons d'amour pour commencer. Plus exactement, pour reprendre le titre du livre de Janine Mossuz-Lavaul des *Lois de l'amour*, c'est-à-dire des politiques de la sexualité telles qu'elles ont évolué entre 1950 et 1990 (Payot, septembre). Politiques marquées en France, remarque Hervé Le Bras dans *Marianne et les lapins*, par le fantasme de la dépopulation. (Orban, septembre). En écho, l'autobiographie d'une des animatrices des débuts du MLF, l'*Amour presque parfait* de Cathy Bernheim (Le Félin, octobre) et l'*Eloge de l'innocence*, nouveau « projet affectif » des années 90 par Willy Pasini (Payot, octobre).

Mais c'est encore et toujours l'école qui mobilise principalement l'attention des spécialistes de sciences sociales. On imagine aisément un débat, hautement poétique, entre Philippe Nemo, qui s'insurge : *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry* (Grasset, septembre), Catherine Bédarida, qui tempère et informe sur la nouvelle manière d'enseigner : *L'école qui déçoit* (Seuil, septembre), Étienne Pion, qui contre-attaque : *La Laïcité, un combat du XX^e siècle* (Denoël-Méditations, octobre), Jean-Louis Derouet, qui réclame, qu'on élève le débat : *École et justice* (Métailié, août). En marge, deux ouvrages qui traitent d'établissements d'enseignement particuliers : *Aimer mal, châtier bien. Enquêtes sur les violences dans les institutions pour enfants et adolescents*, œuvre d'un

collectif dirigé par Stanislaw Tomkiewicz et Pascal Vivet (Seuil), et, dans un tout autre registre comme on l'imagine, *L'école, ou de la vanité considérée comme un mode de gouvernement*, un ouvrage sur l'ENA écrit, comme il se doit, par un ancien de la maison, Odon Vallet (Albin Michel, septembre).

Au carrefour de la sociologie et de la philosophie politique, J. Van Parijs s'interroge : *Qu'est-ce qu'une société juste ?* (Seuil, octobre). Des éléments de réponse peuvent être trouvés dans la réflexion qu'inspirent des essais aussi différents que *la France et les étrangers*, de Patrick Weil (Calmann-Lévy, septembre), *Cette douce certitude du pieux*, *Pour une théorie critique de l'engagement*, de Miguel Benasayag et Edith Charlton (La Découverte, septembre), *L'éléphant blanc. L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, d'Eric Fottorino (Balland, octobre) ou *Capitalisme, socialisme, écologie*, d'André Gorz (Gallée, octobre).

Autres réflexions sur les problèmes de nos sociétés contemporaines : *Du vieillissement*, un texte important de Jean Améry (1912-1978) chez Payot (octobre), *Une histoire de la communication moderne*, de Patrice Flicher (La Découverte, octobre), *L'Etat culturel*, un essai au ton vif de Marc Fumaroli sur les relations de l'Etat et de la production intellectuelle et artistique (Folio, août). Qui pose aussi la question des relations entre les

intellectuels et la société qu'évoque Richard Hoggart dans *33, Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel anglais issu des classes populaires* (Seuil, octobre).

Doron et Parot publient aux PUF un *Dictionnaire de psychologie* (octobre). Dans ce domaine, signalons une biographie de Joseph Breuer par Albrecht Hirschmüller (PUF, octobre), un essai de Maud Mannoni sur la mort, *le Nommé et l'Innommable* (Denoël, septembre), la correspondance Freud-Zweig (Rivages, septembre), la biographie de Wittgenstein par McGuinness (Seuil, septembre) et *L'Homme Freud*, de Lydia Flem (Seuil, septembre).

Art et littérature

Pierre Sansot, avec *Gens de peu. Anthropologie des petites gens* (PUF, octobre), propose une approche ethnologique originale d'une population d'autant plus négligée qu'elle forme une majorité sociologiquement silencieuse. Dans ce domaine scientifique, notons une *Histoire du structuralisme*, de François Dosse (La Découverte, septembre), *La Divination*, de Raymond Bloch (Fayard, octobre).

De nombreux essais sont consacrés aux arts et à la littérature. On retiendra notamment un inédit de Norbert Elias, *Mozart, sociologie d'un génie* (Seuil, octobre), *La Nostalgie des avant-*

gardes, de Jean-Pierre Keller (L'Aube, août), *Hollywood 1927-1941*, dirigé par Alain Masson (Autrement, septembre), *Histoire critique de l'architecture 1918-1950*, de Gérard Monnier (Sers, septembre), *Géricault, sa vie, son œuvre*, de Lorenz Eiseier (Gallimard, octobre).

Parmi les essais littéraires : *Letras croles*, de Chamisso et Confiant (Hatier, septembre), *Le Mythe de l'empire dans la littérature autrichienne moderne*, de Claudio Magris (L'Arpentier, octobre), *Naissance de la biographie dans les récits grecs*, d'Arnoldo Momigliano (Cirel, septembre), *Impressions de France (1501-1550)*, de Jacques Roubaud (Hatier, septembre), *Montaigne et la mélancolie*, de M. A. Screech (PUF, novembre), qui pourrait servir de chapitre au beau livre d'Yves Hersant sur la *Séduction mélancolique* (Fayard, septembre).

Terminons ce rapide tour d'horizon en notant la réédition de deux ouvrages aigus de philosophie politique. Le premier, *Dispute entre le sel et le fer*, est un texte classique chamois anonyme (Seghers, octobre); le second est le volume inaugural des œuvres d'Alexis de Tocqueville dans la bibliothèque de La Pléiade qui comprend ses *Œuvres complètes*, ses textes académiques et quelques écrits politiques.

Pierre Lepage

Philosophie

Suites et ouvertures

A nouveau la philosophie. Titre d'un prochain ouvrage de Dominique Janicaud (Albin Michel, novembre), la formule convient depuis plusieurs années aux programmes éditoriaux. La rentrée 91 ne fait pas exception à cette règle récente. Les ouvrages philosophiques ne cessent de se multiplier. Chance ou nécessité, la qualité ne faiblit pas sous le nombre. Signe des temps : on pense en fin de compte autant qu'on dépense.

De fortes signatures contemporaines sont au rendez-vous. Gilles Deleuze et Félix Guattari demandent *Qu'est-ce que la philosophie ?* « Création de concepts », répondent-ils au fil d'un texte superbe, tout en provocations sereines. (Minuit, septembre). Au cours d'entretiens avec Bruno Latour, Michel Serres donne des *Eclaircissements* sur son œuvre polyphonique, et sur les horizons qui pourraient résoudre les dissidences contemporaines (François Bourin, octobre). Jacques Derrida publie la *Fausse monnaie*, premier volume d'une réflexion sur le don et le présent : *Donner le temps* (Gallée, octobre). Jean-François Lyotard s'interroge sur des œuvres qui déjouent l'opposition entre théorie et littérature en annulant la séparation de la forme et du contenu (*Lectures d'enfance*, Gallée, septembre). Un nouvel ouvrage de Paul Ricoeur, *Lectures* (Seuil, novembre), est également annoncé, avec plusieurs rééditions de ses travaux.

Toutefois c'est la parution de *Histoire de l'œuvre de Claude Lévi-Strauss* (Pion, septembre), qui va d'abord retenir l'attention. Signaux également que Marcel Hénaff consacre à Claude Lévi-Strauss une ample et lumineuse étude « Les Dossiers », (Belfond, septembre).

Hegel et Nietzsche

Traductions et commentaires de philosophes du passé figurent en abondance dans les programmes. A commencer par Hegel : Jean-Pierre Lefebvre propose une nouvelle traduction de la *Phénoménologie de l'esprit* (Aubier, septembre). Pierre Garçon achève sa monumentale traduction de l'*Histoire de la philosophie* (tome 7, Vrin). Gérard Benasayag traduit et présente la grande étude de Franz Rosenzweig, *Hegel et l'Etat* (PUF, sep-

tembre), et François Mortier celle de Domenico Losurdo, *Hegel et les libéraux* (PUF, octobre). Indépendamment de la vitalité propre aux études dont Hegel fait l'objet, sa présence au programme de l'agrégation pour les deux années à venir n'est pas étrangère à ce début de fièvre.

Monstre inépuisable, Nietzsche, toujours, suscite des intérêts multiples et divergents. Henri Guillemin expose ses *Regards sur Nietzsche* (Seuil, septembre). Gianni Vattimo propose une *Introduction à Nietzsche* (Editions universitaires - De Boeck, septembre). On traduit d'autre part *Nietzsche, philosophe de l'éternel retour du même*, de Karl Löwith, publié en 1934 (Calmann-Lévy). Ce n'est pas tout ! Du côté des ouvrages collectifs, Dominique Bourel et Jacques Le Rider dirigent un important dossier sur *Nietzsche et les Juifs. De Sils Maria à Jérusalem* (Le Cerf, octobre), tandis qu'André Comte-Sponville rassemble les textes de quelques philosophes d'aujourd'hui : *Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens* (Grasset, octobre).

Bien d'autres découvertes sont attendues. Dans le domaine de l'Antiquité notons entre autres le volume II de la *Sagesse grecque*, de Giorgio Colli (l'Eclat, novembre), avec les *Fragments d'Anaximandre*, à comparer à la traduction commentée des textes du même philosophe par Marcel Conche (PUF, septembre), ainsi que *L'invention de l'analogie. Aristote et ses commentateurs grecs*, de Jean-François Courtine (Vrin). Les Latins ne seront pas oubliés avec, par exemple, la suite des rééditions de Cicéron chez Arléa.

Parmi les philosophes plus proches de nous dans le temps, on continue à découvrir Thomas Hobbes (deux nouveaux volumes des *Œuvres complètes* dirigés par Yves Charles Zarka chez Vrin, et d'autres études). La traduction de *Spinoza et autres hérétiques* de Yirmiyahu Yovel mérite attention, parce que l'ouvrage est remarquable, mais aussi parce qu'il inaugure une nouvelle collection, « Libre examen », divisée en trois séries (histoire de la pensée, politique, documents) que dirige au Seuil Olivier Beauré.

Le XIX^e siècle se taille une large place, avec notamment Fichte (*la Querelle de l'athéisme*, Vrin) et avec plusieurs philo-

sophes français bien oubliés : Ballanche *Essais sur les institutions*, Victor Cousin *Cours de philosophie*, ces deux titres chez Fayard en septembre. Mais le XX^e siècle n'est pas oublié, avec, parmi d'autres, des traductions d'œuvres d'Edmund Husserl, *Problèmes fondamentaux de la phénoménologie* (PUF, septembre), de Hannah Arendt, *Juger*, sur la philosophie politique de Kant (Seuil, octobre); ou de Hans-Georg Gadamer, *L'Art de comprendre* (tome 2, Aubier, octobre), tandis que se poursuivent chez Gallimard les traductions des œuvres d'Ernst Bloch et de Martin Heidegger.

Politique et sciences sont évidemment des thèmes majeurs. Dans ce registre signalons d'abord le *Philosophe roi*, *Platon et la politique*, de Michel-Pierre Edmond (Payot, septembre), *Philosophie du droit*, d'Alain Renaut et Lukas K. Soske (PUF, octobre), ainsi que le *Mythe nazi*, de Jean-Luc Nancé et Philippe Lacoue-Labarthe, qui ouvre, en réfléchissant sur un national-esthétisme de l'Allemagne hitlérienne, une nouvelle série intitulée « Mondes en cours » dirigée par Denis Guénoun aux Editions de l'Aube.

Vie et mort des idées

La réflexion sur la connaissance scientifique demeure foisonnante. Edgar Morin donne le quatrième tome de son grand travail sur la *Méthode*, intitulé *Les idées, leur habitat, leur vie, leurs meurs, leur organisation* (Seuil, octobre). Grégoire Nicolis et Ilya Prigogine invitent *A la rencontre de la pensée complexe* (PUF, novembre) alors que notre conseiller Gullita Pessis-Pasternak explore, en compagnie de personnalités majeures, des questions ouvertes par les nouveaux modes de pensée scientifique au cours d'entretiens rassemblés sous le titre *Faut-il brûler Descartes ?* (La Découverte, septembre). La rencontre des plus anciennes difficultés philosophiques et des plus récentes avancées des sciences se confirme, si l'on rapproche ces derniers titres du recueil sur les *Paradoxes de la connaissance. Essais sur le Mémor de Platon* rassemblés par Monique Canto (Odile Jacob, septembre).

Des sciences à l'éthique, le pas est aujourd'hui franchi de mille façons. A mi-chemin de l'essai et

de l'étude, André Glucksmann s'interroge sur le *Onzième Commandement* (Flammarion, septembre) : « Rien de ce qui est inhumain ne doit nous être étranger ». Alain Etchegoyen observe pour sa part, dans le tourbillon des discours présents, la *Valse des éthiques* (François Bourin, octobre).

S'ouvrant aux sciences et aux préoccupations du temps, la réflexion philosophique s'ouvre aussi à l'étranger. Celui-ci peut être contemporain. On découvre ainsi des philosophes latino-américains importants d'aujourd'hui. Tel le Chilien Humberto Giannini avec la traduction de son livre majeur, *La Réflexion quotidienne. Vers une archéologie de l'expérience* (Arléa, octobre), ou encore Leopoldo Zea, dont les éditions Lierre et Coudrier publient l'*Amérique latine face à l'histoire et Discours d'outre-barbarie*. Poursuivant son beau travail de mise à disposition des travaux américains récents, Jean-Pierre Cometti, dans la série « Tiré à part », publie *Paradoxe de l'irrationalité*, de Donald Davidson, et *Une nouvelle Amérique encore inapprochable*, de Stanley Cavell (l'Eclat, octobre).

L'étranger de la philosophie, c'est aussi l'ensemble des domaines orientaux. La traduction du persan, préparée par Henry Corbin et établie par Christian Jambet, de l'ouvrage de Rāshidīn Shīrāzī, *Le Jardin des fidèles d'amour*, donne un bon exemple de l'union singulière de la mystique et de la rationalité (Verdier, octobre). Chez Verdier toujours, *la Philosophie et le Cabaliste* de Rabbi Moïse Hayyim Luzzatto, permet de mieux aborder la portée philosophique de la Cabale d'Isaac Louria. Du côté de la Chine enfin, Didier Gagganodou, en menant des entretiens avec un des plus grands sinologues, permet de mesurer la portée des mutations en cours (*Joseph Needham, un taoïste d'honneur*, Le Félin).

Décidément, mieux vaut avoir l'estomac robuste. Après tout, une époque qui l'exige n'est peut-être pas si futile qu'on la dit.

Roger-Pol Droit

La semaine prochaine, « Le Monde des livres » publiera la suite de cet inventaire non exhaustif de la rentrée littéraire avec l'histoire, l'histoire littéraire et les documents d'actualité.

ACTUALITÉS

Proust et les peintres

Deux expositions au Musée de Chartres et à Illiers-Combray

« Je me demande quelle peut bien être la situation d'esprit d'un jeune homme se destinant à la peinture qui va le matin au Louvre et le soir rue de Sèze », écrit en 1891 un jeune homme de vingt ans qui signe sous le pseudonyme de Brabant un compte rendu sur une exposition de peinture contemporaine. Le critique en herbe se nomme Marcel Proust.

On savait que l'auteur d'*A la recherche du temps perdu* avait toute sa vie fréquenté les peintres, les musées et les galeries, qu'il avait été très influencé par Ruskin avant de le traduire, ou encore qu'il ne cachait pas son admiration pour Claude Monet. On retrouve dans de très nombreuses pages de son œuvre des échos de ses goûts picturaux, qu'évoquait l'album de Yann Le Pichon, *le Musée imaginaire de Marcel Proust* (Stock, 1990).

La très belle exposition qui a été réunie au Musée de Chartres par Maïthé Vallès-Bled autour des rapports de Marcel Proust avec la peinture restitue admirablement les facettes de la personnalité de l'écrivain ainsi que les origines du personnage d'Elstir à travers un choix de toiles et de dessins qui mêlent Mantegna, le Lorrain, Rembrandt, Brueghel, Corot, Monticelli, mais aussi Whistler et Helleu, Ruskin et Thomas Kooke, Charles Meissonnier et Jean Béraud, Odilon Redon et Gustave Moreau, Ferdinand Bac et Marie Scheitkevitch. En tout, plus de cent trente œuvres de musées français et étrangers et de collections privées

soigneusement commentées (par Proust lui-même), plus ou moins intimement liées aux écrits, même si la *Vue de Delft de Vermeer*, qu'il appelait « le plus beau tableau du monde », est restée à La Haye...

A quelques kilomètres de Chartres, à Illiers-Combray, dans la maison de tante Léonie, une seconde exposition, « Proust illustré », compile celle de Chartres et permet de visiter la maison et de contempler les originaux des aquarelles et des gravures des éditions illustrées par Hermine David, Philippe Julian, Jean-Emile Laboureur, Van Dongen jusqu'à Yan Nascimbene dans l'édition BD Gallimard-Futuropolis de *Du côté de chez Swann*. C'est à Illiers qu'a lieu, ce dimanche 1^{er} septembre, le traditionnel colloque annuel organisé par Anne Borrel, secrétaire des Amis de Marcel Proust sur le thème « Proust-Stendhal », avec la participation de Michel Crouzet et de Pierrette-Marie Neaud (au collège, Marcel-Proust d'Illiers-Combray, à 15 heures. Renseignements et inscriptions : 42-46-89-64).

Enfin, le prix Marcel-Proust 1991 sera remis le 19 septembre au Grand Hôtel de Cabourg à Ghislain de Diebacht pour sa biographie de Marcel Proust parue chez Perrin.

N. Z.

« Proust et les peintres » au Musée de Chartres et Proust illustré à Illiers-Combray (Eure-et-Loir) jusqu'au 4 novembre. Un beau catalogue relié reproduit en couleurs la totalité des œuvres exposées. 540 p., 290 F.

La postérité devant soi ?

Si la postérité était une question que l'avenir attendait de nous poser, nous devrions mettre notre volonté présente et tous nos efforts à tenter d'y répondre. Et sinon d'y répondre, du moins de laisser, avant de prendre congé, quelques solides éléments pour servir toute réponse future... Mais l'avenir ne pose pas de question, de cette sorte tout au moins. Et son mutisme nous dispense des efforts qui regardent trop vers les mirages.

Après « Les échecs littéraires » et avant « Le fait littéraire », les animateurs de la revue *Quai Voltaire* ont choisi, pour leur deuxième numéro, de s'interroger et d'interroger quelques hommes et femmes de plume, présents ou passés, sur cette question en forme de rêve ou de point de fuite.

« Pourquoi laisser quelque chose ? », demande Jean-Philippe Domecq à propos de Kafka qui affirmait, en 1922, qu'écrire était « mettre quelque chose à l'abri de la mort ». La réponse

est belle, car elle donne à la question une ampleur qu'elle n'avait pas d'abord. Les points d'interrogation s'ajoutent jusqu'au vertige. Pourquoi quelque chose plutôt que rien ? Qu'est-ce qu'un « être » en ce monde ? A quel la mort destine nos œuvres ? A cette « résurrection » dont parle avec sérieux Maria Redonnet ? A l'inscription du nom dans la mémoire ou dans l'oubli de l'Histoire (Henri Raczymow) ?

D'autres réponses sont possibles. Mais il faut faire pivoter la question. Voyez Boasuet et François Boddeard; Jacques Teboul, Marcel Proust, Catherine Lépoint, Arsène Lupin et d'autres... Il y a aussi Pascal (Alain Cantillon); qui, du tombeau de Port-Royal, a écrit des *Pensées* pour n'en livrer à la postérité que le désordre. Afin, peut-être, de laisser à celle-ci le soin d'y mettre l'ordre qui lui conviendrait.

P. K.

« Quai Voltaire, revue littéraire, numéro 2, 89 F.

Librairie : les ambitions de Leclerc

M. Michel-Edouard Leclerc a déclaré, jeudi 8 août au micro d'Europe 1, que les centres Leclerc avaient l'ambition de devenir la deuxième librairie de France (derrière la FNAC, qui poursuit son expansion). La formation de nouveaux personnels en matière de librairie va être entreprise et les centres Leclerc vont se pourvoir d'un fonds d'ouvrages plus étoffé. Edouard Leclerc et son fils Michel-Edouard sont toujours décidés à obtenir une révision radicale de la loi Lang sur le prix unique du livre.

Quant au libraire traditionnel, il doit, selon les propos du directeur général des centres Leclerc, « trouver lui-même la voie de son propre salut ».

Angélique Arnaud aux Granges de Port-Royal. — Pour célébrer le quatrième centenaire de la naissance de Mère Angélique Arnaud (1591-1661), le Musée national des Granges de Port-Royal organise une exposition autour de cette figure majeure du mouvement janséniste, du 8 septembre au 4 novembre. De nombreux manuscrits seront présentés à cette occasion.

(Publicité)
Madame MAIR VERTHEUX demande à toute personne en possession de documents ou de témoignages concernant Hélène Vermelin, dont elle écrit la biographie, de communiquer avec elle au Département d'Etudes françaises, Université Concordia, 1455, bd de Maisonneuve Ouest, Montréal, Qc, H3G 1M6, Canada.

Les mythes au quotidien

En Inde, le mythe nourrit l'imaginaire et l'intelligence et le divin s'incarne par la danse, le chant et le jeu

GANGE, O MA MÈRE
de Bhairava Prasad Gupta.
Traduit du hindi par Nicole Balbir.
Gallimard, « Connaissance de l'Orient », 202 p., 38 F.

L'ENFANCE DE KRISHNA
(Harivamsha)
traduit par André Couture.
Cerf/Presses de l'Université Laval,
439 p., 210 F.

L'HISTOIRE FABULEUSE DU THÉÂTRE KATHAKALI À TRAVERS LE RAMAYANA
de Milena Salvini.
Éditions Jacqueline Renard,
184 p., 200 F.

LES FLEURS DE BOUDDHA
de Pierre Crépon.
Albin Michel, « Spiritualités vivantes »,
312 p., 59 F.

Des raisons qui rendent l'Inde si nécessaire à l'Occident contemporain, l'une est celle-ci : on y voit encore comment des mythes millénaires sont intégrés à la vie quotidienne. Rien de mieux qu'un plongeon dans la culture de l'Inde pour saisir la manière dont l'Odyssée a imprégné la Grèce pendant des siècles. Le mythe nourrit l'imaginaire et l'intelligence ; il est le point de référence à travers lequel se vivent bonheurs et malheurs, les passions ou l'approche de la mort.

Gange, ô ma mère, de Bhairava Prasad Gupta, roman traduit du hindi, nous introduit dans deux familles paysannes indiennes où les sentiments, les problèmes de caste aussi bien que les révoltes sociales se vivent constamment en relation avec l'épopée du *Ramayana* et avec ce qu'il y a de présence divine, maternelle et bienfaitrice dans le Gange : « Comme un enfant affamé, Matri, joyeux, se blottit dans les bras de Mère Gange ! Et Mère Gange étreint son fils, semblant vouloir le posséder tout entier, corps, cœur et âme. »

Texte court, incisif, qui se joue comme une tragédie parce que l'enjeu est de taille : comment agir lorsque, dans le cas d'une veuve, le sentiment et le sens même de la vie s'opposent à la tradition ? L'Inde ne répond jamais de manière péremptoire à des questions aussi abruptes. Et comme le réel n'est qu'un jeu d'illusions, on trouvera bien un subterfuge. Peu de romans contemporains permettent de mieux saisir, de l'intérieur, comment les Indiens aiment, luttent, regardent la mort ou le fleuve sacré. Combien la famille est omnipotente et le principe féminin vénéré, même contre les individus.

La traduction et la présentation de *L'Enfance de Krishna* (Harivamsha) ont demandé une dizaine

d'années à André Couture. Il s'agit d'un texte qui date du début de notre ère et qui peut être considéré comme un supplément au *Mahabharata* qui a fait récemment nos délices. Le héros, Krishna, qui est une des incarnations du dieu Vishnou, est très populaire en Inde ; c'est un bouvier (on n'ose dire *cow-boy*) espion et imprévisible, grand séducteur devant l'éternel. Combien de jeunes filles aspirent à goûter en lui, sans contradiction, la joie des sens et celle du divin... On le voit souvent représenté sur des miniatures et ses amours servent de motifs à de nombreuses danses.

Dans une édition très élaborée, André Couture publie la traduction des chapitres 30 à 78 où l'on retrouve la spécificité des grandes épopées hindoues : le mélange du divin et de l'humain, de la dévotion et de la violence, d'un temps « réel » et d'un temps cyclique. Fait pour charmer et pour enseigner, ce livre raconte des batailles, des amours, des fêtes, ou transmet des paroles de sages : « Le Temps est le seul ennemi des hommes et c'est le Temps qui fait mûrir les êtres. » L'action se situe principalement à Mathura, une petite ville sur les bords de la Yamuna où, encore aujourd'hui, des millions de pèlerins viennent honorer Krishna comme un dieu vivant qui intervient dans nos vies. Le temps serait-il aussi une illusion ?

L'expérience intérieure

Si en Inde le divin s'incarne si allègrement, il ne manque pas de le faire par la danse, le chant ou le jeu. Le théâtre kathakali est le moyen de cette rencontre. Milena Salvini le connaît, l'aime et l'a enseigné. Avec *L'Histoire fabuleuse du théâtre kathakali à travers le Ramayana*, elle nous donne le premier ouvrage complet en français qui a le triple mérite d'être très informatif, vivant parce que le fruit d'une expérience, et illustré de nombreuses photographies. Le kathakali provient de l'Etat de Kérala. Les représentations durent en général la nuit entière et s'inspirent d'épisodes du *Mahabharata* ou du *Ramayana*. Les scènes sont mimées et dansées par des comédiens très maquillés aux costumes flamboyants.

Tout est signe dans ce théâtre, aussi bien les postures, les gestes de la main que le jeu des yeux. Il faut donc le décrypter pour l'Occidental. C'est ce que fait Milena Salvini (1) après avoir situé le kathakali dans le contexte de l'histoire du Kérala et nous avoir donné quelques exemples de scènes extraites de l'épopée de Rama. Mais on sera aussi sensible au vécu d'une représentation : « Il est six heures du soir



environ. Une brise tiède et un peu moite souffle doucement sur la campagne tandis que le soleil... »

Né en Inde, le bouddhisme s'est répandu, sous des formes diverses, dans toute l'Asie orientale. Aujourd'hui, l'enseignement du Bouddha a repris sa pénétration, cette fois-ci vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Si l'objectif du bouddhisme, la cessation de la souffrance, nous est immédiatement intelligible, les moyens pour l'atteindre, et notamment l'état de vide suscité par la méditation, ne sont que les fruits d'une expérience. Ce n'est pas nier la valeur des écrits, d'indiquer leur limite. C'est aussi préférer qu'une anthologie des principaux textes des nombreuses voies du bouddhisme soit réalisée par quelqu'un de directement concerné plutôt que par un savant distant.

Dans *Les Fleurs de Bouddha*, Pierre Crépon présente avec clarté et objectivité les différentes écoles du bouddhisme, dont la multiplicité ne doit pas obscurcir le dessin commun. Le choix des textes, lui-même, est nécessairement subjectif tant le corpus est abondant et, si l'on peut regretter, par exemple, de ne trouver aucun extrait des vies antérieures du Bouddha (*Jataka*), ou que le Shingon japonais ne soit pas représenté, on saura gré à Pierre Crépon d'avoir donné l'intégralité des *Senjences de la Loi* (*Dhammapadam*) qui sont un des grands livres de la sagesse uni-

verselle, ou des passages des *Questions de Milinda*, qui font se rencontrer un esprit grec, le roi Ménandre, avec un moine bouddhiste, prodigieux exemple d'un dialogue de cultures « racines contre racines », comme aimait à le souhaiter André Malraux.

On sera surtout frappé par la manière dont ces textes nous parlent directement. C'est que le bouddhisme, tout en s'incarnant dans des cultures successives, n'a cessé de faire appel à l'expérience intérieure, à cette vérité que chacun peut trouver au fond de lui-même, qui n'est liée ni au temps ni à l'espace, et qui consiste à prendre conscience que la souffrance comme le monde ne sont que des constructions mentales. Il faut remonter jusqu'à la source pour faire cesser l'aberration de vains attachements. Vingt-cinq siècles de tradition bouddhiste n'ont fait que perpétuer ce qui était dit à l'origine, dit pour le paysan de la plaine du Gange, qui vivait dans ses mythes, dit pour l'homme d'aujourd'hui qui vit dans un monde que les dieux ont déserté.

Olivier Germain-Thomas

(1) Elle anime à Paris le Mandapa (6, rue Wurtz 75013 Paris ; tél. : (1) 43-89-01-40) où ont lieu régulièrement des représentations de théâtre traditionnel et de danses sacrées.

Mémoires du Tibet

Deux livres essentiels sur l'harmonie et les ombres de la société théocratique tibétaine

MÉMOIRES DE TASHI KHDRUP
moine éminent tibétain
recueillis par Hugh Richardson.
Traduit de l'anglais
par Marianne Guénot.
Ed. Olizane, 178 p., 98 F.

NÉ AU TIBET
de Shiggyam Trungpa.
Traduit de l'anglais par Michel
et Anne Berry. Seuil,
collection « Points Sagesses »,
350 p., 43 F.

À propos du Tibet, ces temps-ci, la mode est à l'hagiographie dévote, au panégyrique complaisant, voire à la faribole folklorique. Face aux effroyables massacres et aux destructions imposés depuis plus de trente ans par l'occupant chinois, la sympathie pour la cause tibétaine paraît des plus naturelles et des plus nécessaires : elle ne légitime cependant pas la transformation systématique de l'histoire du Pays des neiges en fable édifiante.

Heureusement, deux documents de première main, désormais disponibles, permettent d'appréhender avec plus de rigueur la vie du Tibet ancien dans sa diversité, son harmonie mais aussi son appât. Les deux livres sont d'ailleurs complémentaires car ils émanent de personnalités qui tout oppose : l'un occupe le sommet de la hiérarchie religieuse, l'autre se tient au rang le plus modeste. À travers leurs récits, c'est l'ensemble du champ social qui est balisé, c'est l'ensemble des croyances, des rites, des combines monastiques qui se trouvent exposés. L'intérêt de la confrontation de ces témoignages est d'autant plus grand que les deux protagonistes ont le même âge, doivent affronter les mêmes turbulences historiques et, finalement, traverser les mêmes épreuves.

Tashi Khedrup est le fils d'un paysan entré comme novice, à l'âge de quatre ans, au monastère de Sera, près de Lhassa. Shiggyam Trungpa, fils de nomade des hauts plateaux du nord-est du Tibet, est reconnu, alors qu'il n'est âgé que de treize mois, comme la réincarnation d'un haut dignitaire bouddhiste. Le premier passe son temps aux cuisines, aux écuries ou à garder des troupeaux ; le second est vénéral, entouré des meilleurs professeurs, formé aux devoirs de sa charge.

Les *Mémoires* de Tashi Khedrup constituent à ce jour le

document le plus passionnant, le plus imprévu aussi, concernant l'organisation d'une grande cité monastique. Sera regroupe environ sept mille moines, dont une minorité seule s'adonne avec constance aux exercices de haute spiritualité, les tâches d'entretien, de gestion, de commerce, voire la simple paresse, occupant de très nombreux hommes sans instruction ou sans vocation. « Sera ressemble à une petite ville très affairée », note Tashi Khedrup. Et l'on perçoit, grâce à lui, quels rapports productifs liaient la société civile et la société religieuse. Son cas personnel est éloquent : bien que moine, il ne participe guère qu'à des activités profanes.

« Il apparaissait clairement que je ne serai pas un pécheur, autrement dit un lettré, un érudit. Je l'aurais souhaité mais je n'avais pas le choix, car si l'on prend des novices dans les labrang (les collèges monastiques), c'est pour qu'ils s'y rendent utiles. Pour qu'ils reçoivent une éducation religieuse, il fallait que leurs parents, ou eux-mêmes, sentent un effort considérable pour trouver un maître et pour le payer. »

Ainsi, Tashi Khedrup va passer les chevaux, bayer les communs, mener pendant deux années l'existence des bergers d'altitude qui gardent les yaks appartenant au monastère. Puis son côté bagarreur l'incite à rejoindre les *dob-dob*, c'est-à-dire les moines entraînés aux arts martiaux et qui se chargent du maintien de l'ordre. Ensuite, engagé comme secrétaire-garde du corps d'un gouverneur de province, il est scandalisé par la corruption du personnage et regagne Lhassa pour s'établir marchand de thé.

Toutes ces tribulations ne l'empêchent nullement de dépendre toujours de son monastère. Et quand survient, en 1959, le grand soulèvement anti-chinois, c'est naturellement qu'il prend part aux combats avec les autres *dob-dob* de Sera. Et c'est naturellement aussi qu'il partage jusqu'en Inde l'exode d'un dignitaire bouddhiste.

Chaleureux, direct, truculent, pudique, ce récit transcrite admirablement par Hugh Richardson restitue toute la sagesse, la singularité de l'art de vivre du peuple tibétain (1).

Lama en exil

Avec *Né au Tibet*, l'autobiographie de Shiggyam Trungpa, ce sont les hautes sphères lamaïques qui se trouvent soudain révélées. Reconnu comme la dixième incarnation du supérieur des monastères de Surmang, dans le Tibet oriental, l'auteur retrace minutieusement les étapes de son éducation religieuse, le rôle de ses maîtres spirituels, ses obligations protocolaires, ses doutes intimes quant à ses possibilités de réalisation spirituelle.

Toutes ses années d'apprentissage se déroulent, en outre, sur fond de troubles et de persécutions, les communistes chinois prenant peu à peu pied dans le pays et s'y comportant d'une manière de plus en plus brutale, despotique et, pour tout dire, criminelle. La fuite de Shiggyam Trungpa jusqu'en Inde après que les exactions furent devenues trop ignobles prend les allures d'une épopée tragique de neuf mois à travers le Tibet et l'Himalaya. Partis à trois cents, les fugitifs ne seront que quatorze à atteindre la frontière de l'Assam.

Ensuite, le destin de ce jeune lama exilé sera d'être en Occident le diffuseur lumineux de l'héritage spirituel du Tibet, ses ouvrages, *Pratique de la voie tibétaine*, *Le mystère de la libération*, *Méditation en action*, *Shambhala* (2) ou *L'Asie du ténor* (3), ayant transmis l'universel message du bouddhisme du Pays des neiges.

André Velter

Femme, sainte ou déesse

LA DIVINITÉ CONQUISE
de Catherine Clémentin Ojha.
Société d'ethnologie de Paris-X,
diffusion Klincksieck,
194 p., 98 F.

Dans la *Déesse*, l'un de ses plus beaux films, Satyajit Ray avait évoqué l'irruption problématique du divin sur terre et le mélange de révélation et de combines qui accompagnent cette stupéfiante incarnation dans un corps de jeune fille. C'est avec moins de lyrisme mais avec beaucoup d'attention, d'honnêteté intellectuelle et de sympathie lucide que Catherine Clémentin Ojha décrit ce phénomène extraordinaire de la *Divinité conquise* en contant l'histoire et les prodiges d'une petite villageoise du Bengale, devenue gourou, fondatrice de monastère et, à ce jour encore, vénérée en un ashram de Bénarès comme l'expression vivante d'un dieu.

Ce qui est passionnant dans cet ouvrage, c'est qu'il se distingue autant des hagiographies dévotées que des attitudes descendantes ou sans chaleur. L'auteur suit au plus près le

processus proprement inouï de la déification sans jamais le célébrer, sans jamais le dénigrer non plus. Les doutes, les conflits, les soupçons de supercherie sont notés. Pourtant, le « bon sens » rationnel ne s'érige pas en juge ironique.

À ce propos, Catherine Clémentin Ojha rappelle avec pertinence qu'on ne saurait sous-estimer l'influence que peuvent avoir, sur les esprits les plus sereins, l'atmosphère intense qui accompagne tout phénomène religieux sortant de l'ordinaire et l'attente anxieuse d'un événement surnaturel. Quand le miraculeux est le critère de la valeur d'une expérience mystique, quand parfois même il en est la preuve, comment ne pas être tenté de faire du miracle à tout prix ?

Pour faire carrière dans la sainteté, il faut en effet des aptitudes singulières, des dons visibles, un environnement réceptif et quelques propagandistes zélés, car si l'on n'entend pas demeurer un ascète solitaire et inconnu, le problème de la reconnaissance publique devient primordial, d'où la nécessité de comportements étranges, de signes transcen-

dants, de merveilles perceptibles.

La jeune Shobharani Raha commence ainsi, dès l'adolescence, à rendre un culte et à converser directement avec le dieu Krishna, la déesse Kali et celui qu'elle se choisit comme maître spirituel, Svami Santadas, bien qu'il ait quitté ce monde quelques années plus tôt. L'inquiétude et l'incrédulité de ses proches se changent vite, après une suite de prodiges, en une acceptation des états de conscience divins de la fillette.

Sa réputation grandit, débordant le cadre familial. Elle devient Shobha Ma, la « Mère » omnisciente que les disciples assimilent à la divinité en général (Brahman) ou à une forme spécifique du divin (Krishna, Kali). Son destin, qui n'est pas sans rappeler celui de la plus célèbre sainte de ce siècle, Anandamayi, met en lumière les ressorts de croyances toujours opérantes en Inde et la véritable gestion du surnaturel qu'elles supposent. Les mécanismes spécifiques de cette mentalité religieuse se révèlent ici simplement : ils sont, naïfs ou subtils, souriants ou exaltés, à la mesure des hommes.

A. V.

L'Asie d'Olizane

Pour marquer leurs dix ans d'existence, les Éditions Olizane de Genève, connues pour la qualité de leurs guides sur l'Asie, ainsi que pour quelques très beaux albums de photographies, se sont lancées dans une nouvelle aventure. La jeune équipe qui les anime, sous la direction de Matthias Huber, avait déjà tiré le terrain d'un autre domaine avec une réédition du *Voyage dans les royaumes de Siam*, de Cambridge et de Laos, d'Henri Mouhot, qui devait le premier découvrir Angkor au siècle passé. Maintenant, le but est tout aussi ambitieux : entamer une collection, « Objectif Terre », consacrée à des romans et récits d'Asie.

Terre de mousson (1), de Pira Sudham, retrace la quête d'un jeune homme à la recherche de lui-même, dans un pays contradictoire où Bangkok incarne la tentation moderniste et le mirage de l'argent facile face à un arrière-pays attaché à ses traditions. Entre le Siam et le Thaïlande, un roman qui est aussi une initiation à l'Asie du Sud-Est.

Babouin et autres nouvelles (2) entraînera le lecteur dans les méandres du monde malais avec une touche d'exotisme, mais surtout un regard aigu posé sur les

espoirs et les souffrances de petites gens enlignés dans la trame d'un quotidien qui laisse trop peu d'espoir au rêve. Une incursion dans les coulisses d'un théâtre d'ombres mal connu, par seize des meilleurs auteurs malais contemporains.

Pour les amateurs de polars insolites, Olizane a trouvé une jolie perle avec *Le Tigre et le Lama* (3), d'Erich Allgöwer, médecin de son état. L'auteur relate, par le biais de la fiction, une expérience professionnelle vécue au Bhoutan, une chasse au trésor rocambolesque menée avec, en filigrane, une petite guerre d'agents secrets, saupoudrée d'humour britannique et pimentée de sagacité jésuite aux chemins tortueux des vallées himalayennes : de quoi passer agréablement une nuit blanche en rêvant aux montagnes bleues.

À signaler enfin la qualité de ces traductions, ajoutant au plaisir de lectures dont les amoureux d'une certaine Asie ne manqueraient pas d'apprécier la diversité.

Jean-Claude Bahner

(1) *Terre de mousson*, de Pira Sudham, 280 p., 90 F.
(2) *Babouin et autres nouvelles*, de Pira Sudham, 256 p., 98 F.
(3) *Le Tigre et le Lama*, d'Erich Allgöwer, 320 p., 98 F.

L'invention d...

UNION DU MOYEN À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

UNION DE LA GRANDE À LA GRANDE

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Complexité de l'Irak

La guerre du Golfe a rendu nécessaire une meilleure connaissance de l'histoire du pays d'Haroun Al Rachid et de Saddam Hussein

INCERTAIN IRAK (1914-1953)
de Jacques Dauphin.
Avec trente photos anciennes inédites.
Guthner, 265 p., 120 F.

LA FORMATION DE L'IRAK CONTEMPORAIN
de Pierre-Jean Luizard.
Préface de Dominique Chevallier.
Nombreux clichés et cartes.
Editions du CNRS, 360 p., 290 F.

FONDEMENTS ET MÉCANISMES DE L'ÉTAT EN ISLAM : L'IRAK
de Falih Mahdi.
Préface de Georges Labica.
L'Harmattan, 250 p., 140 F.

En 1962, quatre ans après la violente révolution qui vit, à Bagdad, l'assassinat du jeune roi Fayçal II (cousin de Hussein de Jordanie) et de son vicaire président du Conseil, le très pro-occidental Nour al-Din al-Khalid, créateur, sous la monarchie hachémite, du premier Centre culturel français d'Irak et petit-neveu d'un célèbre pacha français d'Égypte, publiera au Seuil un essai historique mémorable : *Irak des révoltes*.

Cette brillante fresque de trois cents pages, aujourd'hui épuisée et que son éditeur serait bien inspiré de réimprimer, demeure le principal accès synthétique en français à l'univers embrouillé des Deux-Fleuves. En outre, Pierre Rossi se montre prévoyant, écrivant notamment, trente ans avant la seconde guerre du Golfe Persique : « *L'après (du Koweït) est si complexe qu'il est difficile de voir dire le futur destin de l'Irak ; il dépend de sa conclusion que Bagdad soit la capitale d'une grande puissance ou seulement la première cité de Mésopotamie* ». En effet...

Plusieurs publications récentes, sans apporter sur l'Irak la vue nouvelle et la vision historique de Pierre Rossi, permettent néanmoins de mieux appréhender cet Etat archaïque par ses racines et tout jeune par son indépendance retrouvée.

Citons, en premier, *Incertain Irak*, de feu notre confrère de l'Agence France-Presse, Jacques Dauphin. Ce sont ses fils, Reine et Claudine, qui ont eu la bonne idée de publier ce tableau posthume d'un « royaume avant la tempête (1914-1953) ». Dauphin, qui ouvrit en 1950 le poste de l'AFP à Bagdad et fut expulsé sans bagages de cette capitale par les autorités révolutionnaires en 1958, avait heureusement une excellente mémoire et peut-être quelques notes bien cachées.

Son texte sur cette période de reformation de l'Etat irakien et sur la fermentation nationaliste devant conduire au drame du 14 juillet 1958 fait montre, en tout état de cause, d'une profonde connaissance de l'histoire, de la culture et des religions constituant cette nation composite, sans doute la plus hétérogène d'Orient, à l'exception du Liban.

Outre l'évolution politique et économique qu'il décrit avec la distance requise, Dauphin nous livre des morceaux plus rares, quelquefois fruités de son observation personnelle, sur les soulèvements chiites, sur les massacres d'Assyriens, notamment par l'armée irakienne (d'où l'exil de leur patriarche à Chicago où sont restés ses successeurs), sur la révolte, tout aussi cruellement réprimée, des *yezidis*, ces étranges « adorateurs du Diable » du djebel Sindjar, qui assurent descendre d'une éjaculation solitaire d'Adam dans une jarre de terre et qui forment la minorité la plus méprisée, la plus maltraitée, la moins connue mais non la moins attachante de l'Asie islamisée.

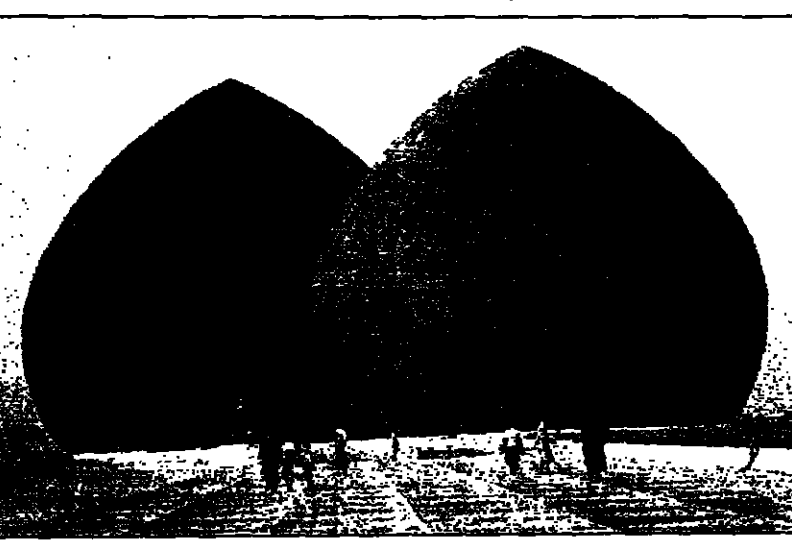
Parsemé de notations « éditantes et curieuses », comme disaient les jésuites d'Ancien Régime, enrichi de photos éclairantes sur Fayçal II, les Assyriens, les *yezidis*, les anciennes emplacements sur le Tigre, etc., le livre de Dauphin est en outre d'une parfaite lisibilité.

Le poids des chiites

Avec Pierre-Jean Luizard, nous pénétrons encore plus profondément dans la genèse de l'Irak moderne. Ce « *poulaïn* » du Centre d'études et de documents économiques et juridiques (CEDEJ), centre français du Caire – intitulé inutilement long et opaque pour ce qui est simplement un institut d'islamologie française en Égypte –, nous donne, ainsi, que l'indique son introduction, le professeur Chevallier, « le premier tableau en langue française, aussi complet que possible, de la structure sociale et des conditions de vie des chiites d'Irak, à l'axe des dix-neuvième et vingtième siècles ».

Le titre de cette somme, *La Formation de l'Irak contemporain*, ne cadre donc pas tout à fait avec un sujet au demeurant d'intérêt primordial pour quiconque veut tenter de s'y reconnaître dans le maquis d'Asie du Sud-Ouest.

Ces chiites mésopotamiens, aujourd'hui en révolte larvée, constituent de longue date environ la moitié de la population d'un pays mené pourtant depuis plus de mille ans, sous divers régimes, par sa seule minorité sunnite arabe.



Le monument aux morts de la guerre Iran-Irak.

Les chrétiens chaldéens ou assyriens (environ 10 % des habitants), les plus anciens occupants du sol, et les Kurdes (environ 20 % des habitants), majoritairement sunnites mais traditionnellement à coteries tirées avec leurs compatriotes arabes de rite identique, sont logés à la même enseigne que les chiites.

Vu leur nombre, vu la remontée en puissance du grand voisin chiite iranien, les fidèles irakiens de l'imam Ali, gendre de Mahomet, devraient être appelés tôt ou tard à exercer une influence plus forte entre Tigre et Euphrate. A travers « le rôle politique des *oulémas* chiites à la fin de l'Empire ottoman et lors de la création de l'Etat irakien moderne », c'est le sous-titre de l'ouvrage de M. Luizard, nous saisissons mieux l'actualité vue par notre journal télévisé et la complexité inouïe des composantes de l'Irak irakien.

Ce travail, patronné par le CEDEJ, comme on dit, « *trappa* ». On n'y pénétre pas très facilement, d'autant que la marche du profane est entravée encore par la transcription dite « savante » des termes arabes. Mais l'effort demandé est payé de retour par une documentation dense et précise, assortie de quelques illustrations fort bien venues. Bref, on dédie à une sorte de bible universitaire sur les chiites irakiens d'hier, œuvre qui vient à propos compléter le travail plus général de l'islamologue Yann Richard (1).

Le juriste Falih Mahdi vient de cet univers irakien. Il s'en est lassé et s'est installé en France, où il a soutenu une thèse d'Etat dont il nous livre maintenant la quintessence dans *Fondements et mécanismes de l'Etat en Islam : l'Irak*.

Il s'agit évidemment d'un ouvrage un peu hors du temps et,

par définition, théorique. Mais il retient par la richesse informative qu'il nous livre, en particulier sur les aspects juridiques, peu connus en Occident, de grands thèmes ayant souvent des prolongements actuels (propriété privée, fiscalité, esclavage, nomadisme, califat, etc.). La loi, dans ses sources canoniques notamment, doit être au moins superficiellement connue pour accéder à la compréhension du fonctionnement des nations musulmanes de notre époque ; à commencer par l'Irak de Saddam Hussein, où la « *chârité* », pour être naturellement plus présente qu'en Arabie ou en Iran, demeure surtout un habillage verbal destiné aux partenaires européens. L'Etat irakien moderne, monarchique ou républicain, est resté profondément confessionnel, même si son esprit dénote parfois, c'est vrai, une teinte laïque.

Du Coran au code d'Hammourabi

De même, ainsi que le montre sans ambiguïté Falih Mahdi, le poids de l'Antiquité d'avant l'Islam continue de peser singulièrement sur la terre du code d'Hammourabi, ces cinq cents règlements babyloniens sur l'économie et la famille datés d'environ 1750 avant Jésus-Christ – la plus vieille législation connue – dont le Louvre a la chance de posséder l'original, gravé sur une stèle en diorite. Bagdad avait demandé à Paris la restitution de cette pièce extraordinaire, redécouverte en 1902 à Suse (Iran actuel) par le Père Scheil, dominicain français. Elle est restée chez nous et a ainsi, peut-être, échappé aux récents bombardements américains de Bagdad durant lesquels le fameux musée

antique a, selon l'UNESCO, été endommagé.

Falih Mahdi a produit un travail s'adressant essentiellement aux lecteurs avertis, mais il a su, à propos du Coran ou d'Hammourabi et d'autres codes fondamentaux, choisir des exemples concrets rendant plus facile l'accès à son livre et soulignant la prodigieuse sophistication législative d'une terre réputée avoir abrité l'Eden : « *Si un bœuf heurte un homme ou une femme et qu'il en meure, ce bœuf doit être lapidé, et il ne sera point permis d'en manger la chair, mais le propriétaire sera absous* » (réglementation israélienne puisée dans l'Ancien Testament).

L'Orient paraîtra toujours compliqué à la « simplicité » occidentale... L'Irak, cœur de l'Orient antique, est d'ailleurs ancré – avec la même insistance que jadis – dans notre actualité. Il est heureux que l'édition parisienne ait enfin compris la nécessité de nourrir la branche « irakologique » de l'orientalisme francophone (2).

Jean-Pierre Rioux-Hugon

(1) L'Islam chiite, Fayard (« Le Monde des livres » du 24 mai).

(2) Nous n'avons pas pris en compte dans cet article les ouvrages inspirés par les deux guerres du Golfe Persique, le plus récent d'entre eux étant la *Parité de Golfe* de Dominique Janet (Régine Deforges, 160 p., 75 F.). Sur des thèmes irakiens autres que les conflits, signons, ces derniers années : *Saddam Hussein* de Charles Saint-Pro (Albin Michel), *Irak : aux origines du régime militaire*, de Ala Tahir (L'Harmattan) et *A la recherche du cinéma irakien (1945-1985)*, de Choukri Nouri (L'Harmattan).

Fin d'un désert

LE ROMAN DU SAHARA
de Marcel Laugel.
Balland, coll. « Le Nadir »,
231 p., 115 F.

Le titre est à la fois trop ambitieux et, en laissant supposer – ou craindre – une vaste fresque romanesque sur un des lieux qui ont vu passer tant d'aventures et qui ont marqué les rêves de tant de chercheurs d'absolu, ne rend pas justice à un ouvrage dont l'ambition est plus limitée et l'intérêt d'autant plus grand.

Marcel Laugel, avant d'être diplomate, a été un de ces militaires qui ont exercé le passionnant métier d'administrer un coin du Sahara. Son livre se situe à deux ensembles de confins. Ceux du Maroc, du Rio-de-Oro espagnol, de l'Algérie et de la Mauritanie d'hier, et ceux de la fin de la colonisation et des débuts de l'indépendance marocaine. Son héros est le vieux chef de la puissante tribu nomade des Réguibats, jaloux d'un pouvoir qui s'étend au-delà des frontières, refusant le contact avec l'administration française.

Il est entraîné dans l'évolution d'une époque où, progressivement, disparaissent les antiques coutumes et les structures séculaires. Les officiers français, eux aussi, mais ils en ont conscience, savent que les temps sont révolus. Ils jouent le jeu cependant, sans illusions, avec une habileté qui doit beaucoup au souvenir d'un grand saharien, le général Pigeot.

Paternels, passionnés, quelque peu idéalisés, ils s'efforcent de faire admettre à Salah Ould Ahmed la manteau rouge qui marque à la fois son autorité et sa légitimité. Ils y parviennent. Jusqu'au jour où, bon gré mal gré, le chef, floué, se retrouve sous celle du colonisateur, le général Pigeot.

Un plaidoyer pour la colonisation française, contre les indépendances africaines ? En aucune façon. Au fond du désert les changements politiques se présentent avec la force du destin. Un monde et une société ignorés surgissent une dernière fois, avec leur rudesse, leurs subtilités et leur poésie. Les extraits de poèmes du désert que l'auteur nous donne sont d'une beauté qui dépasse largement les limites du simple folklore.

Jean Planchais

L'invention de la chrétienté

La religion à l'époque carolingienne

L'AUBE DU MOYEN AGE
NAISSANCE DE LA CHRÉTIENTÉ
de Jean Chélini.
Préface de Pierre Riché.
Postface de Georges Duby.
Ed. Picard, 344 p., 350 F.

Dans le long siècle carolingien (751-877) s'est mise en place la première culture commune de l'Europe. Brochant sur une bigarrure de peuples, de langues, de lois et de mœurs diverses, c'est l'unité de référence au christianisme qui constitue la véritable ciment de l'entreprise carolingienne. Jean Chélini entend écrire l'histoire religieuse de ce temps en s'occupant prioritairement des laïcs, accessoirement de l'Eglise institutionnelle et du clergé, envisagé seulement pour son action pastorale auprès des laïcs.

A aucun moment en Occident, on a eu comme à l'époque carolingienne le sentiment aigu que l'extension de l'Empire et celle du christianisme devaient exactement correspondre. Dès lors, le baptême, par lequel un homme est simultanément intégré au peuple chrétien et à l'Empire, est devenu le « sacrement dominant » d'une société et d'un Etat qui ne connaissent ni le principe

de citoyenneté, comme dans la Rome antique, ni celui de nationalité, comme à notre époque. Mais recevoir le baptême suppose aussi une instruction, un certain savoir pour accéder au *credo*, et c'est un des éléments de la Renaissance carolingienne que l'accent mis sur la prédication, sans laquelle les rites risqueraient d'être purement formels.

Dans ce peuple des baptisés qui constitue l'Empire, la société des laïcs est alors caractérisée, montre Jean Chélini, comme une société des « gens mariés ». Les moines, dont l'idéal était la chasteté, en ont dressé un tableau accablant, et semblent bien avoir été les seuls à influencer la réflexion sur le mariage, ce qui expliquerait qu'on ne soit pas parvenu à une doctrine positive du mariage et de la sexualité : du moins vit-on s'imposer, au moins en théorie, la doctrine canonique du mariage monogame et indissoluble, qui réagissait contre la polygamie traditionnelle.

A cette société sont proposées aussi des pratiques nouvelles ou renouvelées, comme celle de la messe dominicale, qui devient alors « obligatoire », ou de la pénitence, publique et privée. Les pratiques religieuses devaient depuis caractéristiques du christianisme se mettre en place. Les

saints, que l'on vénère entre autres par les pèlerinages auprès de leurs reliques, répondent par leurs miracles aux trois besoins des hommes les plus mal assurés dans la société d'ici-bas : protection, guérison et justice. Et c'est peut-être la mort et ses approches qui sont alors le mieux christianisées par le développement du sacrement des malades et du rituel des funérailles. Se développe également la pratique de la prière des vivants pour les morts.

On se rend bien compte que l'on est à un grand moment de la genèse de la chrétienté occidentale telle qu'on la connaît plus tard. Pour l'heure, les transgressions et les ruses par rapport aux normes proposées, les survivances de paganisme antique et les permanences de pratiques folkloriques, sont sans doute plus nombreuses que les applications strictes. Et l'ordre carolingien n'a pas duré un siècle.

Mais reste son grand projet, élaboré par les clercs pour les laïcs chrétiens, où la religion cimentait la construction sociale avant d'assurer le salut personnel. Les clercs carolingiens ont inventé les structures de la chrétienté. Ont-ils évangélisé l'Europe ? C'est une autre question.

Michel Sot

Entre la vitesse et le doute

Portrait de la dernière décennie du XIX^e siècle, marquée par la griserie de la marche au progrès et la hantise de la décadence

Pendant l'été 1990, Jean-Pierre Rioux a publié et fait lire dans *le Monde* une suite de chroniques sur la France des années 1880-1900. Il vient de les réunir en volume. Nous avons demandé à Jean-François Srinelli d'en rendre compte.

CHRONIQUE
D'UNE FIN DE SIÈCLE
France 1880-1900
de Jean-Pierre Rioux.
Seuil, 316 p., 99 F.

La dernière décennie du dix-neuvième siècle a longtemps occupé dans notre imaginaire historique une place singulière et, somme toute, injuste : elle se trouvait, en effet, coincée dans un ressac de mémoire, entre la geste victorieuse des vingt premières années tertiaire-républicaines et le seuil du siècle suivant qui, point d'orgue avant le grand massacre, fut rétrospectivement promu au statut de Belle Époque.

Le livre de Jean-Pierre Rioux concourt, après d'autres travaux comme ceux d'Eugen Weber, de Jean-Marie Mayer ou de Philippe Levillain, à lui redonner sa véritable place. Et, à travers ce renouveau historiographique, c'est une décennie à maints égards essentielle qui émerge.

Sur ces années fin de siècle, de bonnes fêtes s'étaient penchées, notamment la « *fin d'électricité* », et la chronique commence sur l'« *apothéose de lumière blanche* » qui, comme l'écrivait Edmond de Goncourt, accompagnait l'inauguration de la tour Eiffel : le gaz de ville, bien sûr, mais aussi une crête illuminée par l'électricité.

Mais les lecteurs qui nimbent la décennie entière seront en désharpe, baignant l'ensemble dans une lumière contrastée. Et toute la réussite de *Chronique d'une fin de siècle* est d'avoir rendu ces jeux de lumière.

Ses trente-cinq courts chapitres auraient pu n'être que des vignettes accolées ; ils permettent au contraire de multiplier les tons et de broder, par une sorte de technique pointilliste, le portrait de cette France peuplée des « *bons sauvages* dont nous descendons », en ces années « *névrosées et optimistes à la fois* ».

Années qui, de fait, distillaient une sorte d'ivresse de la vitesse – les « *trains de plaisir* » et la vogue de la bicyclette – une grisaille de la marche au progrès, mais aussi, dans le même temps, un sentiment d'incertitude, de temps suspendu, que la proximité du tournant du siècle exacerbat : hantise de la décadence, obsession de l'épuisement de la race,

guettée par la « *dépopulation* », l'exode rural et l'alcoolisme.

Avec, en toile de fond, cette vague anarchiste qui, quand elle calma en 1894, s'accompagna de l'apparition dans la presse d'une rubrique « *dynamite* », avec aussi – et surtout – cette montée des « *folies* », dont on sonde alors la « *psychologie* » avec crainte et perplexité, et cette entêtante « *question sociale* », terme pudique qui recouvrait les conflits du travail qui se multipliaient – seize cents entre 1890 et 1893 – au sein des classes laborieuses, nouveaux Hurons qui inquiétaient la République opportuniste.

Certes, 1890 et ce qui s'ensuivit constituent la période fondatrice par excellence, mais l'historien sait bien qu'une fin de siècle peut en cacher une autre et, à cet égard, on ne saurait trop insister sur l'importance de cette fin du dix-neuvième siècle.

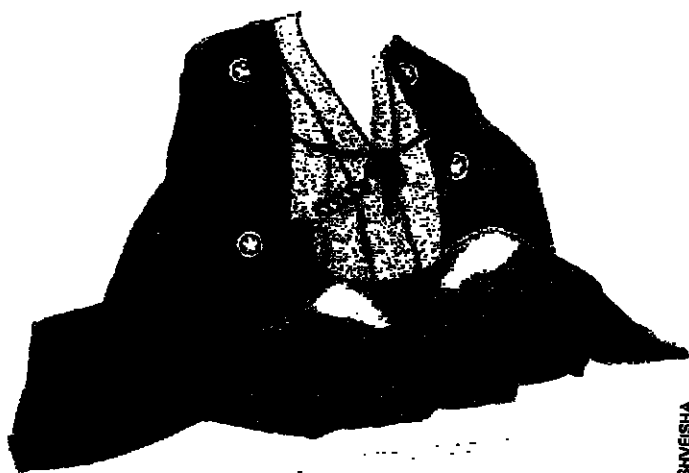
Déjà, en 1931, Paul Morand écrivait : « 1900, nous lisons notre avenir dans les rides ». Le propos garde sa puissance d'évocation soixante ans plus tard, et le voyage auquel nous convie Jean-Pierre Rioux est une véritable remontée sinon vers les origines, en tout cas vers une période-clé de notre histoire.

Jean-François Srinelli

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le grand chambardement d'Arno Schmidt

L'écrivain allemand mort en 1979, pourfendeur inlassable des valeurs reconnues était un extraordinaire créateur de mots



Chikamatsu : un des plus grands classiques japonais.

Le phénomène Chikamatsu

Le «Shakespeare du Japon» a inventé le théâtre moderne nippon et écrit plus de cent pièces

LES TRAGÉDIES BOURGEOISES
de Chikamatsu.
Traduit du japonais
par René Sieffert.
Vol. 1, Publications orientalistes
de France, 320 p., 200 F.

Depuis vingt ans, René Sieffert s'emploie à faire connaître au public français les grandes œuvres de la littérature japonaise. Il l'a fait avec ce monument de la littérature universelle qu'est le *Dit du Genji*, puis avec deux des trois «grands» du dix-septième siècle : Bashō, le poète, et Saikaku, le romancier (1). Aujourd'hui, il a traduit le troisième : Chikamatsu, le plus grand dramaturge du Japon, celui qui inventa le théâtre moderne nippon et fut sans doute l'un des trois ou quatre plus importants écrivains de son pays. On a dit souvent de Chikamatsu qu'il était le «Shakespeare du Japon».

René Sieffert présente de Chikamatsu les œuvres les plus originales, ces «histoires qui défrayent la chronique» (*seno-mono*), scènes de la vie privée, révélatrices des mœurs d'une époque où se développaient les villes, se constituait une bourgeoisie marchande et naissait une culture populaire (distincte de celle de l'élite guerrière) qui, autant sinon plus que celle-ci, allait être le creuset de la civilisation japonaise moderne.

L'œuvre de Chikamatsu (1653-1724) est prodigieuse : cent-cinquante pièces, dont cent-vingt lui sont attribuées avec certitude, écrites pour deux grandes formes théâtrales japonaises : le *kabuki* et le théâtre de marionnettes. Mais ce que René Sieffert nomme le «phénomène Chikamatsu» tient peut-être davantage à l'étonnante créativité de cet auteur qui, partant d'une forme élémentaire de récit inspirée de l'épopée, inventa en vase clos – puisque le Japon à l'époque était coupé du reste du monde par la politique de fermeture des *shogun* Tokugawa – une dramaturgie des plus élaborées.

Puissance d'invention

«La véritable surprise que nous offre le Japon est là», note René Sieffert : dans cette étonnante puissance d'invention (en termes de techniques de l'art dramatique, de ressources du dialogue et de mise en scène) d'un homme qui n'avait aucun contact avec l'extérieur. Alors que Shakespeare héritait d'une tradition théâtrale deux fois millénaire, Chikamatsu n'avait à sa disposition qu'une tradition de récit épique agrémenté de jeu de marionnettes et un *kabuki* relevant alors du spectacle de bateleurs dont il allait faire du très grand théâtre. Ce qui fait écrire à René Sieffert que s'il n'y eut jamais qu'un seul Shakespeare, il n'y aura jamais qu'un seul Chikamatsu.

Chikamatsu écrivit nombre de drames historiques (*jidai mono*) empruntés aux classiques dans lesquels il ne fit que prolonger la tradition du *seni*, théâtre héritier de

la tradition du récit épique. Mais c'est dans le «théâtre d'actualité», ces pièces qui mettent en scène le petit peuple des villes, qu'il inaugura véritablement un théâtre moderne. D'une affaire de suicides d'amants à celle d'un détournement de fonds, d'un crime crapuleux à un adultère, Chikamatsu sut faire des drames de portée universelle. Jouant sur le même registre que la presse à sensation, il sut par son immense talent révéler «la dimension insoupçonnée de ses propres destinées» à ce public de marchands et d'artisans qui se pressaient dans les salles de théâtre des grandes villes de l'époque.

Le premier des quatre tomes de ces vingt-quatre «tragédies bourgeoises» (le second paraîtra au cours de cette année) comprend notamment la traduction de la fameuse pièce *Double Suicide* de *Sonzaiki*, qui porte à la scène un fait divers tragique (le suicide du neveu d'un riche marchand et d'une courtisane) ayant défrayé la chronique d'Osaka. Une pièce qui marqua un tournant décisif dans la carrière du dramaturge et ouvrit la période la plus féconde de sa vie.

Plein d'allant, les textes de Chikamatsu tels que les rend René Sieffert esquissent les écueils pour la restitution dans une autre langue d'une composition où le dialogue est souvent intégré aux interventions d'un récitant. Pour les passages chantés, de longs poèmes marquant souvent l'ouverture de la pièce et son épilogue, le traducteur s'est efforcé d'en restituer une musicalité qui témoigne des talents poétiques de Chikamatsu.

On pourra regretter en revanche que René Sieffert ait choisi de ne pas assortir son texte de la moindre note, estimant que la lecture des ouvrages publiés précédemment dans la série des œuvres capitales de la littérature japonaise devait avoir suffisamment familiarisé le lecteur avec le contexte culturel et social des pièces de Chikamatsu. Un parti pris «esthétique» qui nous semble loin d'être évident s'agissant d'une traduction qui, étant donnée l'importance de Chikamatsu, doit s'adresser à un vaste public : des éclairages eussent été bienvenus.

L'introduction comporte en revanche des extraits d'un texte critique de l'œuvre de Chikamatsu dans lequel celui-ci précise certaines de ses conceptions esthétiques et évoque notamment ce subtil espace entre mensonge et vérité où se joue tout le mystère de l'art théâtral.

Philippe Pons

(1) Ouvrages publiés aux Publications orientalistes de France.

« Pour les spécialistes de théâtre, signons d'autre part la parution de *Zenshi et ses entretiens sur la vie de Sakae Giron* (Publications orientalistes de France). Cet ouvrage opère une remarquable synthèse des connaissances sur la vie et l'œuvre de Zenshi, fondateur du théâtre *no* et auteur d'une grande partie du répertoire interprété de nos jours encore. La seconde partie du livre est consacrée à la traduction des notes prises par le second fils de Zenshi à la suite de conversations avec son père. Une contribution importante à la connaissance de ce grand art théâtral qui complète la présentation des traités de Zenshi traduits par René Sieffert et publiés il y a une trentaine d'années sous le titre *La Tradition secrète du no* (Gallimard).

LIÉVIATHAN
d'Arno Schmidt.
Traduit de l'allemand par
Dominique Dubuy, Pierre Pachet,
Jean-Claude Hémery
et Claude Riehl.
Christian Bourgois, 138 p., 90 F.

SCÈNES DE LA VIE D'UN FAUNE
d'Arno Schmidt.
Traduit par Jean-Claude Hémery
avec la collaboration
de Martine Vallette.
Christian Bourgois, 206 p., 100 F.

Douze ans après sa mort en 1979, Arno Schmidt reste un inconnu chez nous malgré une première publication de *Scènes de la vie d'un faune* en 1962, «une révélation à ne pas manquer», notait Jacqueline Flatter, l'un des rares critiques à avoir alors réagi (1). La réédition de ce livre et la publication intégrale de *Liéviathan* (2) sont ainsi l'occasion de (re)découvrir l'un des auteurs les plus singuliers de l'Allemagne de l'après-guerre.

Même s'il se proclamait volontiers le plus grand écrivain allemand vivant, après Hans Henny Jahnn (3), Arno Schmidt ne fit rien, il est vrai, pour assoir sa renommée. Né en 1914 d'un père gendarme, il commença par étudier les mathématiques, s'interrompit pour devenir comptable, avant de se reconverter, au lendemain de la guerre, à l'écriture. Étranger aux mouvements littéraires de la RFA, qui l'abhorra (sans s'en rendre compte) à la RDA, il se claquerna, de 1958 à sa mort, dans un village de la lande de Lunebourg, barrait obstinément sa porte aux journalistes, terrorisant éditeurs et critiques, et scandalisant les bonnes âmes par ses sorties («*Kani, natif de Kaliningrad...*»).

Lorsqu'il reçoit, en 1973, le prestigieux prix Goethe de Francfort, il refuse de se déplacer, laissant à sa femme le soin de prononcer son discours : un plaidoyer pour les vertus des plus traditionnelles du travail, qui indigna ses administrateurs.

Lorsqu'il publie *Liéviathan*, en 1949, Arno Schmidt a trente-cinq ans. Ce premier livre et *Scènes de la vie d'un faune*, qui paraît en 1953 (4), lui valent d'emblée l'admiration d'écrivains aussi différents qu'Alfred Andersch, Alfred Döblin

et Ernst Jünger. Plus de vingt autres ouvrages suivront : essais, critiques, une monumentale biographie du poète romantique La Motte-Fouqué, auteur d'*Ondine*, nouvelles et romans aux titres souvent bizarres (*Kaff* ou *Mare Crustum*), qui comportent, parmi d'autres morceaux de bravoure, un pastiche du *Cid* avec l'accent russe et un autre des *Niebelungen* en américain de cuisine, et dont la structure deviendra, notamment sous l'influence de *Flanegans* Wake de Joyce, de plus en plus compliquée au fil des années.

«On s'en remet difficilement», notera un critique après la parution de *Zettels Traum* en 1970, un tapuscrit de 1334 feuillets en trois colonnes abondamment rataturées (poids : 9 kilos), dont le titre fait allusion à la fois à la passion de l'auteur pour la mise en fiches (*Zettel*) et au *Song* (Tram) d'une nuit d'été de Shakespeare.

Un mince fil d'Ariane

Conçu sous la forme d'un journal de bord, *Scènes de la vie d'un faune* évoque les tribulations quotidiennes d'un petit fonctionnaire aux prises avec le nazisme et la bêtise ordinaire dans l'Allemagne de février 1939 à septembre 1944.

Liéviathan se compose de trois textes situés à des périodes différentes de l'histoire et illustrant chacun des derniers instants de la lutte d'un homme contre la société et le destin. Prisonnier des Carthaginois, l'explorateur Pythéas de Marseille, personnage authentique qui vécut au quatrième siècle avant notre ère, imagine, dans le délire de son agonie, qu'il s'évade du cachot où il croupit depuis cinquante-deux ans («*Gadri* ou connais-toi toi-même»). Un explorateur fictif envoyé dans le désert par Eratosthène de Cyrène (275-194 avant J.-C.) afin de réunir les preuves de la rotondité de la Terre y périt de soif dans son obstination à vouloir prouver au contraire que celle-ci est un disque et par conséquent infinie («*Enthymisme* ou *CVH* (5)»). Le narrateur de «*Liéviathan* ou le meilleur des mondes», un officier qui fuit Berlin dans la débâcle de février 1945, trouvera lui aussi la mort au terme d'une époustouflante équipée en train. Mais si les héros sont vaincus, la victoire post-

hume revient, elle, à l'écriture, les trois textes étant supposés avoir été retrouvés après la disparition de leur narrateur.

Comme toujours chez Arno Schmidt, l'intrigue n'est cependant qu'un mince fil d'Ariane au sein d'une construction en forme de puzzle, seule susceptible, selon l'auteur, de capter cette «*succession d'instantanés en vrac*» que constitue la vie. Au fil des pages se côtoient et s'entrechoquent considérations mathématiques ou astronomiques, jugements à l'emporte-pièce : «*Les seules valeurs qui tiennent le coup : la nature puis les livres ; enfin, le rôt et la choucroute*», appréciations littéraires sur Goethe («*La prose... un jour tout*»), Balzac («*Pas un vrai créateur, pas un poète, pas la moindre communication avec la nature*»), le tout mêlé d'observations sur les gens et les choses, d'onomatopées, de citations en latin et en bas-saxon, de plaisanteries de corps de garde... et servi sous forme de courtes notations : «*Un amoncellement de carreaux de faïence aux motifs baroques, un musée zébré d'éclairs*», écrit le narrateur de *Scènes de la vie d'un faune*.

Maîtriser l'irrationnel

Inutile d'essayer de situer Arno Schmidt. Il échappe à toutes les classifications usuelles. Observateur au regard acéré, ce réaliste minutieux est également un extraordinaire créateur de mots, un virtuose du chambardement grammatical – s'il nous en passant la performance des traducteurs (notamment Jean-Claude Hémery, hélas prématurément disparu). Ce cynique, ce moraliste sarcastique à la Swift est en même temps un merveilleux poète, un virtuose dans l'art de la métaphore : «*Les maronniers bleus du vent*», «*les abellines de la nuit*», «*la lune au crâne de Mongol chauve*». Un héritier des romantiques allemands, mais pour qui la grande affaire est de maîtriser l'irrationnel. Ce pourfendeur impitoyable des valeurs reconnues – patrie, armée, religion, famille... – n'en est pas moins hostile à toute notion d'engagement politique : «*Je fais deux parties de ma vie, la droite qui sert l'État et la gauche qui serre les poings*», écrit le narrateur de *Scènes de la vie d'un faune*, dont

la fuite loin de l'action, dans la solitude de la lande de Lunebourg, ressemble à s'y méprendre au «*recours aux forêts*» que recommandait à la même époque Ernst Jünger à tous ceux qui sont brouillés avec la société.

Arno Schmidt semble au demeurant prendre un malin plaisir à semer ses textes de chausse-trappes : anachronismes post-modernes avant la lettre, allusions à des épisodes connus de lui seul, citations tronquées de Suétone, Crébillon fils ou Fénelon Cooper, l'un de ses auteurs favoris, ou paraphrases des pages de saint Irénée sur la cosmologie valentinienne. Aussi bien sa lecture constitue-t-elle par moments un véritable parcours d'obstacles, en dépit des notes empruntées par l'éditeur aux savantes études du Syndicat de déchiffrement (*sid*), une institution créée en Allemagne par les fervents de l'auteur en vue de décoder ses œuvres. Une aventure, certes, mais une aventure qui ne s'oublie pas de si tôt.

Il faut absolument lire Arno Schmidt, et pour commencer, les trente-huit pages de «*Liéviathan* ou le meilleur des mondes», le récit sans doute le plus hallucinant qui ait jamais été écrit sur l'effondrement du III^e Reich et, en même temps, une extraordinaire parabole sur la situation tragique de l'homme perdu dans le cosmos. «*Derrière nous le pont s'est écroulé, nous sommes seuls au milieu du fleuve. Au bon milieu.*»

Jean-Louis de Rambures

- (1) *Le Monde* du 2 février 1963.
(2) Deux des trois récits de ce recueil ont paru en revue : celui qui lui donne son titre, en 1963, dans *Le Monde*, et «*Gedira*», en 1984, dans *Le Monde*.
(3) Écrivain venu de l'expressionnisme (1884-1959), auteur d'une trilogie épique de deux mille pages en forme de monologie : *Fluss ohne Ufer* (1950).
(4) C'est le premier volet d'une trilogie : *Les Enfants de Hérodotus*, actuellement en cours de traduction.
(5) *CVH* : combien je vous hais.

Le 16 octobre paraîtra aux Éditions Millepays, dans une édition de luxe illustrée, accompagnée du fascicule du tapuscrit, un texte inédit d'Arno Schmidt, *Soir bordé d'or*, une fable-féerie, 55 tableaux des conflits raciaux/juques pour amateurs de crocs-en-lange.

Un épisode de la terreur stalinienne

A l'origine des blessures qui furent infligées à l'agriculture soviétique

LES KOULAKS

de Boris Mojaev.
Traduit du russe
par Anne de Peretti.
Messidor-Alina, 476 p., 169 F.

«Au début des années 1930, des erreurs furent commises dans la construction des kolkhozes. On les devait au manque d'expérience de nombreux cadres et à leur désir d'accélérer la collectivisation. Cela conduisit à substituer des méthodes bureaucratiques au principe légitime de l'union librement consentie des paysans en kolkhozes, à l'attitude attentive envers la paysannerie moyenne.» C'est par ces quelques lignes – dont on appréciera la concision – que le *Précis d'Histoire du Parti Communiste d'Union Soviétique* (édition de 1970) évoque l'épisode qui forme le sujet du roman de Boris Mojaev, *Les Koulaks*, écrit il y a plus de dix ans et qui vient d'être traduit en français.

Le laps de temps au cours duquel se déroulent les événements est très court : l'automne 1929 s'achève lorsque la première famille de koulaks choisit de quitter le village et d'abandonner ses biens ; le dégel commence à peine à l'aube du printemps 1930 lorsque sont portés en terre les corps des victimes – d'un bord et de l'autre – des dernières violences.

Nous sommes dans la région de Riazan, dans cette Russie profonde qui commence presque

aussitôt à l'Est de Moscou. La révolution, la guerre civile, le «communisme de guerre» et ses réquisitions ne sont pas de l'histoire ancienne. Mais le XV^e congrès du parti, en 1928, a été formel : Dans la ligne de la «Nouvelle politique économique» instaurée par Lénine, Staline lui-même a mis les points sur les i : «*Les camarades qui pensent qu'on peut – et qu'on doit – en finir avec les koulaks par la voie administrative, c'est-à-dire à travers le Guépéou, ont tort, et il dit (...) C'est une violation de la loi révolutionnaire. Nous n'en arriverons pas là.*»

Qui sont ils donc, ces koulaks ? Rien à voir, bien sûr, avec les grands propriétaires terriens que la révolution a balayés. Simple- ment des paysans ou des artisans relativement aisés, payant régulièrement leur impôt en nature, travaillant dans un cadre socialiste, mais qui vendent sur le marché libre leurs «surplus» de production.

La peur et la honte

C'est dans ce climat relatif- ment serein, au moment où l'on cueille les dernières pommes dans les vergers, que l'annonce de la «collectivisation totale» tombe comme un coup de tonnerre. Tout doit devenir propriété du kolkhoze, chacun ne gardant pratiquement en bien personnel que les vêtements qu'il

a sur le dos. Le plus étrange est que cette politique d'expropriation forcée ne se heurte dans un premier temps qu'à une opposition sourde, la peur – la «*honte*» dit Mojaev – désarmant pour une large part l'esprit de résistance. La profanation des églises même – qui fait partie de cette marche accélérée vers le «communisme scientifique» – se passe sous les yeux d'une foule littéralement tétanisée.

Il faudra des mois d'insultes, de provocations, d'humiliations et la confiscation en quelques heures des semences, garantes des récoltes à venir, pour que la coupe finalement déborde, que des villages entiers se soulèvent, que les petits bureaucrates tout puissants soient à leur tour traqués et lynchés. L'avertissement est entendu. Staline écrit son célèbre article *Le Vertige du succès*, critique des méthodes autoritaires et irrégulières qu'il a lui-même inspirées. La loi reprend ses droits et frappe cette fois les expropriateurs. Point d'orgue.

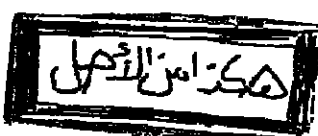
Ce n'est qu'un moment de l'Histoire, auquel se limite le récit de Mojaev. La dékoulakisation reprendra en fait de plus belle à la fin de 1930, engendrant dans les campagnes une famine dont les historiens d'aujourd'hui estiment qu'elle a été délibérément voulue par Staline au nom de la «lutte des classes» et qui coûtera la vie à des millions de paysans. Rendue exsangue, l'agri-

culture soviétique ne s'est pas encore relevée des blessures qui lui furent alors infligées.

Boris Mojaev n'est pas un écrivain anticomuniste militant. C'est à peine, même, si deux gestes iconoclastes contre l'image de «*petit père des peuples*» marquent son récit. Mais il appartient à ce groupe d'écrivains soviétiques attachés aux valeurs de la vieille paysannerie russe – ce qui l'amène au bord, parfois, de professions de foi slavophiles – et son arme unique est la description de la simple réalité, dans sa crudité, sa misère, son absurdité.

Que l'on ne s'attende pas, avec *Les Koulaks*, à une lecture facile. Pour citer Mojaev lui-même, dans son épilogue, «*il n'y a pas dans ce livre de héros principal : ils sont en quelque sorte tous secondaires*». A de rares exceptions près, inutile donc d'essayer de se retrouver exactement dans ce déversement de noms, prénoms, patronymes, diminutifs, définissant des personnages bien vivants – on boit, on mange, on couche, beaucoup au fil de ces pages – mais dont le destin individuel se perd, se fond dans celui de la foule de voisins, proches ou lointains. Tout ce monde de victimes a surtout en commun un attachement ancestral à la vieille terre russe, non pas, comme on l'entend en Occident, à la propriété d'un sol, mais à cette matrice où la vie se façonne et s'écoule.

Alain Jacob



SOCIÉTÉ

Après les informations publiées par le Monde

Le Parti socialiste dément avoir reçu des fonds du Panama

Le Parti socialiste, par la voix de son trésorier, M. Henri Emmanuelli, a vivement démenti mercredi 28 août les informations sur le financement international du PS révélées dans le Monde du mardi 27 août. Le PS, qui «dément de la manière la plus formelle avoir été en relation directe ou indirecte pour un prétendu financement avec Manuel Noriega ou son entourage, comme l'insinuent sans précaution certains médias», précise avoir chargé ses avocats d'examiner les éventuelles poursuites à diligenter. Un démenti réitéré le soir même par le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, qui était l'invité d'Antenne 2. «C'est une histoire bizarre que cette affaire, a-t-il lancé. Le gouvernement de M. Chirac aurait organisé (en 1987) un transfert de fonds pour le Parti socialiste en gratifiant 3 %, et le fonctionnaire qui aurait signé la lettre aurait quitté ce poste un an ou dix-huit mois avant de la signer. Henri Emmanuelli m'a assuré qu'il n'avait rien touché pour le PS.»

Parti aux antipodes en «Voyage avec Colomb», Edwy Plenel a rapporté dans ses bagages des documents qui soulèvent le problème du financement du Parti socialiste français par le régime du général Noriega. A Panama-City, M. Virgilio Correa, un homme d'affaires panaméen, lui a confié deux lettres dont les principaux extraits ont été dévoilés dans le feuillet du 27 août intitulé «Un scandale au Panama».

En l'état actuel de l'enquête, les deux lettres rapportées du péripète colombien ne prouvent certes pas que la campagne présidentielle de M. François Mitterrand en 1988 ait été en partie financée par des fonds en provenance du régime Noriega. En revanche, selon ces lettres, un responsable de l'ambassade de France aurait réclamé en 1987 une commission de 3 % sur un contrat financier afin de la reverser au PS. «Je me permets de m'adresser à vous pour vous rappeler l'accord survenu entre l'ambassadeur (de France) Robert Cantoni et l'ambassadeur (du Panama) à Paris) Gaspar Wittgreen selon lequel seraient reconnus au Parti socialiste français 3 % de la souscription du protocole financier entre le gouvernement panaméen et le gouvernement français», lit-on ainsi sous la signature de M. Patrick Simon, conseiller commercial de France à Panama, dans une lettre à en-tête de l'ambassade de France au Panama, datée du 18 mai 1987 et adressée à Odilio Gonzales, l'un des responsables du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), le parti du dictateur Noriega. Le même document précise que cette somme servira «à valider un parti au PRD pour subvenir aux dépenses des élections de 1988 dans notre pays».

Conclusion explicite

Et sa conclusion est tout aussi explicite puisque le responsable du PRD se voit assuré qu'il sera «très prochainement prévenu de la manière de verser les fonds sur les comptes indiqués». Un post-scriptum précise que «M. Antonio Avila (agent commercial) se tient à votre entière disposition pour toute consultation nécessaire au bon déroulement de l'affaire».

Le deuxième courrier confié par M. Correa apporte des précisions sur un «protocole financier» en cours de négociation entre Paris et Panama. En date du 24 avril 1984, cette lettre adressée par la présidence de Panama, sous la plume du ministre de la présidence, M. Gustavo Gonzalez, à l'ambassadeur de France à Panama-City, affirme «l'intérêt que porte le gouvernement de Panama au fait d'envoyer une mission en France, le plus tôt possible, dans le but de négocier les termes du protocole financier proposé par le gouvernement français».

Le régime du général Noriega propose que le protocole financier concerne trois projets : des équipements de télécommunications pour un montant d'environ 5 millions de balboas, soit 5 millions de dollars, un hôpital de deux cents lits (environ 16,8 millions de dollars), et des équipements de haute technologie parmi lesquels des hélicoptères Super-Puma (environ 6 millions de dollars).

Joint à Panama-City par télé-

phone, jeudi 29 août au matin, M. Virgilio Correa a précisé ses accusations. Cet homme d'affaires panaméen a été le représentant de la société française Hôpitalux au Panama, de 1984 à 1986. A cette date, son contrat a été résilié par la société, qui explique aujourd'hui qu'il n'avait «ni le poids ni les relations» nécessaires à sa mission. Cette société avait été chargée de la maîtrise d'œuvre d'un hôpital de deux cents places annoncé dans le protocole financier, dont la construction était prévue sur des terrains d'un faubourg populaire de Panama-City, San-Miguelito.

Jusqu'au 28 novembre 1986, M. Correa affirme avoir traité ce contrat en relation étroite avec le service commercial de l'ambassade de France. Mais, à cette date, il dit avoir été «écarté de cette affaire» par une lettre émanant de l'ambassade de France. A ses yeux, les deux documents précités, qu'il a obtenus au début de 1991 grâce à ses relations dans l'entourage de la présidence, expliquent les raisons de cette mise à l'écart.

L'établissement hospitalier n'a finalement pas été construit : la fragilité croissante du régime Noriega avait incité la banque interaméricaine à renoncer à sa participation financière. Un contrat entre la société Hôpitalux et l'Etat panaméen d'un montant de 100 millions de francs a été signé en 1987 mais seule une partie du projet a pu être réalisée : elle concernait à la fois les études pour l'hôpital principal et l'équipement des hôpitaux satellites de San-Miguelito. Le tout pour une somme d'environ 30 millions de francs. A la société Hôpitalux, qui dépend aujourd'hui de Sophia Développement (177 000 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988), on juge la lettre signée par Patrick Simon «extravagante». «Les dates ne coïncident pas, précise-t-on à Sophia Développement. De plus, on imagine mal un conseiller commercial échantant ce genre de choses».

Dans ses déclarations à Antenne 2, M. Charasse a assuré que M. Patrick Simon n'était plus en poste à l'ambassade de France à Panama «depuis un an ou dix-huit mois» au moment de l'écriture de cette lettre. M. Simon était alors affecté à un poste voisin, par la géographie comme par la nature : en 1987, il travaillait au bureau commercial de l'ambassade de France au Salvador, «à un poste à l'ambassade de France à Paris», précise-t-on de même source, sans en préciser les raisons. Il est établi que M. Simon a aujourd'hui quitté la direction des relations économiques du ministère de l'économie et des finances. Par ailleurs, M. Virgilio

Correa explique que le conseiller commercial était «un homme d'influence très présente dans les affaires franco-panaméennes» et qu'il se prévalait «de relations étroites avec la famille de M. François Mitterrand à Cognac, notamment avec son fils Jean-Christophe». M. Simon n'est d'ailleurs ensuite réapparue dans le département «projets» de la compagnie financière Sucres et Denrées : les liens de ce géant français du négoce international (Sucden, 54 milliards de chiffres d'affaires en 1989) et de son président-directeur général, Serge Varsano, avec M. Jean-Christophe Mitterrand, fils du président et conseiller spécial à l'Elysée pour les affaires africaines, ont été à plusieurs reprises établis (voir notamment l'enquête de Libération sur «les réseaux africains de Jean-Christophe Mitterrand», le 6 juillet 1990).

Disparé dans la nature

Spécialiste dans le commerce des produits tropicaux, cette société française a été mêlée à des tractations entre la Côte d'Ivoire et la France au cours desquelles 160 millions de francs ont été versés en 1989 par l'Etat français à Abidjan avant d'être versés dans la nature. Au siège de Sucres et Denrées, on précise que M. Simon a quitté le département projets de la Sucden depuis 1990.

Dans sa lettre - si elle est authentique - M. Patrick Simon cite le nom de l'ambassadeur du Panama en France, M. Gaspar Wittgreen. Un nom qui n'est pas inconnu à ceux qui suivent de près les affaires du clan Noriega en France : M. Wittgreen, qui, selon cette lettre, aurait été l'un des négociateurs de l'accord sur les «3 %», avait servi de prête-nom au général Noriega lors de l'ouverture, en France, de comptes bancaires qui auraient servi à blanchir les dollars du trafic de stupéfiants. L'homme fort du Panama avait en effet déposé en France de 20 à 25 millions de francs sur des comptes de la BNP, du CIC, du Crédit lyonnais, de la Banco do Brasil, et de la BCCI.

Lors d'une intervention des douaniers français sur les comptes du général à la BCCI, le 9 octobre 1988, les enquêteurs, qui avaient constaté des infirmités au contrôle des comptes, avaient mis ensemble de ces comptes sous surveillance. Le 22 décembre 1989, à la suite d'un ordre de virement suspect, une information judiciaire avait été ouverte sous l'autorité de M. Patrick Fievet, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour «blanchiment du produit du trafic de stupéfiants et participation à des opérations financières internationales portant sur le trafic de stupéfiants».

Ces accusations au sujet des rami-

fications internationales du financement du PS ne sont pas les premières. Au mois de mai dernier, l'«Evénement du jeudi» publiait une page des cahiers Delcroix faisant référence à cette source internationale. Le 8 septembre 1986, Joseph Delcroix, fidèle scribe des activités d'Urbis, le bureau d'études du Parti socialiste, notait : «JOS (Jean-Dominique Bardone) : pertes recettées «nationales» seraient compensées par l'international».

Joseph Delcroix évoquait là un nom bien connu dans le cercle Urbis : Jean-Dominique Bardone, secrétaire général du GIE Urbis-Gracco et directeur adjoint d'Urbis-technic, était également le président-directeur général de la Commercial Financial and Technological Services (CFTS), une société créée en 1986 dont l'un des actionnaires était une société enregistrée à Panama : l'Eagle Development and Engineering Service SA. Les objectifs de la CFTS étaient plus que vagues : «réaliser toute étude de faisabilité sur les plans technique, juridique, financier, et assurer d'effectuer tout service lié à la réalisation d'installations industrielles dans les domaines pétrolier, chimique, agroalimentaire, transport, télécommunications ou autres, ainsi qu'à la commercialisation des produits correspondants, d'assurer la prestation de tout concours et services».

De fait, les activités de la CFTS la menaient aux quatre coins du monde. Un procès-verbal du conseil d'administration du 21 mai 1987 retrace d'ailleurs ces activités disparates : un projet de bouée d'amarrage pour pétroliers en Argentine, une sous-station électrique à Amman, la fourniture de murs-rideaux en Israël, et la création d'un GIE destiné à la fabrication de fruits confits au Maroc. Toutes ces activités étaient alors regroupées au sein d'une chapitelle consacrée à la «promotion commerciale» qui évoque également une négociation avec les autorités congolaises au sujet de la fourniture d'hélicoptères IAR 316 B, Alouette III et IAR 330 L Puma.

Or, le contrat panaméen censé garantir au Parti socialiste français les fameux «3 %» du protocole financier concernait, lui aussi, l'acquisition de Super-Puma pour une somme de 6 millions de dollars, soit environ 6 millions de francs. Le dictateur Noriega, aujourd'hui en prison aux Etats-Unis pour trafic de stupéfiants, pourrait sans doute apporter quelques précisions sur ces affaires lors de son procès, qui devrait s'ouvrir le 3 septembre à Miami.

ANNE CHEMIN
et ERICH INCIVAN

JUSTICE

Un référé contre Paris-Match

Denise L... et le droit à l'oubli

Denise a soixante-cinq ans. Retirée dans un village, elle lutte désespérément contre la mémoire. Le temps a effacé les souvenirs que pouvait avoir le voisinage, et beaucoup de ceux qui la croisent au marché sont trop jeunes pour avoir connu son histoire. Certes, il reste ses propres obsessions, que les années adoucissent à peine, et là encore, le temps aurait peut-être pu continuer son œuvre.

Mais, le 23 août, quelqu'un lui a montré un numéro de Paris-Match. Son nom s'élevait en caractères gras, aux côtés de ceux de Pauline Dubuisson, des sœurs Papin, et de Violette Nozière. «Match ouvre le dossier noir de ces tueuses hors série», titrait l'hebdomadaire, en annonçant la prochaine parution d'un article consacré à Denise. Son passé réapparaissait brutalement, car, il y a trente-sept ans, elle a tué sa fille de deux ans et demi, obéissant à son amant, qui lui avait demandé ce geste comme une sorte de preuve d'amour, point culminant d'une relation trouble. En 1956, elle avait été condamnée aux travaux forcés à perpétuité, et les jurés infligeaient à son amant vingt ans de bagnes. A côté de la photographie de Denise, si ressemblante malgré les ans, Paris-Match a résumé l'affaire par l'expression «l'amour monstrueux», en évoquant les «anges du mal» et leurs «gloires vénéneuses».

La prescription du silence

«Le poids des mots, le choc des photos...», a soupiré son avocat, M. Marcel Brouquet, en demandant, mardi 27 août, au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, d'empêcher la publication de l'article, au nom du «droit à l'oubli», un droit qui, selon M. Brouquet, devrait être reconnu à Denise, seule survivante parmi les femmes citées par Paris-Match. En outre, contrairement à certaines d'entre elles, Denise n'avait jamais fait parler d'elle depuis sa libération, refusant systématiquement les offres, parfois fortement rémunérées, faites par des écrivains. Discrétion suprême : elle avait même repoussé l'idée de faire une demande en réhabilitation. Il est vrai que, si

l'article 799 du code de procédure pénale stipule : «La réhabilitation efface la condamnation; nul ne peut en faire état», il n'est pas interdit de parler des faits qui appartiennent à l'histoire.

Car là est le débat. Si la sagesse populaire suggère une sorte de pardon pour le condamné «qui a payé sa dette à la société», aucun texte ne consacre «le droit à l'oubli». La jurisprudence elle-même n'est pas homogène. Si, dans certains cas, les tribunaux ont accordé l'oubli sollicité, ils ont souvent refusé «la prescription du silence», selon la formule d'un arrêt de cassation. A la protection de l'individu s'opposent les nécessités de l'information et, pour M. Léon Matras, défenseur de Paris-Match, les faits «sont passés dans la mémoire de la chronique judiciaire».

Dans son ordonnance rendue mercredi 28 août, le juge des référés, M. Gérard Puyet, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, déclare : «Même si l'on peut comprendre l'émotion et le drame que ces révélations dans le très large public de Paris-Match causent incontestablement à Denise L..., qui a toujours manifesté sa volonté de tenir sa vie secrète et à l'écart du public depuis sa mise en liberté, il ne peut pas être fait droit aux mesures sollicitées.» Et le magistrat justifie sa décision en écrivant : «S'agissant de faits licitement révélés pour avoir été, en leur temps, livrés à la connaissance du public par des comptes-rendus de débats judiciaires parus dans la presse, l'historien ou le journaliste peut à nouveau en faire état, même s'ils ont trait à la vie privée de la personne mise en cause, dès lors qu'il n'est pas manqué au devoir de prudence et d'objectivité qu'ils doivent respecter.»

Mais le litige n'est pas clos pour autant car le juge des référés, «à l'urgence», ne peut se prononcer sur le fond. Il a donc autorisé le plaignant à assigner Paris-Match devant la première chambre du tribunal civil, qui examinera, le 6 novembre, l'atteinte «au droit à l'image» et, surtout, devra se prononcer sur le droit à l'oubli d'une personne vivante.

MAURICE PEYROT

BANLIEUE

M^{me} Bredin présente le bilan des mesures pour les jeunes défavorisés

M^{me} Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, a présenté, mercredi 28 août à Paris, un bilan positif des mesures de l'été en faveur des jeunes des quartiers défavorisés.

METZ

de notre envoyé spécial

Au cours d'une tournée menée au pas de charge, Metz, le 28 août, M^{me} Frédérique Bredin a vu quelques illustrations des opérations qui ont contribué en partie au calme de l'été dans les banlieues défavorisées. A Woippy, commune de quatorze mille trois cents habitants près de Metz, les murs du foyer Saint-Eloy ont été recouverts de fresques murales en hommage aux groupes de rap. Six adolescents ont participé à l'un des quatre cent cinquante et un ateliers de proximité qui ont permis à plus de dix mille jeunes - deux fois l'objectif fixé - de rénover leur cadre de vie à travers la France.

Le rutilant «plateau sportif polyvalent» inauguré par M^{me} la ministre sur un terrain vague au milieu des immeubles de Woippy est un exemple de l'opération «mille équipements sportifs de proximité» lancée à l'issue du comité interministériel consacré à la ville le 12 juin.

Ce terrain de foot, de basket, de volley et de tennis de 20 mètres sur 11 mètres, bordé par un mur d'escalade, libre d'accès, a pu être

construit en quelques semaines grâce à une convention signée à la fin juillet entre la ville et le département. L'Etat a accordé une subvention de 250 000 francs. La commune, qui a pris en charge les terrassements, l'aménagement des abords et le salaire d'un animateur a finalement supporté une somme presque équivalente.

Quatre cent quarante-six équipements sportifs de ce type sont en cours d'implantation dans les villes qui abritent des quartiers difficiles (DSQ). Les 100 millions de francs de crédits supplémentaires du ministère de la jeunesse et des sports, distribués très rapidement grâce à des procédures simplifiées, ont donc permis de réaliser pratiquement la première tranche de cinq cents équipements prévus en 1991.

Cette opération sera reconduite en 1992. L'aide au financement de projets, qui a permis de reconstruire mille trois cent trente-huit jeunes cet été, devrait être largement étendue en 1992, l'objectif étant d'aider vingt mille projets. L'organisation des ateliers de proximité et l'ouverture de terrains de sports scolaires et universitaires (cent dix-huit pour cette année), seront renouvelées pendant les vacances et tout au long de l'année. Car M^{me} Bredin, qui estime que «le sport peut apporter une réponse au mal de vivre des banlieues», insiste sur le fait que ces actions «n'avaient de sens que si elles se poursuivaient dans l'avenir».

CHRISTOPHE DE CHENAY

FAITS DIVERS

Dans les Hautes-Pyrénées

Une adolescente poignardée par son amoureux éconduit

Un jeune gitan de dix-neuf ans, Joseph Anto Corret, a avoué être meurtrier de Marie-Ange, treize ans et demi, retrouvée égarée dimanche 25 août aux abords de Bordères-sur-l'Echez, près de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Il a été inculpé d'homicide volontaire, mercredi 28 août, par le juge d'instruction Yves Le Noan et écroué à la maison d'arrêt de Tarbes.

Dimanche matin vers 4 heures, Joseph Anto Corret avait accompagné Marie-Ange après avoir passé la nuit à la fête annuelle du village en sa compagnie. En chemin, il avait tenté d'avoir des relations sexuelles avec elle. Marie-Ange l'aurait fermement éconduit puis insulté. Rendu furieux par les injures, le jeune homme aurait alors frappé l'adolescente de plusieurs coups de couteau à la gorge. Selon les premiers éléments de l'enquête, Marie-Ange n'aurait pas subi de violences sexuelles. Joseph Anto Corret, s'agissant au centre de formation professionnelle de Tarbes, avait été inculpé lundi 26 août, au cours d'un autre bal des fêtes du village. Il était passé aux aveux le lendemain, et avait indiqué aux policiers où se trouvait l'arme du crime.

Inculpation de l'agriculteur gardois meurtrier d'un radeau. - L'exploitant agricole gardois qui avait tué à coups de couteau un radeau, surpris près du poulailler de sa femme dans la nuit de dimanche 25 au lundi 26 août, a été inculpé, le 27 août, d'homicide volontaire par le juge nicolais Jean-Pierre Bandiera. Henri Fabre, trente-sept ans, a été placé en détention provisoire à Nîmes.

Cinq morts dans un accident de métro à New-York

Cinq personnes ont été tuées et cent trente-trois autres blessées, dont une trentaine grièvement, à 0 h 15, mercredi 28 août, lors du déraillement d'une rame de métro à New-York, près de l'une des stations de Manhattan les plus fréquentées (nos dernières éditions du 29 août). Le conducteur de la rame a été inculpé pour homicide involontaire, mercredi soir, un test ayant révélé chez lui un niveau d'alcoolémie supérieur à la limite légale. Il a également subi un test de dépistage antidrogue à la suite de la découverte d'une amoulette de «crack» - un puissant dérivé de la cocaïne - dans sa cabine de pilotage.

Le plus grave accident de métro à New-York s'était produit en 1918, lors du déraillement d'une rame qui avait fait quarante-deux morts à Brooklyn. - (AP, AFP).

Deux pirates de la route écroués à Avignon. - Deux hommes, Hacem et Nazeridine Haddad, vingt-cinq et vingt-quatre ans, ont été inculpés, le 27 août à Avignon, par le juge d'instruction Denis Vanbrunersch, de vol avec violence et en réunion et placés sous mandat de dépôt. Ils sont soupçonnés d'avoir aggravié, au cours de la nuit du samedi 24 au dimanche 25 août, deux habitants de La Tour-d'Aigues (Vaucluse) qui rentraient à leur domicile en voiture. En compagnie de deux complices toujours en fuite, ils leur auraient dérobé un autoradio, des cassettes et de l'argent.

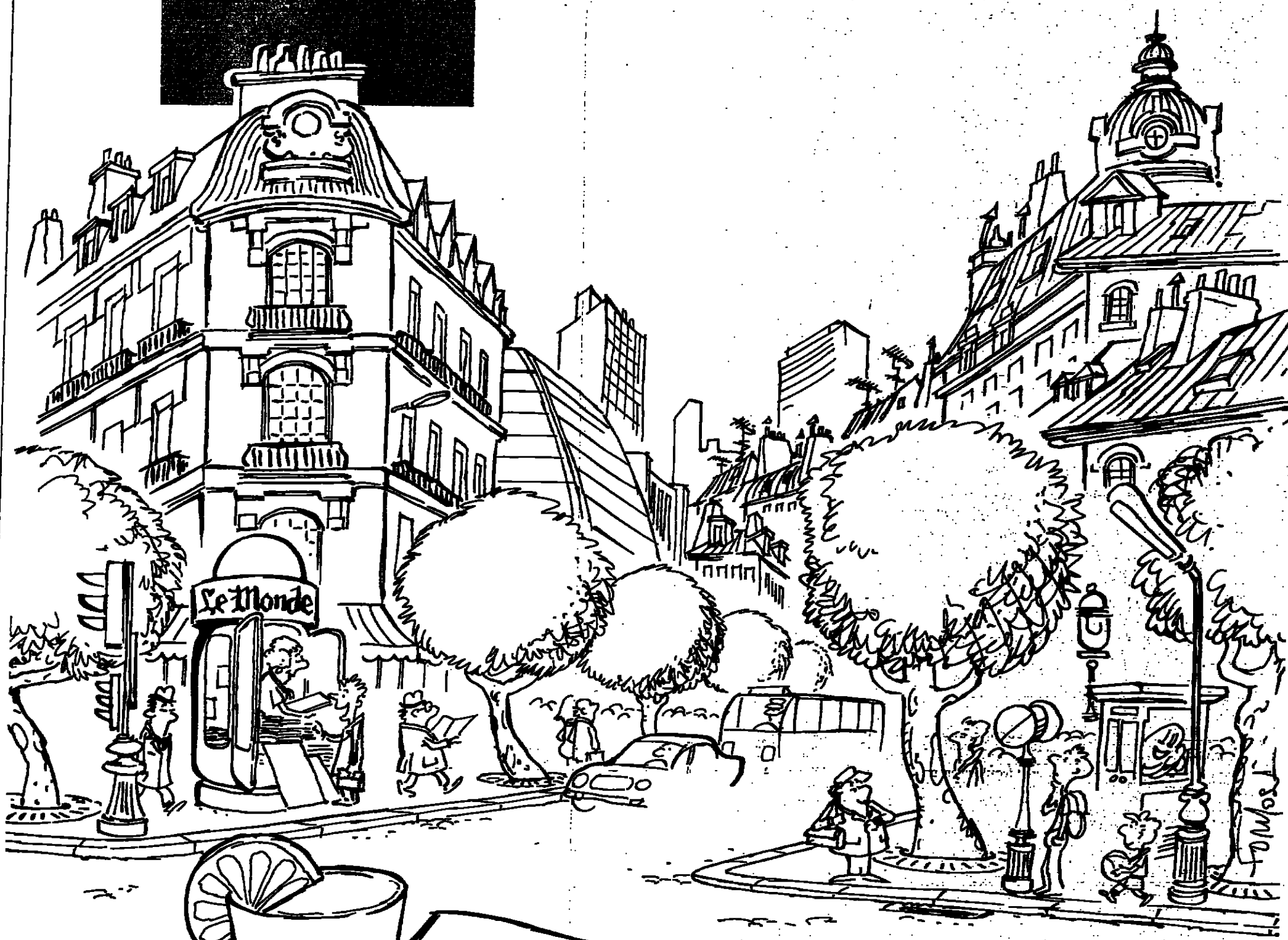
EN BREF

Le maire de Cannes dénonce les carences de la police nationale dans sa ville. - M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes a dénoncé le 27 août les carences de moyens en agents et en matériels de la police nationale dans sa ville, en appelant au ministre de l'intérieur pour que «l'Etat retrouve d'urgence le sens de sa mission». Suite à des protestations de ses administrés, M. Mouillot a qualifié, dans un communiqué, de «ridicules» les effectifs affectés à sa ville par rapport à l'évolution générale de la délinquance et de la démographie, notamment en période d'été. Il a demandé au ministre de l'intérieur que «les polices municipales obtiennent enfin les moyens de défendre les citoyens», et il a annoncé qu'il procèdera avant mars 1992 au recrutement de cinquante policiers municipaux supplémentaires.

Un immigré roumain se suicide à Calais. - Laurent Gilcor, un Roumain de trente ans, s'est suicidé à Calais (Pas-de-Calais), après avoir été refoulé du terminal des car-ferries où il cherchait à s'embarquer, sans visa, pour la Grande-Bretagne. Il a été découvert, le 24 août, par des dockers, pendu à une grue du port. Vivant depuis plusieurs semaines en situation irrégulière dans le Cher, il aurait été dans un état dépressif.

LOTTO		MERCREDI 28 AOUT 1991	
10055		25	
1	4	7	18
2	3	19	22
5	6	20	24
8	10	11	26
12	13	14	15
16	17	21	23
22	23	24	25
26	27	28	29
30	31	32	33
34	35	36	37
38	39	40	41
42	43	44	45
46	47	48	49
50	51	52	53
54	55	56	57
58	59	60	61
62	63	64	65
66	67	68	69
70	71	72	73
74	75	76	77
78	79	80	81
82	83	84	85
86	87	88	89
90	91	92	93
94	95	96	97
98	99	100	101
102	103	104	105
106	107	108	109
110	111	112	113
114	115	116	117
118	119	120	121
122	123	124	125
126	127	128	129
130	131	132	133
134	135	136	137
138	139	140	141
142	143	144	145
146	147	148	149
150	151	152	153
154	155	156	157
158	159	160	161
162	163	164	165
166	167	168	169
170	171	172	173
174	175	176	177
178	179	180	181
182	183	184	185
186	187	188	189
190	191	192	193
194	195	196	197
198	199	200	201
202	203	204	205
206	207	208	209
210	211	212	213
214	215	216	217
218	219	220	221
222	223	224	225
226	227	228	229
230	231	232	233
234	235	236	237
238	239	240	241
242	243	244	245
246	247	248	249
250	251	252	253
254	255	256	257
258	259	260	261
262	263	264	265
266	267	268	269
270	271	272	273
274	275	276	277
278	279	280	281
282	283	284	285
286	287	288	289
290	291	292	293
294	295	296	297
298	299	300	301
302	303	304	305
306	307	308	309
310	311	312	313
314	315	316	317
318	319	320	321
322	323	324	325
326	327	328	329
330	331	332	333
334	335	336	337
338	339	340	341
342	343	344	345
346	347	348	349
350	351	352	353
354	355	356	357
358	359	360	361
362	363	364	365
366	367	368	369
370	371	372	373
374	375	376	377
378	379	380	381
382	383	384	385
386	387	388	389
390	391	392	393
394	395	396	397
398	399	400	401
402	403	404	405
406	407	408	409
410	411	412	413
414	415	416	417
418	419	420	421
422	423	424	425
426	427	428	429
430	431	432	433
434	435	436	437
438	439	440	441
442	443	444	445
446	447	448	449
450	451	452	453
454	455	456	457
458	459	460	461
462	463	464	465
466	467	468	469
470	471	472	473
474	475	476	477
478	479	480	481

EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI
DANS LE SUPPLÉMENT "LE MONDE INITIATIVES" (MARDI DATÉ MERCREDI)

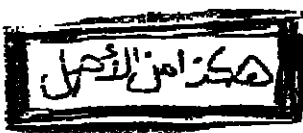
- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde
INITIATIVES

Douche froide po

mière défaite
de Marseille

Les résultats



PRESSE

Les comptes du Monde en 1990

L'année 1990 a été marquée par un profond bouleversement des conditions d'exploitation de notre journal et de l'ensemble de ses publications.

La mise au point et la maîtrise progressive des installations de l'usine d'Ivry, en service depuis le 1^{er} juillet 1989, ont permis l'arrêt de toute forme de sous-traitance de la production du quotidien fin juin 1990. Mais cette première année complète d'exploitation - 181 millions d'exemplaires ont été produits à Ivry en 1990 contre 76 millions en 1989 - voit tout naturellement les charges financières et les amortissements correspondre à leur niveau le plus élevé sans que, pour autant, tous les gains de productivité attendus aient été réalisés.

Dans le même temps, l'impression à Ivry d'une partie du *Parisien* a été, d'un commun accord, arrêtée le 19 mai 1990, sept mois après le début de la production.

La modernisation de l'entreprise s'est aussi concrétisée par les démantèlements successifs des services administratifs et commerciaux dans le bâtiment d'Ivry (dit « Sirius ») et des services de la rédaction et de la documentation dans les locaux de la rue Falguère, permettant de libérer définitivement les immeubles de la rue des Italiens et de la rue du Helder le 14 mai 1990.

Enfin, le nouveau système éditorial est opérationnel depuis le mois de mai 1990. Il permet la saisie directe, par la rédaction, d'une part importante des pages du quotidien. Une deuxième phase permettra en 1991 et 1992 la mise en page électronique.

L'actualité riche en événements de l'année 1990 a permis de consolider la progression de la diffusion.

En revanche, l'évolution de la conjoncture économique d'ensemble s'est traduite par un tassement des investissements publicitaires et un net recul des annonces d'emploi. Il en est résulté une baisse des recettes publicitaires dès le mois de janvier 1990 qui revêt, sous certains aspects, un caractère d'autant plus significatif qu'elle fait suite à des années de forte progression.

La plupart des événements que nous venons de rappeler ont engendré une dégradation des résultats sur l'exercice 1990.

1. - Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1990 s'élève à 1 272,8 MF, en progression de 2 % sur l'exercice précédent.

Cette croissance est faible au regard des rythmes de progression enregistrés les années précédentes (+ 16 % en 1989 et + 14 % en 1988).

Ce tassement est essentiellement attribuable à l'activité publicitaire dont le recul en volume est toutefois compensé par les hausses de tarifs publicitaires intervenues sur 1990 ainsi que par la progression de la diffusion.

La hausse des charges d'exploitation consolidées, 7,2 %, est principalement liée aux charges d'amortissement (1990 est la première année pleine d'exploitation de l'usine d'Ivry) et aux provisions pour créances douteuses et pour restructuration comptabilisées sur cet exercice.

La perte nette consolidée (24,8 MF) tient compte de plus-values réalisées à l'occasion de la cession de l'usine de Saint-Denis.

Le résultat négatif engendre naturellement une baisse des capitaux propres consolidés qui s'établissent à 94,9 MF au 31 décembre 1990.

Les ressources financières de l'exercice sont essentiellement représentées par la capacité d'autofinancement (55,1 MF, en légère augmentation sur 1989), les cessions d'actifs (13,4 MF) et la mobilisation de la dernière tranche d'emprunts du Crédit national (25 MF). Elles ont permis de financer les investissements (53,7 MF, en forte baisse sur 1989) et les remboursements d'emprunts contractés pour les installations industrielles (22,2 MF).

2. - Comptes de la SARL Le Monde

Résultats

Le chiffre d'affaires de la SARL Le Monde s'élève à 1 190 MF, en diminution de 2,3 % sur l'année précédente. Mais cette baisse est due à la disparition de services facturés en 1989 à la filiale Le Monde Imprimerie au titre de détachement de personnel. Hors ce phénomène, le CA enregistre une légère progression réelle des autres ventes (+ 2,8 %). Cette croissance est essentiellement due aux abonnements (13,3 %) ainsi qu'aux ventes de journaux au numéro (1,7 %) et compense une

SARL LE MONDE BILANS AU 31 DÉCEMBRE (en milliers de francs)

ACTIF	1990			1989	PASSIF	1990	1989
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES			
ACTIF IMMOBILISÉ					CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles.....	17 590	14 273	3 317	6 645	Capital social.....	620	620
Immobilisations corporelles.....	189 660	24 427	165 233	134 950	Primes, réserves et écart de réévaluation.....	32 221	33 187
Immobilisations financières.....	136 322	2 435	133 887	160 738	Rapport à nouveau.....	32 678	19 371
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ.....	322 572	41 135	281 437	302 333	Résultat de l'exercice.....	(22 407)	14 934
					Subvention d'investissement.....	113 947	120 158
ACTIF CIRCULANT					Provisions réglementées.....	157 058	180 347
Stocks et en-cours.....	19 382	3 688	15 694	8 661	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES.....	46 797	34 876
Créances d'exploitation.....	286 381	26 968	259 413	269 567	DETTES		
Créances hors exploitation.....	0	-	0	27 500	Dettes financières.....	78 882	59 833
Valeurs mobilières de placement.....	0	-	0	41 839	Dettes d'exploitation.....	202 117	300 219
Disponibilités.....	10 251	-	10 251	4 806	Abonnements à servir.....	79 048	70 512
Comptes de régularisation.....	3 119	-	3 119	1 023	Comptes de régularisation.....	6 013	2
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT.....	319 133	30 656	288 477	353 456	TOTAL DES DETTES.....	366 058	430 568
TOTAL DE L'ACTIF.....	641 705	71 791	569 914	655 789	TOTAL DU PASSIF.....	569 914	655 789

SARL LE MONDE COMPTES DE RÉSULTATS (en milliers de francs)

	1990	1989
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 189 918	1 217 921
Autres produits et reprises sur provisions.....	40 896	30 157
Produits d'exploitation.....	1 230 812	1 248 078
Charges externes.....	(808 313)	(671 928)
Impôts et taxes.....	(10 491)	(11 338)
Charges de personnel.....	(359 959)	(487 316)
Autres charges d'exploitation.....	(26 985)	(1 321)
Dotations d'exploitation aux amortissements et provisions.....	(71 398)	(44 473)
Charges d'exploitation.....	(1 275 148)	(1 218 374)
Résultat d'exploitation.....	(44 334)	31 704
Produits financiers nets.....	5 213	13 945
RÉSULTAT COURANT.....	(39 121)	45 649
Produits et charges exceptionnelles.....	16 798	2 349
Dotations aux provisions réglementées.....	-	(29 978)
Provision pour participation des salariés.....	-	-
Provision pour impôt sur les sociétés.....	(84)	(3 089)
RÉSULTAT NET.....	(22 407)	14 934

SARL LE MONDE TABLEAUX DE FINANCEMENT (en milliers de francs)

	1990	1989
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement.....	(1 089)	52 898
Produits de cessions d'actifs.....	13 388	124
Remb. des prêts/avances à long terme.....	22 000	-
Diminution des autres imms financières.....	1 020	3 322
Diminution du fonds de roulement.....	11 217	109 345
TOTAL DES RESSOURCES.....	46 536	165 687
EMPLOIS		
Investissements : Immobilisations incorporelles et corporelles.....	36 421	121 043
Finanç. des autres imms financières.....	1 140	-
Augm. des prêts et avances à long terme.....	6 500	35 500
TOTAL DES INVESTISSEMENTS.....	44 061	156 543
Autres variations des imms financières.....	1 827	7 518
Dividendes distribués.....	848	-
Remboursement de dettes financières.....	-	-
TOTAL DES EMPLOIS.....	46 536	165 687

diminution des recettes publicitaires (- 1,6 %) entre 1989 et 1990. La baisse de la publicité employée en est la composante principale, les entreprises ayant freiné leur politique de recrutement du fait de la conjoncture.

Les charges d'exploitation sont de 1 275 MF, en augmentation de 4,8 % sur celles de 1989. Mais, compte tenu des restructurations en 1989 de frais de personnel indiqués ci-dessus, la progression réelle des charges est plus importante : 10,3 %.

L'année 1990 est la première année de pleine exploitation du site d'impression d'Ivry. Aussi les coûts d'impression qui nous sont facturés par l'imprimerie sont à leur maximum (ils recouvrent notamment les amortissements, les frais financiers et des surcoûts consécutifs à la mise au point des rotatives), et sont alourdis par le recours à une sous-traitance

importante pendant le premier semestre de 1990. Les coûts de distribution comprennent des surcoûts élevés dus à des retards de production, surtout au premier semestre.

Les frais de personnel, compte tenu du transfert, le 1^{er} janvier 1990, du personnel de l'imprimerie à la filiale Le Monde Imprimerie SA, atteignent 360 MF en 1990, à comparer à 487 MF en 1989.

Les dotations aux comptes de provisions sont importantes en 1990 : 44,2 MF contre 31,5 MF en 1989. Elles englobent les éléments suivants :

- Provisions sur actifs circulants (stocks, clients et divers) pour 3,4 MF.

- Provisions pour risques et charges, à hauteur de 38,8 MF dont 28,6 MF de provisions pour restructuration, 1,4 MF de provisions pour départs FNE et

4,8 MF d'autres provisions pour risques et charges.

Le résultat courant est déficitaire de 39,1 MF et la perte nette de l'exercice ressort à 22,4 MF après un résultat exceptionnel de 16,8 MF qui intègre le produit de la cession de l'imprimerie de Saint-Denis et la reprise d'amortissements dérogatoires (art. 39 bis du CGI), effet de l'utilisation de la provision pour acquisition d'éléments d'actif constatée les années précédentes. Cette perte nette se compare à un bénéfice net de 14,9 MF réalisé en 1989.

Bilan

Le bilan établi au 31 décembre 1990 compare :

- la diminution de la trésorerie ;
- la fin des gros investissements, la cession de l'usine de Saint-Denis ainsi que la sortie des

installations immobilières sur les lieux de la rue des Italiens et de la rue du Helder ;

- la diminution des capitaux propres résultant de la prise en compte du résultat net et de l'utilisation de la provision pour acquisition des éléments d'actif.

Tableau de financement

La capacité d'autofinancement chute fortement du fait du déficit de l'exercice.

Les ressources sont constituées essentiellement par la vente de l'usine de Saint-Denis, le remboursement par le Monde Imprimerie d'une partie de son compte courant et les prélèvements sur le fonds de roulement.

Les emplois sont représentés principalement par les investissements. Ils ont été en 1990 de 44,1 MF, en forte diminution par rapport à ceux, exceptionnels, de 1989 (156,5 MF).

GRUPE LE MONDE RÉSULTATS CONSOLIDÉS (en milliers de francs)

	1990	1989
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires.....	1 272 793	1 247 298
Autres produits et reprises sur provisions.....	82 293	49 813
TOTAL.....	1 355 086	1 297 111
CHARGES D'EXPLOITATION		
Charges externes.....	(656 050)	(655 377)
Impôts et taxes.....	(13 137)	(13 803)
Salaires et charges sociales.....	(517 793)	(495 324)
Autres charges d'exploitation.....	(11 950)	(6 546)
Dotations d'exploitation.....	(146 058)	(83 275)
TOTAL.....	(1 344 988)	(1 254 325)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION.....	(9 902)	42 786
RÉSULTAT FINANCIER.....	(25 982)	(11 122)
RÉSULTAT COURANT.....	(35 884)	31 664
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL.....	11 160	8 515
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS.....	578	(20 346)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES.....	(24 148)	19 833
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.....	4	3
Part des actionnaires hors groupe.....	(632)	2 793
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ.....	(24 776)	22 629

GRUPE LE MONDE TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS (en milliers de francs)

	1990	1989
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement.....	55 090	52 495
Augmentation des dettes financières.....	25 000	34 000
Crédit fournisseur à moyen terme.....	14 408	70 613
Autres ressources.....	94 488	138 037
TOTAL DES RESSOURCES.....	194 986	295 145
EMPLOIS		
Investissements.....	53 728	284 127
Remboursement d'emprunts.....	22 257	-
Dividendes distribués.....	1 627	1 625
Autres emplois.....	16 886	9 393
TOTAL DES EMPLOIS.....	94 498	295 145

GRUPE LE MONDE BILANS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE (en milliers de francs)

ACTIF	1990			1989	PASSIF	1990	1989
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES			
ACTIF IMMOBILISÉ					CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles.....	58 571	34 347	24 224	26 638	Capital social.....	620	620
Immobilisations corporelles.....	493 866	68 194	425 672	435 996	Réserves consolidées.....	119 084	99 047
Immobilisations financières.....	29 344	1 203	28 141	25 360	Résultat consolidé.....	(24 776)	22 629
Titres mis en équivalence.....	133	0	133	129	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES.....	94 928	122 296
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ.....	581 914	103 744	478 170	492 125	INTÉRÊTS HORS GROUPE		
					Intérêts sur emprunts.....	20 936	22 554
ACTIF CIRCULANT					Provisions pour risques et charges.....	56 105	37 255
Stocks et en-cours.....	24 380	3 688	20 701	10 309	DETTES		
Créances d'exploitation.....	453 525	72 547	380 978	345 142	Emprunts auprès des établissements de crédit.....	181 436	138 570
Valeurs mobilières de placement.....	47 402	0	47 402	76 854	Emprunts et dettes financières divers.....	106 185	120 658
Disponibilités.....	16 879	0	16 879	10 258	Dettes d'exploitation.....	162 581	190 570
Comptes de régularisation.....	18 530	0	18 530	26 982	Dettes fiscales et sociales.....	206 487	203 799
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT.....	561 026	76 236	484 790	468 645	Impôts différés.....	47 855	50 621
TOTAL DE L'ACTIF.....	1 142 940	179 980	962 960	960 770	Abonnements à servir.....	79 048	68 289
					Comptes de régularisation.....	7 720	5 987
					TOTAL DES DETTES.....	790 991	778 685
					TOTAL DU PASSIF.....	962 960	960 770

CINÉMA

Les chemins de l'angoisse

Le poids de l'invisible sur un homme élu au hasard pour sauver le monde

SIMPLE MORTEL
de Pierre Jolivet

En trois films, Strictement personnel, le Complexe du kangourou, Force majeure, le comédien et scénariste Pierre Jolivet s'est affirmé auteur original, par l'essence même de son univers. Solitude de l'homme, poids du destin, importance de la responsabilité individuelle : à travers ses fictions, tous peuvent se sentir concernés. D'où la vérité de Force majeure, pour ne citer que l'œuvre la plus accomplie.

D'autres se reposent sur les succès acquis. Pierre Jolivet, homme de paris ambitieux, n'a pas hésité à se remettre en cause avec Simple mortel, en bousculant son univers «réaliste» habituel, par l'intrusion de forces surnaturelles.

Stéphane, spécialiste en langues anciennes, reçoit des messages venus d'ailleurs, mais d'où? Les voix s'expriment en gaélique ancien, fixent des rendez-vous, donnent des ordres qui, s'ils sont négligés, entraînent des accidents, des actes de violence. Stéphane finit par comprendre qu'il a été choisi pour assurer la survie de l'humanité en exécutant les choses les plus insensées qui lui sont commandées. Sa vie personnelle bascule, il met son entourage en danger, se comporte comme un fou.

Ne pas voir là, surtout, une science-fiction à intentions humanistes, façon Spielberg. L'ailleurs, quel qu'il soit, passe par la radio, les appareils sophistiqués de l'électronique. Comme si l'exercice de progrès technologique détraquait plus ou moins la personnalité des êtres et se liait aux forces invisibles de l'infiniment grand, pour dire à l'homme qu'il est un grain de sable, et encore. De quoi chavirer, Pierre Jolivet, au terme d'un suspense psychologique extrêmement oppressant - et surprenant - se risque à suggérer un destin métaphysique, mais on ne le suit pas jusqu'à la fin. Son style pointu, nerveux, envoiement, ne parvient pas jusqu'à ces hauteurs.

On ne lui retire pas le mérite d'avoir essayé, mais ce qui est réussi, efficace, troublant dans Simple mortel, c'est la montée de l'angoisse chez Stéphane. Déjà stressé par son travail, son destin est de succomber à ce mal moderne, dont les ravages ne sont pas toujours perçus par les autres. On voit, à partir d'incidents perturbateurs, se développer une névrose qui courbe Stéphane de son ordre normal, de ses rapports affectifs, amicaux.

Le choix de Philippe Volter, comédien de théâtre belge, qui l'a vu chez Rappeneau et Kieślowski



Philippe Volter dans «Simple mortel».

entre autres, est excellent. Avec son physique et son jeu tourmenté il se décale de ses proches (Nathalie Roussel et Christophe Bourseiller, ici à contre-emploi) qui deviennent ses victimes. Il nous entraîne dans l'obsession fébrile, le mécanisme rongeur de l'angoisse, quelle qu'en soit l'origine. Un objet tombe de la table du lavabo, et la crise se déclenche... Les images hautes de Bertrand Charry disent la décomposition d'un homme qui ne peut plus distinguer le réel de l'imaginaire : la véritable audace du film est là.

JACQUES SICLIER

Un Festival Mahmoud Zemmouri. Le cinéma parisien l'Épée de bois programme l'œuvre intégrale du cinéaste algérien Mahmoud Zemmouri et le Rescapé d'Okacha Toutia dont il est le producteur. Auteur et réalisateur, acteur, notamment dans Tchao Pantin, et enfin producteur, Zemmouri est né en Algérie en 1946. En 1981, il réalise son premier long métrage, Prends 10 000 balles et casse-toi, qui obtient le prix Perspectives du cinéma français au Festival de Cannes 1981. Celui-ci est suivi en 1983 des Folles Années du twist présenté aux Festivals de Venise et Montréal, puis de De Hollywood à Tamarassat.

«L'Épée de Bois (5). Tél. : 43-37-57-47. À partir du 28 août.

«Les Commitments» sans arrangements

L'histoire swingante et peu édifiante d'un groupe soul irlandais

LES COMMITMENTS
d'Alan Parker

Ils sont affreux, sales et méchants. Ils biberonnent la Guinness à la chaîne, traînent dans les rues défoncées de leur Dublin natal et ne détestent pas une bonne bagarre. Mais il y a la musique, la soul, le rythme n'blues. Musique de nègre bonne pour tous les nègres, fusent-ils rouquins blafards. Musique de pauvres qui ne veulent pas se faire. C'est l'idée de Jimmy, le cerveau de la bande, autopromoteur manager d'un groupe qui n'a pas encore de nom.

Ce sont des mômes, des adolescents à peine sortis de l'enfance, sauf un, le vicieux Joey «the Lips», le trompettiste, mémoire vivante qui raconte avoir fait le bon avec James Brown et Otis Redding, Wilson Pickett ou Aretha Franklin. Et même avoir j'apote dans sa chambre avec Elvis lui-même. Jimmy les a ré-

unis comme Yul Brynner recrutait les sept mercenaires, au jugé, à l'estime. A l'oreille. Ceux qui savent jouer jouent, les autres apprennent. Les filles, recrutées pour faire joli, y vont de leur tour de chant. Et tout le quartier sort sur le pas de la porte écouter les gamins ; un quartier de Dublin, là où on n'a pas oublié ce que chanter veut dire.

Un peu gentilles, tout ça? Non. Parce que de galère avec les amplis en concert dans des boîtes minables, rien ne s'arrange jamais pour les Commitments (le groupe a désormais un nom, qui se traduirait par «les Engagements»). Parce que, s'il sort de scène, où ils se débrouillent de mieux en mieux, ils ne pensent qu'à se chauffer et à relier les choristes. Et parce que la douzaine de comédiens choisis par Alan Parker ont de vraies bobines, avec mention spéciale pour Andrew Strong qui joue le chanteur du groupe. Seize ans, l'air d'un veuf de labour piqué par un taon, vilain à faire peur, et une voix. Une voix qui croule et tord et jaillit. Un Caliban rhythm'n'blues.

Grâce à lui et à eux, après de jolis moments, rapides et drôles, de chronique naturaliste, il advient quelques vrais chocs d'émotion, où l'on voit comment un peu de musique peut naître d'un groupe de paumés du tiers-monde européen. C'est aussi qu'Alan Parker fait montre, ici, de la qualité qu'on espérait le moins chez le réalisateur de Midnight Express et Mississippi Burning : la modestie. Parker ne fait pas la morale, n'en rajoute pas (trop) dans les effets d'images.

Pourtant, passée la moitié du film, il ne semble plus très bien savoir quelle histoire il raconte. Les séquences deviennent alors une succession de saynètes, parfois réussies mais sans grande nécessité. Telles les pages d'un album auquel manquerait le «concept», comme disent les arrangeurs de disque : des chansons ou des scènes posées les unes derrière les autres sans idée d'ensemble. C'est «à prendre comme ça vient», ainsi que le chantait Aretha Franklin.

JEAN-MICHEL FRODON

Alan Parker en Irlande

Histoire de la création, de l'ascension puis de la dissolution d'un groupe musical de Dublin, les Commitments appelle le comparatisme avec l'un des précédents films d'Alan Parker, Fame. «Pas d'accord, proteste le réalisateur. En 1979, Fame correspondait à mon arrivée aux États-Unis, c'était une vision idéalisée de l'Amérique. La vision est cette fois complètement naturaliste. La seule point commun est qu'il s'agit de gens très jeunes, et qui font un spectacle. Les Commitments n'est pas une success story à l'américaine, mais traite de ce que signifie la musique pour beaucoup de gamins en Irlande. Elle leur apporte un sentiment de dignité et de bien-être. C'est pour cela que l'on voit les choses devenir de plus en plus belles.»

Adapté d'un roman de Roddy Doyle, le film parle de la musique «soul». Comme pour les Noirs, elle représente, lorsqu'on appartient à un sous-prolétariat, la possibilité de devenir quelqu'un. «La thèse de Roddy Doyle, dit Parker est que les Irlandais ont peur de voir la nouvelle Europe divisée entre pays riches - l'Allemagne en tête - et à l'autre bout de l'éventail l'Espagne, l'Italie du Sud et l'Irlande. A Dublin, comme en Angleterre, il n'est pas un groupe qui n'ait été influencé par la musique noire américaine.

Contre l'argument du déracinement culturel, Parker souligne que les deux acteurs principaux - recrutés sur audition - sont tous irlandais, et pour la plupart musiciens. La diversité des styles traduisent l'étonnante vitalité musicale d'une ville qui compte des milliers de petits groupes pour un million d'habitants.

En un plan rapide ou une ligne de dialogue bagueuse, le film évoque aussi, sans insister, le chômage, dont Dublin détiendrait le record en Europe, ou le délabrement des quartiers pauvres. «Je montre une ville qui paraît «détachée», reconnaît le réalisateur. Mais il y a dans ce pays quelque chose qui n'est pas tout à fait d'aujourd'hui. Et l'explosion musicale que nous avons connue en Angleterre dans les années 60 se produit en ce moment à bas.»

HENRI BÉHAR

L'engrenage

RIO NEGRO
de Atahualpa Lichy

Le bourg de San-Fernando, au bord du Rio Negro est tenu par un abominable soudard, quand arrive un monsieur de la ville, accompagné de sa femme, ses deux enfants, son beau-frère. Nommé gouverneur, il vient apporter la civilisation et prendre le pouvoir en toute légalité. Mais que veut dire «légalité» dans l'Amazonie vénézuélienne, au début du siècle.

Le soudard tend un piège au gouverneur qui se méfie. Résultat : un massacre. Et ce n'est qu'un début. Car la terre qui borde le Rio Negro est riche - for et surtout le caoutchouc, plus récent, moins coûteux à exploiter, d'autant que la main-d'œuvre est pour ainsi dire gratuite, formée d'Indiens traités comme des esclaves. Ces richesses, le maître du moment, quel qu'il soit, veut les faire fructifier, se les approprier. Il finit par disparaître, victime de l'abus de son pouvoir. Après le soudard, c'est le gouverneur qui installe une société féodale, traite de ses affaires dans un hôtel-bordel, et joue sa fonction dans un combat de corps où il

défie une sorte de Savonarole sadique, le plus dingé de tous. Et tous se servent d'un mépris, beau garçon, qui les traite tous, c'est son destin puisque de toute façon il n'est chez lui nulle part.

Dans d'autres conditions peut-être, les gens qui vivent là ne se conduiraient pas autrement qu'ailleurs. Mais, loin de tout, isolés, sans garde-fous, soumis à leur seule ambition, pris en étau entre les débâcles de l'ère technologique et une structure mentale autarcique sociale complétement moyen-âgeuse, ils deviennent des fauves ou des escrocs. On gouverne par décret - une affiche écrite à la main punaise sur la porte - on lève des impôts, on favorise la contrebande pour prélever des taxes, on tue qui gêne, on devient de moins en moins sociable, on tue de plus en plus.

Rio Negro, d'Atahualpa Lichy, pose les personnages et le fabule avec une simplicité efficace. La chanson finale, qui dit en substance «le pétrole a remplacé le caoutchouc», donne le ton déshéant du film, tour à tour ironique et amer. La manière dont est montré l'engrenage du système qui se grippe, s'effrite et tourne à vide, est terriblement actuelle...

COLETTE GODARD

MUSIQUES

Vince Taylor le météore

La mort du loser du rock and roll

«Ange noir», «Satan du rock...» Vince Taylor est mort le 27 août à Lutry (Suisse). Il était âgé de cinquante-deux ans (nos dernières éditions).

«Rock and Roll Station is a station where we can do what we want to do...» (Rock and Roll Station est une station où on peut faire ce que l'on veut...). D'une voix aigre, ronde, Vince Taylor, sur fond de contre-basse et de bicyclette dit un bout d'autobiographie musicale. «Bicycle is music to me». N'importe quoi est de la musique. Tout. J'attends Michael à la Rock and Roll Station. Quelle étrange histoire. Ce récit figure dans le premier disque de Jac Berrocal, Parallèles, publié en 1976 (Davyantage, 01). En 1976, Vince Taylor n'est déjà plus un chanteur de rock and roll, il l'est toujours. «Qui fut prêt l'est», dit Hugo. Vince passe son temps à disparaître. C'est un art difficile. Les plongées à la gloire défilante, dérisoire, alternent avec les tunnels d'oubli.

Petite guilde de frappe tragique entre Artaud et Chef Baker, si proche de lui dans la légende, même collée comme en suant d'amour par une belle après-midi d'été, chaîne de breloque qu'on fait passer pour une pièce de moto, blouson et gants noirs de voyou, cuir à même la peau, tempérament lascif, il n'y aura rien manqué. Vince Taylor est encore plus vrai et plus faux qu'Elvis et Johnny mélangés.

A sa façon, Vince Taylor, Maurice Brian Holden, né un 14 juillet 1939 et mort un mardi d'août, en Suisse, incarne à lui seul l'essence, l'existence et la vraie folie fausse du Londonien immigré en famille

aux États-Unis. Bardamu bardé de cuir dont on met en doute l'identité, la nationalité et les états de service : aviateur, pilote de course, épiqueur de patates à Montfermeil? Vince Taylor n'aura eu pour seule vérité que le rock and roll. Mort plusieurs fois. Ses dérapages étaient trop ou pas assez contrôlés.

Le premier 45-tours vient des States, en 1956, avec les Heartbreak Hotel et Blue Suede Shoes qu'il reprend partout. Il laisse tomber les aéronautes, mais ce n'est qu'une part de légende, plus croyable que le vrai, bien sûr, pour débarquer en Angleterre avec le futur ex-Beatle, Tony Sheridan.

Sa dégaine, c'est 1958. Blouson noir, pantalon de cuir, gants de frimeur sadien, chaînes coupantes, typique arsenal du pauvre, érotisme à quatre sous d'un corps plutôt élégant qu'on donne en pâture aux premières télévisions, aux premiers photographes (Herman Leonard). Ça, c'est la version trépidante, morose. On peut voir les choses autrement : une station au cinquième, deuxième degré. Donc, au premier.

De Brand New Cadillac à Shekin' All Over, Vince Taylor chavire tout ce qu'il touche. Il est peut-être le seul chanteur de rock pur (comme on disait, dans les basses classes, le vin pur). Il vient en France, invente une nouvelle carrière chez Barclay, sort d'embûche, de référence, de prétexte.

Avec son énergie pure, sa sensualité brute, tendre et, si l'on y regarde bien, assez sophistiquée, il habite une féminité de play boy à

chemise à carreaux (les Play-Boys, son groupe, est ainsi affublé), travesti cuir de boutique à Pigalle, idole parfaitement désignée pour toutes les sexualités en travail qu'un monde vaguement paniqué libère, sans considération de genre ni de signe, hommes, minettes, louards virils et garçons coiffeurs dans la même palette, sous la houlette de celui qui peut passer, la grâce en plus, mais sait-on jamais, pour l'épave de Cro-Magnon de David Bowie.

Chaque fois une promesse d'éternité

Vince Taylor soulève les foules. Quoi qu'il fasse, il soulève. Il aurait pu chanter le Tannhäuser au Vatican en tenue de commandant, il eût soulevé. C'est ainsi et pas autrement. Chacun son destin. Ses passages sont des ouragans. Chaque fois, une promesse d'éternité. Ça tourmente. Les producteurs, les organisateurs se lassent. Vous savez ce que c'est : la responsabilité, la rentabilité, le sens de la mesure, tout ça. Les punks réinventeront Vince avec à peu près le même goût de la nuance. Clash à tous les étages. Le paradis de ses affaires dans un hôtel-bordel, et pour sa fonction dans un combat de corps où il

Et toujours le ridicule qui guette à deux pas, en une doubleure de position, l'abîme ou le ratage plat. Un soir des années 60, à l'état chimiquement naissant, une petite génération de nageurs enfiévrés - c'est que nous n'étions pas bien malins - l'attendait dans les étranges heurtes comme un mouton cocasse et prometteur. Nous

n'avions pas grand-chose à nous mettre sous la dent. L'ineffable Albert Rainsier, sourire en forme d'harmonica pour «Age tendre et tête de bois», avait imaginé de faire tomber l'archange point enroulé d'un tour à tour ironique et amer. La manière dont est montré l'engrenage du système qui se grippe, s'effrite et tourne à vide, est terriblement actuelle...

Son destin l'apparente aux losers sublimes. La folie qu'il suscitait sans le vouloir, en le voulant, le meurtrir. Il n'est l'animateur de quelques-uns des meilleurs groupes de rock and roll : Bobby Clark, comme pratiquement tous ses compagnons, feront de grandes carrières. Il ne se relève jamais de ses triomphes. Son passage au Balaban en 1972, au Déjazet en 1976, cette idée si belle de Berrocal la même année. Son premier disque même «bien compris», gravé pour Big Beat en 1980 et républié par EMI en 1987 auraient suffi à relancer, dans cette période de revivalisme à tout prix et de racines à trois francs cinquante, n'importe quel margoulin de bas étage. N'importe quel ringard pathétique. Ça n'aurait pas suffi à faire de Vince Taylor plus que ce spectre qui consentait parfois à apparaître. Pas moins non plus. On ne se débarasse pas si facilement d'un poète. Lui qui s'y est échiné avec ténacité aura tout de même mis cinquante-deux ans à réussir.

FRANCIS MARMANDE

THÉÂTRE

La saison 1991-1992 au Théâtre national de Bretagne

Emmanuel de Varicourt, directeur du Théâtre national de Bretagne, ex-Grand Huit de Rennes, avait travaillé à la Comédie de Genève, avec Benno Besson et Matthias Langhoff. Avec raison, il leur est resté fidèle. Le premier vient donc en octobre avec Cœur ardent, d'Ostrovski ; le second crée en mars 1992 le Dérail sous les ormes, d'Émile O'Neill.

En octobre vient le Criot 2, avec le dernier spectacle de Kantor avant sa mort. Aujourd'hui c'est mon anniversaire. En décembre, c'est Michel Dezoeteux, avec le Varié de Bruxelles, et le Songe d'une nuit d'été, puis François Tanguy, avec sa compagnie le Radeau, et le Chant du bouc. En janvier, une troupe rennoise, l'Alibi, présente le Mariage de Gogol, suivi en février par le Théâtre ambulancier Chopalovitch, de Simovitch, par Jean-Paul Wenzel et les Fédérés.

En fin de saison, on attend Claude Régy avec Chutes, de Gregory Motton, la Volière Dromesko, et en avril la seconde édition d'Emergences, réunion de spectacles inédits, de troupes professionnelles mal connues. Ce n'est pas exactement un festival, c'est l'occasion de connaître ceux que l'on dit devoir assurer «la relève».

Il y a bien entendu de la danse à Rennes, avec Michèle-Anne de Mey en novembre, la seconde édition des Week-ends de la danse en janvier et février 1992, Catherine Diverges en mars, Hela Fatoumi et ses Lamoureux en avril, Michel Kelemenis en mai, et en août François Vernet qui dirigera un

atelier dans une prison de femmes.

Et puis il y aura du jazz, l'Orchestre de Bretagne donnera cinq concerts, La Chapelle royale deux. On attend Jean Guidoni, Claude Nougaro, Jane Birkin, John Lurie - comédien et musicien fétiche de Jim Jarmush - et les Lounge Lizards. Le cinéma commence en septembre.

► Renseignements, 1 rue Saint-Helier, BP 675, Rennes Cedex.

ACCENTS OF AMERICA

- Art and the new Technologies
- American movies
- Public speaking
- American history
- Business English
- Préparation : TOEFL, TSE, TOIC.

TELEPHONE 44 07 05 05

Inscriptions à partir du 3 septembre 25 rue de Condé 75006 Paris métro Odéon

ÉCONOMIE

La préparation du budget pour 1992

BILLET

RMI sans insertion

Ne laisser personne sur le bord du chemin. Sous couvert de ce grand principe de solidarité, M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, vient de jeter un pavé dans la mare du revenu minimum d'insertion (RMI) en évoquant, dans un entretien accordé le 27 août à l'ACP, l'hypothèse de la création d'un « revenu minimum social » afin de « rassembler ceux qui seront encore loin de l'insertion ».

Sur la forme, la proposition — formulée un peu vite — du secrétaire d'Etat peut apparaître comme une maladroite dans la mesure où elle intervient avant même la remise du rapport officiel que la commission nationale d'évaluation du RMI doit, conformément à la loi de décembre 1988, rendre au premier ministre avant le 31 janvier prochain.

Sur le fond, la création d'un « revenu minimum social » sans contrepartie de la part du RMI, et qui serait forcément moins bien rémunéré que, selon la version originale — ou sinon pour-quoi faire l'effort de s'insérer ? — reviendrait en fait à renoncer à un dispositif, certes compliqué et imparfait, mais novateur dans son esprit. La grande originalité du RMI — ses créateurs l'ont assez répété — est de dépasser la simple assistance en introduisant la notion de contrat d'insertion passé entre chaque bénéficiaire et les services sociaux.

La réalisation d'un tel objectif est, certes, difficile. Seuls 60 % des quelque 400 000 bénéficiaires du RMI ont aujourd'hui signé un tel contrat. L'un des écueils auxquels le RMI s'est heurté réside dans la nature même du contrat d'insertion : doit-il s'agir d'un engagement basé uniquement sur une insertion professionnelle alors même que tous ne pourront pas y accéder ? Ou peut-on se contenter d'obtenir pour ces démunis une insertion sociale, à travers la prise en charge de leurs difficultés multiples, en échange d'un signe de bonne volonté... Autre pierre d'achoppement, la multiplicité des intervenants dans un parcours d'insertion forcément long et semé d'embûches, alors même que ces acteurs n'avaient jamais travaillé ensemble. Nul ne peut prétendre balayer en un jour autant d'inertie et de freins. Ces acteurs auront sans doute encore à faire preuve de beaucoup d'imagination et de vigilance pour éviter de dévoyer un système sans doute perfectible. Mais n'est-il pas, de toute façon, trop tôt pour jeter l'éponge ?

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le nouveau plan des Nations unies

« La communauté internationale a intérêt à aider l'Afrique »

déclare le directeur général de l'ONU pour la coopération

« L'attitude de l'Occident vis-à-vis de l'Afrique est celle d'un passager de première classe qui se dit : « Il y a une bombe dans l'avion mais ce n'est pas grave puisqu'elle est en classe touristes ». Nous faisons appel à la raison, pas aux bons sentiments », a déclaré M. Antoine Blanca, directeur général des Nations unies chargé de la coopération économique, en présentant, mercredi 28 août à Paris, le rapport du secrétaire général de l'organisation consacré à la crise économique en Afrique (le Monde du 29 août). « Jamais le déséquilibre entre le Nord et le Sud n'a été aussi grand. La paix, la sécurité mondiale ne sont plus menacées par la guerre nucléaire mais par ce fossé qui va en s'accroissant ».

Se défendant de tout défaitisme, « Tout est possible s'il y a une volonté politique », M. Blanca a insisté sur l'intérêt des nations développées à soutenir les efforts de redressement du continent africain. « Sans solution au problème du développement en Afrique, on ne résoudra pas les problèmes d'environnement à l'échelle du monde,

Le gouvernement achève la mise au point — particulièrement difficile cette année — du projet de budget de l'Etat pour 1992, qui devrait être examiné au cours du conseil des ministres du mercredi 18 septembre.

Les arbitrages rendus par M. Cresson en faveur du ministère de la défense, qui voit ses crédits relevés de 4,5 milliards de francs par rapport aux décisions prises le 23 juillet dernier, vont obliger MM. Bérégovoy et Chasse à rechercher de nouvelles économies. Le ministre du budget a confirmé mercredi après-midi 28 août que, conformément aux directives du président de la République, il n'y aurait ni impôts supplémentaires ni impôts nouveaux.

M. Chasse a également écarté l'idée d'une relance qui consisterait à laisser filer le déficit budgétaire. « On a vu dans le passé ce que donnent les relances, pas grand chose », a déclaré le ministre, qui a ajouté qu'il allait falloir « chercher et gratter » dans les autres dépenses budgétaires.

Le dispositif fiscal que mettait au point le ministère de l'économie et des finances a failli pâtir de la rallonge budgétaire accordée à la défense. Dans la version qui avait été proposée à Maignon et qui consistait pour l'es-

sentiel à réduire à 33,3 % le taux de l'impôt sur les bénéfices — que ceux-ci soient distribués ou réinvestis, l'Etat perdait de l'argent. Maignon a donc été tenté de se cantonner à des mesures spécifiquement destinées aux petites et moyennes entreprises. Il semble finalement que M. Cresson se soit pour l'essentiel rallié aux mesures proposées dans le rapport que M. Christian Pignatelli (député socialiste des Vosges) a rédigé à la suite de la mission qui lui avait été confiée le 17 juin dernier pour « donner un nouvel élan aux PME-PMI », rapport rédigé après de multiples entretiens avec les hauts fonctionnaires compétents, les banquiers et des organisations professionnelles comme le CNPF, la CGPME, l'ETHIC etc.

Modification

du système des acomptes

La proposition la plus importante de M. Pignatelli est celle qui consiste à réunifier les deux taux de l'impôt sur les sociétés à 33,3 %, que les bénéfices soient distribués (le taux est actuellement de 42 %) ou qu'ils soient réinvestis (le taux est actuellement de 34 %). Le coût de cette mesure est estimé à 13 milliards de francs. Mais elle pourrait être étalée dans le temps et bénéficier

d'abord aux PME par le biais d'une modification du système des acomptes. Les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires 1990 a été inférieur ou égal à 500 millions de francs (le chiffre avancé par M. Pignatelli pour être finalement revu à la baisse pour limiter le coût fiscal de la mesure) verseraient leurs acomptes de 1992 (mars, juin, septembre, décembre) calculés sur la base d'un taux à 33,3 % tandis que les autres entreprises verseraient des acomptes calculés sur la base d'un impôt à 36 % (actuellement l'acompte est calculé sur la base de 38 % pour tenir compte de l'existence des deux taux).

Ce dispositif permettrait de limiter à 6 milliards les pertes de recettes fiscales pour 1992 et réaliserait dans un premier temps la progressivité de l'impôt sur les bénéfices qui avait été réclamée en faveur des PME.

A cette proposition, M. Pignatelli ajoute une autre : l'instauration d'un crédit d'impôt non remboursable égal à 25 % du montant des augmentations de capital « à condition que celle-ci soit faite par apport en numéraire et pour un montant supérieur ou égal à 25 % du capital social et des réserves ». Le rapport Pignatelli propose qu'une telle disposition soit limitée à deux ans : elle coûterait 6,8 milliards de francs et pourrait

être étalée sur quatre ans. Cette mesure semble avoir peu de chances d'être retenue, l'expérience ayant prouvé que le système des crédits d'impôt aboutissait à des constructions extrêmement compliquées et difficiles à gérer, utilisées par un très petit nombre d'entreprises et donnant parfois lieu à des fraudes.

En revanche, la fiscalité des comptes courants d'associés pourrait être améliorée comme le suggère le rapport Pignatelli. Les intérêts servis à ces comptes bloqués destinés à être incorporés au capital dans un délai de cinq ans bénéficieraient actuellement d'un prélèvement libératoire de 18,1 % sous un plafond de 400 000 francs par compte, le prélèvement passant à 38 % au-delà. Ce plafond de 400 000 francs pourrait être supprimé.

Quelques relèvements

Le ministre de l'économie et des finances, pour obtenir la mesure à laquelle il tient le plus — la baisse de l'impôt sur les sociétés —, a proposé diverses dispositions équilibrant finalement l'opération d'unification des taux. La première consisterait à relever de 25 à 33,3 % la taxation des plus-values financières réalisées sur les obligations, et les parts

d'OPCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières). Resteraient taxées à 19 % les plus-values sur participations, immeubles et sur fonds de commerce. On retrouve, à quelques détails près, cette mesure dans les propositions du rapport Pignatelli, qui estime le gain fiscal à 4 milliards de francs.

Une autre disposition, qu'on ne retrouve pas dans le rapport Pignatelli, consisterait à durcir l'imposition des SICAV de capitalisation pour les parts détenues par les entreprises. Cette mesure, si elle était retenue, rapporterait quelques milliards de francs.

Le rapport Pignatelli propose une autre source d'économie qui a toutes les chances d'être retenue par le gouvernement : la suppression de la déductibilité des dividendes pour augmentation de capital. Le gain pour l'Etat serait de 2,2 milliards de francs en année pleine.

Telles sont, pour l'essentiel, les dispositions fiscales qui seront contenues dans le projet de loi de finances pour 1992, dispositions que M. Cresson devrait révéler à Bordeaux le 16 septembre en annonçant un ensemble de mesures en faveur des PME.

AL. V.

Révision en baisse du PNB

Les Etats-Unis ne sont pas encore sortis de la récession

NEW-YORK

de notre correspondant

Alors que le Japon annonce pour la fin août son cinquième mois de croissance continue, (lire ci-contre) le département du commerce a annoncé le 28 août une révision en baisse du produit national brut (PNB).

Au deuxième trimestre, il a finalement régressé de 0,1 % au lieu de la progression de 0,4 % annoncée il y a un mois, laquelle avait conduit l'administration Bush et nombre de commentateurs à annoncer la fin de la récession.

En réalité, le PNB américain enregistré ainsi sa troisième baisse trimestrielle consécutive depuis l'arrêt de la croissance, officiellement fixé à juillet 1990. Au cours des trois mois précédents, le PNB avait subi une forte chute de 2,8 % survenant après une baisse de 1,6 % au dernier trimestre 1990.

D'après les premières indications, la légère baisse du PNB au deuxième trimestre 1991 résulte en partie d'une diminution de la production de biens et de ser-

vices mais surtout d'une rétrocession de la consommation (laquelle représente les deux tiers du PNB), alors que les pouvoirs publics tentent sur un axe de achats pour relancer la machine économique.

Une réticence confirmée par le sondage réalisé le jour même par la chaîne de télévision ABC et selon lequel 53 % des particuliers interrogés estiment que leur situation financière ne leur permet pas d'accroître leurs dépenses de consommation. La veille, l'indice de confiance des consommateurs, établi par la Conférence Board et qui permet d'anticiper leur comportement pour les six mois à venir, reflétait une nouvelle baisse (76,3 en août contre 77,7 en juillet), la quatrième consécutive en cinq mois après le bond exceptionnel de 20 points constaté en mars dernier.

Un record du Dow Jones

Interrogé au départ de son parcours de golf sur cette contre-performance de l'économie américaine, qui, au demeurant, alimente les critiques de plus en plus fréquentes que suscite l'administration Bush, le président Bush, qui poursuit ses vacances dans sa résidence de Kennebunkport, dans le Maine, s'est contenté de rappeler que « certaines statistiques étaient en hausse, d'autres en baisse », avant de réaffirmer sa confiance dans la situation économique du pays.

Wall Street a semblé lui donner raison en affichant le 28 août une hausse de près de 30 points de l'indice Dow Jones, lequel a encore amélioré son record historique, tandis que nombre d'analystes tablent d'ores et déjà sur une nouvelle détente des taux d'intérêt, à l'instigation de la Réserve fédérale.

Certains experts invoquant les bonnes nouvelles de ces derniers jours (la nouvelle contraction du déficit commercial américain au cours du deuxième trimestre et la hausse de 7 % des dépenses à la construction résultant de l'indice établi par une division de McGraw-Hill) et une amélioration du climat psychologique escomptent une reprise au second semestre 1991. Mais sur une pente douce qui ferait de cette sortie de crise la plus lente et la moins vigoureuse de l'après-guerre.

SERGE MARTI

57 mois de croissance ininterrompue

Le « Heisei boom » de l'économie japonaise

Avec une nouvelle croissance en août, le Japon vient de connaître une période exceptionnelle d'expansion durant cinquante-sept mois consécutifs, c'est à dire depuis décembre 1986. Ce boom actuel — surnommé « Heisei boom » en référence au calendrier impérial — égale le record légendaire de croissance rapide obtenu par le pays dans les années 60, le « boom Izanagi ». Comme la bonne santé de l'économie se prolonge, malgré des signes de ralentissement dus au resserrement de la politique monétaire, ce record a toutes les chances d'être battu.

Le boom izanagi avait non seulement permis au Japon d'effacer les ruines de la guerre mais l'avait propulsé parmi les grands pays exportateurs. L'actuelle expansion, commencée en novembre-décembre 1986, a placé l'Archipel aux tous premiers rangs des puissances économiques. En six ans, le Japon a été considérablement transformé avec une forte croissance de la consommation intérieure — les Japonais sont devenus consommateurs ce qui a donné un moteur interne à la croissance du pays — et il a confirmé sa suprématie mondiale dans de nombreux secteurs de haute technologie.

En six ans le Japon a enregistré une croissance en rythme annuel de 5,5 %, moins que les 12,1 % de la période izanagi mais largement plus qu'aucun autre pays industriel. En cumulé, le gain est équivalent du total du PNB de la France...

Dans le désordre

Suite de la première page.

La décision d'augmenter les crédits de la défense a été prise après la mobilisation des élus locaux et des ouvriers des villes touchées par les coupes budgétaires : à Roanne, notamment, où est installée GIAT Industries. A chaque fois, des flûtes d'informations se sont fait entendre, systématiquement organisées. Ont-elles fait progresser le débat, ont-elles évité des erreurs stratégiques ? On peut se poser la question à la lumière notamment de ce qui vient de se passer en URSS. Une chose est sûre : la décision prise à Maignon de revenir sur un arbitrage officiel va faire naître des doutes sur la capa-

cité de l'Etat à rétablir l'équilibre de ses comptes ou à mener à bien les politiques économiques qu'il a choisies.

C'est ainsi que la baisse de l'impôt sur les sociétés au taux de 33,3 % voulue par M. Bérégovoy pour favoriser l'investissement industriel s'est en fait défilée en début de semaine sans que les entreprises aient eu connaissance du projet de loi. L'effet en aurait été déplorable car la mesure avait pratiquement été promise aux chefs d'entreprise. Aux dernières nouvelles, Maignon se serait laissé convaincre... Beau désordre.

ALAIN VERHOLLES

Des élus PS et UDF demandent le maintien du projet de l'hélicoptère NH-90

Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône, M. Lucien Weygand (PS), M. Roland Blum, député UDF de ce même département, et l'interprète des usines Aérospatiale de Marignane (où doit être conçu l'hélicoptère NH-90) ont envoyé, chacun de leur côté, une lettre au premier ministre pour lui demander des assurances sur le maintien du programme de cet hélicoptère de manœuvre prévu en coopération avec l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne. Ils attendent que M. Edith Cresson confirme ses propos (le Monde du 28 août) en faveur de ce projet dans le cadre du budget de la défense pour 1992.

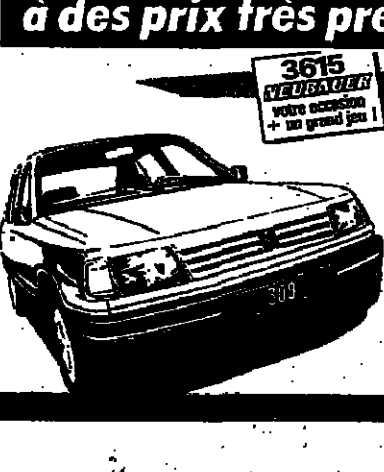
A Europe 1, en effet, le premier ministre a déclaré que la construction de l'hélicoptère NH-90, dont on a évoqué l'abandon la semaine dernière (le Monde du 24 août), n'était pas remise en cause.

Dans le projet de budget de la défense pour 1992, il est question, selon des sources proches du ministère de l'économie et des finances, de consacrer environ 100 millions de francs au développement du NH-90. En 1991, l'effort financier est de 80 millions de francs et, pour 1992, les industriels concernés estiment leurs besoins à quelque 320 millions de francs. Le coût global du développement de cet hélicoptère est, évalué sur neuf ans, à 5,3 milliards de francs (4,3 milliards pour l'Etat et 1 milliard pour Aérospatiale) pour la seule part française.

M. Fillon (RPR) : « L'avenir de nos armées est sombre ». Après la démission du général Jean Salvan et l'annonce (le Monde du 29 août) que le projet de budget de la défense pour 1992 s'élèverait à 196 milliards de francs, en augmentation de 1,5 milliard par rapport à celui de 1991, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission

de la défense à l'Assemblée nationale, a déclaré : « L'avenir de nos armées est sombre et ses perspectives ne sont pas très inquiétantes. Ils font les frais d'une politique inspirée, et cela depuis plusieurs années, par la facilité et le verbiage. Il faut être sourd et aveugle pour ne pas réaliser que les crédits ne sont pas à la hauteur des ambitions affichées ».

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !

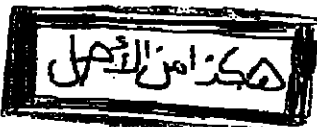


- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Grafic (5p)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER

vend et loue des voitures

227, bd. Anatole-France 93206 ST-DENIS (93) 48 21 60 21



ECONOMIE

Ancien ministre du général de Gaulle, pionnier de la politique énergétique française

Pierre Guillaumat est mort

Pierre Guillaumat est décédé le 28 août, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Surnommé le tsar de l'énergie, il a régné pendant plus de trente ans sur la politique énergétique française.

Plus puissant que bien des ministres, mais pratiquement inconnu du grand public, Pierre Guillaumat n'a vécu que pour une idée : il n'y a pas de véritable indépendance nationale sans autonomie énergétique. C'est cette autonomie qu'il développera sans relâche, et souvent à l'arraché, dans le pétrole, mais aussi le nucléaire, le gaz, et l'électricité, avec l'appui constant du général de Gaulle, dont il était non seulement l'un des plus fervents partisans mais aussi un conseiller fort écouté.

Autodidacte et patriote intransigent, sévère, secret et cassant, « aussi communicatif qu'un coffre-fort sur une banquette », comme l'écrivait Josette Alia en 1968, mais unanimement admiré par tous ses collaborateurs, ce fils de général a, sa vie durant, tourné résolument le dos à la gloire. S'il accepta, par fidélité, d'assumer la tâche délicate d'être le premier ministre des armées de la V^e République, ce n'était là, comme il l'a souvent dit, qu'un intermède. « Je voyais en effet, a-t-il précisé en 1969, que le métier d'ingénieur - et le suis d'abord un ingénieur - ne m'avait pas prédisposé à la vie politique. »

Pierre Guillaumat fut pourtant le patron incontesté de cette camaraderie polytechnicienne qui, sous la IV^e puis la V^e République, a permis de mener à bien la réalisation de la bombe atomique française, d'engager le programme nucléaire civil le plus

ambitieux du monde et de créer de toutes pièces une industrie nationale des hydrocarbures, au grand dam des Américains et de leurs « majors » pétroliers. Né le 5 août 1909 à La Flèche (Sarthe), fils du général Adolphe Guillaumat qui s'illustra pendant la première guerre mondiale dans les armées alliées d'Orient, tout le prédisposait à ce rôle. Il grandit sous l'uniforme et fit l'apprentissage de la discipline dans les tristes cours du Prytanée de La Flèche, alors que les souvenirs de la guerre de 1914 sont encore tout frais.

L'exemple de Clemenceau, qu'il admira, entraîna de mener d'abord auprès des Américains le précieux carburant qui, en 1917, alimentera les taxis de la Marne et forcera la victoire, marque profondément le jeune Pierre Guillaumat. En sortant de Polytechnique en 1931, il choisit tout naturellement le prestigieux corps des Mines, dont il sera plus tard le patron et le modèle incontesté. En attendant, il ronge son frein. Nommé chef du service des Mines en Indochine de 1934 à 1939, puis en Tunisie, c'est pendant l'Occupation que son destin s'amorce.

Le pari sur l'indépendance

En 1943, Pierre Guillaumat choisit l'action et la clandestinité, dont il gardera toujours le goût. Il sert au BCRA puis à la 11^e armée. Un an plus tard, en 1944, il est nommé directeur des carburants par le général de Gaulle, à qui il a exposé son « pari » : assurer l'indépendance énergétique de la France en limitant l'influence des sociétés pétrolières étrangères et en créant un secteur national

totallement indépendant, parallèlement à la vieille CFP (Total), déjà trop engagée par les accords d'association avec les majors pour assumer seule cette nouvelle politique.

A la tête de la direction des carburants pendant huit ans, de 1944 à 1951, et en même temps du Bureau de recherche du pétrole pendant quatorze ans, ce « Martel français », va réussir son pari. Car des hydrocarbures, il en découvre : à Lacq en 1949, puis en Algérie, en 1956, au Congo, au Gabon, en 1959. En quelques années, la France a ainsi réussi à maîtriser son destin pétrolier en contrôlant une bonne partie de

ses approvisionnements. Ce même souci d'indépendance le conduira à s'intéresser de très près au nucléaire.

En 1951, il est nommé administrateur général et représente directement Matignon au Commissariat à l'énergie atomique, qu'il pilotera pendant sept années, jusqu'en 1958, en même temps qu'il préside (de 1954 à 1959) l'Electricité de France. Sept années clés : c'est à cette époque que, sans soutien politique clair d'aucun des gouvernements de la IV^e République, les techniciens du CEA mettront au point, dans le plus grand secret, la bombe

atomique française que de Gaulle, revenu au pouvoir, imposera au monde.

Après un bref passage par la politique comme ministre des armées (de juin 1958 à février 1960), puis ministre délégué auprès du premier ministre (Michel Debré) chargé de l'énergie atomique, de la recherche et de la fonction publique (de février 1960 à avril 1962), il revient à sa passion première en devenant en 1962 PDG de l'Union générale des pétroles, puis trois ans plus tard, après un bref retour à la tête d'EDF de janvier 1964 à octobre 1965, de l'Entreprise de recherche et d'activités pétrolières (ERAP), qui réunit les deux organismes de recherche contrôlés par l'Etat, et dont l'UGP devient filiale. En même temps, il est nommé président de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, qui reste autonome pour ne pas effaroucher ses actionnaires privés.

Dix ans plus tard, en 1966, lorsque l'ensemble fusionne pour former le groupe Elf-Aquitaine, Pierre Guillaumat en devient naturellement le premier président. Entre-temps la décolonisation a privé la France du contrôle total de la plupart de ses anciens gisements, qu'elle doit partager avec les nouveaux gouvernements. Une période difficile pour cet « émir de la République », surnommé ainsi par Pierre Péan dans le livre du même nom, qui accepte mal la nationalisation en 1971 du pétrole algérien, « son » pétrole, puisqu'il l'a découvert.

Sous l'aiguillon de son impérieux président, le groupe Elf n'en réussira pas moins à compenser ces pertes, en découvrant du pétrole et du gaz notamment en mer du Nord et en Afrique, et à devenir l'un des premiers groupes pétroliers européens. En 1977, lorsque Pierre Guillaumat prend sa retraite, il laisse une entreprise florissante, bien diversifiée. Certes la France n'a pas réussi totalement à se soustraire à l'influence des « majors » américaines, mais grâce à ses deux groupes pétroliers, grâce aussi au puissant parc électro-nucléaire qui se met en place, elle a largement réduit sa dépendance énergétique.

Seul accroc dans une réussite aussi exceptionnelle que discrète : l'affaire dite des « avions renifleurs », où Elf et son président, se sont fait bernés par deux faux inventeurs défendus par un ancien agent du SDECE. Lorsque l'affaire éclate, en 1984, Pierre Guillaumat, non sans panache, en assume publiquement l'entière responsabilité. Guidé là encore par le souci de l'indépendance de la France - le procédé miraculeux, s'il avait marché, était de nature à donner au pays un avantage stratégique décisif - peut-être aussi par son goût du secret, et des services de renseignement - auxquels il n'a jamais cessé de s'intéresser de près - on trouvait chez Elf de nombreux « anciens » notamment issus de l'Afrique. M. Guillaumat n'y perdra pourtant aucune miette du prestige qu'il conserve dans les milieux français du pétrole. « L'Etat de l'énergie » lui a été et le restera jusqu'à sa mort, et sans doute au-delà.

VÉRONIQUE MAURUS

Un bâtisseur

par André Giraud

Pierre Guillaumat était un modèle pour nous, les ingénieurs hauts fonctionnaires. C'était d'abord un bâtisseur. Il était de ceux qui pensent que la volonté peut aboutir, ce qui ne l'empêchait pas d'être réaliste. Il croyait que la France peut être un grand pays, pourvu que les Français le veulent. Il a montré par son exemple et l'a démontré par son œuvre.

Il était un homme au service passionné de l'Etat et de la France et a fait preuve d'une extraordinaire énergie et d'un exceptionnel courage moral.

Mais il était aussi attentif à la qualité des hommes, une caractéristique essentielle de son succès.

Et il avait une grande croyance dans la recherche depuis la création de l'Institut français du pétrole après la guerre, la mise en place du CEA et, dans les dernières années, la collaboration avec le CNRS, dont il présidait la commission des relations avec l'industrie.

Si la France est aujourd'hui une puissance nucléaire, c'est d'abord à lui qu'elle le doit. C'est lui qui a posé les bases de l'industrie et de l'armement nucléaire français. Il avait auparavant présidé au rétablissement de l'industrie du raffinage après la Libération et il fut le créateur de l'industrie pétrolière française.

André Giraud est ancien ministre de l'Industrie (1978-1981) et ancien ministre de la Défense (1986-1988).

SOCIAL

Laborieuses négociations entre le gouvernement et les médecins

Les nouveaux modes de gestion de l'assurance-maladie devront être définis avant la fin de l'année

Depuis le début de l'été, les représentants des pouvoirs publics, des caisses de Sécurité sociale et des professions de santé se sont lancés dans une opération d'envergure, mais à l'issue encore incertaine : jeter les bases des mécanismes de régulation dont le système français d'assurance-maladie n'est jamais parvenu à se doter. En clair, il s'agit de briser le cercle vicieux qui, faute de pouvoir contenir les dépenses, consiste à colmater les brèches en réduisant les remboursements et en augmentant les cotisations. Ces nouvelles modalités de gestion de l'assurance-maladie, a prévenu le gouvernement, devront impérativement faire l'objet d'un accord avant la fin de l'année pour être opérationnelles dès 1992. En cas d'échec, les rapports souvent agités entre l'Etat et le monde médical pourraient connaître une nouvelle période de forte tension.

Poursuivant la voie ouverte - avec maladresse, mais non sans succès - par M. Claude Evain, ancien ministre des affaires sociales, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, s'est fixé pour objectif d'amener ses interlocuteurs à s'impliquer pour de bon dans une politique de maîtrise des coûts supportés par la Sécurité sociale. Dans une note d'orientation, le ministre reprend l'idée d'un « objectif quantifié annuel de dépenses ». Les professions de santé accepteraient que leur activité ne dépasse pas un certain seuil de progression, reposant sur des critères médicalisés définis chaque année avec les pouvoirs publics et les caisses d'assurance-maladie.

Un tel mécanisme permettrait de mettre un terme au double chantage auquel se livrent l'Etat et les professions de santé. Pour peser sur les dépenses, le premier refuse de réviser les tarifs médicaux et modifie, souvent de manière unilatérale, certaines tarifications. Les secondes contournent l'obstacle en multipliant les actes et les prescriptions pour préserver leurs revenus. Une spirale

infernale (si leur taux de croissance observé ces trois dernières années se maintient, les dépenses de santé doubleraient tous les neuf ans) et incompatible avec les moyens financiers de la « Sécurité ».

Démarche consensuelle

Plutôt que d'organiser une « grand-messe », M. Durieux a choisi une méthode moins spectaculaire. Fin juin, il a constitué six tables rondes tripartites (1) dont les travaux, suspendus quelques semaines durant les vacances d'été, viennent tout juste de reprendre. Officiellement, celles-ci ont un caractère strictement technique. « Pour éviter les querelles théologiques, nous discutons de sujets concrets capables de créer une véritable ambiance de négociation », insiste-t-on dans l'entourage du ministre.

Consensuelle, cette démarche permet aussi de mieux tenir compte du caractère complexe des problèmes évoqués. En effet, établir une enveloppe globale de dépenses paraît plus facile à imaginer pour certains spécialistes ayant recours à des équipements lourds (et pouvant dégrader des gains de productivité) que pour un généraliste ou un pédiatre dont on ne peut guère prévoir le nombre de patients qui feront appel à lui. Faut-il, d'autre part, choisir de plafonner l'activité ou la rémunération au plan individuel ou appliquer des normes collectives en modulant la valeur des honoraires en fonction des dépenses ? De même, il ne sera pas aisé de déterminer les éventuelles modalités d'intéressement des praticiens n'ayant pas dépassé les objectifs contractuels ou, dans le cas contraire, les sanctions à l'encontre de ceux ne les ayant pas respectés.

Bien que la méthode retenue évite pour le moment au gouvernement d'avoir à faire face à un front uni des professionnels de la santé (dont les intérêts sont, d'ailleurs, loin d'être convergents), il ne fait de doute pour personne que les points durs de la discussion finiront par apparaître. Du reste, le prochain examen de la convention médicale qui fixe les rapports tarifaires entre la Sécurité sociale et les professions de santé risque de créer de redoutables interférences.

Dans les milieux médicaux,

régne une certaine méfiance. Le Centre national des professions de santé (CNPS) estime que seules les dépenses d'assurance-maladie - et non l'ensemble des dépenses de santé - devraient faire l'objet d'un cadrage annuel. Un raisonnement qui aboutirait à réduire un peu plus le taux global de prise en charge par la Sécurité sociale. En outre, le CNPS demande un réajustement immédiat de la nomenclature ou des tarifs médicaux et s'étonne que la discussion ne porte pas sur la gestion des hôpitaux publics. Quant à la création de semaines de vacances médicales, proposée par M. Durieux, elle suscite une large hostilité.

Les professions de santé devront néanmoins tenir compte de deux éléments importants. D'une part, le gouvernement, qui s'est engagé à présenter des comptes sociaux équilibrés fin 1992, ne peut se permettre de laisser filer les dépenses. En cas d'échec des discussions, il sera conduit à prendre des décisions. D'autre part, nombre de praticiens libéraux paraissent disposés à accepter quelques concessions en échange d'une politique plus restrictive en matière d'études médicales, seul moyen de limiter la progression excessive du nombre de médecins libéraux. En ramenant récemment le nombre de médecins à 3 500 étudiants, les pouvoirs publics ont pris une décision appréciée par la majorité du corps médical.

Pour l'heure, les protagonistes s'attachent à ne pas hanter le ton. Néanmoins, chacun fournit ses armes. Les représentants de la médecine libérale préparent activement la manifestation nationale qui aura lieu à l'automne - celle du 11 juin avait été un succès - et les pouvoirs publics continuent de surveiller de près l'évolution des dépenses. La Caisse nationale d'assurance-maladie vient d'ailleurs de lancer neuf programmes de contrôle concernant, entre autres, les cliniques privées et les activités libérales de certains médecins hospitaliers.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Ces groupes concernent les infirmiers libéraux, les masso-kinésithérapeutes, les cliniques privées et les biologistes. Les médecins (généralistes et spécialistes) ont constitué deux tables rondes : l'une sur la démographie médicale, l'autre sur la régulation des dépenses.

COMMUNICATION

L'université d'été de la communication

A l'école de Mac Gyver

Comment les enfants jugent-ils la télévision ? Comment la consomment-ils ? Comment s'en libèrent-ils ? Ces questions et beaucoup d'autres, liées au rapport de l'enfance et de l'image, ont fait l'objet de plusieurs débats, mercredi 28 août, à l'université d'été de la communication. Une enquête réalisée auprès d'environ mille personnes (dont 71 % d'enfants) par l'association Médias, télévision et téléspéctateurs, apporte des éléments inédits sur ce sujet (1).

CARCANS-MAUBISSON

de notre envoyée spéciale
Mac Gyver est le nouveau héros des huit-douze ans. Jeune, courageux, intrépide, ennemi de la violence mais capable d'y recourir pour défendre des causes justes ou les plus démunies, l'aventurier américain a supplanté toutes les vedettes hollywoodiennes dans le cœur des jeunes Français. Le sondage révèle le plébiscite puisque, unanimement,

enfants, parents et enseignants le placent en tête du classement des émissions préférées par les jeunes. Preuve qu'il s'agit d'un réel phénomène et que le feuilleton d'A2, diffusé il est vrai dans le monde entier, a encore de beaux jours devant lui.

Il dépasse « Giga », le magazine d'A2 réalisé pour les adolescents, qui arrive en deuxième position. Il dépasse les émissions du commandant Cousteau, classées en troisième position par les enfants. « Une famille en or », le jeu populaire de TF1, « Madame est servie », la sitcom américaine de M6, et, surtout, « Le Club Dorothée » (TF1). On le retrouve également dans le trio des émissions réputées distraire tout en instruisant. Les enfants le placent, cette fois, entre le commandant Cousteau (premier) et « l'Usualité » de Nicolas Hulot (troisième). Un tel palmarès surprendra parents et enseignants, auxquels les vertus pédagogiques de la série américaine « Mac Gyver » ont échappé et qui, sur ce terrain, optent plus volontiers, aux côtés de Cousteau et Hulot, pour « Giga » ou bien « Thalassa ».

Mais en toute chose on peut s'instruire, semblent dire les enfants, dont les émissions préférées aident, selon eux, à connaître « la nature, les ani-

maux, les plantes » ; et puis, « la vie pratique, les trucs pour se débrouiller » (Mac Gyver, ami d'un chat qui aime se faire un bricolage de génie ; des « techniques » ; et enfin de l'actualité).

La publicité ? Elle permet d'abord de « se tenir au courant des nouveautés », affirment les enfants, qui semblent trouver dans les spots publicitaires plus d'informations que ne le pensent les adultes. Enfin, à la question « Où apprend-on le plus ? », les enfants citent, en premier lieu, la famille, puis l'école avant la télévision, laquelle supplante tout de même voyages et sorties, les camarades et les activités extrascolaires. Personne ne s'étonne, en revanche, de voir les enseignants citer l'école en tout premier lieu ; ni d'apprendre qu'un petit nombre d'enfants (trois cent trente-cinq rebelles) estiment n'y rien apprendre.

Niaiserie et violence

C'est en tout cas avec leurs parents que les enfants disent perdre de ce qu'ils ont appris sur le petit écran, avant leurs camarades, leurs frères et sœurs et, très loin derrière, presque à égalité avec les grands-parents, leurs professeurs. Soixante-flappant quand on voit l'impact massif mis par les enseignants dans une coopération régulière entre l'école et la télévision.

Nombreux sont les parents qui ont enrichi leurs réponses au questionnaire de commentaires personnels. Parmi ceux-ci reviennent fréquemment des griefs concernant la violence des programmes. Thérèse tardif de certaines émissions, le recours abusif aux dessins animés, la « niaiserie », le « manque de respect », l'« infantilisisme du jeu employé par les animateurs » (« Le Club Dorothée » était le plus attaqué).

L'influence, enfin, de la télévision sur l'éducation n'est mise en doute par personne. Nombre de parents et d'enseignants expriment même, dans une tonalité très revendicative, leur volonté d'être entendus, tout au moins écoutés, par ceux dont la télévision est la profession.

ANNICK COJEAN

(1) Cette enquête est le produit du travail bénévole de plusieurs centaines de membres d'associations diverses (éducatives, familiales, culturelles, sociales, etc.) à travers toute la France, réunis à l'initiative conjointe de la Ligue de l'enseignement et de l'Union nationale des associations familiales. 13 395 questionnaires ont été traités ; 10 893 ayant été remplis par les enfants, 3 599 par des parents et 543 par des enseignants.

de l'impôt sur les sociétés
d'abord aux PME

Dans le désordre

MARCHÉS FINANCIERS

Les difficultés de l'industrie automobile européenne

Les bénéfices de Renault et de Volvo ont diminué au premier semestre

Les constructeurs automobiles français et suédois ont publié, le mercredi 28 août, leurs résultats semestriels. Renault annonce un chiffre d'affaires de 83,2 milliards de francs et un résultat avant impôt de 962 millions de francs. Pour la même période de 1990, le groupe nationalisé avait réalisé à périmètre identique 86,3 milliards de francs de chiffre d'affaires et 2,8 milliards de francs de bénéfices.

De son côté, selon notre correspondante à Stockholm, la firme suédoise affiche les plus mauvais résultats d'exploitation de son histoire avec 559 millions de couronnes (environ 559 millions de francs) de pertes par rapport à 1,4 milliard de couronnes (environ 1,4 milliards de francs) de bénéfices pour la période correspondante de l'année dernière. Les chiffres ne sont malgré tout pas dans le rouge grâce notamment à la vente de 12 millions d'actions de Sega Petroleum qui a supporté à Volvo 1,6 milliard de couronnes (environ 1,6 milliard de francs), ce qui permet à la firme suédoise d'afficher un résultat avant impôt de

654 millions de couronnes (environ 654 millions de francs). Le programme de réduction des coûts sera cependant resserré et 8 000 emplois seront supprimés d'ici à la fin de 1991 au lieu des 7 000 prévus. « C'est épouvantable, il faut le faire, mais cela devrait être suffisant », estime M. Krister Zettergren, le président du groupe Volvo.

Les deux groupes expliquent leurs moindres performances par les mauvaises conditions du marché automobile européen depuis un an, notamment en raison de la crise du Golfe. Chez Renault, on prévoit un redressement au second semestre et au bout du compte un chiffre d'affaires en augmentation sur celui de l'année 1990.

C'est la première fois, depuis leur mariage au début de l'année 1990, que les comptes des deux firmes influent l'un sur l'autre à hauteur de leur participation respective. Selon la firme française, la part de Volvo intervient en positif pour 22 millions de francs dans les résultats du groupe français.

A La Teste (Gironde)

D'anciens salariés vont reprendre les Chantiers navals de l'Atlantique

Les anciens Chantiers navals de l'Atlantique (CNA) de La Teste, en Gironde, qui ont déposé leur bilan le 5 février dernier, vont reprendre leur activité dès septembre sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production (SCOP) réunissant une quarantaine de cent quarante anciens salariés, regroupés autour de l'ancien directeur du marketing de CNA, devenu gérant de la nouvelle société, rebaptisée Arcoa-Arcoa, du nom des deux marques de bateaux qui firent la réputation des anciens chantiers.

Arcoa-Arcoa aura un capital social d'un million 250 millions de francs et devra bénéficier d'aides financières du conseil général et du conseil régional qui pourraient

PATRICK BUSQUET

Après la tentative d'escroquerie contre Duménil-Leblé Suisse

Une procédure de liquidation va être imposée à deux agents de change italiens

Deux agents de change italiens, MM. Giovanni Adorno et Sandro Montalcini, implantés respectivement à Milan et à Turin et impliqués dans la fraude aux dépens de la Banque Duménil-Leblé, se sont déclarés insolvable, mercredi 28 août. La direction de la Bourse leur impose, donc la procédure de liquidation forcée qui entraînera un retard d'une huitaine de jours pour la liquidation du mois d'août. Ce principe impose une vente aux enchères du portefeuille des agents de change insolvable jusqu'à hauteur de leur débit.

D'autre part, en Suisse, les justices civiles et pénales des cantons de Genève et du Tessin ont lancé mercredi 28 août une « alarme bancaire totale » sur ces deux cantons pour tenter de contraindre la tentative d'escroquerie dont a été victime la banque d'affaires genevoise Duménil-Leblé. L'escroquerie

porte sur des titres d'une valeur de 85 milliards de francs (1400 milliards de francs français), surtout de compagnies cotées à la Bourse de Milan.

La banque Duménil-Leblé a déposé la semaine dernière une plainte auprès des autorités suisses, les titres italiens s'étant évanouis au cours de nombreux échanges avec des intermédiaires italiens, dont des agents de change et une société financière, Misafin, filiale du mystérieux groupe italien Dominion.

Duménil-Leblé a été autorisée par la justice suisse à ne pas livrer les titres incriminés aux ayants droit italiens. Misafin a contesté à Duménil-Leblé le droit de ne pas livrer ces titres. L'agent de change Giovanni Adorno a annoncé son intention de porter plainte contre la banque Duménil-Leblé, et de lui réclamer des dommages et intérêts.

Lançant un emprunt en deutchmarks

L'Afrique du Sud renoue avec la communauté financière internationale

Le gouvernement sud-africain a annoncé, mercredi 28 août, qu'il préparait une émission obligataire en deutchmarks, pour un volume provisoirement fixé à 200 millions de DM (680 millions de francs). L'Afrique du Sud n'avait pas lancé d'emprunts publics internationaux depuis 1985, année où le pays de l'apartheid s'était de lui-même isolé des marchés financiers. Son retour est devenu envisageable depuis que les Etats-Unis et la Communauté européenne ont décidé de lever leurs sanctions contre le pays.

L'emprunt doit essentiellement servir au refinancement d'un ancien prêt qui arrive à remboursement en décembre prochain, dont le montant n'a pas été divulgué. La Deutsche Bank mènera le consortium d'émission. Le total de la dette extérieure publique sud-africaine est de 1,9 milliard de dollars, dont 1,3 milliard libellé en DM. (AFP)

Publication du décret sur les loyers à Paris.

Le décret réglementant les loyers du secteur privé à Paris et en région parisienne est publié au Journal officiel du 28 août. Comme prévu (le Monde du 26 juillet), le texte prévoit que lors du renouvellement du bail, la hausse devra être limitée à l'évolution de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC) de l'INSEE. Mais si des travaux d'amélioration ont été réalisés, une majoration supplémentaire d'un montant maximal de 10 % du coût réel des travaux est autorisée. De même, si le loyer est sous-évalué par rapport au voisinage, une mise à niveau est prévue. En revanche, pour les logements rendus vacants par le départ d'un locataire, à compter du 31 août, la loi dite « Malraux-Mermoz » du 6 juillet 1989 s'applique. Le nouveau loyer doit être fixé « par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour des logements comparables ».

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

NEW-YORK, 28 août ↑

Nouveau record d'altitude

Après deux séances consécrées à consolider ses positions, la grande Bourse new-yorkaise a repris, mercredi 28 août, son ascension, à très vive allure même, puisqu'un court instant l'indice Dow Jones des Industrielles devait atteindre la cote 3 084,85, avant de redescendre un peu le matin pour s'établir au niveau quand même historique de 3 055,23 avec un gain de 29,07 points (+0,96 %). Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 078 valeurs traitées, 1 054 ont monté, 510 ont baissé et 514 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, le marché, après avoir été un moment déçu par la révision en baisse de 0,1 % du PIB pour le deuxième trimestre (une progression de 0,4 % était attendue), s'est mis soudain à espérer qu'une baisse des taux d'intérêt était redevenue envisageable.

D'autres chiffres doivent être publiés jeudi, puis vendredi, dont beaucoup espèrent aussi qu'ils seront meilleurs que la dernière statistique. L'activité a continué d'augmenter avec l'échange de 169,59 millions de titres contre 143,92 millions la veille.

VALEURS	Cours de 27 août	Cours de 28 août
Alcoa	89 3/8	89 5/8
AT&T	38 3/4	38 5/8
Boeing	48 7/8	49 1/8
Chemical Bank	48 1/2	48 3/4
Deere & Co	68 5/8	69 1/2
Exxon	31 1/2	31 3/8
Ford	31 1/2	31 3/8
General Motors	37 3/8	37 5/8
Goodyear	37 3/8	37 5/8
IBM	85 5/8	86 1/8
ITT	85 5/8	86 1/8
Johnson & Johnson	72 3/8	72 5/8
McDonald's	137 5/8	138 1/2
Union Carbide	21 1/2	21 3/8
Westinghouse	27 3/8	27 5/8
Xerox Corp.	58 1/8	58 3/8

LONDRES, 28 août =

Quasi stabilité

La séance a été assez morne mercredi 28 août à la Bourse de Londres où l'indice Footsie des cent grandes valeurs, fluctuant dans des marges étroites, a terminé la journée sur un gain de 0,2 %, à 2 664,25. Le marché britannique étant déjà clos quand Wall Street établissait un nouveau record, il n'a donc pu réagir à cette bonne nouvelle.

Le marché s'est accordé une pause après l'agitation de la semaine précédente provoquée par les événements d'Union soviétique. A la clôture, le volume des échanges s'est gonflé à 507,2 millions de titres contre 318,2 millions mardi.

Le groupe de bureaux de Paris Brent Walker a cédé 1 penny à 25 pence après l'ouverture d'une séance par la Bourse des fraudes britannique sur « certains aspects » des affaires du groupe.

FAITS ET RÉSULTATS

o Salomon : Moody's révisé en baisse la notation financière. - Le groupe Salomon Smith Barney a annoncé, mercredi 28 août, la révision en baisse de la qualité du crédit de plusieurs milliards de dollars de dette de Salomon Inc. en raison de l'implication de la firme d'investissement dans un scandale sur le courtage de bons du Trésor américain. La décision de Moody's va probablement entraîner pour Salomon une augmentation de ses coûts d'emprunt sur le marché des capitaux. Salomon a déclaré que la solidité financière de Salomon « continuait d'être garantie par une gestion financière professionnelle, un niveau élevé de capitalisation et un flux de liquidités très suffisant » pour assurer ses opérations de courtage de titres et ses autres activités.

o Le groupe Bidermann a finalisé la cession de Schoeneman. - Le groupe textile Bidermann a annoncé mercredi 28 août qu'il avait finalisé la cession d'une de ses activités américaines, I. Schoeneman, qui fabrique costumes et imperméables commercialisés notamment sous la marque Burberry's, dont il possède la licence pour les Etats-Unis. Le prix tiré de cette cession, dont le principe avait été annoncé à l'automne dernier, n'a pas été révélé. L'acheteur est la société américaine à capitaux internationaux Plaid M. V.

En juin dernier, le président du groupe Maurice Bidermann avait souligné que le produit de cette vente allait permettre de « réduire de façon considérable les dettes contractées l'année dernière lors de l'acquisition de la société américaine Chert Pashbody », ancienne maison-mère de Schoeneman.

o Banco Bilbao Vizcaya se retire de Hambourg. - Le Banco Bilbao Vizcaya a vendu mercredi 28 août sa participation de 5,69 % dans la banque d'affaires britannique Hambro, objet de multiples spéculations d'OPA des deux dernières années. L'annonce a été faite par la banque d'investissement de New York S. G. Warburg, après avoir placé les titres auprès d'institutions. La banque espagnole était l'un des actionnaires européens des titres de Hambro. L'ambition de créer un réseau d'alliances et de clients sur le continent. Instituto Bancario San Paolo de São Paulo a racheté la banque d'affaires de Hambro et la compagnie d'assurance britannique Guardian Royal Exchange (GRE) possède 10,2 %.

Les rumeurs d'OPA avaient été provoquées par la prise d'une participation de la compagnie d'assurance danoise Balcica, allée de la Compagnie financière de Suède dans laquelle la City voyait un possible prédateur. Balcica déclinait une offre de 14 % de Hambro.

o NMB Postbank rachète les activités de leasing du groupe espagnol GDS. - La NMB Postbank, partie intégrante du groupe interbancaire international Nederlanden Group (banques/assurances), a annoncé mardi 27 août avoir conclu un accord avec la Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona (« La Caixa ») sur le rachat des activités de leasing du groupe espagnol GDS. La NMB-Postbank estime le montant total à payer pour racheter l'ensemble des actions du groupe espagnol à un maximum de 110 millions de florins (330 millions de francs). GDS-Lessiner, qui emploie cent vingt personnes, est actuellement le numéro cinq espagnol du leasing.

o ICI lance ses hypothèques au Japon. - Le groupe britannique ICI va lancer son médicament pour les maladies cardiovasculaires Zestril (hypotenseur) au Japon, après avoir reçu les autorisations nécessaires. Selon ICI, le Japon est le deuxième marché mondial pour les traitements cardiovasculaires. Zestril avait été lancé aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne en 1988 et devrait réaliser un chiffre d'affaires mondial de 200 millions de livres (335 millions de dollars) cette année. L'an dernier, ICI Pharmaceuticals a réalisé un bénéfice d'exploitation de 489 millions de livres (8,9 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires de 1,42 milliard de livres (14 milliards de francs).

PARIS, 28 août ↑

Bien orientée

L'annonce d'une croissance française plus forte que prévue au deuxième trimestre a stimulé jeudi matin la Bourse, qui, par ailleurs, a réagi à une détente momentané des taux d'intérêt à court terme revenus sous le barre des 9 %. En hausse de 0,57 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait un gain de 0,63 % en fin de matinée. Dans l'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'apogée de 0,62 % à 1 663,27 points.

Dans la matinée, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, annonçait que la croissance économique selon l'INSEE avait augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre. Cette performance est meilleure que celle qui était prévue par des experts qui tablèrent sur 0,5 %. « Je pensais que la reprise s'amorcerait à l'automne mais le suis un peu surpris des résultats satisfaisants de ce deuxième trimestre », a déclaré le ministre au micro d'Europe 1.

Dans ce contexte, le marché boursier a été actif et des valeurs comme Michelin étaient recherchées. Des rumeurs circulaient sur CMB Packaging à propos d'une éventuelle OPA. Certains même avançaient le prix de 190 francs par action. Chez CMA, les indices dépendant que les deux actionnaires principaux, CGIP et le britannique MB-Caradon, déclarent à eux deux 51 % du capital du groupe et sont liés par un pacte valable jusqu'en 1999. Enfin, le mystère s'est levé autour de la CSE après le franchissement du seuil des 20 % effectué par GLP, groupe spécialisé dans le dépôt de vins et n'exclue pas à l'avenir soit d'agir en alliance avec d'autres actionnaires, soit la possibilité de céder nos actions.

TOKYO, 28 août ↑

Bien orientée

L'espérance d'une baisse des taux d'intérêt a stimulé jeudi la Bourse de Tokyo qui a terminé la séance sur un gain de 1,7 % selon l'indice Nikkei parvenu au niveau de 2 002,17 yens.

En cours de séance, les échanges ont porté sur 100 millions de titres, autant que mercredi matin, et contre 285 millions de titres durant toute la journée.

La hausse du yen face au dollar et la forte progression de Wall Street ont également encouragé les investisseurs japonais. Les opérateurs, convaincus que le gros des scandales boursiers japonais sera désormais clos.

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Alcatel	1 040	1 080
Banque Paribas	808	818
Carrefour	2 500	2 520
Compagnie Générale	1 480	1 470
Edison	1 800	1 810
Industrie Minière	680	670
Sanofi	6 810	6 840
Toyoko Hotel	1 520	1 520

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3588	3680	Imtech. Nébule	840	834
Arnault Associés	280	280	Imtech. Oxygène	158	158
B.A.C.	139	139	J.P.B.M.	80	80
Sega Verme	805	805	Loxi Invest	252	246 10
Belton (L)	352	351	Locomac	70	70 20
Breil (Lyon)	219 50	213	Mape Comat	115	111 60
CAL de Fr. (C.C.I.)	589	581	Molier	156 80	156 80
Calsonic	384	384	P&G (P&G)	381	382 40
Cardif	685	680	Renaud	710	710
C.E.G.P.	136	133 90	Rhone-Alp. En (L)	300	300
C.F.P.L.	277	280	S.A.M.	188	188
C.N.I.M.	889	871	Selco Invest (L)	100	92 20
Continental	270	272	Seslab	380 10	388
Coultures	1000	658	S.M.T. Group	130	130
Credac	198	198	Sopra	270	270
Daphin	406	403	T.P.I.	335	340
Delaunay	1280	1280	Thomson H. (L)	273	273
Delaunay Worms Co.	335	335	Unilog	188	198
Dewberry	840	880	Viel et Co	88 90	88 90
Dowell	345	345	Y. St-Lazare Group	766	766
Dufresne	136	133			
Edisons Belgium	205	213 20			
Geop. Population	280	280			
Fluor	118	118			
Franspax	130	133 80			
G.F.F. (Lyon)	183	183			
Grand Lave	410	410			
Grenoblet	185	185			
Grande Oxygène	706	706			
Guilford	980	980			
L.C.C.	206	204			
Idemec	122 50	124 80			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 août 1991

Nombre de contrats : 58 492

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	106,07	106,34	105,88
Précédent	105,69	105,74	105,48

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat		Options de vente	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0,12	0,95	0,19	0,97

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 12 579

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 851,50	1 867,50	1 876,50
Précédent	1 859	1 863	1 879

CHANGES

Dollar : 5,8950 F ↓

Le dollar s'échangeait en baisse jeudi 29 août, après avoir chuté à l'annonce d'une révision en baisse du PIB américain au deuxième trimestre. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,8950 francs au fixing, contre 5,9645 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT 28 août 29 août

Dollar (en DM) : 1,7573 1,7361

TOKYO 28 août 29 août

Dollar (en yen) : 137,13 136,73

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (29 août) : 3 131/6 5 (51/6 %)

New York (28 août) : 5 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

27 août 28 août

Industrielles : 119,1 119,4

Valeurs étrangères : 116,9 117,7

ISBF, base 100 : 31-12-81

Indice général CAC : 483,94 483,71

ISBF, base 1000 : 31-12-87

Indice CAC 40 : 1 949,87 1 951,83

NEW-YORK (indice Dow Jones)

27 août 28 août

Industrielles : 3 826,16 3 855,23

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 619,99 2 624,2

30 valeurs : 2 659 2 653,9

Mines d'or : 159 158,1

Fonds d'Etat : 85,78 85,80

FRANCFORT 27 août 28 août

Dollar : 1 647,12 1 647,50

TOKYO 28 août 29 août

Nikkei Dow Jones : 21 621,63 22 082,17

Indice général : 1 682,94 1 706,68

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

US DOLLARS

DEUX MOIS

SIX MOIS

UN AN

Taux de change

\$ E.-U.

\$ Can.

Yen (100)

DM

Francs

FF (100)

S (1 000)

L (1 000)

£

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 AOUT

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		Cours	Dernier cours	VALEURS		Emission	Rechart	VALEURS		Emission	Rechart	VALEURS		Emission	Rechart
		préc.				Fr. incl.	net			Fr. incl.	net			Fr. incl.	net
Etrangères															
A.E.G.	606	607	A.A.A.	1048 71	1023 13	Facilebas	855 97	944 85	Paste Gestion	61198 58	61198 53				
Alco. Rio Alcan.	130	130	Acilion	223 57	217 98	Fractobas	28 11	27 42	Pavillon Hotel	10800 28	10789 48				
Alcan. Can.	136 50	135 10	Agapagos	800 83	788 44	Fracti-Paribas	10742 89	10582 83	Payeur. Euratl.	111 29	110 19				
Andalucia Bank	286 90		Amalgam	7891 18	7265 37	Fractur	6054 68	5702 07	Pw Associates	27486 14	27486 14				
Argentine	67 12	67 12	Ampladis	67 12	67 10	Fractur	13771 65	13042 77	Prodis	1054 75	1050 50				
Argentine Govt. Tr.	1122 33	1122 33	Andalgos Govt. Tr.	1122 33	1122 33	Fractur	13771 65	13042 77	Prodis	1054 75	1050 50				
Asacore	1122 33	1122 33	Asacore	1122 33	1122 33	Gas Associates	162 68	165 89	Reaktor	881 39	885 43				
Aust. Fact.	381 34		Aust. Fact.	381 34		Horizon	109 68	1173 48	Remarc	159 67	157 17				
Aust. Ind.	1319 87	1321 03	Aust. Ind.	1319 87	1321 03	Imperial	12965 42	12996 42	Reverus Telecom	5235 38	5233 05				
Aust. Alcan.	1704 31	1670 89	Aust. Alcan.	1704 31	1670 89	Imperial	111052 82	10788 27	Reverus Vert.	1138 10	1128 18				
Aust. Coal	111 20	107 89	Aust. Coal	111 20	107 89	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	1334 42	St. Helens So. Am.	123 10	86 52				
Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Aust. Govt. Tr.	67 12	67 12	Inorganic	13569 90	133							

	Marché libre de l'or
--	-----------------------------

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/8	COURS DES BILLETS achat	vente	MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 29/8
Etats-Unis (1 USD)	5 894	5 895	5 700	9 200			
Angleterre (100 dm)	339 270	339 500	328	348	Or fin Italia en barre	65200	67000
Belgique (100 F)	16 800	16 829	180	310	Or fin (en lingot)	66800	67760
France (100 F)	301 210	301 440	280	470	Napoleon (200)	396	395
Italie (1000 lire)	4 500	4 548	83	250	Pièce Fr (10 F)	396	394
Maroc (100 dirhams)	67 870	67 850	250	1 750	Pièce Suisse (20 F)	396	394
Mex (1000 pesos)	380 000	378	9 350	10 350	Pièce Livre (20 £)	366	360
Etats-Unis (100 dollars)	342 630	342 630	378	3 400	Souverain	404	490
Norvège (100 kr)	86 820	87	85	87	Pièce 20 dollars	2130	2095
Autriche (100 sch)	49 214	48 900	15 800	800	Pièce 10 dollars	1020	1020
Espagne (100 pes)	8 468	8 468	5 700	5 700	Pièce 5 dollars	562	561
Portugal (100 esc)	3 380	3 380	4 350	4 350	Pièce 50 pesos	2530	2490
Canada (15 \$ can)	5 224	5	5	5	Pièce 10 florins	404	396
Japon (100 yens)	4 362	4 220	4 400	4 400			

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

COLLECTIONS CONTEMPORAINES. Musée - 3^e et 4^e étages. Jusqu'au 13 octobre 1991.

OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE. Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPI. Jusqu'au 7 octobre 1991.

LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES

1. Photographie lacérée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaus-sée. Jusqu'au 9 septembre 1991.

ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI. Galerie du CCI. Jusqu'au 30 septembre 1991.

SURRÉALISTES GRECS. Grand foyer. Jusqu'au 23 septembre 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar., dim. de 9 h à 18 h.

18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45. Fermé le

lundi.

DESSINS DE CARPEAUX : LES ANNÉES D'ITALIE (1856-1862). Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.

EL LISSITZKY. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre 1991.

MUSÉES

SAMUEL BECKETT. Films et pièces pour la télévision. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monet, Morisot et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

LA COULEUR DU TEMPS, PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée :

25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre 1991.

DERRIÈRE LE RIDEAU. Décors et costumes de théâtre et d'opéra. Collège nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

JEAN DUBUFFET, LES DERNIÈRES ANNÉES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

HORST. Soixante ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LE MONDE SELON SES CRÉATEURS. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre 1991.

LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES À NOS JOURS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

MARIO PRASSINOS. De l'atelier à la donation 1957-1985. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre 1991.

PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée

Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

RENÉ-JACQUES, RÉTROSPECTIVE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août 1991.

TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1980-1990. Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} septembre 1991.

CENTRES CULTURELS

AFFICHES ORIGINALES DES FILMS DE PASOLINI. Accaccone, 20, rue Cujas (45-33-86-86). T.J. de 12 h à 22 h. Jusqu'au 3 septembre 1991.

GUILLAUME APOLLINAIRE. SES LIVRES ET SES AMIS. Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamoignon, 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. sf dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre 1991.

PÉRIPHÉRIE

JOUY-EN-JOSAS. La Vitesses. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 29 septembre 1991.

MEAUX. Hip-Hop Dtdt. Musée Boscuet, palais épiscopal (64-34-84-45). T.J. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 septembre 1991.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 30 AOÛT

« Tombes célèbres du Père-Lachaise ». 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (N. de Langlade).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps ». 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autrefois).

« Au Musée d'Orsay : le dix-neuvième siècle, des paysages de Barbizon aux impressionnistes et à Gauguin ». 15 h 30, 1, rue de Bellechasse, aux pieds de l'éléphant (Paris et son histoire).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise ». 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (N. de Caze).

« Le quartier Mouffetard à travers ses cours et jardins secrets, du marché des Patriarches à la pension Vauquaire ». 14 h 30, métro Monge (M.C. Lasserre).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain ». 14 h 30, métro Assemblée-Nationale, sortie rue de Lille (C. Maréchal).

« Le grand tour du Marais, jardins, hôtels privés et la place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Heuber).

« Les vieux quartiers des Halles ». 14 h 30, église Saint-Eustache, angle rue du Jourdain Rambuteau (A. nous deux Paris).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'île Saint-Louis pas à pas ». 14 h 30 et 17 heures, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La place Dauphine, le Pont-Neuf et les vestiges de l'enceinte de Philippe-Auguste ». 15 heures, métro Pont-Neuf, côté Samaritaine (Paris autrefois).

« L'hôtel Le Brun, le collège de Navarre et les jardins de l'ancienne école Polytechnique ». 15 heures, sortie métro Cardinal-Lemoine (D. Bouchard).

« L'UNESCO : architecture des années 50 » (limité à trente personnes). 14 h 30, devant les grilles, place Fontenay.

« Un quartier d'artistes au dix-neuvième siècle : le Nouveau Adrien ». 14 h 30, sous le porche de l'église de la Trinité.

« Le jardin du Luxembourg : un musée de sculpture en plein air ». 15 heures, entrée place Edmond-Hostand (Monuments historiques).

« Saint-Germain-l'Auxerrois et son vieux quartier ». 15 heures, métro Louvre.

« Hôtels célèbres du Marais illuminés ». 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Vigiles).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guili, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Pour vous aider à préparer vos dossiers

1 AN = 105 F *

Tous les mois, les *Dossiers et Documents* du *Monde* publient deux dossiers d'actualité, de quatre pages format quotidien, sur des pays, des faits de société ou des problèmes d'économie.

Chaque dossier contient les articles les plus significatifs du *Monde*, du *Monde diplomatique* et du *Monde de l'éducation*.

Avec les *Dossiers et Documents*, le *Monde* ouvre sa documentation et met ses archives au service du public. Les *Dossiers et Documents* s'adressent aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens et à tous ceux qui, pour leurs travaux personnels ou leurs besoins professionnels, veulent mettre à jour leurs connaissances, retenir l'essentiel et conserver une information durable.

Les *Dossiers et Documents* sont couramment utilisés dans l'enseignement secondaire. La plupart des sujets traités sont choisis en fonction des programmes scolaires. Ils constituent un complément utile des manuels, actualisant les derniers développements et signalant les statistiques les plus intéressantes.

Chaque année, les *Dossiers et Documents* publient un numéro « spécial examens » qui fait le point sur l'économie des grandes régions du monde et de la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du *Monde*. Un numéro indispensable pour actualiser ses connaissances avant les examens.

* Offre valable uniquement pour la France métropolitaine. Pour les DOM-TOM, l'étranger et les abonnés en nombre, nous contacter au (1) 49-60-30-10.

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au *Monde Dossiers et Documents* pour un an (11 numéros) au tarif de 105 F seulement.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

LOCALITÉ _____

Mode de règlement

☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue n° _____

Date d'expiration _____

☐ Carte A.E. n° _____

Date d'expiration _____

Date et signature obligatoires : _____

Bulletin et règlement à renvoyer sous enveloppe à :
Le Monde Dossiers et Documents - Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry Cedex

ANNE-MARIE IDOUX
Maître-artisan
CRÉATION-RESTAURATION
Imitation marbres et pierres dures
TRAVAIL SOIGNÉ
pour DÉCORATEURS et PARTICULIERS
Tél. : (1) 42-63-07-36

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-0057

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourme, président
Françoise Hugnot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-98-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composition 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 095 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sous les notes propres en capitales d'imprimerie

Progression de 0,8 % du PIB au deuxième trimestre

Nette accélération de la croissance française

La croissance économique en France s'est nettement accélérée au second trimestre. Le PIB a progressé, selon les calculs de l'Insee, de 0,8 % par rapport au premier trimestre. Ce qui correspond à un rythme annuel de plus de 3 %.

Ce bon résultat est assez surprenant. Il succède à une totale stagnation au premier trimestre et à un recul de 0,2 % au quatrième trimestre 1990. L'Insee dans ses dernières prévisions avait bien envisagé une reprise mais plus faible (de 0,5 % en termes de PIB) et tirée par les services alors que la production industrielle devait légèrement reculer. Ce n'est pas ce qui s'est passé, la production industrielle progressant de 1,5 % au deuxième trimestre, soit à un rythme de 6 % l'an.

Il semble donc bien que la phase basse du cycle conjoncturel soit maintenant derrière nous et qu'un total elle n'ait duré que six mois. La reprise du second trimestre aura été tirée par le commerce extérieur.

Après avoir réclamé l'arrestation de M. Loukianov

Le procureur général soviétique a démissionné de ses fonctions

Le procureur général d'Union soviétique, M. Nicolas Troubine, a démissionné jeudi 29 août de ses fonctions, en déclarant assumer la responsabilité du soutien de fait donné par ses services au coup d'Etat manqué de la semaine dernière. « En mesurant l'étendue de ma propre responsabilité dans le comportement indigne des responsables du Parquet soviétique (...) j'annonce officiellement ma démission », a-t-il déclaré devant le Soviet suprême d'URSS.

Peu auparavant, M. Troubine avait obtenu du Soviet suprême soviétique l'arrestation de M. Ana-

toli Loukianov, son ancien président, accusé d'avoir participé au putsch (lire page 6). Pour motiver sa demande, le procureur général avait indiqué que ses enquêteurs avaient « réuni des preuves très sérieuses qui indiquent qu'Anatoli Loukianov a également participé au complot des membres du Comité pour l'état d'urgence pour s'emparer du pouvoir ». Ces agissements, avait-il estimé, tombent sous le coup de l'article 64 du code pénal de la Fédération de Russie sur la haute trahison. (AFP, Tass.)

Trente ambassadeurs sont rappelés à Moscou

Trente ambassadeurs d'Union soviétique en poste à l'étranger ont été rappelés à Moscou « pour consultations », a annoncé l'agence russe RIA.

L'ambassadeur en Grande-Bretagne, M. Leonid Zamiatine, et

l'ambassadeur de l'URSS en Irlande, M. Guerman Gventadza, sont en tête de cette liste, précise RIA qui cite un diplomate soviétique bien informé. M. Doubinine, ambassadeur à Paris, se trouvait toujours en France, jeudi en fin de matinée.

LIBAN : selon le chef de la milice chiite Amal

Un prisonnier israélien aurait été « vendu » aux Iraniens

Le chef du mouvement chiite Amal (prosyrien), M. Nabih Berri, a récemment affirmé que le capitaine Ron Arad, un aviateur israélien capturé au Liban, avait été « vendu » pour un demi-million de dollars aux Iraniens, a indiqué, mercredi 28 août, un ministre libanais qui a requis l'anonymat. M. Berri, également ministre d'Etat, avait indiqué, lors d'une réunion du gouvernement, il y a un mois, que Ron Arad, capturé par ses miliciens en octobre 1986, avait été « vendu » par le chef des services de sécurité de son mouvement, M. Moustapha Dirani, qui avait fait sécession en 1988 et s'était rallié aux intégristes chiites du Hezbollah pro-iranien.

Le chef d'Amal n'aurait donné aucune autre précision et n'aurait notamment pas dit si l'aviateur israélien avait été transféré en Iran ou se trouvait toujours au Liban. Lors d'une conférence de presse, mercredi, M. Berri avait réaffirmé détenir les corps de deux militaires israéliens et certains de leurs effets personnels. (AFP.)

Trois personnes tuées par un déséquilibre

Dénouement tragique d'une prise d'otages à Paris

Le forcené qui avait pris en otages sept personnes mercredi 28 août à 20 heures dans un appartement d'une cité au 140 de la rue de Ménilmontant, dans le vingtième arrondissement de Paris, est mort jeudi 29 à 8 h 15 lors de l'assaut donné par les policiers de la Brigade de répression et d'intervention (BRI). L'homme avait tué trois de ses prisonniers, deux hommes et une femme, mercredi soir, avant l'arrivée de la police. Un policier a été légèrement blessé au cours de l'opération.

Didier Destival, un Antillais de trente et un ans qui était sorti depuis quinze jours d'un hôpital psychiatrique, était monté, muni d'une hache et d'une carabine Winchester, du deuxième étage où il habitait, dans un appartement au troisième étage où étaient présents six adultes et un nourrisson de deux mois. Au cours de la nuit, il avait demandé un gilet pare-balles et une voiture pour partir. C'est en tentant de quitter jeudi matin l'appartement en se couvrant des otages, encore vivants qu'il a été tué par les policiers. Trois adultes et le bébé sont sains et saufs.

Le maire du vingtième arrondissement, M. Didier Bariani (UDF), qui s'est rendu sur place, a précisé que cette cité de 2 000 habitants,

construite en 1926 et qui connaît un fort taux de délinquance, est en cours de réhabilitation. Il a indiqué qu'il demanderait à M. Jacques Chirac, maire de Paris, un plan d'urgence. Il s'est par ailleurs étonné que les hôpitaux psychiatriques laissent sortir des personnes « instables ».

Citroën SA pourrait supprimer 1 800 emplois dans son usine de Rennes

La direction de Citroën SA pourrait annoncer la suppression de quelque 1 800 des 14 200 emplois de l'établissement de Rennes, à l'occasion de la réunion de prochain comité central d'entreprise, le 9 septembre prochain. Tel est en tout cas le nombre de départs en préretraite que la direction du groupe espère obtenir du ministère du travail.

Ce plan social, le quatrième en dix ans, est la conséquence, affirme-t-on à la direction de l'établissement de Rennes, du très net ralentissement des ventes de XM depuis le début de l'année, la production étant tombée de 485 voitures par jour à 190 actuellement.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

27. Le laboratoire du docteur Custodio..... 2

ÉTRANGER

Les bouleversements en Union soviétique... 3 à 8

Le règlement du conflit cambodgien

Ultime négociation à Pattaya 10

Contestation au Cameroun

Une dégradation de l'opposition à Paris..... 11

POLITIQUE

Les pouvoirs du maire de Paris

Une campagne publicitaire de l'UDF..... 12

LIVRES • IDÉES

« Faux pas » : une fausse histoire policière de Michel Rio, et un vrai jeu sur l'art du roman « La rentrée littéraire » : Histoire littéraire, par François Bott • Lettres étrangères : le grand chambardement d'Arno Schmidt..... 13 à 20

SOCIÉTÉ

Le Parti socialiste et Panama

Les coulisses d'une polémique..... 21

SPORTS

Athlétisme

Douche froide pour Christian Pliatzi à Tokyo..... 23

PRESSE

Les comptes du « Monde » en 1990..... 24

CULTURE

La mort de Vince Taylor

Le looser sublime..... 25

ÉCONOMIE

La préparation du budget pour 1992

Difficiles arbitrages..... 26

COMMUNICATION

L'université d'été de Carcass

La triomphe de Mac Gyver..... 27

Services

Abonnements..... 30

Carpet..... 23

Loto..... 21

Marchés financiers..... 28-29

Météorologie..... 31

Mots croisés..... 31

Radio-Télévision..... 31

Spectacles..... 30

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 août 1991 a été tiré à 505 212 exemplaires.

Le permis de conduire à points retardé de plusieurs mois

Le permis de conduire à points, qui devait entrer en service le 1^{er} janvier 1992, ne verra le jour que quatre ou six mois plus tard. En effet, le ministère de l'intérieur a choisi de privilégier la constitution du fichier informatisé des étrangers en situation irrégulière, ce qui, dans cette période de rationnement budgétaire, exclut que soit opérationnel à temps celui des trente-trois millions de titulaires du permis de conduire.

Sans ce fichier, le permis à points ne peut fonctionner correctement, car seule l'informatique permettra de gérer, sans délai, les six points dont disposeront tous les conducteurs français, de les supprimer quand ils commettront des infractions graves et d'en rajouter lorsqu'ils auront suivi une formation appropriée ou lorsqu'ils n'auront commis aucune contre-venance pendant trois ans.

EXIGEZ « LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE »

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horripilent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre « budget-plaisir ». Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La mode qui laisse votre budget intact ou presque... A partir de 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Une campagne sous-marine franco-japonaise dans le Pacifique

Une équipe franco-japonaise dirigée par Tetsuro Urabe (Géologie Survey du Japon) et Étienne Kuelian (CNRS) est partie de Fijidji le 28 août afin de poursuivre pendant un mois l'exploration de la dorsale du bassin Nord-Fijidji (à l'ouest des îles Tonga et Fidji) commencée en mai-juin 1989 par une autre équipe franco-japonaise (le *Shinkai-6500*). L'expédition baptisée Yokosuka 91 aura lieu en deux parties (legs) d'un mois, chacune séparée par un arrêt de dix jours à Nouméa. Ce sera la première campagne scientifique du tout nouveau sous-marin japonais, le *Shinkai-6500*. En 1989, les plongées avaient été faites par le sous-marin français la *Nautille*.

Ces programmes de recherche sous-marine ont été réalisés dans le cadre d'un accord passé en 1987 pour cinq ans entre l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et l'Agence japonaise de la science et de la techno-

logie. Depuis 1987, ont ainsi déjà été menées à bien plusieurs campagnes d'une durée totale de sept mois.

En 1989, une faune très bizarre comprenant plusieurs espèces totalement inconnues jusqu'alors - notamment des sortes d'escargots très velus - avait été découverte sur les sorties hydrothermales jaillissant de la dorsale du bassin Nord-Fijidji. La campagne Yokosuka 91 ira réétudier des sites déjà connus. Mais elle ira aussi explorer trois nouveaux sites repérés en février 1991 par un navire océanographique japonais de surface. Deux sont situés à la profondeur « normale » de 2 500 mètres. Le troisième est sous 4 500 mètres de profondeur d'eau, ce qui est tout à fait inhabituel pour des sorties hydrothermales sous-marines et est a priori très prometteur.

Y. R.

EN BREF

□ Selon M. Bérégovoy, M. Mitterrand avait prévu l'éclatement de l'URSS avant 1988. - M. Pierre Bérégovoy, a affirmé, jeudi 29 août, devant le Sénat, que M. François Mitterrand avait prévu « bien avant 1988 » l'éclatement de l'empire soviétique avant la fin de ce siècle. En 1981, M. Mitterrand lui avait demandé, ainsi qu'à M. Hubert Védrine, « de bien vouloir réfléchir aux conséquences d'un éclatement éventuel de l'empire soviétique qu'il prévoyait ». M. Bérégovoy était alors secrétaire général de l'Élysée.

□ Le GAN actionnaire à 2,5 % de la Cinq. - A travers une de ses filiales, Cofintex, le groupe d'assurances GAN a acheté au groupe Hersant 2,5 % du capital de la Cinq. La transaction, estimée à 43 millions de francs, est qualifiée de purement financière par le GAN. Elle ramène la part du groupe Hersant dans la chaîne de 10 % à 7,5 %.

□ CFTC et CFE-CGC critiquent le gouvernement. - La CFTC et la CFE-CGC, qui se sont rencontrées mercredi 28 août, ont exprimé « leur volonté de voir le gouvernement intervenir sans délai sur les questions économiques et sociales ». Les deux centrales syndicales, qui réclament « une relance graduée et sélective de l'économie », maintien-

dront « des contacts permanents » et envisagent de « prendre, si nécessaire, des initiatives communes ».

□ Trois cents suppressions d'emplois chez GEC-Alsthom. - Le groupe GEC-Alsthom devrait annoncer, à l'occasion de la réunion du comité central d'entreprise du 4 septembre prochain, la suppression de 300 emplois (sur 35 000) en France. Ces mesures devraient concerner 150 emplois à l'usine du Bourget (Seine-Saint-Denis), spécialisée en électromécanique, une quarantaine sur le site de fabrication d'isolants et de verrous de Meyzieu (Rhône) et une centaine sur celui de Villeurbanne, spécialisée dans l'appareillage de haute tension. Ce plan social qui est la conséquence de « l'adaptation des effectifs à la conjoncture », concernerait également plusieurs usines installées en Grande-Bretagne.

□ L'Américaine Delisa Floyd (800 m) était dopée. - L'Américaine Delisa Floyd, huitième en demi-finale du 800 m des championnats du monde d'athlétisme, a subi un contrôle antidopage qui, après examen des deux échantillons, a révélé des traces d'amphétamines. Entraînée par son mari Stanley Floyd, elle doit être suspendue pour quatre ans, a annoncé jeudi 29 août un porte-parole de la Fédération internationale d'athlétisme.

LES CONTES POPULAIRES DE
L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR
G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

Valorisez votre diplôme Bac + 2 en intégrant une Grande Ecole de Commerce

Lincoln International Business School

libs
Ecole Supérieure de Commerce

CONCOURS D'ENTREE 20 septembre
Admission parallèle après prépa ou bac + 2
65 rue du Théâtre 75015 Paris - 45.77.11.61

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

EXCLUSIF
LES CHOCS DE LA RENTRÉE

Ordinateurs sans clavier, modèles portatifs, gammes familiales ou professionnelles... Logiciels profitants, avec MS-DOS, de Windows 3, ou sur Macintosh, du Système 7... Chaque constructeur a préparé des produits majeurs bénéficiant des dernières innovations.

SVM vous dévoile, en avant première, les meilleures surprises de la rentrée.

ET AUSSI :

- IBM/APPLE : les vraies raisons d'une incroyable alliance.
- Découverte : les coprocesseurs mathématiques.
- Enquête : la mort de Goupil

SUR MINITEL :
36.15 SVM ou 36.25.01.58

prudence
M. Bush

JAC de sur l